

Table des matières

Éditorial	I
Jeanne Simard, Isabel Brochu	
Présentation « Dossier spécial » CRDT	II
À la recherche de la ruralité québécoise contemporaine	
Guy Chiasson, Marie-Claude Prémont	
DOSSIER SPÉCIAL	
La démographie rurale : des évolutions différenciées selon les territoires ruraux	1
Lawrence Desrosiers, Bruno Jean	
Le vieillissement de la population en milieu rural québécois	9
Majella Simard	
Les néoruraux en cavale vers la campagne : quelles conséquences pour le Québec?	19
Laurie Guimond, Myriam Simard	
Les pôles dans leur espace périphérique	27
Marc-Urbain Proulx	
Fiche informative	33
La relève en agriculture : entre renouvellement et continuité	
Patrick Mundler	
Fiche informative	39
L'agriculture va-t-elle continuer à occuper les territoires?	
Julie Ruiz	
Fiche informative	47
Agriculture : comprendre la diversité et ses enjeux	
Patrick Mundler, Julie Ruiz	
Un métier en transformation, mais encore significatif dans la ruralité côtière québécoise : le cas de la pêche et de sa relève en Gaspésie	53
Marco Alberio	
Les médias dans la région : quels enjeux pour l'information locale?	65
Aimé-Jules Bizimana	
L'hydroélectricité du Québec et les grandes régions productrices	83
Marie-Claude Prémont, Marc-Urbain Proulx	
Staple state et participation des communautés rurales dans la gouvernance de la forêt publique québécoise : bilan des mesures des réformes du régime forestier	99
Guy Chiasson, Hanneke Beaulieu	

Les politiques publiques de développement des milieux ruraux :	109
la Politique nationale de la ruralité du Québec revisitée	
Bruno Jean	

Fiche informative	117
Le paysage comme cadre participatif	
et réflexif des sociétés contemporaines	
Marie-José Fortin, Julie Ruiz	

Lien au territoire selon les générations chez les Anicinapek et les Cris	125
Véronique Landry, Hugo Asselin, Carole Lévesque	

La ruralité contemporaine face aux changements climatiques :	139
étude de l'adaptation sur les littoraux touristiques	
d'une petite ville québécoise	
Alexis Guillemard, Dominic Lapointe	

Les trois vi-e-s des territoires ruraux : voyage en France ou ailleurs	149
Sylvie Lardon	

L'ENTRETIEN

Nancy Ouellet directrice générale de la Table agroalimentaire	165
du Saguenay–Lac-Saint-Jean	
Isabel Brochu	

CHRONIQUE DU LIVRE

Guimond, L. et Desmeules, A. (2019). <i>Des ponts interculturels à</i>	171
<i>la rivière Romaine</i>. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec, 117 p.	
Marie-Claude Prémont	

La revue *Organisation & Territoires*, publiée par le Département des sciences économiques et administratives de l'Université du Québec à Chicoutimi, est subventionnée par le Fonds institutionnel de la recherche. La direction reconnaît aussi le soutien financier que le Centre de recherche sur le développement territorial accorde en tant que partenaire de la revue.

Direction

Jeanne Simard, directrice

Cathy Tremblay, édition et abonnement

Comité d'orientation

Luc Charron, UQAC

Thierno Diallo, UQAC

Brahim Meddeb, UQAC

Salmata Ouedraogo, UQAC

Marc-Urbain Proulx, UQAC

Comité de rédaction

Myriam Ertz, UQAC

Guy Chiasson, UQO

Bruno Jean, UQAR

Christophe Leyrie, UQAC

Marie-Claude Prémont, ENAP

Benoît-Mario Papillon, UQTR

Richard Shearmur, McGill

Martin Simard, UQAC

Diane St-Pierre, INRS-UCS

Suzanne Tremblay, UQAC

Révision linguistique

Stéphanie Tétreault

Traduction

Raymond Strokowski

Impression

Imprimerie Gauvin

ISSN 1493-8871

Poste-publications

4 0 0 5 2 0 2 2

Centre de **recherche** sur le **développement** **territorial**

UQAC - UQAR - UQAT - UQO - INRS-UCS - ÉNAP

Le CRDT est un centre de recherche interdisciplinaire et interuniversitaire qui s'est donné comme mission de produire, valoriser et diffuser des connaissances approfondies et pertinentes des réalités du développement territorial des régions non-métropolitaines.

Rassemblant plus de 70 membres, dont une quinzaine de l'extérieur du Canada, le CRDT est principalement rattaché à des institutions universitaires implantées au cœur même des territoires non-métropolitains.

Les travaux du CRDT s'intègrent dans une programmation de recherche structurée en quatre axes :

Axe 1

Aménagement
et gestion durables
du territoire
et des ressources

Axe 2

Dynamiques
économiques,
production
et proximité

Axe 3

Politiques
publiques
et gouvernance
territoriale

Axe 4

Modes de
construction
et de partage
des connaissances



Photos : CDDM, P.Grant, 2001; D. Chabot, 2001, 2002; G. Gauthier, 1992; D. Chabot, 2003; S. Aubé, 1999

Centre de recherche
sur le développement territorial (CRDT)
UQAC - UQAR - UQAT - UQO - INRS-UCS - ÉNAP
Université du Québec à Chicoutimi
555, boul. de l'Université
Chicoutimi (Québec), Canada, G7H 2B1
Tél. : 418 545-5011, poste 4038
Télec. : 418 545-5012
crdt@uqac.ca

**CRDT**

Éditorial

Les membres du comité éditorial du présent numéro de la revue *Organisations & Territoires* ont le plaisir d'offrir à leurs lecteurs un dossier spécial sur la ruralité contemporaine. Il faut rappeler que l'idée d'un ouvrage sur ce thème a pris naissance en 2016 dans le cadre d'une collaboration entre l'Université du Québec à Rimouski et l'ONG Solidarité rurale du Québec. Marie-José Fortin et Guy Chiasson avaient lancé la production d'une série de fiches portant sur des enjeux thématiques et s'appuyant sur des résultats de recherches menées par différents membres du Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT).

Or, des problèmes indépendants de la volonté du CRDT ont forcé les responsables à revoir la formule. Considérant que la ruralité contemporaine est encore un sujet fort pertinent, le CRDT a proposé de relancer le projet avec la collaboration de la revue *Organisations & Territoires*. Nous cédon la parole à **Guy Chiasson**, professeur et chercheur à l'Université du Québec en Outaouais, et à **Marie-Claude Prémont**, professeure et chercheuse à l'ENAP, afin qu'ils vous présentent le résultat des travaux de leurs collègues dans le texte intitulé *Présentation du dossier spécial*, qui suit le présent éditorial.

Dans ce numéro, nous présentons un entretien avec madame **Nancy Ouellet**, directrice de la Table agroalimentaire du Saguenay–Lac-Saint-Jean, dont la mission est de promouvoir, de soutenir et de réaliser des projets et des actions liés aux enjeux du secteur agroalimentaire en concertation avec les acteurs régionaux. L'organisme a été mandaté en 2015 pour mettre en place une stratégie de positionnement de la culture culinaire régionale : Zone boréale. Dans cet entretien, madame Ouellet nous parle des origines de cette démarche et de la volonté d'impliquer tous les acteurs de la filière agroalimentaire. La stratégie de positionnement de Zone boréale mise sur les éléments qui différencient le Saguenay–Lac-Saint-Jean des autres territoires et qu'on appelle la typicité boréale. La recherche occupe une place centrale dans ce positionnement, et ce, autant pour les sciences de l'agriculture que sociales. Madame Ouellet nous discute avec beaucoup de passion de l'importance de l'industrie agroalimentaire et des efforts de tous les acteurs pour relever les défis actuels et futurs.

Enfin, le numéro se termine par une recension de **Marie-Claude Prémont** à propos de l'ouvrage de **Laurie Guimond** et **Alexia Desmeules**, *Des ponts interculturels à la rivière Romaine?*, paru aux Presses de l'Université du Québec en 2019.

Bonne lecture!

Jeanne Simard
Directrice de la revue *Organisations & Territoires*

Isabel Brochu
Coordonnatrice du CRDT et professionnelle de recherche

Présentation « Dossier spécial » CRDT

À la recherche de la ruralité québécoise contemporaine

En 1971, Gérard Fortin évoquait, dans *La fin d'un règne*, la « disparition du rural non seulement dans les faits mais aussi dans les esprits » (p. 10). Il contestait ainsi la vieille distinction entre le rural et l'urbain qui les voyait comme des réalités fondamentalement différentes. Pour Fortin, les habitants de la ruralité québécoise devaient être considérés tout autant que les urbains, avec qui ils partageaient les mêmes aspirations, et avoir droit aux mêmes services. On se souviendra que Gérard Fortin n'était pas qu'un chercheur et qu'il a joué un rôle important dans le cadre du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ), dont il a été le directeur. Le BAEQ, comme plusieurs l'ont fait remarquer, a largement favorisé un développement des milieux ruraux allant dans le sens de leur urbanisation. La contribution de Gérard Fortin a, à tout le moins, le mérite de rappeler que la définition de la ruralité n'est pas qu'une préoccupation en recherche, mais qu'elle peut également alimenter et orienter les politiques publiques de développement de ces milieux ruraux.

Les certitudes de la Révolution tranquille voyant la ruralité comme des milieux à développer vers l'urbanisation ont rapidement été remises en cause. Plusieurs générations de mouvements, à commencer par les Opérations Dignité dans l'Est du Québec au début de la décennie 1970, ont rejeté un modèle de développement axé vers l'urbanisation des campagnes, réaffirmant ainsi une certaine différence entre la façon de faire du développement dans la ruralité. Puis, l'adoption de la *Loi de protection du territoire agricole* en 1978 posait un cran d'arrêt important contre la pénétration de l'urbanisation dans les campagnes agricoles. Le ministre de l'Agriculture de l'époque, Jean Garon, a dit, en déposant son projet de loi à l'Assemblée nationale : « Perdre ses terres agricoles pour y mettre de l'asphalte dessus, des maisons par-dessus, c'est un peu détruire ses talents. »

Ces mouvements de préservation de la ruralité n'ont pourtant pas stoppé sa métamorphose. Plusieurs recherches des dernières décennies mettent de l'avant l'idée que la ruralité contemporaine est en changement profond. L'ancienne compréhension du rural dominée par sa fonction agricole ferait place à une ruralité devenue diverse par les multiples fonctions que jouent les milieux ruraux. Cette nouvelle compréhension amène plusieurs chercheurs à être plus sensibles aux interactions multiples entre les milieux ruraux et urbains qui contribuent à remettre en question les lignes de partage. Ces repositionnements dans la recherche posent également la question des politiques qui permettraient d'appuyer adéquatement ces nouveaux territoires ruraux.

Dans un contexte contemporain où la démarcation des territoires ruraux par rapport aux villes devient plus difficile à tracer, les travaux regroupés dans ce dossier spécial ont pris une autre approche. Pour bien comprendre cette approche, il est utile de signaler que la plupart des auteurs de ces articles sont membres du Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT),

qui s'intéresse au développement des territoires situés à l'extérieur des métropoles, principalement au Québec, mais également ailleurs. Ces vastes espaces, disons non métropolitains, regroupent des territoires qui pourraient être considérés plutôt ruraux selon la définition traditionnelle, mais aussi des milieux plus urbains qui gardent pour plusieurs d'entre eux une relation de proximité plus ou moins forte avec les espaces ruraux. Tout comme si, dans ces espaces périphériques, l'urbain déborde sur le rural, mais le rural déborde aussi sur l'urbain.

Ainsi, le regard proposé par les divers textes est pluriel, dans la mesure où il saisit la ruralité en tant que réalité qui n'est pas nécessairement en opposition avec la ville. Dans leur texte, Alexis Guillemard et Dominic Lapointe soutiennent de façon très évocatrice que « les petites et moyennes villes (PMV) constituent des territoires à part. En plus de leurs fonctions urbaines, les enjeux agricoles et de conservation des milieux naturels y occupent une place importante. Cette hybridité inscrit les PMV des régions périphériques parmi les diverses formes de la ruralité contemporaine. » Si, à l'instar de *La fin d'un règne* de Gérald Fortin, cette façon de voir la ruralité reconnaît la place de la ville dans le rural, ce n'est pas pour dire que le rural est appelé à disparaître pour faire place à la ville (et pour proposer des politiques d'urbanisation), mais plutôt pour voir que la ruralité se fait dans un rapport complexe avec l'urbain. Bref, la préoccupation commune des auteurs réunis ici est de saisir *l'occupation dynamique des territoires non métropolitains*, tout en faisant le pari qu'ils contribueront ainsi à faire le portrait d'une ruralité périphérique contemporaine, toujours en mutation.

Les trois premiers textes que regroupe ce dossier spécial abordent directement la question de la démographie des milieux ruraux québécois. Chacun de ces textes, à sa façon, peint l'image d'une ruralité fragilisée par sa démographie, certains pour en tirer les conséquences et d'autres pour la nuancer. Le texte de **Lawrence Desrosiers** et **Bruno Jean** s'attaque de front à cette image d'une ruralité déprimée sur le plan démographique en montrant, chiffres à l'appui, que la démographie des milieux ruraux est plutôt en croissance ces dernières années. **Majella Simard**, pour sa part, s'attaque à la question du vieillissement pour montrer comment, dans les communautés rurales les plus affectées, les conséquences sur le développement sont multiples et interpellent des politiques adaptées. **Laurie Guimond** et **Myriam Simard** abordent une autre facette de la démographie rurale, soit l'apport de nouvelles populations permettant d'inverser un tant soit peu la stagnation démographique. Leur texte s'intéresse à ces néoruraux, tant à leur profil qu'aux conditions de leur intégration dans les communautés.

Les textes suivants s'intéressent à la production générée dans la ruralité contemporaine et son impact sur les territoires. Le texte de **Marc-Urbain Proulx** ouvre cette section en proposant une lecture plutôt globale de la périphérie québécoise qui met de l'avant la structuration de ce vaste espace par les pôles (plus ou moins urbains). Ce texte suggère l'imbrication et l'articulation entre le rural et les (plus ou moins grandes) villes. Le texte de **Patrick Mundler**, celui de **Julie Ruiz** ainsi que celui qu'ils ont coécrit abordent le secteur agricole, qui a longtemps le mieux symbolisé la ruralité au Québec. L'agriculture a

longtemps été dominée par des entreprises familiales et a assuré une vaste occupation du territoire rural québécois. Les auteurs cherchent à voir comment a évolué ce paradigme, tant dans sa dimension économique que géographique.

Marco Alberio aborde également un secteur où la petite production a dominé : celui de la pêche. Dans ce texte, l'auteur propose un portrait de l'évolution du métier de pêcheur dans ces diverses facettes. Le texte d'**Aimé-Jules Bizimana** aborde lui aussi un secteur où la petite production a joué un rôle important, trop souvent ignoré : celui des médias. Il montre justement comment la crise générale des médias traditionnels causée par la place croissante du numérique affecte tout particulièrement les médias locaux et régionaux, autant les indépendants que ceux rattachés aux grands groupes. La fragilisation des médias locaux a des conséquences importantes sur le développement local des milieux ruraux, conséquences que l'auteur souligne.

Les prochains textes s'interrogent sur les ressources naturelles, secteurs dominés depuis longtemps par la grande production. Le texte de **Marie-Claude Prémont** et **Marc-Urbain Proulx** s'intéresse à l'hydroélectricité pour interroger sa contribution au développement des régions et localités périphériques. Les auteurs montrent que cette contribution a tendance à diminuer fortement et participe au renforcement du caractère périphérique des régions productrices. **Guy Chiasson** et **Hanneke Beaulieu** s'intéressent à la forêt publique. Ils montrent que, si la forêt publique est à proximité des milieux ruraux, il y a une importante frontière qui sépare les deux. Si la nature de cette frontière a évolué dans le temps, elle persiste et exclut dans une large mesure les ruraux des bénéfices tirés de l'exploitation de la forêt publique. Le texte de **Bruno Jean** porte aussi sur la production des territoires ruraux, mais par des acteurs publics, plutôt que privés. Ce texte propose une analyse des politiques publiques de développement de la ruralité en portant un regard réflexif sur le cas innovateur de la Politique nationale de la ruralité.

Une dernière série de textes aborde la ruralité contemporaine du point de vue des représentations de la ruralité. Le texte de **Marie-José Fortin** et **Julie Ruiz** traite du patrimoine comme cadre permettant aux ruraux de redéfinir et renégocier les compréhensions du rural et son potentiel de développement. Les représentations des ruraux y sont mises à l'honneur, tout comme dans le texte de **Véronique Landry**, **Hugo Asselin** et **Carole Lévesque**, qui nous parle de la représentation du territoire chez les Anicinapek et les Cris. Ces auteurs interrogent tout particulièrement la compréhension du territoire et du lien tissé avec les communautés selon différentes générations.

Les deux prochains textes analysent également des représentations de la ruralité, mais insistent surtout sur la représentation que projettent les chercheurs, ou plus précisément sur la construction de nouvelles représentations par la recherche. Le texte d'**Alexis Guillemard** et **Dominic Lapointe** porte sur le tourisme, activité qui, dans le contexte des petites villes et leurs milieux ruraux environnants, est fortement exposée aux aléas des changements climatiques. Ils s'interrogent sur l'expérience d'un *living lab* qui visait à une meilleure rencontre entre chercheurs et acteurs touristiques afin d'identifier des mesures pour mieux faire face aux incidences des changements climatiques. Enfin, le texte de **Sylvie Lardon** s'inscrit également dans cette préoccupation d'amener les chercheurs et les acteurs à se

rencontrer pour assurer de nouvelles pistes de développement local. En présentant des cas principalement français dans le secteur de l'alimentation, l'auteure illustre le potentiel que renferment de tels rapprochements entre le monde de la recherche et le monde des acteurs ruraux.

Bref, ce dossier spécial sur la ruralité démontre à quel point dynamisme et défis importants se côtoient partout à travers le territoire du Québec. La dichotomie ville-ruralité s'est radicalement transformée au cours des dernières décennies pour engager un dialogue constant dont le nouveau langage exige une remise en cause de nos idées reçues sur la ruralité et une adaptation de nos politiques comme de nos représentations. Une chose demeure certaine, la ville ne peut exister sans la campagne, tout comme la campagne vit aussi de la ville.

Guy Chiasson
Professeur et chercheur
Université du Québec en Outaouais

Marie-Claude Prémont
Professeure titulaire
ENAP

Références

Fortin, G. (1971). *La fin d'un règne*. Montréal, QC : Éditions Hurtubise.



BACCALAURÉAT

EN ADMINISTRATION

Le baccalauréat en administration propose des concentrations qui permettent à l'étudiant de se spécialiser dans une des fonctions de l'entreprise, soit en finance, en gestion des ressources humaines, ou en marketing, ou encore d'obtenir un profil de formation transdisciplinaire en management et commerce international. La possibilité d'étudier à l'étranger, pendant un trimestre ou une année, de même qu'un projet d'intervention (stage) sont accessibles dans ces différents domaines.

programmes.uqac.ca/7764

UQAC

La démographie rurale : des évolutions différenciées selon les territoires ruraux

Lawrence Desrosiers^a, Bruno Jean^b

RÉSUMÉ. Notre analyse de l'évolution de la démographie rurale québécoise, basée sur des données objectives, permet d'illustrer des réalités souvent méconnues ou mal perçues, par exemple la croissance globalement positive de la population vivant en milieu rural. Nous proposons ici une typologie originale des milieux ruraux qui permet de mieux faire ressortir la dynamique des évolutions démographiques rurales. Dans un deuxième temps, nous étudions l'évolution des migrations selon cette typologie, qui illustre un ralentissement significatif de ce qu'on appelle l'exode rural et le ralentissement du pouvoir d'attraction de Montréal. Finalement, le vieillissement de la population rurale, avec maintenant plus de décès que de naissances, devient un facteur décisif de l'évolution de la démographie rurale du Québec.

ABSTRACT. Our analysis of the evolution of Quebec's rural demography, based on objective data, illustrates realities that are often overlooked or poorly perceived, as the generally positive growth of the population living in rural areas. Here we propose an original typology of rural areas which allows us to better highlight the dynamics of rural demographic changes. In a second step, we study the evolution of migrations according to this typology, which illustrates a significant slowdown in what is called the rural exodus and the slowdown in the attractiveness of Montreal. Finally, the aging of the rural population, now with more deaths than births, becomes a decisive factor in the evolution of Quebec's rural demography.

Introduction

Au moment où l'opinion publique fait largement état de la dépopulation de certaines régions rurales, un examen attentif de la démographie des zones rurales montre que, globalement, la population rurale ne diminue pas, même si son rythme de croissance est plus faible que celui des milieux urbains. De plus, les territoires ruraux proches des zones métropolitaines connaissent une forte croissance et le déclin ne concerne plus que les zones rurales des régions périphériques. Si l'exode rural a marqué l'histoire récente du Québec, les données démographiques montrent des signes de changement de ces phénomènes migratoires, voire des signes d'un repeuplement de certaines campagnes, alors que d'autres restent aux prises avec le déclin démographique.

Dans cet article, après la présentation de quelques données sur la population rurale et sa répartition selon les territoires ruraux et les régions qui prennent en compte les données de Statistique Canada (2017) et de l'Institut de la statistique du Québec (2019), nous

illustrons ces évolutions de la démographie rurale au Québec et ses trajectoires différenciées. Finalement, nous nous attardons à l'examen de l'exode rural, soit les phénomènes migratoires ruraux-urbains ou interrégionaux qui ont pesé assez lourdement sur l'évolution démographique récente du Québec rural.

1. La population rurale du Québec et sa répartition

Le Québec compte 2 108 904 personnes habitant en milieu rural, selon la définition de la ruralité adoptée par l'ancienne Politique nationale de la ruralité du Québec 2007-2014 (MAMR, 2006) et d'après le dernier recensement de 2016 (Statistique Canada, 2017). Elles représentent 25,8 % de sa population totale de 8,16 millions d'habitants. À partir de critères sensiblement différents, Statistique Canada (2017) estime que cette proportion oscille autour de 20 %. Cette différence s'explique par le fait que cette politique rurale comptabilise la population des petites villes et des centres de services localisés en région rurale.

^a Professeur associé, Université du Québec à Rimouski

^b Professeur émérite, Université du Québec à Rimouski

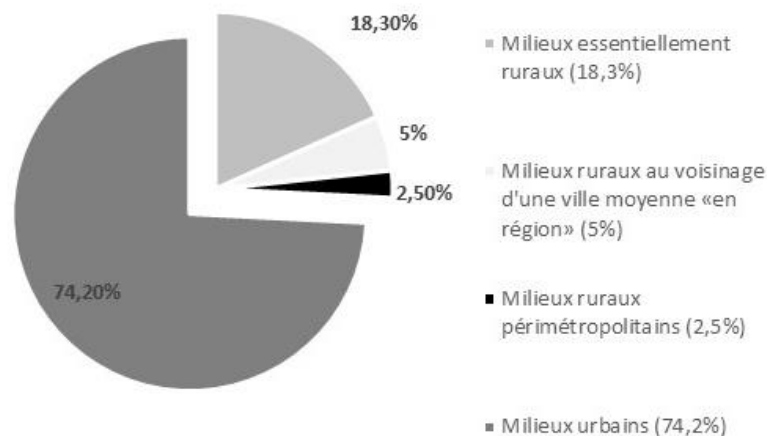


Figure 1 – Proportion des ruraux et des urbains dans la population totale du Québec (2016)
 Source : Statistique Canada, Recensement de la population 2016; MAMROT, compilation spéciale

À l'échelle provinciale

Les ruraux représentent donc environ le quart de la population totale du Québec et se répartissent ainsi : 1 491 248 vivent en milieu essentiellement rural (18,3 % de la population québécoise et 70,7 % des ruraux), quelque 410 363 vivent dans la partie rurale d'un territoire comprenant une agglomération urbaine, c'est-à-dire au voisinage d'une agglomération de recensement comptant de 25 000 à 100 000 habitants (5 % de la population et 19,5 % des ruraux), et 207 293 vivent en zone rurale périurbaine, c'est-à-dire en périphérie immédiate de Montréal et de Québec (2,5 % de la population et 9,8 % des ruraux).

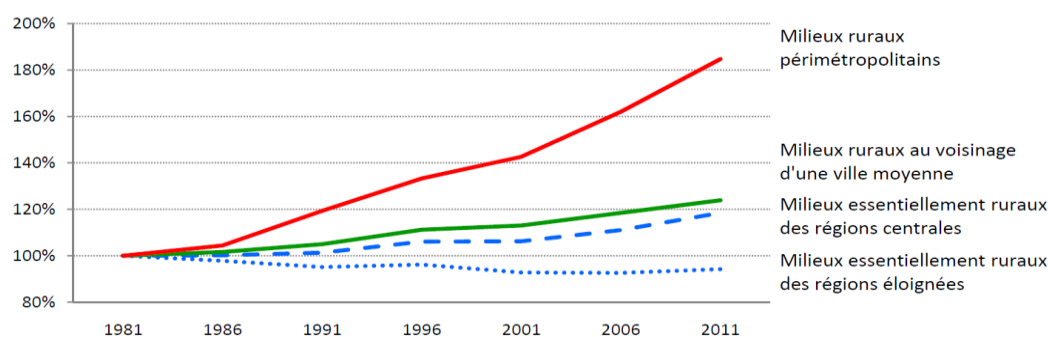
À l'échelle régionale

Sur le plan régional, 70,7 % des ruraux, soit près de 1 497 000 personnes, vivent dans ce qu'on appelle le Québec des régions centrales¹, alors qu'ils sont 31,3 %, c'est-à-dire environ 645 000 personnes, à vivre dans les régions dites éloignées ou périphériques². Cette répartition a changé depuis plusieurs décennies en raison d'une évolution différenciée des trajectoires démographiques.

2. Une évolution démographique variable selon les territoires

La ruralité n'est pas synonyme de déclin démographique et, contrairement à une opinion largement répandue, la population rurale du Québec n'est pas en décroissance. En fait, depuis 1981, elle s'est accrue d'environ 17,9 %, soit de 319 624 personnes. Cette croissance a cependant été moindre de moitié que celle des villes. Avec une hausse de 30,5 % représentant environ 1 413 670 personnes, cette augmentation de la population urbaine explique la plus grande partie de l'accroissement de la population québécoise.

Si la croissance démographique urbaine, selon un schéma bien connu, se différencie entre une forte croissance des banlieues éloignées des centres-villes et un déclin relatif des quartiers centraux, il en va de même pour le milieu rural. L'augmentation de population a été très importante dans un petit nombre de milieux. Le territoire rural périurbain de Montréal et de Québec a vu sa population doubler durant cette période, alors que la population de la partie rurale d'environ 20 territoires situés au voisinage d'une ville moyenne a augmenté de 26,9 %, soit 86 979 personnes.



Note : les chiffres pour 2016 : péri-méto 206,9, voisinage aggro 126,9, ruraux région centrale 122,2 et ruraux région périphérique 93,2

Figure 2 – Évolution de la population rurale selon le type de milieu, de 1981 à 2016 (1981 = 100)
Source : Statistique Canada, Recensements de la population

Dans les territoires essentiellement ruraux, la ligne de fracture principale oppose celle des régions dites centrales, qui connaissent, elles aussi, des augmentations de population (22,2 %, soit 167 307 personnes), comparativement aux régions dites éloignées, qui continuent de voir diminuer leur population (-6,8 %, soit -41 757 personnes).

En résumé, l'évolution de la population par lustre nous enseigne que les milieux ruraux situés au voisinage des villes moyennes et des métropoles connaissent une croissance de population relativement forte, et que la ruralité des régions centrales est en croissance démographique, modérée, certes, mais en croissance. Pour sa part, la ruralité des régions périphériques ou des régions plus éloignées a connu une faible croissance de sa population pour la période allant de 2006 à 2011, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Ce renversement semblait être une bonne

nouvelle pour les milieux ruraux en dévitalisation localisés sur les marges de l'écoumène, mais le recensement de 2016 a montré que la tendance historique à la décroissance revenait.

La proximité ou l'accessibilité relative à une agglomération urbaine (pour les ruraux au Québec, consacrer une heure de déplacement pour se prévaloir d'un service est généralement considéré comme « accessible ») est devenue, avec la taille des localités, un des facteurs déterminants de la trajectoire démographique des communautés rurales. À tel point que les milieux ruraux au voisinage des villes moyennes « en région » ont connu, depuis 1981, des croissances de population proportionnellement supérieures à celles de ces mêmes villes moyennes qu'ils environnent. Les chiffres sont 26,9 % pour les milieux ruraux avoisinant une agglomération dont la croissance a été inférieure à 21,6 %.

Types de territoire	Population 1981	Population 2001	Population 2006	Population 2011	Population 2016	Variation en % de la population 2011-2016	Variation en % de la population 2001-2016	Variation en % de la population 1981-2016
MRC rurales des régions ressources	611 786	577 588	574 835	576 596	570 029	-1,14	-1,31	-6,83
MRC rurales des régions centrales	753 912	822 855	858 326	897 355	921 219	2,66	11,95	22,19
MRC rurales	1 365 698	1 400 443	1 433 161	1 473 951	1 491 248	1,17	6,48	9,19
MRC rurales avec agglomération	323 384	362 399	375 759	397 228	410 363	3,31	13,24	26,90
MRC rurales dans une RMR	100 198	142 009	161 625	185 091	207 293	12,00	45,97	106,88
Population urbaine d'agglomération	708 251	771 988	803 567	835 185	860 932	3,08	11,52	21,56
Population urbaine métropolitaine	3 933 536	4 560 610	4 772 004	5 011 664	5 194 525	3,65	13,90	32,06
Population rurale	1 789 280	1 904 851	1 970 545	2 056 270	2 108 904	2,56	10,71	17,86
Population urbaine	4 641 787	5 332 598	5 575 571	5 846 849	6 055 457	3,57	13,56	30,46
Population provinciale	6 431 067	7 237 449	7 546 116	7 903 119	8 164 361	3,31	12,81	26,95

Tableau 1 – Évolution de la population de 1981 à 2016, selon le type de territoire
Source : Statistique Canada, Recensements de la population; Compilation spéciale des auteurs

Le tableau 1 sur l'évolution de la population québécoise selon le type de territoire de 1981 à 2016 permet de faire quelques constats :

- 1) Depuis 1981, la population du monde rural a augmenté de 17,9 %, tandis que le milieu urbain a connu une croissance de près de 30,5 %;
- 2) Les MRC entièrement rurales des régions ressources ont connu une décroissance (6,8 %);
- 3) De 2011 à 2016, la population rurale du Québec a augmenté de 2,56 %, soit à un rythme plus faible que celui de la population urbaine (3,57 %);
- 4) Les MRC entièrement rurales des régions ressources ont connu, contrairement à la période 2006 à 2011, une légère décroissance (-1,14 %);
- 5) Depuis 1981, les MRC rurales des régions périphériques ont perdu près de 42 000 habitants, alors que les MRC avec une agglomération ont gagné près de 87 000 résidents;
- 6) Les municipalités rurales des RMR ont connu la plus forte croissance de 2011 à 2016, soit 12 %. On observe une forte croissance de cette ruralité périurbaine, qui a vu sa population doubler, passant de 100 000 à tout près de 207 000 habitants de 1981 à 2016.

3. Le ralentissement de l'exode et des migrations rurales

L'évolution démographique rurale est plus rythmée par les mouvements migratoires internes que par la variation des taux de natalité. Les soldes migratoires montrent que, globalement, les territoires ruraux gagnent des résidents à un moment et en perdent à un autre, au bénéfice ou au détriment des villes. Après avoir perdu seulement 150 personnes entre 1991 et 1996, les 62 MRC entièrement rurales ont subi un solde migratoire très négatif de 23 000 personnes entre 1996 et 2001. Après avoir connu un solde positif de 1400 personnes de 2001 à 2006, elles voient ce solde migratoire croître de 11 000 migrants entre 2006 et 2011 et de 14 300 personnes entre 2011 à 2016. Enfin, selon les données pour 2017-2018, le solde migratoire positif atteint près de 9900 personnes.

Dans les milieux essentiellement ruraux, il faut distinguer le profil des régions centrales de celui

des régions éloignées. Ces dernières régions perdent continuellement leur population au jeu des migrations internes, soit plus de 10 000 personnes entre 1991 et 1996, près de 24 500 personnes entre 1996 et 2001, environ 11 600 personnes de 2001 à 2006, 6 000 personnes entre 2006 et 2011 et, finalement, 5000 personnes de 2011 à 2016. Cette tendance à la réduction du solde migratoire s'est poursuivie en 2017 et en 2018, avec une perte de 1666 personnes pour ces deux années.

Par ailleurs, les milieux ruraux périmétropolitains n'ont jamais cessé de tirer profit des migrations internes, ce qui explique leur accroissement démographique soutenu depuis 1981, avec une hausse de près de 107 %. À leur accroissement naturel, rendu possible par la présence de jeunes ménages, s'ajoute l'apport des migrations interrégionales. Le phénomène bien connu de l'étalement urbain contribue aussi à cette dynamique démographique positive de la ruralité périurbaine.

Sur le plan migratoire interne, le monde rural est donc loin de n'être qu'une terre d'exode et d'émigration vers les villes, même si une certaine idée de dépeuplement rural marque encore profondément les représentations de la ruralité. Contrairement à une opinion répandue, on assiste à une réduction importante du solde migratoire négatif des MRC entièrement rurales des régions éloignées. Ce solde est en effet passé de 25 000 personnes pour le lustre 1996-2001 à 5000 personnes pour celui de 2011-2016. Ce changement des tendances migratoires du rural vers l'urbain connaît des impacts différents selon les régions.

Au cours des décennies 1970 et 1980, plusieurs organismes régionaux affirmaient que, chaque semaine, plusieurs autobus de jeunes quittaient les régions ressources pour Montréal et en revenaient pratiquement vides. Le discours à la mode, tant des élus que des chercheurs, était celui décrivant un tel « exode rural ».

Nous avons examiné la pertinence de cet énoncé de nos jours. Pour cette analyse, nous avons utilisé les données les plus récentes par région administrative, car nous ne disposons malheureusement pas de données par MRC. En 2017-2018, il y a eu, pour tous les groupes d'âge, environ 21 300 départs des régions ressources; 4200 personnes se sont dirigées vers les autres régions ressources, 4600 vers la région de la

Capitale-Nationale, 5000 vers les autres régions centrales, 5000 vers les régions périmontréalaises et, enfin, moins de 2500 vers la région de l'île de Montréal. Actuellement, l'autobus hebdomadaire qui quitte les régions ressources pour l'île de Montréal compte chaque semaine 48 passagers. Toutefois, à son retour vers ces régions, l'autocar compte désormais 57 passagers. On assiste donc à un renversement historique du modèle migratoire des régions vers la métropole.

Pour les jeunes de 15 à 24 ans, il y a eu un peu plus de 5000 départs des régions ressources, dont un peu moins de 800 vers Montréal (16 %). Par ailleurs, soulignons que 1404 jeunes se sont établis dans la région de la Capitale-Nationale, soit 78 % de plus que dans la métropole. Les migrations dans les régions centrales sont assez semblables aux régions ressources, tant pour tous les âges que pour les jeunes. À titre d'exemple, des 5586 jeunes qui ont quitté les régions centrales, seulement 982 s'établissent dans la métropole, contre 1446 à Québec. L'attractivité nouvelle de la ville de Québec est un phénomène inattendu qui illustre un changement positif dans la dynamique de développement de la capitale provinciale.

Les Québécois provenant des régions hors des cinq régions du grand Montréal déménagent beaucoup plus vers les banlieues du 450³ (12 000) que vers l'île de Montréal (5700), favorisant ainsi l'étalement urbain. Même constat pour les 15 à 24 ans, qui recherchent souvent des expériences de vie

reliées à la densité urbaine; la migration est légèrement plus favorable aux banlieues du 450 (2162) que pour l'île de Montréal (1769).

Dans ses échanges avec les autres régions, l'île de Montréal a un solde migratoire négatif de 23 663 personnes, dont 22 261 avec les régions voisines du 450; ces données confortent d'autres observations sur le phénomène de la migration de jeunes familles des centres-villes vers les banlieues. Ce solde fortement négatif est compensé par un solde migratoire international de plus de 32 000 émigrants. En 2017-2018, Montréal accaparait encore près de 78 % des nouveaux arrivants au Québec.

Les données du tableau 2 permettent de dresser quelques constats sur les migrations. En 2015-2016, l'île de Montréal a reçu 67 % des migrants internationaux (plus de 37 000 personnes) et 40 % des migrants interprovinciaux (près de 7750 personnes). Toutefois, Montréal a aussi connu des départs vers l'étranger (3738) et le Canada (13 974), soit un solde migratoire externe d'environ 27 000 personnes. Durant cette période, Montréal a attiré 38 000 migrants des autres régions du Québec, mais plus de 78 % proviennent de régions proches de la métropole. Au même moment, 54 700 personnes quittent l'île de Montréal; 46 200 personnes (84,5 %) vont s'installer dans les régions voisines, vivant le phénomène fort connu des migrations de la ville vers les banlieues. Au final, tous ces mouvements migratoires laissent tout de même un solde positif de 10 500 migrants à la métropole.

Les types de territoire	Migrations					
	Internationales			Interprovinciales		
	Entrants	Sortants	Solde	Entrants	Sortants	Solde
Régions ressources	833	262	571	1 492	1849	-357
Régions centrales sans Capitale Nationale	3 938	395	3 543	5 161	6 313	-1 152
Région de la Capitale Nationale	3 103	455	2 638	1 323	2 070	-747
Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière	10 148	1 785	8 363	3 826	7 413	-3 587
Région de Montréal	37 052	3 738	33 314	7 748	13 974	-6 226
Le Québec, total	55 074	6 545	48 529	19 550	31 619	-12 069
Les types de territoire	Interrégionales			Total		
	Entrants	Sortants	Solde	Entrants	Sortants	Solde
Régions ressources	19 276	22 009	-2 734	21 601	24 120	-2 520
Régions centrales sans Capitale Nationale	27 927	24 115	3 811	37 026	30 823	6 202
Région de la Capitale Nationale	15 006	13 965	1 042	19 432	16 500	2 933
Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière	93 153	78 663	14 490	107 127	87 861	19 266
Région de Montréal	38 087	54 696	-16 609	82 887	72 408	10 479
Le Québec, total	193 449	193 448	0	268 073	231 712	36 360

Tableau 2 – Migrations internationales, interprovinciales et interrégionales par régions administratives, Québec, 2015-2016
Source : Statistique Canada, Recensements de la population; Compilation spéciale des auteurs

Les régions ressources ont connu un solde négatif d'environ 2500 migrants, tandis que le solde de 2001-2002 atteignait 10 282 personnes. Il y a donc quatre fois moins de migrants quittant les régions périphériques ces derniers temps. Par ailleurs, les régions centrales hors de la région de la Capitale-Nationale ont connu un solde positif de 6202 migrants, un nombre supérieur à celui de 2001-2002, qui était de 4392 personnes.

Nous avons fait une dernière analyse visant à mesurer si le déclin démographique des MRC entièrement rurales des régions ressources était dû à l'exode rural ou à un accroissement naturel négatif résultant du fait qu'il y a plus de décès que de naissances dans un territoire donné. Pour ce faire, nous avons compilé les données disponibles des 12 MRC rurales du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Les premières données disponibles étaient celles de 2006 et les dernières, celles de 2018.

Du 1^{er} juillet 2017 au 1^{er} juillet 2018, ces 12 MRC entièrement rurales ont vu leur population se réduire de 358 habitants. Cette réduction est due à un accroissement naturel négatif de 751 personnes. Si nous comparons avec la période du 1^{er} juillet 2005 au 1^{er} juillet 2006, les 12 MRC entièrement rurales ont vu leur population se réduire de 1059 habitants. Cette réduction est en grande partie due à un solde migratoire négatif de 767 personnes.

Finalement, ces données nous permettent de constater que le déclin démographique des MRC rurales de l'Est-du-Québec qui était dû en 2006 à l'exode rural (solde migratoire négatif) est dû en 2018 à un accroissement naturel négatif. Le vieillissement de la population rurale, qui implique une majoration des décès, remplace donc l'exode rural comme facteur déterminant de l'évolution démographique de plusieurs territoires ruraux au Québec. Cette nouvelle tendance de la démographie rurale mériterait la mise en place d'une veille scientifique.

Conclusion

Notre analyse de l'évolution de la démographie rurale québécoise, basée sur des données objectives, aura permis d'illustrer des réalités souvent méconnues ou mal perçues. Le premier constat concerne l'évolution globalement positive de la population rurale, qui, bien que sa croissance de l'ordre de 17 % depuis 1981 soit moindre que la croissance urbaine

de 30 %, reste positive pour la plupart des zones rurales, sauf les territoires ruraux des régions périphériques ou éloignées. C'est donc dire que la dévitalisation rurale qui a souvent fait la manchette des médias ces dernières décennies concerne moins de 200 municipalités sur près de 1000 collectivités rurales que compte le Québec.

Il apparaît alors que la proximité d'une ville exerce un effet positif sur la croissance démographique rurale. Ainsi, on observe une augmentation de plus de 100 % de la population rurale en zone métropolitaine. Plus étonnante encore est la vitalité des collectivités rurales à proximité des villes moyennes « en région », dont la croissance est plus forte que celle de ces mêmes villes. Une dynamique de développement rurale-urbaine semble donc reposer sur une symbiose de ces milieux de vie qu'il faut mieux connaître.

La démographie rurale a depuis longtemps été influencée par des mouvements migratoires du rural vers l'urbain qui ont inquiété un grand nombre d'observateurs et de décideurs politiques. La migration traditionnelle vers Montréal s'est sensiblement ralentie et elle se dirige davantage vers les banlieues plus ou moins lointaines de la métropole. Au même moment, plusieurs migrants ruraux choisissent la capitale provinciale comme lieu d'accueil. Un autre phénomène apparaît plus nettement dans les statistiques de migration, soit la migration de retour dans les régions de partance. Ainsi, la migration doit être étudiée dans les deux sens pour mieux comprendre la réalité migratoire.

Un autre phénomène nouveau, et majeur dans ses conséquences, est l'accroissement naturel négatif qui touche les régions périphériques. On entend par ce concept le fait qu'il y a plus de décès que de naissances pour une année ou une période donnée, ce qui signifie une baisse de la population totale sur un territoire donné. On constate alors que ce sont les migrations et notamment celles de retour, comme on a pu l'illustrer pour le cas de l'Est-du-Québec, qui atténuent le déclin démographique engendré par un accroissement naturel négatif et qui est en lien direct avec le vieillissement de la population québécoise, tant rurale qu'urbaine.

Cette évolution de la démographie rurale est certes le résultat d'une dynamique économique favorable pour plusieurs milieux ruraux. Or, il est possible que cela soit aussi le résultat, bien que difficile à mesurer,

de certaines politiques publiques, par exemple la Politique nationale de la ruralité en vigueur de 2001 à 2014 ou encore le travail de soutien aux migrations de retour de Place aux jeunes en région, un

organisme subventionné par le gouvernement du Québec qui est encore très actif dans le soutien aux projets migratoires des jeunes.

NOTES

- 1 Les régions centrales sont les suivantes : Montréal, Laval, Chaudière-Appalaches, Capitale-Nationale, Centre-du-Québec, Estrie, Montérégie, Lanaudière, Laurentides et Outaouais.
- 2 Les régions périphériques sont les suivantes : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Bas-Saint-Laurent, Mauricie, Côte-Nord, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec.
- 3 Expression populaire pour désigner les banlieues autour de Montréal, qui ont en commun l'usage du même indicatif téléphonique, soit le 450.

RÉFÉRENCES

Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2019). *Le bilan démographique du Québec*. Québec, QC : Gouvernement du Québec.

Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR). (2006). *Politique nationale de la ruralité du Québec 2007-2014 : une force pour tout le Québec*. Québec, QC : gouvernement du Québec. Repéré à www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageFichier.aspx?idf=76046

Statistique Canada. (2017). *Recensement de 2016*. Ottawa, ON : Gouvernement du Canada.



BACCALAURÉAT

EN SCIENCES COMPTABLES

Les étudiants de l'UQAC se démarquent année après année par leurs résultats exceptionnels aux examens des comptables professionnels agréés (CPA) du Québec. Ces performances, qui confirment la place de l'UQAC parmi l'élite au Québec, sont attribuables à la rigueur des programmes en sciences comptables offerts, à l'implication exceptionnelle des professeurs et chargés de cours et à la qualité de l'encadrement fourni aux étudiants.

programmes.uqac.ca/7766

UQAC

Le vieillissement de la population en milieu rural québécois

Majella Simard^a

RÉSUMÉ. Le vieillissement de la population représente un défi incontournable pour le Québec, en particulier pour les milieux ruraux, plus affectés par ce phénomène. L'objectif de cet article consiste à examiner la trajectoire évolutive du vieillissement au sein des localités rurales du Québec au cours de la période 1986-2016. Les résultats sont exposés à partir d'une analyse typologique à trois niveaux réunissant des localités qui présentent certaines affinités eu égard à l'évolution et à l'intensité du vieillissement. L'analyse est effectuée suivant une approche géographique et socioéconomique. Parmi les 62 localités rurales les plus enclines au vieillissement, la plupart présentent des signes de fragilité sur les plans démographique, géographique et économique, ce qui témoigne du caractère structurel des différents maux auxquels elles font face. La combinaison de ces difficultés contribue à handicaper leur développement, en plus d'avoir des impacts négatifs sur leurs perspectives d'avenir, d'où la nécessité de mettre en place une politique d'aménagement du territoire et de développement régional qui va bien au-delà d'une stratégie tournée uniquement vers le vieillissement démographique.

ABSTRACT. The aging population presents an unavoidable challenge for Quebec and, in particular, for rural areas, most influenced by this phenomenon. This article examines the evolutionary trajectory of aging in rural Quebec during the thirty-year period from 1986 to 2016. A three-level typological analysis of localities reveals certain patterns with regard to the evolution and intensity of aging, notably concerning geography and socio-economic factors. Of the 62 rural areas most prone to aging, most show signs of demographic, geographical and economic fragility, reflecting the complex structural nature of the challenges they meet. The combination of these difficulties hampers their current development and negatively impacts their future prospects in many ways, hence the need to implement new regional development and organizational policies that go beyond considering demographic aging as the only factor.

Introduction

Le vieillissement de la population, défini par l'augmentation de la proportion des personnes âgées de 65 ans ou plus au cours d'une période donnée, représente l'un des phénomènes les plus cruciaux de notre société (Dumont, 2018; Broussy, 2014). Conjugué à d'autres réalités démographiques, telles que l'émigration rurale et la dénatalité, le vieillissement, dont le rythme évolutif et l'intensité diffèrent considérablement d'un endroit à l'autre, contribue à la déstructuration des pyramides d'âges.

En milieu rural, le phénomène demeure encore peu étudié (Pagès, 2013). Il n'est pourtant pas sans conséquence en matière d'offre de services de proximité, dont l'infrastructure tend à s'effriter particulièrement au sein des plus petites localités éloignées des villes (Simard, à paraître). En outre, il est

susceptible d'influer sur la répartition géographique des activités économiques, soit en favorisant l'essor d'une économie résidentielle au sein des milieux présentant de fortes aménités rurales ou se situant à proximité des villes, soit en fragilisant les localités dont l'économie repose sur l'extraction ou la transformation des ressources en raison de la pénurie de main-d'œuvre (Attias-Donfut, 2013; Blanchet, 2013; Devazies, 1999). Pour toutes ces raisons, il importe de bien cerner l'ampleur du phénomène dans le but de mieux orienter les politiques publiques en matière d'aménagement du territoire et de développement régional.

L'objectif de notre contribution consiste à examiner la trajectoire évolutive du vieillissement au sein des milieux ruraux du Québec au cours de la période 1986-2016 à partir de recensements de Statistique Canada. Sur le plan méthodologique,

^a Professeur, département d'histoire et de géographie, Université de Moncton

nous privilégions une analyse typologique à trois niveaux (localités fortement, moyennement et légèrement enclines au vieillissement) réunissant des localités qui présentent certaines affinités eu égard à l'évolution du vieillissement. Notre analyse est effectuée suivant une approche géographique et socioéconomique. Dès lors, les résultats sont présentés en considérant des variables telles que l'évolution de la population entre 1986 et 2016, le taux d'activité, le taux de chômage, la nature de l'économie et du revenu total, les niveaux et la composition du revenu, le taux de scolarisation ainsi que certaines caractéristiques liées au tissu de peuplement.

Notre article comporte trois parties. En premier lieu, nous exposons brièvement les principaux enjeux du vieillissement démographique. La deuxième partie porte plus spécifiquement sur la présentation de nos résultats à l'échelle des milieux ruraux. Finalement, nous clôturons notre analyse en évoquant, à grands traits, quelques éléments de synthèse et de discussion.

1. Les enjeux du vieillissement au Québec

Les données du recensement de 2016 de Statistique Canada sont on ne peut plus révélatrices. Après Terre-Neuve-et-Labrador (10,6)¹ et le Nouveau-Brunswick (8,8), le Québec (8,3) est la province canadienne qui, entre 1986 et 2016, a été la plus affectée par le vieillissement de sa population. Le phénomène affecte de manière particulière les localités rurales du Québec, c'est-à-dire les subdivisions de recensement dont la population est inférieure à 2 500 habitants (n=720 en 2016). En effet, comparativement à l'ensemble de la province (8,3), la proportion d'ainés résidant en milieu rural s'est accrue de 11,1 points de pourcentage entre 1986 et 2016. Cette proportion grimpe à 12,2 points de pourcentage dans le cas des localités de moins de 500 habitants (Simard, à paraître). La figure 1 représente l'évolution de la proportion de personnes âgées au sein des localités rurales du Québec au cours de cette période de 30 ans.

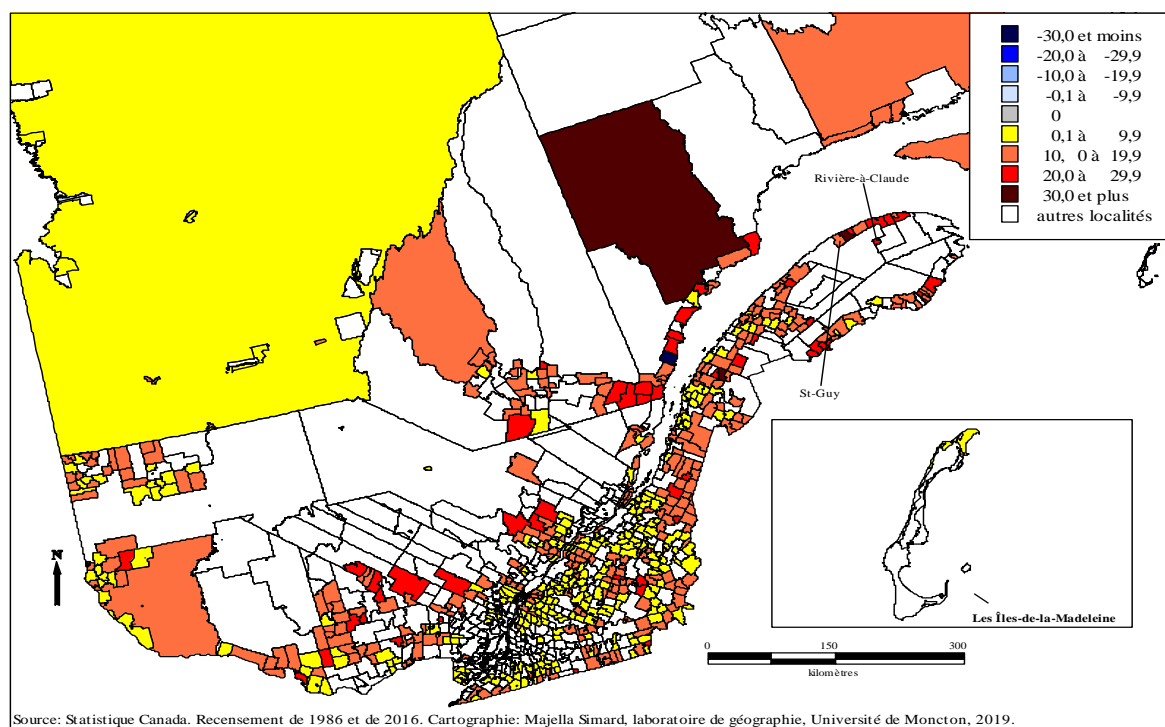


Figure 1 – Évolution de la proportion des personnes âgées de 65 ans ou plus dans les localités rurales du Québec entre 1986 et 2016

De 1986 à 2016, la proportion d'âinés s'est accrue de 20 points de pourcentage ou plus dans 62 localités (voir tableau 1). Trois localités parmi celles-ci, en l'occurrence Rivière-à-Claude, Saint-Guy et Rivière-aux-Outardes, ont affiché une croissance de leur proportion de personnes âgées supérieure à 30 points de pourcentage. Nous les avons identifiées par leur toponyme à la figure 1. Mentionnons que cette même proportion a été inférieure à 10 points de pourcentage dans 326 subdivisions de recensement, alors que ce même indicateur a oscillé entre 10 et 19,9 points de pourcentage dans 323 localités (voir figure 1).

Par ailleurs, seulement 9 localités rurales ont connu une évolution négative de leur proportion d'âinés en l'espace de 30 ans, dont 4 abritent un fort contingent de population autochtone. Pour la plupart en croissance démographique, les 5 autres municipalités (Massueville, Saint-Célestin, Howick, Hemmingford et Les Escoumins) ont une économie qui repose surtout sur l'industrie touristique, ce qui les rend plus sujettes aux flux migratoires. En outre, la pratique d'activités de villégiature couplées à diverses initiatives mises en place pour attirer des jeunes expliquerait aussi le fait que ces localités ne sont pas enclines au vieillissement et, par conséquent, tendent à rajeunir.

Variable/Évolution (en %) de la proportion de personnes âgées	Fortement 20,0 et +	Moyennement 10,0 à 19,9	Légèrement 0,1 à 9,9	- 0,1 et -	Le Québec
n	62	323	326	9	
%	8,6	44,8	45,2	1,4	
Variables démographiques					
Population moyenne (2016)	544	946	1 086	738	7 937
Évolution de la population (1986-2016) (n)	-9 017	21 646	36 162	2 728	1 631 900
Évolution de la population (%)	-21,1	-6,6	11,4	69,8	25,0
Nombre de localités en décroissance démographique continue depuis 1986	16	46	15	1	98
Proportion de localités en décroissance démographique continue depuis 1986	25,8	14,2	4,6	11,1	9,6
Évolution des 0-24 ans (1986-2016) (n)	11 705	60 895	24 540	-85	403 110
Évolution des 0-24 ans (1986-2016) (%)	-67,2	-46,9	-18,9	-3,5	21,7
Évolution de la proportion des 0-24 ans (1986-2016)	-23,8	-17,1	-11,1	-26,9	-13,5
Évolution des 65 ans ou plus (1986-2016) (n)	6 830	40 425	24 280	150	1 013 620
Évolution des 65 ans ou plus (1986-2016) (%)	187,1	122,0	69,5	18,4	210,5
Évolution de la proportion des 65 ans ou plus (1986-2016)	22,5	14,0	5,7	-6,3	8,3
0-24 ans en 1986 par rapport aux 30-54 ans en 2016 (n)	-8 790	40 535	16 410	-480	738 740
0-24 ans en 1986 par rapport aux 30-54 ans en 2016 (%)	-50,4	-32,2	-12,6	-19,7	41,1
Variables socioéconomiques					
Taux de migrations pendulaires (2016)	75,5	79,7	76,2	51,0	63,2
Taux d'activité de la population active (2016)	45,7	55,5	63,2	67,1	64,1
Taux de chômage de la population active (2016)	16,1	10,1	8,2	12,6	7,2
% des travailleurs affectés au secteur primaire (2016)	12,7	12,6	13,5	6,8	2,5
% des travailleurs affectés au secteur secondaire (2016)	22,7	23,2	22,6	13,2	17,1
% des travailleurs affectés au secteur tertiaire (2016)	64,6	64,2	63,9	80,0	80,4
% de la population active n'ayant pas complété une 9 ^e année (2016)	30,6	25,7	23,9	29,7	15,1
% de la population active possédant un diplôme d'études universitaires (2016)	4,3	5,1	5,4	3,6	13,7
Variables liées au revenu					
Revenu moyen des familles économiques* en \$ (2016)	61 527	66 503	71 932	73 525	79 378
% du revenu moyen des familles économiques par rapport à celui du Québec (2016)	77,5	83,8	90,6	92,6	—
% du revenu provenant d'un emploi (2016)	50,5	59,2	65,7	69,2	68,4
% du revenu provenant de transferts gouvernementaux (2016)	29,0	24,6	21,3	21,9	15,6
% du revenu provenant d'une autre source (2016)	20,5	16,2	13,0	8,9	16,0
% des familles économiques sous le seuil de faible revenu	4,2	4,2	3,6	4,0	4,2

*Pour Statistique Canada la famille économique renvoie à «un groupe de deux personnes ou plus habitant dans le même logement et apparentées par le sang, le mariage, l'union libre, l'adoption ou une relation de famille d'accueil. Un couple peut être de sexe opposé ou de même sexe. Par définition, toutes les personnes qui sont membres d'une famille de recensement sont également membres d'une famille économique» (Statistique Canada. Dictionnaire du recensement de 2016. En ligne : <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/ref/dict/fam011-fra.cfm> (consulté le 17 décembre 2019)).

Tableau 1 – Principales caractéristiques socioéconomiques des localités rurales du Québec en fonction de l'intensité de leur vieillissement entre 1986 et 2016
Source : Statistique Canada, *Recensements de 1986 et de 2016*. Compilation et calculs de l'auteur.

Régions administratives	N ^{bre} de localités rurales fortement vieilles
Gaspésie	12
Hautes-Laurentides	12
Capitale-Nationale	9
Chaudière-Appalaches	7
Bas-Saint-Laurent	6
Côte-Nord	6
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5
Outaouais	3
Abitibi-Témiscamingue	1
Montréal	1

Tableau 2 – Nombre de localités rurales fortement enclines au vieillissement par régions administratives

2. Situation du vieillissement au sein des milieux ruraux du Québec

2.1 Localités rurales les plus enclines au vieillissement

De faible densité, la taille moyenne des 62 localités rurales les plus enclines au vieillissement est de 544 habitants. Elles ont tendance à se concentrer dans les régions périphériques du Québec (voir tableau 2). Avec 12 entrées, la Gaspésie occupe le peloton de tête ex aequo avec la région des Hautes-Laurentides.

Évolution démographique

De 1986 à 2016, la population de ces 62 localités est passée de 42 732 personnes à 33 715, ce qui représente une diminution de 21,1 %. À titre indicatif, au cours de la même période, le Québec rural affichait un gain de 6 516 habitants, soit une augmentation de 1 %. Parmi ces 62 localités, 6 ont perdu plus de la moitié de leur population en l'espace de 30 ans. Toutes se situent dans l'Est-du-Québec, ce qui illustre bien les défis titanesques auxquels certains milieux ruraux du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie font face sur le plan démographique. Il s'agit de Murdochville, de Saint-Guy, de Saint-Jean-de-Cherbourg, de Mont-Saint-Pierre, de Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine et de L'Ascension-de-Patapédia. De plus, 15 de ces 62 localités sont affectées par un dépeuplement structurel. En effet, 4 n'ont jamais cessé de perdre des effectifs depuis 1981, 3 depuis 1976 et 8 depuis 1971.

Néanmoins, les localités rurales fortement touchées par le vieillissement ne sont pas toutes affectées par le dépeuplement. C'est le cas en particulier

de 16 d'entre elles, qui ont emprunté la trajectoire inverse. Les augmentations ont même été supérieures à 100 % dans 5 de celles-ci, à savoir : Lac-Simon, Estérel, Rivière-aux-Outardes, Lac-Poulin et La Minerve.

Évolution du nombre de jeunes

La dénatalité et l'émigration ont entraîné, au sein des milieux ruraux fortement sujets au vieillissement, une forte décroissance du nombre de jeunes. En effet, alors qu'on dénombrait 17 430 personnes de moins de 24 ans en 1986, ils n'étaient plus que 5 725 en 2016, ce qui totalise une perte de 11 705 personnes, soit une baisse de 67,2 %. Ni les localités moyennement ou légèrement enclines au vieillissement n'ont subi un fléchissement aussi prononcé de la cohorte des moins de 24 ans au cours de la période à l'étude.

La décroissance du nombre de jeunes apparaît particulièrement problématique dans 23 de ces 62 localités rurales, lesquelles ont perdu plus des trois quarts des effectifs de cette cohorte en 30 ans. À Saint-Guy, la situation est telle qu'il ne restait plus aucun jeune en 2016, alors qu'ils n'étaient plus que 5 à Rivière-aux-Outardes et à Rivière-à-Claude. Toutefois, ce qui apparaît encore plus inquiétant est la diminution de la proportion de jeunes, un phénomène mieux connu sous l'appellation « vieillissement par le bas ». Cette dernière, au sein de ce même groupe, a régressé de 23,8 points de pourcentage en l'espace de 30 ans. En outre, en suivant les 0 à 24 ans en 1986, lesquels font partie de la cohorte des 30 à 54 ans en 2016, nous constatons une perte de 8 790 personnes, ce qui représente une diminution de l'ordre de 50,4 %.

Enjeux économiques

Les 62 localités les plus vieilles du Québec font aussi face à d'importants enjeux économiques. La précarité de leur économie se matérialise par un taux de chômage très élevé, lequel atteint 16,1 % en 2016. Quant au taux d'activité, il s'établissait à 45,7 %, comparativement à 64,1 % pour l'ensemble du Québec. Parmi ces 62 localités, 16 municipalités affichaient un taux inférieur à 40 %.

Les activités liées à l'exploitation des ressources composaient 12,7 % de leur structure occupationnelle, contre 2,5 % pour la province. Les secteurs secondaire et tertiaire retenaient respectivement 22,7 % et 64,6 % de la main-d'œuvre active locale, par rapport à 17,1 % et à 80,4 % pour la province. Les services accaparaient plus des trois quarts de la population active dans 15 de ces 62 municipalités. Bien que l'industrie touristique soit omniprésente dans la plupart de ces milieux et, de ce fait, explique la forte proportion d'emplois relevant du secteur tertiaire, pour plusieurs de ces municipalités, ce dernier constitue ni plus ni moins une sorte de refuge pour des individus qui ne sont pas en mesure d'occuper un emploi dans les autres branches de l'activité économique. C'est le cas notamment de Saint-Guy, de Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, de Matapédia et de Mont-Saint-Pierre, où les services composaient 85 % ou plus de leur structure occupationnelle.

Niveaux de scolarité

La forte proportion de personnes âgées qu'on retrouve au sein des milieux plus enclins au vieillissement a pour corollaire la faiblesse de leur taux de scolarisation ainsi que la part considérable prise par les autres sources de revenus (dont celles inhérentes aux pensions de vieillesse) dans la composition du revenu total. Dans ces localités, en effet, la proportion d'individus n'ayant pas atteint le seuil de la 9^e année se chiffrait à 30,6 %, par rapport à 15,1 % pour le Québec. Les niveaux de scolarité les plus élevés se retrouvaient surtout dans les milieux à forte vocation touristique ou de villégiature, comme à Sainte-Pétronille et à Estérel, alors qu'à l'inverse les localités isolées des centres urbains, telles que Trinité-des-Monts, Saint-Charles-Garnier, Sainte-Marguerite, Saint-Médard et Saint-Venant-de-Paquette, possédaient les taux les plus faibles.

Sources de revenus

Plus de 20 % du revenu total au sein des localités comprises dans ce groupe provient d'une source autre qu'un emploi ou de transferts gouvernementaux, en comparaison à 16 % pour la province. En 2016, le revenu moyen des milieux les plus vieillissants s'établissait à 61 527 \$, ce qui correspond à 77,5 % de celui du Québec. Certaines de ces municipalités, comme Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, Sainte-Anne-du-Lac et Lac-du-Cerf, font partie des localités les plus pauvres du Québec, alors qu'à l'opposé, Abercorn et Sainte-Pétronille figurent parmi celles les plus riches. Enfin, pour cette même catégorie de milieux, la fréquence des ménages à faible revenu atteignait 4,2 %, ce qui équivaut à la moyenne québécoise. Par ailleurs, elle oscillait entre des extrêmes allant de 1,3 % dans le cas de Saint-Julien à 8,3 % dans celui de Lac-du-Cerf.

2.2 Localités rurales moyennement enclines au vieillissement

On dénombre 323 localités rurales dont l'augmentation de la proportion d'ainés a oscillé entre 10 et 19,9 points de pourcentage entre 1986 et 2016 (voir tableau 1). Leur taille moyenne s'établit à 946 habitants.

Évolution démographique

À l'instar du groupe précédent, la plupart de ces milieux (n=212) sont affectés par la décroissance démographique. En effet, de 327 143 qu'elle était en 2016, leur population est passée à 305 497 en 2016, ce qui représente une diminution de 6,6 %. Parmi les 212 localités en décroissance, 14 le sont depuis 1981, 3 depuis 1976 et 17 depuis 1971. Qui plus est, 40 localités ont perdu plus du tiers de leur population au cours de la période à l'étude.

À l'autre bout du spectre, 18 ont affiché une croissance démographique de l'ordre de 50 % ou plus. Il s'agit de localités se situant à proximité d'une ville, à forte vocation touristique ou de villégiature. En l'espace de 30 ans, ces milieux se sont enrichis de 40 225 personnes âgées de 65 ans ou plus, alors qu'ils ont perdu 60 895 jeunes de moins de 24 ans. En moyenne, la proportion d'ainés s'est accrue de 14 points de pourcentage entre 1986 et 2016. Celle-ci a été supérieure à 18 points dans 32 localités, la plupart étant situées dans la région de Chaudière-Appalaches.

Évolution du nombre de jeunes

Quant à la proportion de jeunes, elle a décliné de 17,1 points. Aucune localité n'a connu une croissance de cet indicateur. Authier (-7,1), Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix (-9,1), Montebello (-9,1) et Thorne (-7,1) affichaient les baisses les plus faibles. À l'inverse, 22 localités ont enregistré une diminution de 25 points ou plus de leur proportion de jeunes. Celles-ci se retrouvent essentiellement sur la Côte-Nord, en Abitibi-Témiscamingue, en Gaspésie, dans le Bas-Saint-Laurent et dans Chaudière-Appalaches. Parmi ces localités, mentionnons Saint-Hilaire-de-Dorset (-41,5), Baie-Johan-Beetz (-33,0), Rivière-Saint-Jean (-32,1) et Saint-Jean-de-la-Lande (-30,7).

En suivant les 0 à 24 ans en 1986, lesquels font partie de la cohorte des 30 à 54 ans en 2016, seulement 40 localités ont subi une évolution positive de leurs effectifs. En valeur relative, les pertes, pour l'ensemble de cette catégorie, représentent une diminution de 40 535 personnes. En valeur relative, il s'agit d'une décroissance de l'ordre de 32,2 %. Cette dernière a même été supérieure à 50 % dans 59 localités, ce qui témoigne du fort courant d'émigration rurale auquel celles-ci sont assujetties. Saint-Omer-de-l'Islet (-73,0), Rivière-Saint-Jean (-69,0), Grosses-Roches (-68,2) et Petite-Vallée (-68,0) font partie des milieux les plus affectés par ce phénomène.

Enjeux économiques

Sur le plan économique, plusieurs des localités appartenant à ce groupe souffrent de fragilité, et ce, bien que le taux d'activité moyen (55,5 %) soit supérieur à celui de la catégorie précédente (45,7 %; voir tableau 1). Par ailleurs, nous observons de très fortes inégalités au chapitre de l'emploi. Par exemple, des localités telles que Sainte-Hélène-de-Chester, Calixa-Lavallée, Matagami ou Natashquan ont un taux d'activité supérieur à 70 %. Certaines se situent près d'une ville, ce qui explique la vitalité de leur économie. Cette situation est d'ailleurs confirmée par des taux de migrations pendulaires très élevés. D'autres, souffrant d'encavement géographique, exercent le rôle de petits centres de services dans leur environnement immédiat. D'autres encore correspondent à des localités minières ou industrielles.

Il n'en demeure pas moins que le chômage, qui atteint une moyenne de 10,1 %, affecte la plupart des localités figurant au sein de cette catégorie, et ce, même si ce taux demeure moins élevé par rapport au groupe précédent (16,1 %). Le sous-emploi concerne plus spécifiquement 7 localités (Notre-Dame-de-Lorette, Île d'Anticosti, Albertville, Lac-Édouard, Saint-André-de-Restigouche, Rivière-au-Tonnerre et Franquelin), où le taux de chômage est supérieur à 30 %. La composition de la structure occupationnelle de ces milieux est pratiquement identique à celle de la catégorie précédente.

Néanmoins, la diversité caractérise les localités qui en font partie. Ainsi, dans ce groupe, le secteur primaire peut exercer un rôle majeur au sein de l'économie, comme c'est le cas à Notre-Dame-de-Lorette, à Lac-Chicobi, à Saint-Rémi-de-Tingwick et à Saint-Athanase. D'autres, comme Saints-Martyrs-Canadiens, Saint-Marc-du-Lac-Long, Lemieux ou Valcourt, disposent d'un solide appareil industriel.

Quant au secteur tertiaire, de trois choses l'une. D'abord, il sert de refuge à des travailleurs ne pouvant occuper un emploi dans d'autres sphères économiques. Nous pensons notamment à Petite-Vallée, à Restigouche-Partie-Sud-Est ou à Saint-André-de-Restigouche. Dans d'autres cas, la forte proportion d'emplois relevant du secteur des services est imputable à la proximité d'une ville, comme c'est le cas pour Notre-Dame-du-Portage ou Pointe-à-la-Croix. Ailleurs, elle est attribuable au rôle de dispensateur de services qu'exercent ces localités au sein de leur milieu respectif. Les Escoumins et Nominigüe s'inscrivent dans cette dernière situation.

Niveaux de scolarité

Un peu plus du quart de la population active n'avait pas atteint la 9^e année en 2016, alors que 5,1 % de celle-ci était détentrice d'un diplôme d'études universitaires. Une analyse fine des données permet de constater que les localités abritant une population faiblement scolarisée sont plutôt sujettes à la décroissance démographique, en plus de souffrir d'enclavement. S'inscrivent dans cette dernière situation Lac-Chicobi, Saint-Juste-de-Bretenières, Rivière-au-Tonnerre, Rivière-Ojima et Mont-Saint-Michel.

Sources de revenus

Le revenu moyen des familles économiques se chiffre à 66 503 \$, ce qui représente 83,8 % de celui du Québec. Il oscille entre 47 360 \$ (dans le cas de Grosses-Roches) et 123 520 \$ (dans celui de Vaudreuil-sur-le-Lac), illustrant de fortes disparités d'un milieu à l'autre. Le revenu d'emploi compose 59,2 % du revenu total, contre 24,6 % pour les transferts gouvernementaux et 16,2 % pour ce qui est des autres sources de revenus.

2.3 Localités rurales légèrement enclines au vieillissement

Les localités moins touchées par le vieillissement se composent d'un groupe de 326 municipalités, dont la population moyenne se chiffre à 1 086 personnes (voir tableau 1).

Évolution démographique

Cette catégorie se distingue par une évolution démographique positive, ses effectifs ayant passé de 317 910 à 354 072 habitants entre 1986 et 2016, soit une croissance de 11,4 %. La population a même plus que doublé au sein de 27 d'entre elles, dont un bon nombre correspondent à des réserves autochtones.

La décroissance démographique est tout de même le lot de près de la moitié des localités comprises dans cette catégorie. Au nombre de 146, certains de ces milieux en déclin ont même perdu plus du tiers de leur population en 30 ans. C'est le cas de Schefferville, de Saint-François-Xavier-de-Viger, de Sainte-Jeanne-d'Arc, de Saint-Noël, de Champneuf et de Winneway. Le dépeuplement affecte de manière particulière 7 localités en décroissance continue depuis 1971, alors que 6 le sont depuis 1981.

De 34 955 qu'ils étaient en 1986, le nombre d'ânés est passé à 59 235 en 2016, soit une augmentation de 69,5 %. Néanmoins, certaines localités comme Lochaber-Partie-Ouest, Très-Saint-Rédempteur et Hatley sont particulièrement sujettes à la géronto-croissance, le nombre d'ânés ayant plus que triplé dans 14 localités.

Évolution du nombre de jeunes

Ce groupe est aussi celui où la diminution du nombre de jeunes (-18,9 %) a été la moins forte au cours de la période à l'étude (voir tableau 1). Près de 60 localités ont même connu une augmentation des 0 à 24 ans. Cette hausse s'est toutefois avérée insuffisante pour compenser les pertes encourues puisque seulement 3 localités, à savoir Kuujuaupik, Belle-Rivière et Nemaska, n'ont pas été affectées par le vieillissement « par le bas ». En 1986, les moins de 24 ans totalisaient 129 930 individus, alors que 113 520 personnes faisaient partie de la cohorte des 30 à 54 ans en 2016, ce qui représente une décroissance de 16 410 personnes. En valeur relative, il s'agit d'une diminution de 12,6 %. Si certaines localités sises en régions périphériques telles que Sainte-Jeanne-d'Arc, Saint-Cléophas, Portage-du-Fort ou Champneuf semblent fortement concernées par l'émigration rurale, d'autres comme Lac-Sergent, Pointe-des-Cascades ou Montcalm attirent de jeunes ménages en raison de leur situation géographique privilégiée ou de la qualité de leur cadre de vie.

Enjeux économiques

Les localités moins sujettes au vieillissement présentent une situation économique nettement supérieure à celle de leurs homologues des groupes précédents. Plusieurs signes témoignent de cette situation. D'abord, le taux d'activité moyen s'établit à 63,2 %, avec des extrêmes allant de 29,8 % (Lac-Simon) à 85,2 % (Belle-Rivière). Les activités liées à l'exploitation des ressources accaparent 13,5 % de la population active, soit la proportion la plus élevée de notre typologie, contre 22,6 % pour celles liées à la transformation. De son côté, le secteur tertiaire compose 63,9 % de la structure occupationnelle. Cette plus forte vitalité économique a pour corollaire un taux de chômage moins élevé, celui-ci s'établissant à 8,2 %.

Niveaux de scolarité

Comparativement aux localités fortement ou moyennement enclines au vieillissement, celles les moins affectées par ce phénomène présentent des niveaux de scolarité plus élevés. Toutefois, à l'image de la très grande diversité qui caractérise l'espace rural québécois, les disparités, particulièrement au sein des miellieux ruraux appartenant à ce groupe, restent fort considérables. Par exemple, la

proportion d'individus n'ayant pas atteint le seuil de la 9^e année n'est que de 5 % à Lac-Sergent comparativement à 55,8 % dans le cas de La Romaine, la moyenne s'établissant à 23,9 %. De même, la proportion d'individus qui possèdent une formation universitaire, dont la moyenne se chiffre à 5,4 %, oscille entre des extrêmes allant de 0 (dans le cas de 16 localités) à 27,7 % pour celle de Senneville.

Sources de revenus

Au chapitre du revenu, ce dernier se chiffre à 71 932 \$, ce qui représente 90,6 % de celui de la province. Cette moyenne gomme toutefois de fortes disparités, dont les écarts varient entre 33 451 \$, dans le cas de Lac-Simon, la localité la plus pauvre du Québec eu égard à cet indicateur, à 165 547 \$, dans celui de Fermont, celle la plus riche. Le revenu total se décline comme suit : 65,7 % proviennent d'un emploi, 21,3 % de transferts gouvernementaux, alors que les autres catégories de revenus forment 13 % de celui-ci. Enfin, cette catégorie dispose du plus bas pourcentage de familles sous le seuil de faible revenu, cet indicateur étant même inférieur à la moyenne québécoise.

Conclusion

Le vieillissement représente un phénomène démographique qui affecte de manière particulière les milieux ruraux du Québec. Bien qu'il soit présent pratiquement partout, le vieillissement se manifeste à des intensités et des rythmes évolutifs qui diffèrent selon les endroits. Par exemple, les localités les plus touchées par cette réalité présentent plusieurs dénominateurs communs. Ayant tendance à se situer majoritairement, mais non exclusivement au sein des régions périphériques du Québec, elles sont généralement de petite taille démographique, en plus d'être éloignées des principaux pôles urbains. Le fait qu'elles soient plus enclines à la décroissance démographique et au vieillissement « par le bas » entraîne une déstructuration de leurs pyramides d'âges.

Elles se caractérisent aussi par la fragilité de leur économie, laquelle se manifeste par un faible taux d'activité, par un taux de chômage élevé ainsi que par une forte proportion d'emplois issus du secteur primaire. Dans bien des cas, elles abritent une population moins scolarisée, comparativement aux

autres catégories de milieux ruraux, et à faible niveau de revenu.

Dès lors, le vieillissement se combine à une déprise spatiale et économique qui hypothèquent le devenir de ces milieux. En conséquence, la concentration de ces carences structurelles appelle à des interventions spécifiques de la part de l'État afin de les redynamiser, mais surtout d'améliorer la qualité de vie des personnes (tant des aînés que des plus jeunes) qui y résident. Ces interventions doivent se tourner à la fois vers l'aménagement du territoire, le développement local et régional ainsi que la démographie.

En ce qui concerne plus spécifiquement ce dernier aspect, l'élaboration d'une vigoureuse politique démographique gravitant autour de l'accroissement des naissances (et donc vers le renforcement des politiques familiales), du rapatriement des jeunes, d'un meilleur contrôle des flux migratoires et de l'attraction d'immigrants reposant sur une stratégie de régionalisation de l'immigration apparaît incontournable.

Sur le plan de l'aménagement du territoire, il importe de favoriser une meilleure occupation de l'espace rural en misant sur le renforcement de petits centres de services régionaux, de manière à consolider la structure de peuplement des localités sises au sein des régions périphériques du Québec, lesquelles se caractérisent généralement par la faiblesse de leur armature urbaine.

Enfin, en ce qui concerne le développement régional, la création d'emplois stables et bien rémunérés représente une piste à explorer afin d'encourager le maintien des jeunes au sein de leur région d'appartenance, ce qui permettrait de ralentir les effets du vieillissement.

Bref, si l'on vise la réduction des inégalités spatiales et l'équité territoriale comme cadre d'intervention, les différents acteurs (au premier chef, les instances gouvernementales supérieures) sont conviés à repenser la politique d'aménagement et de développement territorial qui prévaut depuis les 50 dernières années. Leurs actions doivent être orientées en considérant la diversité des situations et des trajectoires démographiques qui caractérisent l'espace rural québécois.

NOTES

- 1 Le chiffre entre parenthèses indique l'augmentation de la proportion des personnes âgées de 65 ans ou plus entre 1986 et 2016. Il est exprimé en points de pourcentage.

RÉFÉRENCES

- Attias-Donfut, C. (2013). Actions intergénérationnelles et développement durable en milieu rural. *Gérontologie et société*, 36(146), 117-129. <https://doi.org/10.3917/gs.146.0117>
- Blanchet, M. (2013). Le vieillissement des campagnes : éléments d'introduction démographique et géographique. *Gérontologie et société*, 36(146), 21-38. <https://doi.org/10.3917/gs.146.0021>
- Broussy, L. (2014). *Dix mesures pour adapter la société française au vieillissement*. Paris, France : Dunod.
- Davezies, L. (1999). La territorialisation des personnes âgées : « l'or gris » et le « grey power ». *Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France*, 122, 193-197.
- Dumont, G.-F. (2018). Le vieillissement dans le monde : conséquences géopolitiques. *Vanguardia Dossier*, 69, 123-127. Repéré à <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01832382/document>
- Pagès, A. (2013). Des figures de pauvreté aux formes d'accompagnement de vieillir en milieu agricole et rural. *Gérontologie et société*, 36(146), 57-72. <https://doi.org/10.3917/gs.146.0057>
- Simard, M. (à paraître). Le vieillissement de la population et la décroissance démographique en milieu rural : un défi au développement des petites localités du Québec. *Cahiers québécois de démographie*.
- Statistique Canada. Recensement de 1986 et de 2016. Analyseur du recensement canadien. Faculté des Arts et des sciences, Université de Toronto. <http://dc1.chass.utoronto.ca/census/index.html>



MAÎTRISE

EN ÉTUDES ET INTERVENTIONS RÉGIONALES

Ce programme a comme objectif de promouvoir la réflexion théorique sur le développement des régions, et former des analystes et des agents de développement dans une perspective multidisciplinaire liée aux disciplines de l'économie, de la géographie, de l'histoire, des sciences politiques, de la sociologie et du développement durable. Deux volets sont proposés : le volet recherche où l'étudiant est appelé à réaliser un mémoire, et le volet professionnel où celui-ci est invité à faire un stage dans un milieu régional.

programmes.uqac.ca/3595

UQAC

Les néoruraux en cavale vers la campagne : quelles conséquences pour le Québec?

Laurie Guimond^a, Myriam Simard^b

RÉSUMÉ. La migration vers les campagnes de populations d'origine urbaine, qu'on surnomme les néoruraux, s'effectue à l'échelle du Québec, autant dans les régions adjacentes aux grands et moyens centres urbains de la vallée laurentienne qu'ailleurs dans la province. Cet article s'intéresse à leur profil et aux motivations qui justifient la concrétisation de leur projet migratoire. En outre, il explore les conséquences multiformes de leur établissement à la campagne, tout en proposant certaines pistes d'action pour répondre aux défis sous-jacents au phénomène de néoruralité.

ABSTRACT. *The migration to rural areas of urban populations, whom we call neo-rurals, occurs across Quebec in regions next to large and medium-sized urban centres of the Laurentian valley and elsewhere in the province. This article discusses their profile and the motivations driving their migration. It explores the multifaceted consequences of their settling in rural areas, all the while proposing certain courses of action to meet the underlying challenges of the neo-rurality phenomenon.*

Introduction

Ce n'est plus un secret pour personne que les campagnes se transforment depuis plusieurs décennies, notamment par l'arrivée de nouvelles populations qu'on surnomme les néoruraux. Qui sont-ils? Quel âge ont-ils? Pourquoi quittent-ils la ville pour aller vivre à la campagne? Leur projet migratoire est-il définitif? Quelles sont les conséquences de leur installation pour le développement territorial? Quelles actions s'imposent pour répondre aux nouveaux défis posés par ce changement?

Au Québec, la migration d'urbains vers les campagnes s'est d'abord opérée avec le retour à la terre de certains hippies de la contreculture des décennies 1960 et 1970. Elle s'est ensuite accentuée avec l'établissement de néoruraux aux profils variés. Malheureusement, au Québec comme au Canada, aucune donnée statistique ne permet de dater, de chiffrer ni de décrire sommairement ce phénomène. Par contre, des indicateurs, comme celui du solde migratoire interrégional¹, permettent de le déceler dans différentes municipalités régionales de comté (MRC), dont Portneuf, Maskinongé, le Val-

Saint-François, les Collines-de-l'Outaouais, les Îles-de-la-Madeleine, Avignon, Antoine-Labelle, Matawinie, Brome-Missisquoi et Arthabaska. Nos recherches, couplées à d'autres menées depuis plus de 15 ans dans des régions connaissant l'arrivée de ces nouveaux résidents, révèlent certaines grandes tendances à ce sujet.

1. Qui? Où? Pourquoi? Comment? Tendances générales liées à la néoruralité

Les néoruraux sont des individus qui vivaient en ville et qui ont fait le choix de s'établir en permanence en milieu rural². Le seuil temporel généralement retenu au Québec et ailleurs dans le monde est celui de 20 ans puisque, au-delà de cette période, les néoruraux sont plutôt considérés comme des résidents de longue date. Il ne faut pas confondre les néoruraux avec les villégiateurs ou les touristes, vu que leur déménagement en campagne n'est ni passager ni saisonnier, tout comme ils diffèrent des banlieusards, qui habitent les banlieues et non les campagnes.

^a Professeure agrégée, département de géographie, Université du Québec à Montréal

^b Professeure honoraire, Institut national de la recherche scientifique

La migration de la ville vers des territoires moins densément peuplés s'effectue à l'échelle du Québec, autant dans les régions adjacentes aux grands et moyens centres urbains méridionaux (Domon, Ruiz, Paquette et Roy, 2011; Roy, Paquette et Domon, 2013; Simard et Guimond, 2010) que dans les régions septentrionales (Guimond et Desmeules, 2019). Malgré les contrastes géographiques, culturels, socio-démographiques et économiques de la Belle Province, les défis liés à la néoruralité sont communs partout : *attirer* les nouveaux résidents en faisant connaître ses atouts; *accueillir* en proposant des mesures multiformes pour encadrer l'établissement; *cohabiter* en valorisant la mixité par la rencontre et la collaboration de populations aux origines multiples; et *retenir* en prévoyant des mesures à long terme. Ces défis sont exacerbés par l'hétérogénéité des nouvelles populations rurales et de leurs motivations de s'implanter en campagne ainsi que par leurs modes d'habiter différenciés.

Les néoruraux font partie d'un groupe non homogène ayant des profils diversifiés : âge, origine géographique, statut familial, classe sociale, profession et revenus. On compte ainsi des jeunes pour qui cette installation à la campagne concorde avec la naissance des enfants, l'achat d'une propriété ou la concrétisation d'un projet occupationnel inédit; des adultes d'âge moyen qui optent pour la campagne afin de réaliser de nouveaux défis; ou des adultes d'âge mûr à la préretraite ou à la retraite en quête de quiétude. La migration ville-campagne se définit donc au gré des principales étapes de la vie.

Les motifs de migration sont tout aussi variés que les profils des néoruraux, mais ils sont intimement liés à la recherche d'une meilleure qualité de vie et d'un équilibre entre vie familiale, professionnelle et sociale. Une synthèse des facteurs d'attraction, d'insertion et de rétention dans l'espace rural québécois démontre bien qu'ils sont complexes et interreliés. En effet, de nombreuses considérations, aussi bien professionnelles et financières que personnelles, familiales, sociocommunautaires, culturelles et environnementales, interviennent simultanément dans la décision d'aller vivre dans ce type de milieu, d'y rester ou de le quitter (Simard, 2011).

Ces facteurs se découpent en quatre catégories, qui ne sont pas mutuellement exclusives (Simard et Guimond, 2009). D'abord, les raisons afférentes aux attraits géophysiques et sociaux de la campagne attirent les urbains : beaux paysages, proximité de la

nature, rythme et style de vie, convivialité, sécurité, qualité de l'air, cadre idéal pour les loisirs extérieurs et un jardin, etc. Ensuite, des raisons d'ordre familial incitent plusieurs à faire le grand saut : élever les enfants, suivre le conjoint, rejoindre la famille et la parenté. Puis, des raisons professionnelles justifient ce déplacement : obtention d'un emploi, désir de devenir travailleur autonome ou de démarrer une entreprise. Enfin, des raisons économiques rattachées à la perception d'un coût de vie moindre, à des mesures incitatives salariales ou à l'accès à la propriété pèsent également dans la balance.

Ces deux derniers motifs rejoignent particulièrement les professionnels du secteur public (éducation, santé, services sociaux, sécurité publique, etc.) qui choisissent de vivre dans des communautés septentrionales autochtones et non autochtones, où les besoins en main-d'œuvre sont criants. Il s'agit d'infirmiers insatisfaits de leurs conditions de travail dans les hôpitaux des centres urbains (horaire surchargé, instabilité, roulement de personnel, méconnaissance et anonymat des patients, etc.) et désireux de s'épanouir professionnellement en offrant des soins de qualité et de proximité à leurs patients. Ils sont des enseignants lassés de faire de la suppléance et qui rêvent d'avoir leur « propre classe ». Ils sont de jeunes adultes à leur entrée sur le marché de l'emploi qui décident de s'éloigner des grands centres pour acquérir une expérience professionnelle solide et polyvalente, avec le lot de défis que l'éloignement comporte. Ils sont aussi des professionnels dans la cinquantaine ayant connu des discriminations d'embauche liées à leur âge ailleurs au Québec qui souhaitent terminer leur carrière dans le Nord. En somme, les nouveaux résidents du Nord sont surtout des actifs à la recherche d'une stabilité leur permettant de s'accomplir professionnellement, tout en ayant accès à des conditions de travail et à un salaire intéressants, puis à un milieu de vie attrayant (petitesse des communautés, proximité de la nature, nordicité, exotisme, vie quotidienne en milieu autochtone, etc.) (Guimond et Desmeules, 2019).

Plus largement, cette migration est loin d'être immuable et irréversible, car elle est marquée par divers allers-retours entre la ville et la campagne, selon deux échelles spatiotemporelles. Premièrement, dans la vie quotidienne, les visites des amis et de la famille en ville, les activités urbaines sportives, récréatives ou culturelles, le magasinage, le

désir de l'effervescence urbaine et les liens professionnels sont autant de raisons de fréquenter régulièrement l'ancien lieu de résidence. Certains néoruraux gardent un pied-à-terre en ville (condo, appartement, chambre chez des amis ou parenté) dans l'optique de faciliter leurs séjours urbains. Deuxièmement, au sein même du projet migratoire, les retours en ville peuvent s'effectuer selon des événements décisifs de la vie : études secondaires et postsecondaires des enfants, divorce ou décès d'un conjoint, rapprochement des enfants et des petits-enfants ou accès à des soins de santé.

Ainsi, l'absence de rupture définitive des néoruraux avec la ville se constate. Une complémentarité rurale-urbaine apparaît puisque les deux milieux sont sujets à des va-et-vient constants et à des migrations plurielles selon les étapes de la vie (Simard, 2016). Par conséquent, des échanges, influences réciproques et interconnexions étroites caractérisent ces rapports ville-campagne.

2. Incidences de la néoruralité sur le développement territorial

L'arrivée d'urbains entraîne inévitablement des transformations majeures dans les campagnes. Ceux-ci apportent une contribution *favorable* en stimulant un renouvellement de la population et, conséquemment, un maintien des services publics et de proximité comme les écoles, les garderies, la poste et les commerces. Ils engendrent une diversification d'activités par leurs demandes, la création d'entreprises et l'essor de la consommation locale (entretien et rénovation des propriétés, alimentation, loisirs). Généralement soucieux de dynamiser leur nouveau milieu de vie, les néoruraux n'hésitent pas à s'impliquer localement, à partager leurs expertises et à mettre à profit leurs expériences antérieures et leurs réseaux. Ils participent à la consolidation des secteurs artistique et culturel par des initiatives et par l'émergence de projets communautaires novateurs. Par leur engagement sur les plans politique et environnemental, ils valorisent la conservation du patrimoine bâti et naturel, tout en développant une sensibilisation accrue aux qualités et richesses écologiques du territoire rural (ex. : protection des espaces verts et des paysages).

La présence des néoruraux peut toutefois susciter des réactions *défavorables* tant de la population d'accueil que de certains néoruraux, surtout face aux réflexes urbains (ex. : demandes excessives en équipements et

services). La cohabitation peut être parfois difficile entre les divers ruraux, anciens comme nouveaux (Guimond, Gilbert et Simard, 2014). Le fait qu'ils ne sont pas natifs du même univers et qu'ils ont un passé et des expériences de vie distincts contribue à les éloigner. Cette distance est créée, d'une part, par le passé ancestral et le patrimoine familial local qui unissent les ruraux de longue date et, d'autre part, par le statut d'étranger des nouveaux résidents. Ainsi, une certaine réserve mutuelle, renforcée par la méconnaissance de l'autre et par des partis pris, rend difficile la pénétration de réseaux intergroupes.

Des pratiques et des représentations divergentes de la campagne (productive, résidentielle, récréative et de protection) sont alors des marqueurs de distance et des sources de conflits. Ces hostilités éclatent souvent à propos d'activités susceptibles de menacer la quiétude et le cadre champêtre recherchés par les ex-urbains, par exemple la production agricole avec ses « nuisances » olfactives, sonores et visuelles ou encore des projets industriels dans des zones fragiles ou protégées (Simard, 2017). Les décideurs locaux seront à l'avenir interpellés fréquemment par ces défis tant de cohabitation sereine entre des populations contrastées que de gouvernance équitable, transparente et progressiste en vue du bien-être de tous les citoyens.

Un clivage de classes est aussi noté dans plusieurs régions prisées pour leurs paysages attrayants, phénomène étroitement lié à celui de l'embourgeoisement rural (Simard et Guimond, 2012), alimenté également par la villégiature (Loyer et Doyon, 2019). Le Québec rural n'y échappe pas. Maintes régions accusent ainsi des hausses de taxes foncières (maisons, terrains et loyers), lesquelles entraînent l'exclusion de populations moins nanties et un sentiment de dépossession du territoire. Dès lors, des rapports de domination peuvent se créer, les individus ne partageant pas forcément les mêmes conditions sociales, notamment les revenus, les réseaux, les niveaux de scolarité, les catégories socioprofessionnelles, les expertises d'argumentation en public, etc. Cet embourgeoisement constitue certainement un des principaux défis associés à la transformation actuelle des campagnes.

Il va sans dire que la migration des néoruraux implique des rapports de pouvoir dans les interactions locales qui influent inmanquablement sur la restructuration rurale (Simard, Guimond et Vézina, 2018). L'ensemble de ces incidences sous-entend tant un apport dynamique de ces populations néorurales sur

le développement territorial que la nécessité de mieux arrimer certaines politiques à leur égard pour faciliter leur insertion globale de façon harmonieuse.

3. Pistes de réflexion et d'action

Pour que les campagnes tirent profit au maximum de ce phénomène migratoire perçu comme une solution de renouvellement de la population rurale, certaines actions s'imposent pour relever les nouveaux défis. Elles concernent prioritairement les facteurs d'attraction, d'accueil et de rétention des néoruraux; une cohabitation bonifiée par une lutte contre les préjugés, les exclusions et les discriminations de part et d'autre; ainsi qu'une gouvernance locale cohérente et solidaire (Simard, 2018). Ces pistes d'action se déploient de façon très inégale sur l'ensemble du territoire québécois. Elles sont concrétisées dans certaines municipalités, ou en cours d'élaboration, embryonnaires ou encore inexistantes dans d'autres.

D'abord, des politiques d'accueil personnalisé des néoruraux dans chaque municipalité (fête de bienvenue, trousse d'information, bons d'achat pour les produits locaux, rôle municipal de pivot de l'intégration, jumelage d'anciens et de nouveaux villageois) sont indispensables pour assurer un accueil cordial et efficace. À titre d'exemple probant, le Projet d'accueil et d'intégration solidaire (PAIS) de la MRC de Bécancour a remporté plusieurs prix pour son caractère innovant et pour sa vision à long terme de l'accueil et de l'intégration globale des nouveaux résidents sur son territoire. L'implication des populations déjà établies est au cœur de la démarche du PAIS, incitant ainsi une meilleure interconnaissance de populations aux origines différenciées.

À ces politiques d'accueil doivent se coupler des politiques familiales pour toutes les tranches d'âges, comme l'encouragent des programmes de soutien aux politiques familiales municipales offerts par le ministère de la Famille du Québec. L'entretien et le renouvellement des équipements municipaux principalement pour les jeunes familles devraient garantir des services de base et de qualité pour tous. L'accessibilité à des réseaux désormais essentiels comme Internet haute vitesse et la téléphonie mobile agit quant à elle sur l'attraction et sur la rétention des populations rurales, nouvelles comme anciennes.

En outre, des politiques et des actions pour contrer les effets pervers de l'embourgeoisement rural, dont les politiques résidentielles pour faciliter l'accès à la propriété des jeunes et des moins nantis, sont des actions auxquelles ont recours diverses municipalités : congé de droit de mutation (*taxes de bienvenue*), réduction des taxes municipales, offre de terrains, construction de logements accessibles, etc. Les projets de fermettes de la Coopérative du Rang 13 portés par des citoyens et des organismes de Saint-Camille en Estrie ont permis le déploiement de 25 fermettes, attirant ainsi autant de jeunes familles. Cette initiative fut un moyen de se prémunir contre la fermeture de l'école primaire. À Sutton, un projet de 18 logements abordables vise à faciliter l'installation de jeunes familles dans cette municipalité où l'embourgeoisement rural, le vieillissement de la population et le manque criant de main-d'œuvre engendrent des défis de taille, notamment en matière d'accès à un logis (Demers, 2019; voir Annexe).

Enfin, pour promouvoir une meilleure cohabitation, les populations rurales doivent miser sur la connaissance et la reconnaissance de l'autre, sur l'abolition des discriminations de tous types et sur le rejet des idées préconçues. À ce propos, il est impératif que tous les acteurs dépassent la vision traditionnelle de clivage entre les néoruraux et les ruraux de longue date, car des solidarités mutuelles et des complicités peuvent émerger de leurs rencontres, notamment lors de leur implication conjointe dans des dossiers environnementaux, économiques, sociaux et culturels. Par exemple, on voit de plus en plus de rapprochements intergénérationnels dans certains villages québécois, lors des fêtes villageoises ou lors d'initiatives de jumelage professionnel entre retraités et jeunes, rapprochements qui stimulent les échanges sur les expériences acquises et les contacts, peu importe leur origine urbaine ou rurale.

Sur le plan de la gouvernance municipale, une cohabitation réussie passe également par une sensibilisation des élus sur leurs responsabilités accrues d'accueil des nouvelles populations et sur l'exigence de surmonter les querelles intestines pour instaurer des mesures novatrices répondant à l'intérêt général de l'ensemble des habitants, nouveaux et anciens. Il faut retenir toutefois, à l'instar de municipalités comme Saint-Camille et Frelighsburg, qu'une cohabitation solidaire prend du temps. Elle connaît généralement une période transitoire d'approvisionnement mutuel pouvant durer plusieurs

années, à la faveur de projets communautaires concrets et de mobilisations citoyennes dynamiques où s'expérimente graduellement le vivre ensemble.

Afin que ces actions se matérialisent, il y a nécessité au premier chef de les mettre à l'ordre du jour des agendas de tous les acteurs concernés : élus, dirigeants d'organisme, villageois, associations, etc. Il importe alors d'adopter une vision à long terme, au-delà de la seule étape du marketing territorial. Ensuite, une véritable concertation et une synergie proactive tant locales que régionales et provinciales sont nécessaires pour les réaliser pleinement. À ce titre, des municipalités, MRC, organisations et groupes de citoyens ont entrepris des initiatives fructueuses pour attirer de nouveaux résidents dans les milieux ruraux et pour faciliter leur insertion durable, et ce, à l'échelle de la province. Il est crucial cependant que tous aient accès à des ressources financières adéquates pour amorcer ou poursuivre de tels projets, sinon il y a danger de voir s'accroître les conséquences perverses d'exclusion et la fragmentation de la société rurale.

Conclusion

La migration d'urbains vers la campagne n'est pas un événement passager et éphémère, compte tenu de l'arrivée de la génération de baby-boomers à la retraite, de la quête constante d'une meilleure qualité de vie, de l'intensification du mouvement environnemental ainsi que d'un désir de quitter la ville et ses insécurités. Il est essentiel de briser le mythe selon lequel ces néoruraux ne suscitent que des problèmes

ou des conflits dans les collectivités rurales, car ils contribuent manifestement à leur essor. En choisissant de vivre à la campagne et en s'investissant dans leur milieu, ils assurent un renouvellement démographique qui permet de maintenir des services de proximité et de créer des activités variées.

Force est d'admettre que les néoruraux sont des acteurs indéniables du développement territorial. Leur présence même, qui se négocie et se concilie avec celle des populations de longue date, réaffirme le dynamisme des campagnes et rappelle la volonté et l'importance d'occuper l'ensemble du territoire québécois, au-delà des frontières des villes.

Les fortes mobilités qui caractérisent les modes de vie contemporains obligent néanmoins à réfléchir au statut incertain et instable de la notion de « permanence » au 21^e siècle, car la plurimobilité et la migration non permanente existent et doivent être considérées comme des phénomènes normaux et temporaires rattachés aux différentes étapes de la vie, et non comme des échecs de rétention. De la même manière que le démontrent les résultats de nos recherches, un départ en ville des néoruraux pour la scolarisation avancée de leurs enfants ne signifie pas qu'ils ne feront pas de retour à la campagne à un stade de vie ultérieur, surtout s'ils y ont été bien accueillis et intégrés. Les décideurs doivent alors s'assurer que les politiques appropriées soient implantées pour les attirer à nouveau et assurer une mixité sociale cohésive dans les villages, indépendamment de l'origine rurale ou urbaine des résidents.

NOTES

- 1 Le solde migratoire réfère à la différence entre les entrées et les sorties des migrants infraprovinciaux, interprovinciaux ou internationaux d'un territoire donné (ex. : région administrative, MRC, municipalité). L'Institut de la statistique du Québec compile les soldes migratoires à l'échelle de la MRC. Ainsi, un solde migratoire positif signifie qu'au terme d'une période, le nombre d'entrées dans une MRC donnée est supérieur au nombre de sorties. Un solde migratoire négatif signifie l'inverse. Il faut demeurer prudent lors de l'utilisation de ces données statistiques. Par exemple, même si un solde migratoire est négatif, ce qui laisse sous-entendre un exode rural, une migration à contresens peut s'opérer, témoignant d'une migration de la ville vers les campagnes.
- 2 La définition de milieu rural que nous retenons s'appuie sur la typologie de Statistique Canada, laquelle comprend tout le territoire situé à l'extérieur des agglomérations de recensement (10 000 habitants ou plus) et des régions métropolitaines de recensement (100 000 habitants ou plus) (Du Plessis, Beshiri, Bollman et Clemenson, 2002).

RÉFÉRENCES

- Demers, X. (2019, 6 mars). Première étape franchie pour un projet de 18 unités de logement abordables à Sutton. *Journal Le Guide.com*, 37(50), p. 3.
- Domon, G., Ruiz, J., Paquette, S. et Roy, L. (2011). La recomposition sociodémographique des campagnes québécoises à la croisée des dynamiques agricoles et paysagères. *Revue canadienne des sciences régionales/Canadian Journal of Regional Science*, 34(4), 115-133.
- Du Plessis V., Beshiri, R., Bollman, R. D. et Clemenson, H. (2002). *Définitions de « rural » : série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural*. Document de travail n° 061. Ottawa, ON : Statistique Canada. Repéré à www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/21-601-m/2002061/4241273-fra.pdf?st=urtoL16z
- Guimond, L. et Desmeules, A. (2019). Choosing the northern periphery: Paradoxes in the ways of dwelling of new residents of Eastern Minganie (North Shore, Québec, Canada). *Population, Space and Place*, 25(6). <https://doi.org/10.1002/psp.2226>
- Guimond, L., Gilbert, A. et Simard, M. (2014). Faire sa place et être de la place : la rencontre timide des nouveaux ruraux et des populations plus anciennes au Québec. *Le géographe canadien/The Canadian Geographer*, 58(1), 123-139. <https://doi.org/10.1111/j.1541-0064.2013.12051.x>
- Loyer, F. et Doyon, M. (2019). L'appropriation des terres agricoles à des fins de villégiature : le cas de la municipalité régionale de comté de Memphrémagog. *Recherches sociographiques, LX*(1), 167-195.
- Roy, L., Paquette, S. et Domon, G. (2013). Anciens et néoruraux : préjugés, tensions et affinités au sein d'une localité rurale québécoise. *Géographie, économie, société*, 15(1), 67-88. <https://doi.org/10.3166/ges.15.67-88>
- Simard, M. (2011). Quand la famille pèse dans la balance... lors de la décision de venir vivre en milieu rural ou de le quitter. *Enfances, Familles, Générations*, 15, 131-157. <https://doi.org/10.7202/1008149ar>
- Simard, M. (2016). Prendre la clef des champs en famille pour vivre dans la campagne québécoise rime-t-il avec un abandon de la ville? *Bulletin de liaison du Partenariat Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles*, 14, 4-8. Repéré à <http://espace.inrs.ca/id/eprint/6807>
- Simard, M. (2017). Environnement, conflits et tractations entre divers acteurs ruraux au Québec : une mobilisation inégale du capital environnemental? *Noréis*, 243(2), 111-126. Repéré à www.cairn.info/revue-noroi-2017-2-page-111.htm
- Simard, M. (2018). La migration de la ville à la campagne des citadins et les défis de cohabitation, d'embourgeoisement rural et de gouvernance. Dans F. Huot et S. Seguin-Lamarche (dir.), *L'état du Québec 2019* (p. 288-294). Montréal, QC : Institut du Nouveau Monde/Del Busso.
- Simard, M. et Guimond L. (2009). L'hétérogénéité des nouvelles populations rurales : comparaison dans deux MRC contrastées au Québec. *Recherches sociographiques*, 50(3), 475-505. <https://doi.org/10.7202/039064ar>
- Simard, M. et Guimond, L. (2010). La migration de la ville vers la campagne au Québec? Portrait sociodémographique et économique de deux MRC contrastées et de leurs nouveaux résidents. Dans P. Cambon et S. Ladouceur (dir.), *Panorama des régions du Québec : édition 2010* (p. 13-29). Québec, QC : Institut de la statistique du Québec. Repéré à www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/panorama-regions-2010.pdf
- Simard, M. et Guimond L. (2012). Que penser de l'embourgeoisement rural au Québec? Visions différenciées d'acteurs locaux. *Recherches sociographiques*, 53(3), 527-553. <https://doi.org/10.7202/1013408ar>
- Simard, M., Guimond, L. et Vézina, J. (2018). Alliances et tensions entre néoruraux et décideurs locaux dans le Québec rural. *Revue Gouvernance*, 15(2), 50-85. <https://doi.org/10.7202/1058088ar>

ANNEXE



Accès au logement

Première étape franchie pour un projet de 18 unités de logement abordables à Sutton



XAVIER DEMERS
xdemers@journalleguide.com

HABITATION. Après près de dix ans à avoir travaillé sur le dossier, le projet des Habitations abordables Sutton continue à avancer. Le projet, qui consiste à construire 18 unités de logement abordables à Sutton, a franchi une première étape névralgique : celle de la présentation publique.

«Les Habitations abordables Sutton, c'est une organisation dont l'objectif est la construction d'immeuble pour accueillir de jeunes familles à Sutton, a expliqué d'entrée de jeu le président du conseil d'administration d'Habitations abordables Sutton, Kenneth Hill. On a fait un sondage pour s'assurer qu'on ne soit pas dans le champ avec notre projet et il y a plus de 40 familles qui ont répondu en avoir besoin. Une chose qui est flagrante dans notre communauté, c'est qu'il faut garder nos baby-boomers, mais aussi nos jeunes familles. C'est l'avenir de notre municipalité.»

L'impact du vieillissement de la population et de la gentrification de Sutton se fait ressentir

jusque dans les écoles. Selon des données des commissions scolaires du Val-des-Cerfs et Eastern Townships, la clientèle scolaire a diminué de 24,1 % depuis 2001 à Sutton.

«L'école de Sutton, c'est certain qu'avec la diminution, ça n'aide pas, mais c'est surtout pour la revitalisation de la population et répondre aux besoins de nos commerçants, a indiqué Kenneth Hill. Les gens qui vivent à l'extérieur et qui travaillent ici, c'est certain que, tôt ou tard, ils finissent par quitter. Quand ils quittent, bien souvent, la famille au complet suit. C'est un effet domino qu'il faut essayer d'arrêter. Ce n'est pas la construction de 18 unités de logement qui va faire ça, mais c'est un début. Il faut y mettre un frein.»

Le problème d'attraction de main-d'œuvre est d'autant plus important avec la difficulté d'accès au logement. Selon Habitations abordables Sutton, la communauté d'affaires de la ville voit d'un bon œil l'implantation d'un tel projet.

«Les jeunes apportent dans la communauté un dynamisme incroyable, a affirmé de son côté un des administrateurs d'Habitations abordables Sutton, Gilles Lavoie. C'est un peu dans

ce sens-là qu'on pousse le logement abordable. On est vraiment à la pointe du tournant, soit on prend ce virage-là et on ralentit ou on pourrait en subir les conséquences. C'est le bon moment.»

Malgré les changements d'élus municipaux à Sutton, le projet a toujours bénéficié d'un appui de la part des différents conseils tout au long de la réalisation du projet.

PROJET

Le projet, dont la valeur est estimée entre 2 M\$ et 2,5 M\$, sera situé sur la rue Principale, près du CPE La Passerelle. Sur les 18 habitations, jusqu'à neuf ménages pourront avoir droit à une subvention, qui réduira le coût du loyer à 25 % de leur revenu.

«Les neuf autres seront également baissés à 95 % du tarif des loyers de la région», a ajouté l'agent de développement d'Entraide Habitat Estrie, Yves Perrier.

Avec l'adoption de la loi 122, ce type de projet ne sera pas soumis à l'approbation référendaire. Si tout se passe bien, les unités d'habitation pourraient accueillir leurs premiers locataires d'ici l'automne 2020.

La situation de l'habitation à Sutton en chiffres

■ 336 000 \$

La valeur médiane des maisons unifamiliales vendues en 2017. Dans la province en entier, cette valeur avoisine les 250 000 \$.

■ 42,9 %

Le pourcentage de locataires qui dépensent plus de 30 % de leurs revenus en frais de logement. Des six villes les plus peuplées de Brome-Missisquoi, Sutton remporte la palme, loin devant Bedford, avec 35,1 %.

■ 48 %

Le pourcentage d'augmentation de la proportion des résidents de 65 ans et plus dans le pôle de Sutton, qui inclut également Abercorn. Si les cinq autres pôles de la MRC constatent aussi une hausse de la proportion de résidents plus âgés, c'est à Sutton que l'augmentation est la plus significative.

(Source : Statistique Canada et Centris)



MAÎTRISE

EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES (MBA POUR CADRES)

La maîtrise en administration des affaires est offerte à temps complet et s'adresse à des candidats ayant une solide expérience en gestion. Le programme MBA pour cadres vise à développer les habiletés managériales de personnes œuvrant dans des environnements professionnels de direction.

programmes.uqac.ca/3016

UQAC

Les pôles dans leur espace périphérique

Marc-Urbain Proulx^a

RÉSUMÉ. La ruralité québécoise nécessite des observations pointues pour saisir et analyser sa complexité. Aussi, un regard géoéconomique global offre des perspectives utiles pour éclairer certains phénomènes, notamment la présence de pôles hiérarchisés au sein d'un espace mouvant à mieux maîtriser dans ses tendances, telles que l'attraction, la concentration, l'érosion, la rétention, la répulsion, la pénétration et la diffusion.

ABSTRACT. *Quebec's rurality requires sharp observations to grasp and analyse its complexity. A global geo-economic look also offers useful perspectives to shed light on certain phenomena, notably the presence of hierarchical poles within a moving space to better control its tendencies such as attraction, concentration, erosion, retention, repulsion, penetration and diffusion.*

Selon une analyse géoéconomique globale, le Québec apparaît comme une grande région excentrée au nord-est de son continent. Puisque le centre de gravité de la population continentale se déplace lentement vers l'ouest (Tellier, 1996), tiré dans cette mouvance spatiale par la polarisation économique mondiale des dragons asiatiques, le Québec voit en conséquence s'accroître son caractère périphérique.

Localisée au sud de cette périphérie nord-américaine, la métropole Montréal, qui a déclassé Québec en bénéficiant de l'industrialisation impulsée par la canalisation du fleuve Saint-Laurent au milieu du XIX^e siècle, fut à son tour déclassée par l'émergente Toronto, certes mieux positionnée pour son intégration comme capitale canadienne dans le système urbain continental. Depuis les années 1950, la Ville Reine domine de plus en plus l'urbanisation canadienne en polarisant largement les activités du tertiaire supérieur (finance, sièges sociaux, services spécialisés, équipements culturels, etc.), au détriment de Montréal, qui, de 1850 à 1960, fut en explosion dans ce secteur névralgique, qui appartenait auparavant à Québec.

Parmi les causes du déclin relatif de Montréal (Polèse, 1990), qui semble s'atténuer récemment, nul doute que l'ouverture de la voie maritime du Saint-Laurent jusqu'aux Grands Lacs en 1959 fut déterminante. Le drainage accentué de la richesse et des ressources du

Québec vers Toronto fut évident, malgré les bons instruments de rétention mis en œuvre, dont les diverses sociétés d'État. Devenu secondaire et concurrencé dans cette catégorie par entre autres les villes d'Ottawa, de Calgary et de Moncton, le pôle Montréal peine désormais à jouer son rôle de moteur économique du Québec.

1. Québec central

Comme partout au Canada, la frontière québécoise qui donne accès aux grands marchés américains représente un important facteur d'attraction des activités et de la population. Cette accessibilité explique largement la croissance de Montréal au cours des deux derniers siècles. Elle explique aussi la bonne performance économique actuelle des régions centrales de la Montérégie, de l'Estrie, des Bois-Francs, de la Beauce et des Laurentides.

Au sein de cette vaste zone « métropolitaine » (voir figure 1) incluant une large couronne périurbaine densifiée autour des principaux axes de transport, deux autres phénomènes territoriaux différenciés s'affirment clairement (Proulx, 2019). Il s'agit d'abord de l'anneau manufacturier formé par les villes de Victoriaville, de Sherbrooke, de Granby, de Saint-Hyacinthe et de Drummondville. Ces pôles illustrent actuellement les taux de croissance de l'emploi les plus élevés du Québec. Il s'agit en ces lieux d'une localisation manufacturière optimale. Entre cette couronne

^a Directeur scientifique du CRDT et professeur, Université du Québec à Chicoutimi

et le corridor beauceron, bien connu pour le dynamisme de ses PME manufacturières, se présente une enclave territoriale très peu industrialisée puisque mal reliée au réseau de transport conduisant aux grands marchés américains, y compris Montréal.

Notre analyse nous permet aussi, en substance, de confirmer l'importance du fleuve Saint-Laurent dans la localisation des activités industrielles. Signalons qu'en matière de transport, le mode routier a supplanté celui du maritime au cours des dernières décennies. Cela rend moins attrayants les lieux positionnés sur les rives du fleuve. En conséquence, la zone portuaire planifiée de Bécancour, près du fleuve, s'est fait déclasser par le carrefour industriel de Drummondville, devenu très attrayant.

En réalité, mises à part quelques petites poches d'activités dans Lanaudière et dans l'aire métropolitaine de Québec, le secteur manufacturier se localise que très peu au nord du fleuve. S'accroissant avec la distance de la frontière américaine, les coûts de transport sont proposés comme un facteur explicatif de cette répulsion territoriale. Aussi, au nord du fleuve, les salaires versés par les grandes entreprises extractives de

ressources naturelles, qui font pression à la hausse sur les coûts de main-d'œuvre, deviennent dissuasifs pour les manufactures (Polèse et Shermur, 2002).

Si la Basse-Mauricie, le Saguenay et la zone d'Amqui font légèrement exception à cette règle de la localisation industrielle grâce à leur marché local plus important, les régions nordiques de la Haute-Mauricie, de l'Outaouais hors Gatineau, de la Côte-Nord, du Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue se comportent comme la Gaspésie, avec des structures économiques primaires peu structurantes des filières industrielles (forêt, mines, pêches, etc.). Leur industrialisation ne franchit pas, ou si peu, l'étape de la maturité associée à la diversification économique, notamment par la transformation des matières premières, qui demeurent hélas largement expédiées à l'état brut, sans beaucoup de valeur ajoutée (Proulx, 2011). Dans ces régions périphériques, l'érosion hors des circuits économiques de la richesse créée avec les ressources naturelles s'avère fort importante. Ces régions sont en conséquence largement dépendantes des impulsions exogènes (grands projets) reliées à l'établissement d'activités extractives de ressources naturelles.

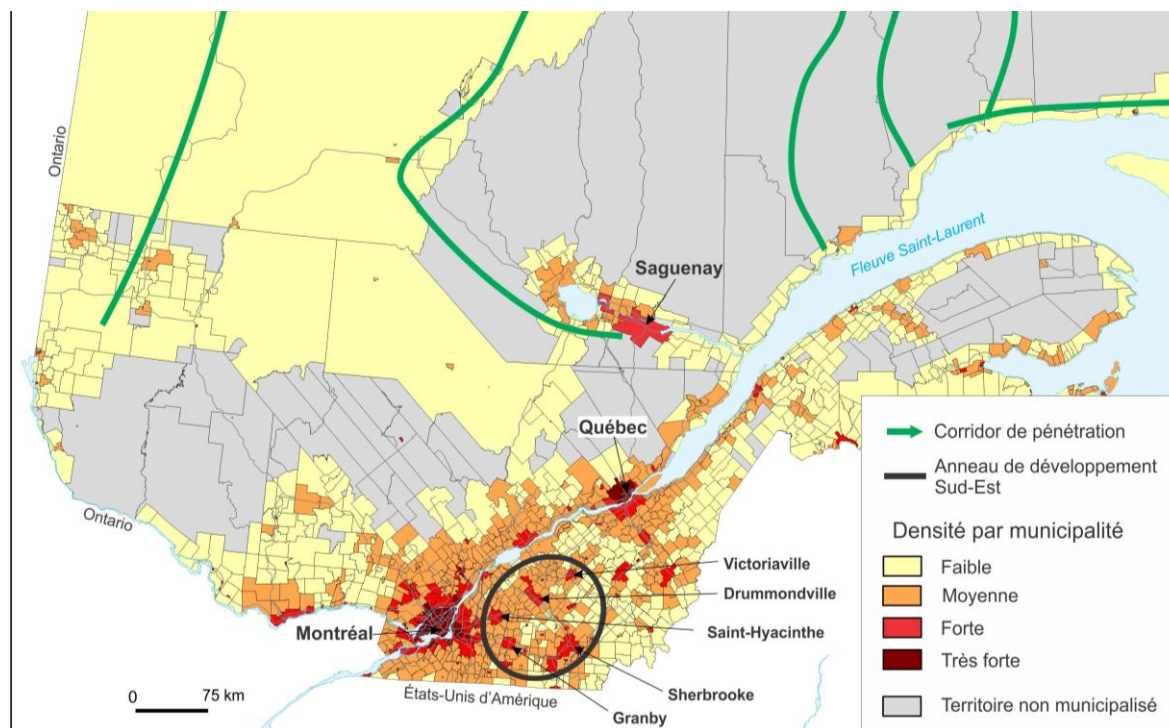


Figure 1 – Formes territoriales du Québec contemporain
Source : Statistique Canada, Carl Brisson, LERGA, UQAC

2. Avant-postes

On sait que l'espace Québec, à 85 % rural en 1850, est devenu urbain à 80 % en 1966. Bien sûr, ce mouvement d'urbanisation intensive a beaucoup transformé l'ensemble du monde rural (Fortin, 1971), mais aussi toute la structure de peuplement (La Haye, 1968). Au cours de la décennie 1960, caractérisée par des questionnements nationaux systématiques, notamment à propos de l'aménagement des territoires, une étude gouvernementale a pertinemment illustré le système urbain du Québec, composé de pôles primaires, secondaires, tertiaires et quaternaires (Proulx, 2006), afin de pointer les enjeux dans un esprit d'une meilleure maîtrise des tendances spatiales.

Si le rapport Higgins, Martin et Raynauld (HMR, 1970) a statué sur l'importance de cibler les interventions publiques structurantes à Montréal afin que les effets de diffusion de son développement influencent tout le Québec, il demeure que cette hiérarchisation bien illustrée des centres urbains offrait au gouvernement une solide logique pour ordonnancer la répartition équitable des équipements et des services publics en éducation, en santé, en transport, en loisirs, en services sociaux, etc. Cette modélisation globale de l'armature urbaine dispersée à travers l'espace à aménager permettait aussi de mieux comprendre les forces, les contraintes et les occasions qui structurent les territoires en illustrant quelques fois des menaces, dont l'érosion rurale, l'étalement urbain et la dévitalisation de zones centrales. Aussi, il fut bien compris que la localisation spécifique d'un lieu n'était pas le fruit du hasard, mais représentait plutôt un solide déterminant de sa croissance.

À cet effet, si la dotation en ressources naturelles occasionne l'établissement de lieux éloignés et dispersés en périphérie, la nécessité de transbordements des matières et de transits de la main-d'œuvre explique la polarisation de certaines activités à Sept-Îles, Rivière-du-Loup, Baie-Comeau, Amos, Saguenay, Rimouski, Forestville et Saint-Félicien (Proulx, 2002, 2011). Dans l'armature urbaine du Québec, ces pôles en région s'inscrivent tels des avant-postes de pénétration périphérique vers les bassins de ressources. Il convient d'en comprendre le fonctionnement.

En ces lieux, la concentration de commerces de gros, de constructeurs, de services publics, d'administrations privées et publique, de services spécialisés, d'usines pour l'affinage, de fabriques d'équipements et de biens, de fournisseurs divers et de groupes de la société civile s'avère largement reliée aux activités et à la population présentes dans leur zone de rayonnement accessible par des corridors de transport (voir figure 1). En offrant les infrastructures et équipements pour la livraison de quantité souvent phénoménale de matières premières sur le marché mondial, ces pôles permettent aussi, pertinemment, la capacité de rétention territoriale d'une certaine partie de la rente régionale de natures forestière, minière, hydroélectrique, agricole et maritime. Si des outils de maximisation de cette rétention sont déjà présents à cet effet, d'autres sont à inventer impérativement.

Signalons qu'au contraire d'une rétention accrue actuelle, force est de constater un accroissement des fuites financières hors des circuits régionaux (Proulx, 2014a). Deux causes expliquent ce fléau. D'abord, nous assistons au remplacement généralisé de nombreux postes de travail par des technologies sophistiquées au sein des activités d'extraction et de première transformation. Les emplois sont plus qualitatifs, certes, mais aussi beaucoup moins nombreux. À titre d'exemple, le nombre de travailleurs pour extraire 1 million de tonnes de fer dans les mines du Québec était de 459 en 1950, mais de 153 en 2010 (soit trois fois moins). Il sera de 51 en 2020 (Proulx, 2019), soit une autre division par trois des emplois pour la même quantité expédiée de minerais.

Ensuite, les emplois tout de même encore créés dans l'extraction sont de plus en plus pourvus par des travailleurs navetteurs (*fly-in fly-out workers*), qui viennent largement des grands centres urbains de Montréal et de Québec, où sont affrétés les avions navetteurs. S'avère aussi révolue l'époque de l'émergence de villes champignons (*boom towns*) pour loger les travailleurs et leur famille autour des bassins de ressources nouvellement exploitées en périphérie du Québec. En conséquence de ce peu d'emplois pourvus par des travailleurs locaux ou régionaux, de nombreux villages et petites villes localisés en périphérie sont devenus déclinants ou stagnants, puis menacent le niveau et la qualité des biens et services publics desservis.

Pour tenter de colmater cette perte régionale bien perçue, une stratégie gouvernementale de la transformation des matières premières fut mise sur pied. Malgré les importantes mesures incitatives de la politique publique des dernières décennies, qui a ciblé le financement du risque, les crédits d'impôt, l'entrepreneuriat, la formation de main-d'œuvre et l'animation socioéconomique, cette stratégie n'a cependant généré que des résultats modestes en région (Proulx, 2011, 2019). Récemment, la désignation des technopoles (recherche, R-D, transferts technologiques) autour des universités régionales (dans l'énergie en Mauricie, le maritime à Rimouski, l'aluminium à Saguenay et les mines à Rouyn) représente la volonté du stratège de miser sur des spécialisations sectorielles. Les effets structurants sont réels, mais aucunement impressionnants pour l'instant, pas même dans la production d'énergie éolienne, qui a nécessité des efforts publics pourtant considérables.

Force est de constater qu'en matière de transformation des ressources naturelles, les forces du marché ont la tête dure. Il apparaît en réalité plus rentable pour les entreprises d'acheminer les matières premières à transformer vers les usines à grand gabarit localisées près des grands marchés de consommation de produits semi-finis et finis, notamment dans l'Est américain et le Midwest américain, très bien dotés de mesures incitatives et protectionnistes pour l'industrie. Néanmoins, cette absence de valeur ajoutée sur les lieux d'extraction n'empêche pas les extracteurs de ressources naturelles de quémander l'aide de l'État québécois pour soutenir davantage leur profitabilité. Le très actuel Plan Nord s'avère très révélateur à cet égard (Proulx, 2014a).

3. Consolidation publique

En matière de rétention supplémentaire de la rente régionale en périphérie, les leviers économiques efficaces sont plutôt rares. En réalité, au Québec, les véritables instruments économiques tels qu'Hydro-Québec, la Caisse de dépôt, Investissement Québec et autres sociétés d'État s'inscrivent à l'échelle nationale avec certes un rayonnement régional. Ils limitent avec bonheur l'érosion économique hors Québec, mais ne contraignent que très peu le drainage des régions (Prémont et Proulx, 2020). On a jadis misé sur le régionalisme. À cet effet, si cinq décennies de planification régionale

ont certes permis de rationaliser considérablement les prises de décisions, les régions n'ont pas réussi à établir de véritables leviers économiques durables, si ce n'est l'historique système coopératif (Proulx, 2019).

On a par contre ciblé le renforcement des principaux pôles urbains en établissant des équipements (santé, éducation, loisirs, culture, etc.), des infrastructures de transport et aussi des agences publiques associées aux diverses fonctions exercées de manière déconcentrée ou décentralisée par les gouvernements supérieurs. Puisqu'ils sont garants en région d'un cadre de vie de qualité et d'un bon niveau de services publics, ces pôles multifonctionnels représentent un atout considérable.

En 2002, la plupart des avant-postes établis en région ont à cet effet bénéficié de la fusion municipale des agglomérations urbaines. La réorganisation des municipalités du Québec visait la consolidation des pôles québécois. Des gains d'efficacité furent obtenus dans la gestion publique municipale de biens et services collectifs.

Au sein de ces pôles, à cet effet, il existe un important secteur public non municipal composé d'agences gouvernementales autonomes des municipalités qui exercent dans la santé, l'éducation, l'emploi, la sécurité publique, le transport et le développement économique en utilisant la planification stratégique et les plans d'action. Il représente en général une masse de ressources financières allouées bien supérieure à celle du secteur public municipalisé.

À Saguenay, à titre d'exemple, moins de 25 % du budget annuel de fonctionnement du secteur public local est attribuable à la municipalité (Proulx, 2007). Nul doute qu'une seconde phase de la réorganisation municipale engagée en 2002 pourrait viser l'intensification de la collaboration entre toutes ces administrations municipales et non municipales, selon une vision globale du secteur public local à consolider, dans le respect de l'autonomie de chacun.

Il existe plusieurs cas de succès au Québec (Proulx, 2014b), notamment Sherbrooke et Laval. Sur cette base, une stratégie gouvernementale explicite et bien ciblée serait bénéfique. Cela pourrait assurément générer des synergies supplémentaires et, en conséquence, renforcer la capacité collective de prise en main de leviers concernant la valorisation

du bien commun au sein des avant-postes de pénétration en périphérie.

À cet effet de consolidation publique, le spécialiste Clermont Dugas (2012, 2019) propose pertinemment les conditions d'une stratégie rurale basée sur le renforcement des petits centres de services bien positionnés en leur offrant un rôle revalorisé comme complément significatif dans l'armature urbaine du Québec.

D'une importance majeure pour le monde rural en périphérie, ces établissements humains, répartis au sein de 65 territoires MRC, sont déjà pour la plupart plus ou moins en cours de consolidation. Ils témoignent de la présence de forces et d'avantages spécifiques qui leur offrent un potentiel particulier. Ce sont des pôles tertiaires de rétention de la population rurale en érosion.

En ciblant quelques enjeux concrets, dont la déconcentration administrative, l'entrepreneuriat local, l'aménagement du territoire ainsi que l'offre de nouveaux équipements et services, le professeur Dugas propose des critères ancrés dans la réalité contemporaine pour la sélection des centres de services à cibler, notamment la localisation, la taille, les habitudes de mobilité, la masse critique de facteurs déjà présents et la distance. Il reste maintenant à élaborer une stratégie rurale conséquente, capable d'effectuer des choix sur des cibles, plutôt que de disperser les efforts tous azimuts. À cet effet, les aires de rayonnement périphérique de ces pôles ruraux ont aussi la responsabilité de la protection et de la défense de leur moteur de développement territorial de natures sociale, économique et culturelle.

Conclusion

Pour assurer l'avenir de la ruralité en périphérie dans le contexte du déclin démographique actuel causé par les pertes massives d'emplois dans les secteurs économiques traditionnels, nul doute que la solution optimale résiderait dans l'obligation d'imposer aux extracteurs d'ajouter de la valeur aux matières premières avant l'expédition afin de créer de l'emploi et de la richesse sur place. Pour justifier cette obligation non incluse dans les nouveaux régimes forestiers et miniers québécois, il s'agirait d'utiliser l'analyse cout-avantage comme argument de base.

Puisque cette solution semble difficile à mettre en œuvre par nos gouvernements insuffisamment instrumentés pour faire face à l'industrie de l'extraction, il faut miser sur des leviers mieux maîtrisables. La logique des établissements humains illustre le phénomène de polarisation comme un atout à valoriser, notamment au sein des avant-postes de pénétration périphérique et des petits centres ruraux.

Dans ces deux types de pôles, il existe un important potentiel de synergie territoriale insuffisamment exploitée par un secteur public fragmenté par des agences publiques municipales et non municipales autonomes, indépendantes et même en concurrence sur certains aspects. Une stratégie gouvernementale de renforcement de ces pôles par la coordination des fonctions publiques exercées représente une piste de solution pertinente.

RÉFÉRENCES

- Dugas, C. (2002). Une stratégie de renforcement des petits centres ruraux. *Organisations & Territoires*, 11(1), 11-16.
<https://doi.org/10.1522/revueot.v11n1.820>
- Dugas, C. (2019). Le renforcement des centres de services : un moyen d'atténuation des disparités territoriales. Dans M.-U. Proulx et M.-C. Prémont (dir.), *La politique territoriale au Québec* (p. 273-302). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Fortin, G. (1971). *La fin d'un règne*. Montréal, QC : HMH.
- HMR (1970). *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec*, Rapport Higgins, B., Martin, F. et Raynauld, A., Ottawa, Ministère de l'Expansion économique régionale.
- La Haye, J.-C. (1968). *Rapport de la commission provinciale d'urbanisme*. Québec, QC : Imprimeur de la Reine.
- Polèse, M. (1990). La thèse du déclin de Montréal, revue et corrigée. *L'Actualité économique*, 66(2), 133-146.
<https://doi.org/10.7202/601525ar>

-
- Polèse, M. et Shearmur, R. (2002). *La périphérie face à l'économie du savoir*. Montréal, QC : INRS-Urbanisation, Culture et Société/Institut canadien de recherche sur le développement régional.
- Prémont, M.-C et Proulx, M.-U. (2020). L'hydroélectricité et les grandes régions productrices, *Organisations & Territoires*, 29(1).
- Proulx, M.-U. (2002). *L'économie des territoires au Québec*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Proulx, M.-U. (2006). La mouvance contemporaine des territoires : la logique spatiale de l'économie au Québec. *Recherches sociographiques*, 47(3), 475-502. <https://doi.org/10.7202/014655ar>
- Proulx, M.-U. (2007). *Vision 2025 : le Saguenay–Lac-Saint-Jean face à son avenir*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Proulx, M.-U. (2011). *Territoires et développement : la richesse du Québec*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Proulx, M.-U. (2012). Centre et périphérie : le nouveau modèle québécois. *Revue d'économie régionale et urbaine*, 4, 597-622. <https://doi.org/10.3917/reru.124.0597>
- Proulx, M.-U. (2014a). Nouveau cycle économique en périphérie nordique. *L'Actualité économique*, 90(2), 121-144. <https://doi.org/10.7202/1027975ar>
- Proulx, M.-U. (2014b). Territoires MRC du Québec : planification et gouvernance d'État. *Économie et solidarité*, 44(1-2). <https://doi.org/10.7202/1041602ar>
- Proulx, M.-U. (2019). *Splendeurs, misères et ressorts des régions*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Tellier, L.-N. (1996). Le Québec et ses régions à l'intérieur de la dynamique spatiale de l'économie mondiale. Dans M.-U. Proulx (dir.), *Le phénomène régional au Québec* (p. 9-28). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.

FICHE INFORMATIVE

La relève en agriculture : entre renouvellement et continuité

Patrick Mundler^a

Introduction

Même si sa contribution à l'emploi est en recul, l'agriculture reste un secteur d'insertion professionnelle important dans les territoires ruraux du Québec. La question de la relève en agriculture apparaît comme l'un des enjeux majeurs pour le développement du secteur, tant dans les régions agricoles dynamiques que dans les régions de déprise (Deschênes-Gilbert, 2007; Mundler et Ruiz, 2015).

Lorsqu'on observe le taux de renouvellement des exploitations agricoles au Québec, celui-ci apparaît plutôt élevé, comparativement aux autres provinces (Ouellet, Tondreau, Parent et Perrier, 2003; MAPAQ, 2018). Divers observateurs soulignent toutefois qu'il manquerait entre 200 et 400 établissements par an pour assurer le maintien du nombre de fermes (FRAQ, 2011; Parent, 2011). Ce maintien est vu comme une condition importante pour garder une densité suffisante d'exploitations agricoles sur les différents territoires de la province (FRAQ, 2015) afin tout à la fois de garantir le maintien de divers services et de contrecarrer l'isolement social et la dévitalisation des milieux ruraux (Parent, 2011).

1. Définitions

Au Québec, comme d'ailleurs dans de nombreux pays, la relève est définie par l'âge (agriculteur ou agricultrice âgé(e) de moins de 40 ans) et par le fait de conduire une activité agricole en ayant acquis au moins 1 % des parts d'une entreprise agricole (MAPAQ, 2018). C'est donc cette population qui est considérée comme *jeunes agriculteurs* dans la suite de ce texte. Cette définition écarte les établissements en agriculture réalisés par des personnes plus âgées. Le terme *relève* s'applique aux nouvelles générations et ne concerne qu'une fraction de ce que certains auteurs appellent les agriculteurs débutants, c'est-à-dire exploitant une ferme depuis 10 ans ou moins (Ahearn et Newton, 2009).

2. Constats, observations et tendances

En ce qui concerne la relève agricole, l'établissement semble se faire de plus en plus tard. Ainsi, selon les dernières données du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), l'âge moyen de la relève agricole est passé de 33,0 ans à 34,2 ans entre 2011 à 2016. La tranche d'âge des 35 à 39 ans a vu son importance augmenter de 42 % à 56 %, alors que, parallèlement, la tranche d'âge des 24 à 35 ans passait de 53 % à 41 %. Quant à la proportion des établissements avant 25 ans, elle ne représente plus que 3 % des établissements en 2016 (MAPAQ, 2018). Trois régions concentrent 54 % des établissements : Chaudière-Appalaches (21 %), Montérégie (20 %) et Centre-du-Québec (13 %).

La relève agricole a ses institutions propres : des programmes de soutien spécifiques, dont le Programme de soutien à la relève et à l'entrepreneuriat agricole du MAPAQ et le Programme d'appui financier à la

^a Chercheur au CRDT, Université Laval

relève agricole de la Financière agricole du Québec, qui proposent tous deux des subventions; ou encore le Fonds d'investissement pour la relève agricole, qui offre des prêts de mise de fonds et un service d'achat-location du foncier. Elle dispose également d'une association dédiée : la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ).

Pendant longtemps, la relève agricole s'est exercée pour l'essentiel au sein des familles, ce qui est appelé *transfert familial*. Or, depuis quelques années, divers travaux, au Canada comme ailleurs, soulignent des signes de renouvellement des établissements en agriculture : accroissement des établissements hors cadre familial; élévation des niveaux de formation; féminisation de la relève; stratégies de diversification, incluant l'introduction de nouvelles productions et l'accroissement de la valeur ajoutée par la transformation, par la vente directe ou encore par l'agrotourisme (Laforge, Fenton, Lavalée-Picard et McLachlan, 2018; Milone et Ventura, 2019).

Ainsi, comme le montre la figure 1, une compilation des rapports successifs établis par le MAPAQ (2014, 2018) permet de constater une augmentation continue des établissements en agriculture réalisés par des jeunes qui créent leur entreprise agricole. Ce type d'établissement est passé de 27 % à 35 % entre 2006 et 2016.

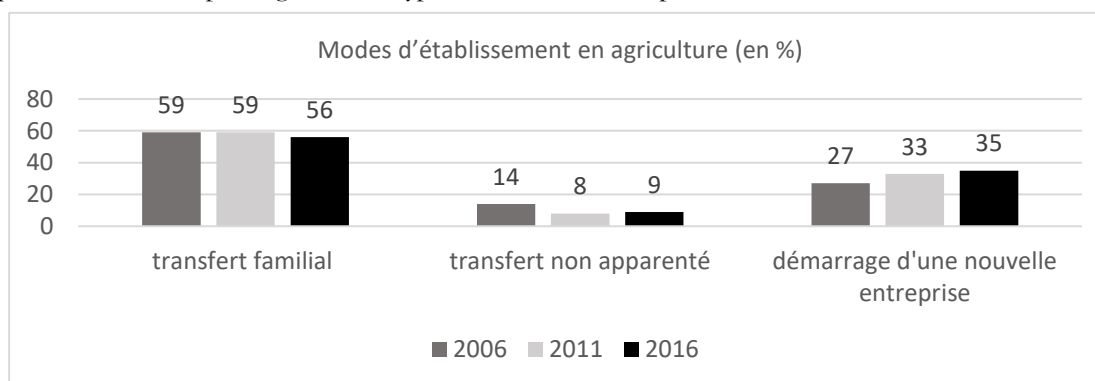


Figure 1 – Évolution des modes d'établissement en agriculture
Source : MAPAQ, 2014, 2018

Un autre constat concerne la féminisation de la relève, laquelle s'observe tout particulièrement dans la catégorie des créations d'entreprises (voir figure 2). Les femmes représentent en moyenne 27 % de la relève au Québec. Cette présence des femmes est proportionnellement plus forte dans certaines régions : Outaouais (38 %), Capitale-Nationale (34 %) et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (32 %).

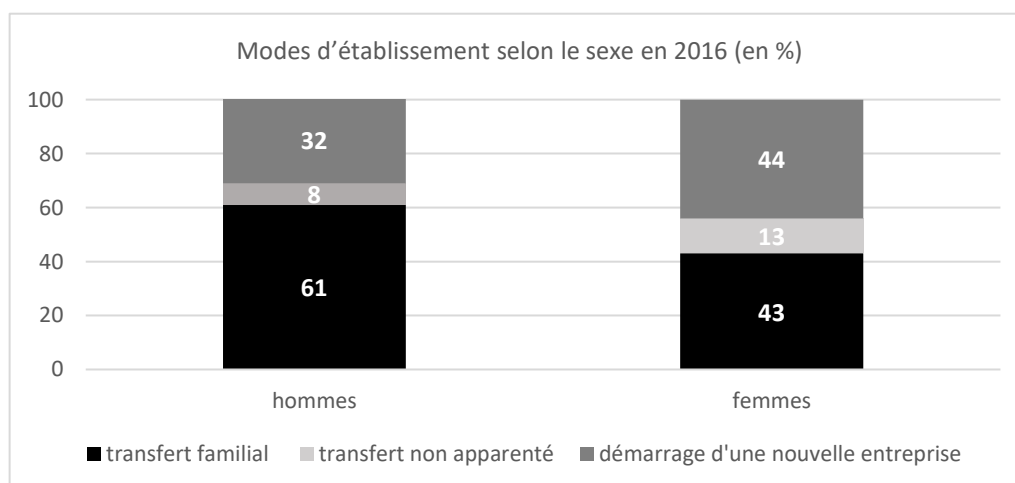


Figure 2 – Nombre de femmes dans la création d'entreprises
Source : MAPAQ, 2018

3. L'accueil d'un nouveau public dans le secteur agricole

Une enquête que nous avons conduite auprès d'agriculteurs (tous profils d'âge confondus) qui distribuent en circuits courts au Québec (Mundler et collab., 2017) montre que, sur 212 répondants :

- 69 % ont démarré une entreprise (contre 35 % en moyenne québécoise);
- 55 % ne sont pas issus du milieu agricole (contre 26 % en moyenne québécoise);
- 48 % ont une formation universitaire (contre 14 % en moyenne québécoise);
- 36 % sont des femmes (contre 26 % en moyenne québécoise).

Ces derniers chiffres permettent de faire le postulat suivant : les évolutions constatées dans les statistiques au sujet de la relève ne concernent pas toutes les formes d'établissement de manière indifférenciée. Les renouvellements qui touchent la relève agricole semblent témoigner d'une transformation plus en profondeur de l'agriculture.

D'un point de vue sectoriel, et même si cela n'est pas intentionnel, les principaux dispositifs de la politique agricole québécoise restent encore beaucoup orientés vers les transferts familiaux. Comme le note le MAPAQ : « Les transferts non familiaux ont lieu le plus souvent dans des secteurs non contingentés ou ne bénéficiant pas de l'assurance stabilisation » (2014, p. 45). La raison est double.

D'une part, l'entrée dans la profession reste un investissement lourd, en particulier dans les productions sous gestion de l'offre, lesquelles nécessitent, outre le foncier et les biens mobiliers et immobiliers, l'achat de droits à produire. On peut citer pour exemple la production laitière. Pour chaque kilo de matière grasse produite annuellement (ce qui correspond en gros à la production d'une vache), le candidat à l'établissement devra financer l'achat d'un quota de 25 000 dollars. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de voir que l'essentiel des établissements en production laitière reste familial (87 %).

D'autre part, comme en témoigne la figure 3, les candidats à l'établissement en agriculture visent souvent des productions émergentes ou des productions leur permettant de dégager de la valeur ajoutée en minimisant les investissements fonciers, à la fois par goût et pour limiter le coût de leur établissement.

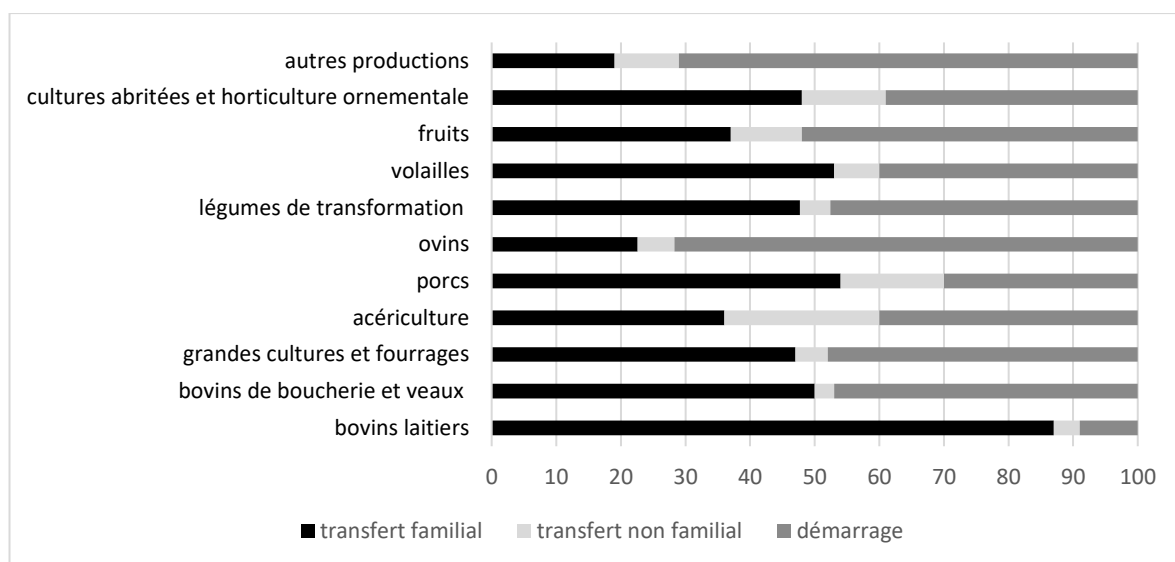


Figure 3 – Distribution de la relève selon l'activité et le mode d'établissement (en % pour chaque catégorie)
Source : MAPAQ, 2018

Conclusion

Au final, tous ces éléments brossent un portrait de la relève en agriculture qui témoigne de dynamiques encore mal identifiées de renouvellement d'une partie de la population agricole. Alors que la relève familiale connaît une certaine crise des vocations et que l'accroissement continu de la taille des exploitations agricoles et de la valeur des actifs dans les productions standards rend difficile la reprise des exploitations, que ce soit dans un cadre familial ou non, de nouveaux candidats et candidates à l'établissement en agriculture se manifestent. Ces nouveaux entrants viennent plus souvent d'un milieu familial non agricole, sont plus souvent des femmes et ont un niveau de formation plus élevé.

De leur côté, les dispositifs institutionnels de soutien à la relève, pensés initialement dans un cadre sectoriel et pour la relève familiale, évoluent aussi pour mieux tenir compte de cette nouvelle réalité. Ils se territorialisent à travers la mise en place de divers outils d'accompagnement et s'adaptent doucement afin d'accueillir ces agriculteurs non issus du milieu agricole et faisant face à la double problématique de leur insertion sociale et culturelle et de la réussite économique de leur projet d'entreprise.

Si, indéniablement, ces nouveaux agriculteurs ne bénéficient pas des avantages nombreux à s'établir dans un cadre familial (Blanc et Perrier-Cornet, 1999), l'expérience acquise hors de l'agriculture est souvent mobilisée dans les activités périphériques à la production.

Sur le plan matériel, les données du MAPAQ (2018) montrent que les nouveaux installés démarrent sur des fermes plus petites et aux revenus moins élevés que les agriculteurs s'installant dans le cadre d'une relève familiale.

Sur le plan immatériel, là où la relève familiale bénéficie en quelque sorte d'un capital familial et d'autochtonie (Renahy, 2010) facilitant son établissement, ces nouveaux agriculteurs bénéficient d'un capital social et scolaire leur permettant de développer des activités périphériques à la production, par exemple la transformation et la vente (Mundler et Laughrea, 2016); de maîtriser la communication attendue par les consommateurs; et de partager avec eux diverses valeurs sociales, économiques et environnementales (Jarosz, 2008). À leur façon, ces agriculteurs développent diverses innovations économiques, sociales et techniques (Lobley, 2010; Laforge et collab., 2018) et contribuent à renouveler par petites touches la profession agricole.

Sur le plan territorial, la relève agricole est devenue ces dernières années un sujet d'intérêt majeur. Elle apparaît comme une priorité dans les plans de développement de la zone agricole (Ruiz et collab., 2019). Ainsi, de nombreux territoires ont mis en place des initiatives visant à favoriser la création d'entreprises agricoles diversifiées et commercialisant localement leurs produits. Citons pour exemples les banques de terre ou les banques de fermes, qui visent à mettre en relation des agriculteurs sans relève avec des candidats recherchant une exploitation agricole. Ces dernières sont aujourd'hui regroupées dans un dispositif provincial appelé L'ARTERRE et auquel participent plus de 75 municipalités régionales de comté (MRC) situées dans presque toutes les régions du Québec. Citons également les incubateurs d'entreprises agricoles, à l'image de la Plate-forme agricole de L'Ange-Gardien (www.demarretafermebio.com), qui offrent un dispositif permettant aux futurs agriculteurs de démarrer leur projet en testant leur production et leur commercialisation.

RÉFÉRENCES

- Ahearn, M. C. et Newton, D. J. (2009). Beginning farmers and ranchers. *USDA Economic Information Bulletin*, 53. Repéré à www.ers.usda.gov/webdocs/publications/44395/9417_eib53_1.pdf?v=0
- Blanc, M. et Perrier-Cornet, P. (1999). Emploi agricole : les cadres d'analyse à l'épreuve des dynamiques actuelles. *Économie rurale*, 253(1), 8-14. http://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1999_num_253_1_5107

- Deschênes-Gilbert, J.-P. (2007, mars). *Modes et modèles de transfert ou comment sortir du « traditionnel » transfert parents-enfants*. Communication présentée lors du Colloque sur l'établissement et le retrait en agriculture du CRAAQ, Drummondville, Québec.
- Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ). (2011). *Des solutions concrètes pour la pérennité du secteur agricole*. Mémoire déposé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles. Repéré à www.fraq.qc.ca/wp-content/uploads/2014/02/memoire-fraq.pdf
- Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ). (2015). *Les aspirations et les besoins des jeunes qui nourriront le Québec de demain : analyse multisectorielle de l'établissement en agriculture*. Mémoire déposé au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. Repéré à www.jeunes.gouv.qc.ca/publications/consultations-2015/union-producteurs-agricoles-et-fed-releve-agricole.pdf
- Jarosz, L. (2008). The city in the country: Growing alternative food networks in Metropolitan areas. *Journal of Rural Studies*, 24(3), 231-244. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2007.10.002>
- Laforge, J., Fenton, A., Lavalée-Picard, V. et McLachlan, S. (2018). New farmers and food policies in Canada. *Canadian Food Studies*, 5(3), 128-152. <https://doi.org/10.15353/cfs-rcea.v5i3.288>
- Lobley, M. (2010). Succession in the family farm business. *Journal of Farm Management*, 13(12), 839-851. Repéré à www.researchgate.net/profile/Matt_Lobley/publication/259638644_Succession_in_the_family_farm_business/links/568f8a0908ae43f42f25547/Succession-in-the-family-farm-business.pdf
- Milone, P. et Ventura, F. (2019). New generation farmers: Rediscovering the peasantry. *Journal of Rural Studies*, 65, 43-52. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2018.12.009>
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). (2014). *Portrait de la relève agricole au Québec 2011*. Québec : Gouvernement du Québec.
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). (2018). *Portrait de la relève agricole au Québec 2016*. Québec : Gouvernement du Québec.
- Mundler, P., Gouin, D.-M., Dominguez, S., Godefroy, S., Laughrea, S. et Ubertino, S. (2017) *Productions sans quota et commercialisation en circuits courts : statut et enjeux*. Rapport final de recherche remis au CIRANO. Québec : Université Laval. Repéré à <https://cirano.qc.ca/files/publications/2017RP-05.pdf>
- Mundler, P. et Laughrea, S. (2016). The contributions of short food supply chains to territorial development: A study of three Quebec territories. *Journal of Rural Studies*, 45, 218-229. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2016.04.001>
- Mundler, P. et Ruiz, J. (2015). *Analyse des enjeux de la multifonctionnalité de l'agriculture québécoise dans les contextes d'agriculture dynamique et périurbaine*. Rapport final de recherche remis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. Québec/Trois-Rivières : Université Laval et Université du Québec à Trois-Rivières. Repéré à https://agriculture-et-territoires.fsaa.ulaval.ca/fileadmin/Fichiers/Recherche/Axe_Multifonctionnalite_et_gouvernance/Mundler_Ruiz_MFA_RapportFinal_BasseResolution_MARS2015.pdf
- Ouellet, E., Tondreau, J., Parent, D. et Perrier, J.-P. (2003). La transmission de la ferme québécoise d'une génération à l'autre : au-delà des considérations économiques, une question d'échanges, d'intégration aux tâches et de délégation du pouvoir. *Recherches sociographiques*, 44(1), 141-164. <https://doi.org/10.7202/007194ar>
- Parent, D. (2011). Les réalités et défis de la relève agricole. Dans L. Cadieux et B. Deschamps (dir.), *Le duo cédant/repreneur* (p. 239-257). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Renahy, N. (2010). Classes populaires et capital d'autochtonie : genèse et usages d'une notion. *Regards sociologiques*, 40, 9-26.
- Ruiz, J., Decelles, A.-M., Dumont, A., Joncoux, S., Lewis, N. et Mundler, P. (2019). Les plans de développement de la zone agricole : vers une réconciliation entre aménagement du territoire et agriculture? Dans M.-U. Proulx et M.-C. Prémont (dir.), *La politique territoriale au Québec : 50 ans d'audace, d'hésitations et d'impuissance* (p. 247-271). Québec : Presses de l'Université du Québec.

DESS EN DÉVELOPPEMENT RURAL INTÉGRÉ(DRI)

Un programme interdisciplinaire pour comprendre les enjeux sociaux, économiques, culturels et environnementaux du développement des territoires ruraux :

une approche transversale, territoriale et systémique sur les problèmes de développement rural au Nord comme au Sud.

- Formation d'un an
- Deux sessions de cours et une session de stage
- 30 crédits

Directeur du programme :

Patrick Mundler,
patrick.mundler@fsaa.ulaval.ca

Pour information :

Faculté des Sciences de
l'Agriculture et de
l'Alimentation (FSAA)

Bureau de la gestion des
études, 418 656-2131
poste 3145,

fsaa@fsaa.ulaval.ca

Faculté des sciences
de l'agriculture et de
l'alimentation



UNIVERSITÉ
LAVAL

FICHE INFORMATIVE

L'agriculture va-t-elle continuer à occuper les territoires?

Julie Ruiz^a

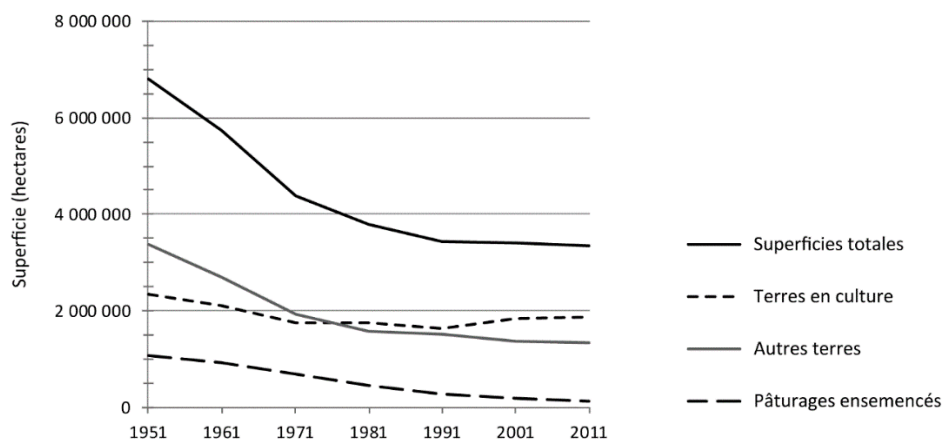
Introduction

Entre modernisation de l'agriculture et urbanisation croissante, entre intensification et déprise agricole, la physionomie des territoires a été profondément bouleversée depuis les années 1950. Or, quelle a été l'étendue spatiale et l'intensité de ces bouleversements sur le territoire québécois? Quels ont été leurs impacts sur l'occupation agricole? Des analyses des recensements agricoles de 1951, de 1981 et de 2011 à l'échelle des municipalités permettent de répondre à ces questions¹. Les résultats offrent un portrait saisissant de l'évolution de l'occupation agricole du Québec : l'agriculture occupe de moins en moins uniformément le territoire et des dynamiques contrastées le traversent. Ce portrait appelle à une plus grande adaptation des lois et politiques sectorielles aux réalités et aux tendances lourdes d'évolution des territoires agricoles.

1. Les grandes transformations des terres agricoles

Rappelons tout d'abord quelques faits concernant l'occupation des terres agricoles au Québec. En 1951, le Québec comptait 134 000 fermes, qui s'étendaient sur une superficie équivalant à 137 fois l'île de Montréal. En 2011, on en recensait 29 500, qui n'occupaient plus que 67 fois l'île de Montréal. Pour autant, la surface des terres en culture n'a diminué que de 20 % au cours de cette période (voir figure 1). Ce sont les fermes qui possédaient d'importantes superficies en boisés et en pâturages qui ont disparu du territoire.

a) Superficies totales et occupation des sols des fermes



^a Ph. D., chercheure au CRDT, Centre de recherche RIVE, Université du Québec à Trois-Rivières

b) Types de cultures

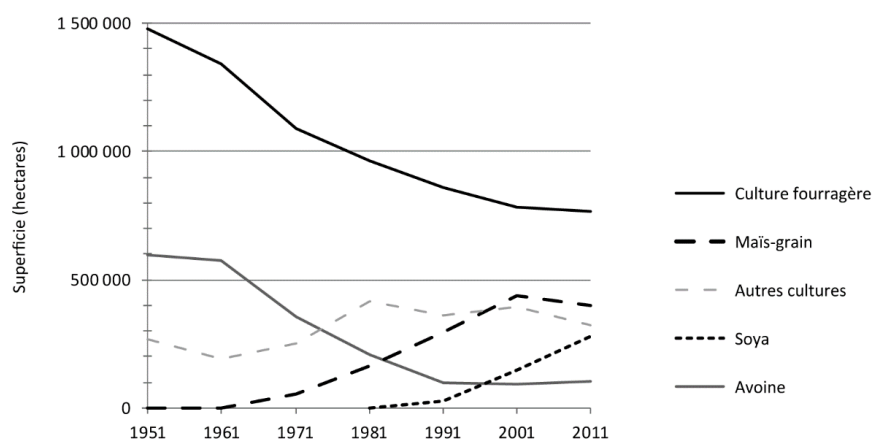


Figure 1 – Évolution de l'occupation des terres agricoles au Québec de 1951 à 2011
Source : Statistique Canada, recensement de l'agriculture

Sur le plan spatial, cette évolution n'est pas uniforme. L'occupation agricole se maintient dans les basses terres du Saint-Laurent, alors qu'aux pourtours des centres urbains et dans les régions à la topographie marquée, on note une large tendance à la disparition de l'agriculture (voir figure 2).

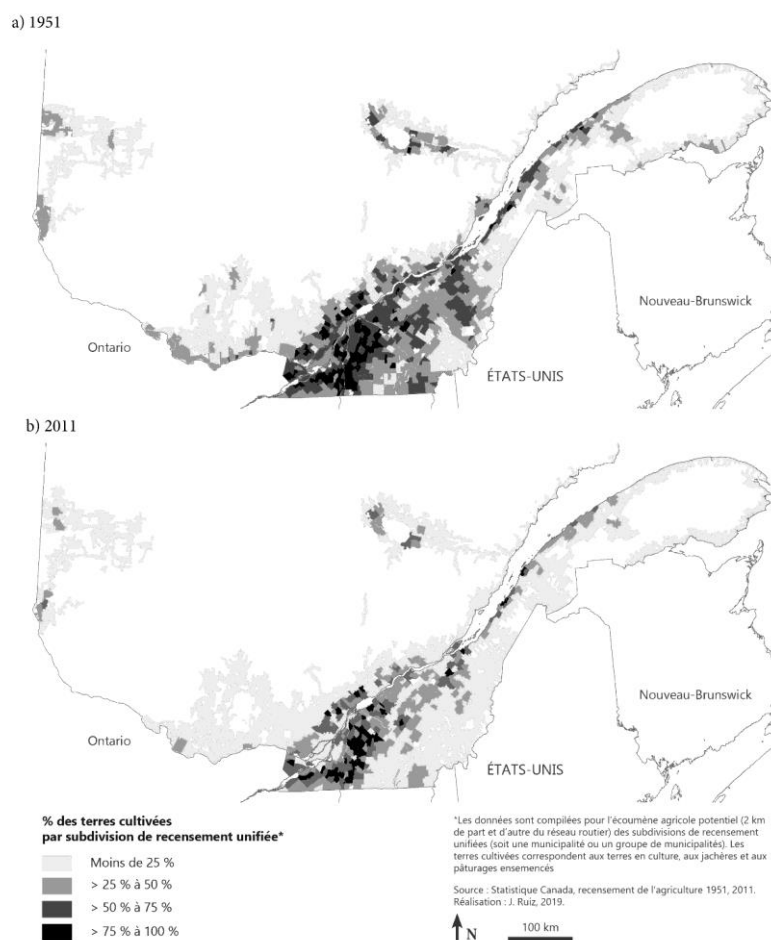


Figure 2 – Terres agricoles au Québec en 1951 et en 2011

Au cours de la même période, une diminution du nombre de fermes laitières et la spécialisation vers d'autres types de productions (porcines, avicoles, grandes cultures, etc.) entraînent des changements dans les types de cultures. Ainsi, les cultures fourragères et d'avoine, largement utilisées pour alimenter les troupeaux laitiers dans les années 1950, perdent drastiquement du terrain au profit des cultures de maïs-grain et de soya (voir figure 1; Ruiz et Domon, 2005). Là encore, l'évolution des cultures n'est pas uniforme sur le territoire : les cultures de maïs-grain et de soya se concentrent aujourd'hui dans les basses terres du Saint-Laurent.

2. Les dynamiques d'occupation agricole : une déprise qui ralentit et une intensification qui élargit son emprise spatiale

Ainsi, la diminution du nombre de fermes s'est-elle traduite par des changements spatialement différents sur le territoire québécois. Grâce à une analyse fine de ces changements, soit l'évolution entre 1951 et 2011 de divers indicateurs agricoles, quatre dynamiques d'occupation sont mises en évidence (Ruiz et Parcerisas Benedé, 2017) :

1. *Une déprise agricole marquée* : Diminution des superficies totales des fermes, incluant les superficies en pâturage ensemencé et en culture. L'agriculture disparaît du territoire;
2. *Une déprise agricole douce* : Diminution des superficies totales des fermes associée à un maintien relatif des superficies en culture;
3. *Une intensification agricole douce* : Augmentation ou maintien des superficies cultivées qui demeurent dominées par les cultures fourragères au cours de la période d'étude;
4. *Une intensification agricole marquée* : Augmentation ou maintien relatif des superficies en culture qui se traduit par une augmentation des cultures de maïs-grain au détriment des cultures fourragères.

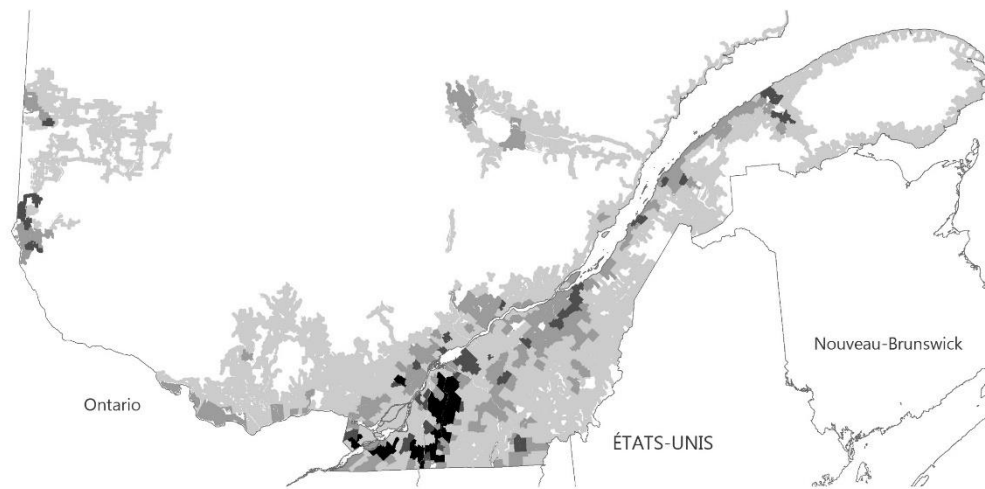
Trois résultats ressortent de l'analyse spatiotemporelle de ces dynamiques (voir figure 3).

Premièrement, les deux dynamiques de déprise traversent la plus grande part du territoire (94 % entre 1951 et 1981; 84 % entre 1981 et 2011). Entre 1951 et 1981, une déprise marquée se déploie sur 75 % du territoire, mais elle ne touche plus que 9 % de celui-ci entre 1981 et 2011. Au cours de cette seconde période, c'est une déprise douce qui prend sa place, et ce, autant aux pourtours de la métropole montréalaise que dans les Laurentides, les Appalaches, au Lac-Saint-Jean ou en Abitibi. Ce changement dans l'ampleur de la déprise entre les deux périodes est à mettre en relation avec la diminution du nombre total de fermes au Québec, qui représente des pertes de près de 86 000 fermes entre 1951 et 1981, contre 19 000 entre 1981 et 2011.

Deuxièmement, les deux dynamiques d'intensification de l'occupation agricole occupent 6 % de l'écoumène agricole² entre 1951 et 1981, et leur importance triple presque entre 1981 et 2011 (16 %). L'intensification marquée se concentre dans l'extrémité sud des basses terres du Saint-Laurent entre 1951 et 1981, puis s'étend davantage dans cette écorégion au cours de la seconde période. L'intensification douce est quant à elle plus diffuse et présente dans les Cantons-de-l'Est, en Chaudière-Appalaches, dans le Bas-Saint-Laurent, au Lac-Saint-Jean et en Abitibi.

Troisièmement, bien que les données ne permettent pas de traiter des dynamiques d'urbanisation avec précision, leurs effets apparaissent clairement pour la région de Montréal.

a) 1951-1981



b) 1981-2011

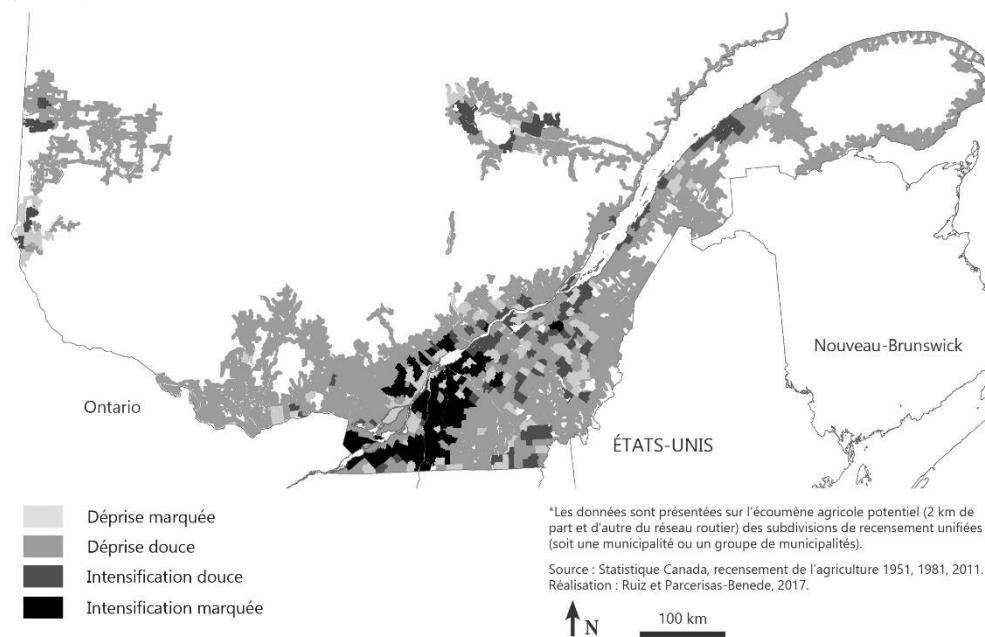


Figure 3 – Localisation des dynamiques de déprise et d'intensification de l'occupation agricole entre 1951-1981 et 1981-2011
Source : Ruiz et Parcerisas Benedé, 2017

3. Les impacts des dynamiques de déprise et d'intensification : des territoires agricoles aux réalités contrastées

Ces dynamiques d'intensification et de déprise agricole ont donc conduit à des transformations importantes tant sur le plan des superficies occupées par l'agriculture que des activités agricoles présentes sur le territoire québécois. Aujourd'hui, il est possible de distinguer quatre grands types de territoires agricoles à l'échelle du Québec³ (voir figure 4) :

Groupe 1 : les territoires très agricoles

Localisés dans l'extrémité sud des basses terres du Saint-Laurent, ces territoires sont largement utilisés à des fins agricoles depuis 1951 à plus de 70 % et ce sont eux qui possèdent et ont toujours possédé les densités de fermes les plus importantes. Ils n'occupent pourtant que 5 % du territoire représenté sur la figure 4. Depuis 1951, ils ont été marqués par la disparition de la production laitière, qui a laissé place à d'autres spécialisations agricoles (porcines, grandes cultures, maraîchères, etc.). Les pâturages y ont disparu au profit des terres en culture. Les cultures s'en sont aussi trouvées transformées, avec notamment le remplacement des cultures d'avoine et de fourrage par le maïs-grain et le soya.

Groupe 2 : les territoires agricoles

Ce type regroupe des territoires où les superficies agricoles se sont globalement maintenues autour de 50 % des superficies municipales et où les terres en culture ont augmenté depuis 1951. Toutefois, ce groupe est en réalité très hétérogène. En Chaudière-Appalaches, les municipalités ont été marquées par une croissance forte du cheptel porcin et des cultures de maïs-grain et de soya. Dans le Bas-Saint-Laurent, au Témiscamingue ou au Lac-Saint-Jean, on y retrouve des municipalités qui ont plutôt connu un maintien de la production laitière et une augmentation des cultures fourragères.

Groupe 3 : les territoires moyennement agricoles

Occupant plus de 25 % du territoire de la figure 4, ce groupe est présent sur de larges pans du territoire québécois, notamment sur les piémonts des Appalaches et des Laurentides. Ces territoires sont marqués par la disparition des pâturages, alors que les terres en culture y ont connu une faible diminution et sont restées occupées majoritairement par les cultures fourragères. Ce sont des territoires où la production laitière occupe largement le territoire.

Groupe 4 : les territoires faiblement agricoles

Occupant 62 % du territoire de la figure 4 et caractérisés par une topographie marquée et par des sols minces des Appalaches et des Laurentides, ces territoires étaient peu utilisés pour l'agriculture en 1951 et ils le sont encore moins aujourd'hui. Ils demeurent largement occupés par la production laitière et par les cultures fourragères.

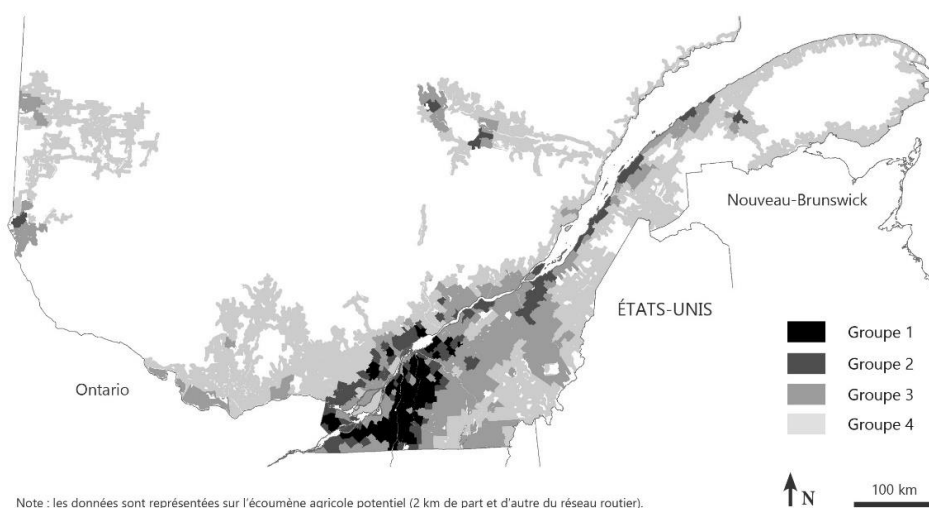


Figure 4 – Réalités contrastées des quatre grands types de territoires agricoles du Québec
Source : Ruiz, 2013

En mettant en parallèle ces types de territoires avec les dynamiques d'intensification et de déprise précédemment identifiées, nous constatons que les territoires agricoles (groupe 2) et très agricoles (groupe 1) sont dominés par des dynamiques d'intensification, alors que les territoires faiblement agricoles (groupe 4) le sont par des dynamiques de déprise. Quant aux territoires moyennement agricoles (groupe 3), s'ils sont dominés par la déprise, ils sont aussi traversés ponctuellement par l'intensification, ce qui laisse présager un avenir incertain.

La carte de la figure 4 montre les résultats d'une analyse combinant les caractéristiques du territoire agricole pour chaque municipalité en 1951, en 1981 et en 2011. Le tableau 1 permet de saisir quelles caractéristiques distinguent chaque groupe.

	Groupe 1			Groupe 2			Groupe 3			Groupe 4		
	Territoires très agricoles			Territoires agricoles			Territoires moyennement agricoles			Territoire faiblement agricoles		
	1951	1981	2011	1951	1981	2011	1951	1981	2011	1951	1981	2011
Densité de fermes (n ^{brc} /km ²)	2,2	1,3	0,7	1,9	1,0	0,6	1,4	0,6	0,4	0,8	0,2	0,1
% de la superficie municipale occupée par :												
Terres améliorées	77 %	68 %	69 %	59 %	49 %	53 %	42 %	27 %	25 %	15 %	7 %	6 %
Terre en culture, dont :	60 %	62 %	68 %	43 %	40 %	50 %	28 %	21 %	21 %	10 %	5 %	5 %
Cultures fourragères	35 %	18 %	7 %	23 %	22 %	17 %	18 %	13 %	11 %	3 %	3 %	3 %
Maïs-grain	0 %	18 %	32 %	0 %	3 %	12 %	0 %	1 %	3 %	0 %	0 %	0 %
Densité du cheptel laitier (n ^{brc} /km ²)	23	15	5	21	18	10	15	9	4	4	2	1
Densité du cheptel porcin (n ^{brc} /km ²)	26	163	137	26	100	116	15	34	36	4	3	3

Tableau 1 – Caractéristiques des groupes de territoires agricoles
Source : Ruiz, 2013

Que retenir pour les territoires?

Ces analyses de l'évolution de l'occupation agricole du Québec mettent en évidence les tendances lourdes qui façonnent les territoires. Quelques enjeux spécifiques méritent d'être relevés. D'abord, depuis 1951, les territoires faiblement agricoles aux pourtours de l'écoumène du Québec sont caractérisés par des dynamiques de déprise et cette dynamique n'a jamais été inversée. Réussir à y maintenir l'agriculture constitue donc un enjeu de taille pour ces territoires et invite à réfléchir au modèle agricole qui y est le plus adapté (voir l'article de Mundler et Ruiz dans ce même numéro).

Les territoires très agricoles et agricoles, qui occupent une large part des basses terres du Saint-Laurent, sont quant à eux animés par des dynamiques d'intensification. Ces dynamiques font en sorte que ce sont aussi les impacts négatifs de la modernisation agricole qui s'y sont concentrés, notamment sur le plan environnemental. Là plus qu'ailleurs, produire en protégeant l'environnement est un défi important.

Enfin, si le développement de l'agriculture reste le plus souvent pensé selon des secteurs ou des filières, ce portrait nous montre que les choix des politiques agricoles autant que des filières ont des impacts spatiaux majeurs. Occultée par le passé, leur composante territoriale mérite aujourd'hui de devenir une dimension centrale. Deux résultats illustrent cette conclusion.

Premièrement, ce portrait montre que de larges pans de l'occupation agricole du territoire québécois demeurent liés à la production laitière. Rappelons qu'au Canada, la production laitière est régie par un système

de gestion de l'offre. En sécurisant les revenus des producteurs et en assurant le transport du lait produit à la ferme vers les industries de transformation, ce système de gestion permet à des fermes éloignées des marchés d'occuper les milieux ruraux. Nos études viennent ainsi rappeler que les enjeux de la protection du marché laitier ne sont pas seulement sectoriels, mais aussi territoriaux (Mundler et Ruiz, 2018).

Deuxièmement, les territoires très agricoles concentrent aujourd'hui des filières qui ont un lien plus direct avec la compétition mondiale. Ainsi, là où les productions porcines et de grandes cultures se concentrent, les exploitations agricoles sont plus sensibles à la fluctuation des prix mondiaux. La crise porcine au début de la décennie 2000 est venue rappeler que, dans une telle situation, l'occupation du territoire peut vite s'en trouver modifiée. Cette situation pourrait mettre en péril la résilience des territoires.

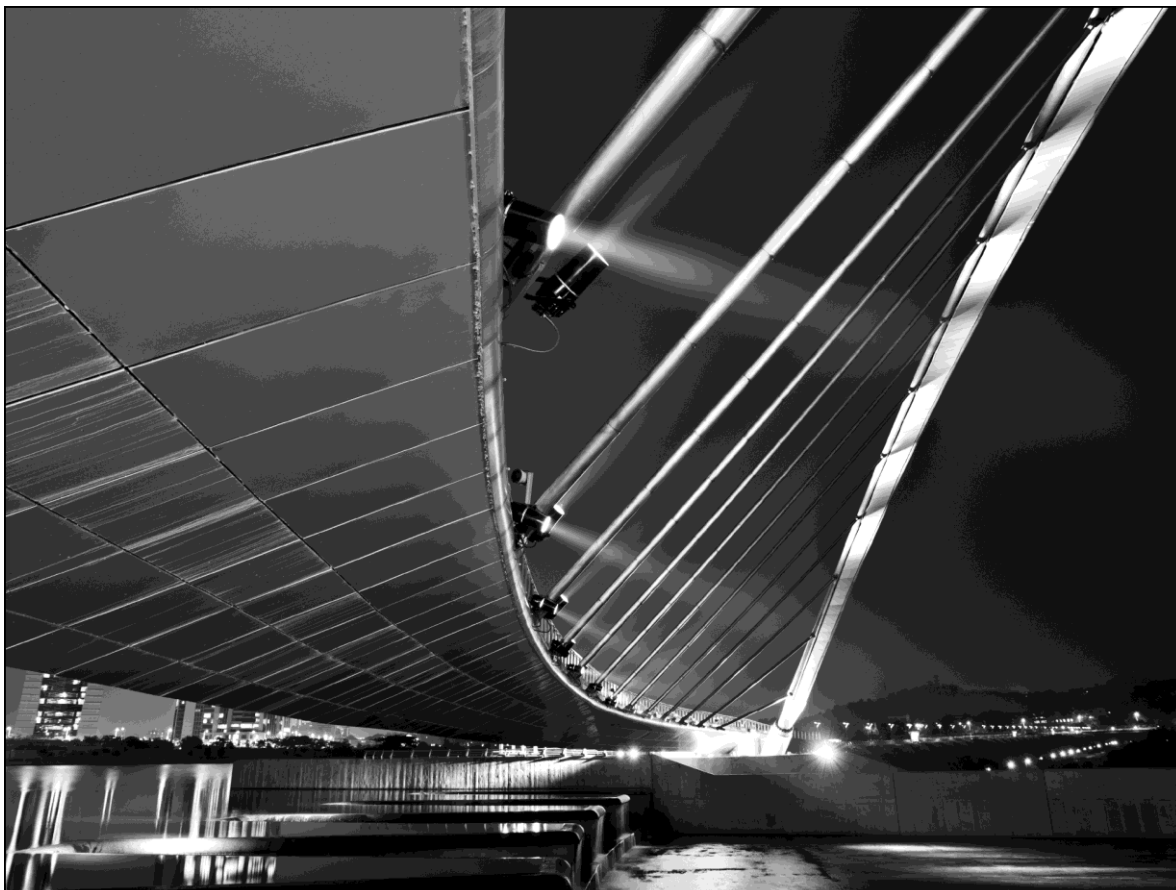
Le Québec est donc traversé par des tendances lourdes, parfois antagoniques, qui soulèvent des enjeux bien distincts pour les territoires. Cette analyse rappelle une fois encore l'importance d'adapter les lois, les politiques et les programmes sectoriels à la diversité présente. Pensons par exemple à la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (Québec, 1996), dont les critères mériteraient d'être adaptés à cette diversité (Vachon, 1984), ou à un programme comme PrimeVert du MAPAQ, qui vise à stimuler l'adoption de pratiques agricoles durables, lesquels pourraient être bonifiés dans les territoires où l'enjeu environnemental est omniprésent (Mundler et Ruiz, 2015).

NOTES

- 1 Ce texte propose une brève synthèse de nos travaux de recherche qui se sont intéressés aux impacts spatiaux de la modernisation agricole. Les analyses ont été menées à l'échelle des subdivisions de recensement unifiées du recensement agricole de Statistique Canada. Ces subdivisions représentent des municipalités ou des groupes de municipalités.
- 2 En agriculture, ensemble des aires où l'activité agricole occupe une place importante. (Source : Grand dictionnaire terminologique).
- 3 Cette typologie résulte d'une analyse de groupements hiérarchiques qui a pour effet de regrouper des municipalités qui possédaient en 1951, en 1981 et en 2011 des caractéristiques agricoles similaires. Il s'agit donc d'une typologie qui incorpore une dimension temporelle. Quatre grands types sont présentés ici, car ils permettent de brosser à grands traits un portrait de l'occupation agricole du Québec.

RÉFÉRENCES

- Mundler, P. et Ruiz, J. (2015). *Analyse des enjeux de la multifonctionnalité de l'agriculture québécoise dans les contextes d'agriculture dynamique et périurbaine*, Rapport de recherche remis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. Québec/Trois-Rivières : Université Laval et Université du Québec à Trois-Rivières.
- Mundler, P. et Ruiz, J. (2018). *Industrie laitière : gestion de l'offre et occupation du territoire*. Dans Y. Brousseau et G. Mercier (dir.). *Le Québec d'une carte à l'autre* (p. 44-45). Québec : Presses de l'Université Laval.
- Québec. *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* : RLRQ, chap. P-41.1, à jour au 1^{er} décembre 2019, [Québec], Éditeur officiel du Québec, 1996.
- Ruiz, J. et Domon, G. (2005). Les paysages de l'agriculture en mutation. Dans P. Poullaouec-Gonidec, G. Domon et S. Paquette (dir.). *Paysages en perspective* (p. 47-97). Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Ruiz, J. et Parcerisas Benedé, L. (2017). 60 ans d'évolution : l'occupation agricole du territoire québécois sous la loupe 1951-2011. Dans Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, *La ruralité au Québec depuis les États généraux du monde rural (1991) : entre l'action et la recherche, bilan et perspectives* (p. 130-155). Val-d'Or : UQAT.
- Vachon, B. (1984). L'avenir de la campagne québécoise dans le contexte du nouveau droit de l'aménagement. *Cahiers de géographie du Québec*, 28(73-74), 223-234. <https://doi.org/10.7202/021656ar>



MAÎTRISE

EN GESTION DE PROJET (MGP)

La maîtrise en gestion de projet est offerte sous deux profils. Le profil professionnel vise la formation de gestionnaires 3P dotés d'une vision stratégique et intégrée du domaine, aptes à gérer des projets, programmes et portefeuilles, de leur conception jusqu'à l'obtention des bénéfices. Le profil avec mémoire vise à former des chercheurs qui ont les compétences de réaliser l'analyse rigoureuse de problématiques complexes et d'élaborer des solutions spécifiques à leur secteur d'expertise.

programmes.uqac.ca/3249

programmes.uqac.ca/3153

UQAC

FICHE INFORMATIVE

Agriculture : comprendre la diversité et ses enjeux

Patrick Mundler^a, Julie Ruiz^b

Introduction

L'agriculture québécoise contemporaine est diverse et animée par des dynamiques contrastées. Elle s'étend sur un continuum allant du gros potager à la firme financière. Entre spécialisation et diversification, entre concentration et dispersion, entre industrie et artisanat, entre marchés globaux et marchés locaux, les agriculteurs québécois empruntent des chemins variés.

Cette diversité des modèles est un défi permanent, tant pour les organisations représentant les agriculteurs que pour les politiques publiques. Les différents modèles sont-ils complémentaires ou concurrents? Quelles relations entretiennent-ils avec les territoires sur lesquels ils se déploient? Quels sont les enjeux de leur développement?

1. Constats, observations et tendances

On ne retient souvent que la lente diminution du nombre de fermes au Québec; diminution dont les causes s'expliquent par une combinaison de facteurs politiques, techniques et socio-organisationnels qui ont permis à l'agriculture d'accroître sa productivité (Morisset, 1987). La figure 1, qui présente l'évolution du nombre de fermes depuis 1921, permet toutefois de distinguer trois périodes.

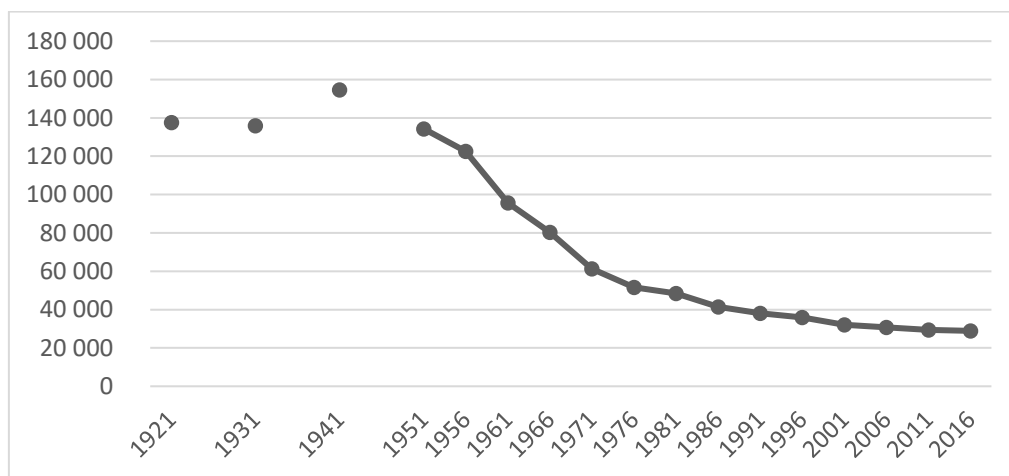


Figure 1 – Évolution du nombre de fermes au Québec de 1921 à 2016
Source : Statistique Canada, *Recensements de l'agriculture*, tableau 95-632-X

^a Chercheur au CRDT, Université Laval

^b Ph. D., chercheure au CRDT, Centre de recherche RIVE, Université du Québec à Trois-Rivières

La première période correspond à une phase d'expansion, avec une croissance du nombre d'exploitations agricoles jusqu'au début des années 1940, croissance qui s'explique entre autres par la colonisation de nouvelles terres.

La deuxième période correspond à la phase de modernisation intense de l'agriculture, à l'abandon des terres les moins productives et à l'effondrement rapide de la population agricole (Ruiz et Domon, 2005).

La troisième période, que nous appellerons *consolidation*, montre un ralentissement progressif de la diminution du nombre de fermes à partir des années 1980, ce qui se traduit par une perte de seulement 500 fermes entre 2011 et 2016.

Or, cette évolution globale masque trois phénomènes :

- la concentration des fermes dans les basses terres du Saint-Laurent, avec un risque d'abandon de l'agriculture dans les territoires plus marginaux (Ruiz et Parcerisas Benedé, 2017; voir aussi l'article de Ruiz dans ce même numéro);
- la polarisation de la taille des fermes, avec un maintien relatif de la proportion des petites fermes, une érosion des fermes de taille moyenne et un accroissement des grandes fermes;
- une évolution différenciée selon les productions, avec une diminution constante des productions animales et un accroissement du nombre de fermes en production végétale.

Comme le montre la figure 2, l'évolution du nombre de fermes au cours des 25 dernières années s'associe à la fois à un agrandissement des exploitations et à une relative stabilisation du nombre de petites exploitations (chiffre d'affaires de moins de 50 000 \$/an), particulièrement depuis 2001. La catégorie de fermes en plus forte diminution se situe entre 100 000 \$ et 250 000 \$/an de chiffre d'affaires.

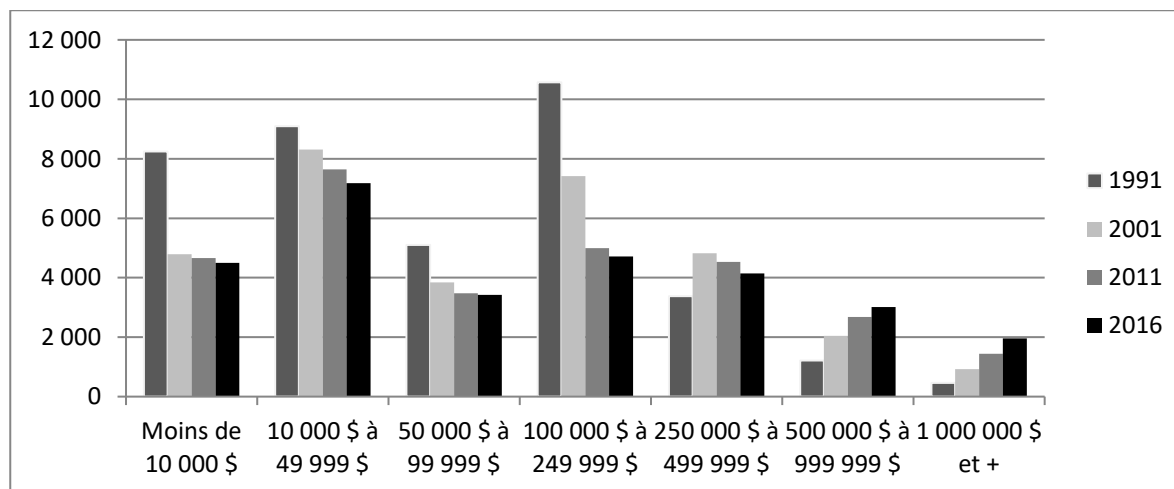


Figure 2 – Évolution du nombre de fermes selon le chiffre d'affaires annuel brut (\$ courants)
Source : Statistique Canada, *Recensements de l'agriculture*, 1991, 2001, 2011 et 2016. Compilation des auteurs

Ainsi, toujours en dollars courants, les fermes produisant moins de 50 000 \$/an représentent en 2016 un peu plus de 40 % des fermes québécoises. Cela monte à 52 % si l'on prend en compte les fermes de 50 000 \$ à 100 000 \$/an. Celles produisant pour plus de 500 000 \$/an représentent en 2016 un peu plus de 17 % des fermes, alors qu'elles n'en représentaient qu'un peu plus de 4 % en 1991.

L'autre phénomène concerne l'évolution du nombre de fermes selon les productions. Alors que le nombre de fermes a globalement diminué de 22,7 % entre 1991 et 2011, cette baisse moyenne est surtout

tirée par la diminution des fermes spécialisées dans les productions animales. Ainsi, entre 2001 et 2011, les fermes laitières (-30,6 %), les fermes d'élevage porcin (-32,1 %) et les élevages de poulets (-10,4 %) diminuent de manière importante, tandis que les fermes produisant des céréales et oléagineux (+17,7 %) mais aussi, plus marginalement, les producteurs de fruits (+23 %) sont en augmentation.

2. Enjeux de développement pour l'agriculture

Les évolutions décrites ci-dessus accroissent la diversité de l'agriculture québécoise. Cette diversité comprend trois dimensions distinctes (Stirling, 2007; Mundler, 2014) :

1. Un accroissement de **la variété** des modes de produire et de pratiquer l'agriculture. Cette variété concerne de multiples dimensions :

- les marchés visés qui s'étendent, selon les secteurs de production et selon les aspirations des agriculteurs, des marchés locaux aux marchés planétaires;
- les qualités recherchées des produits, avec, d'un côté, des produits de plus en plus standardisés et homogènes et, de l'autre, une demande pour des produits différenciés par leur caractère artisanal ou de terroir;
- les techniques mises en œuvre, avec des formes d'agriculture intensives en capital et d'autres surtout intensives en travail;
- l'occupation du territoire, avec des rangs plus ou moins occupés par l'agriculture;
- le rôle que joue l'agriculture pour les ménages, avec des fermes spécialisées qui doivent rémunérer le travail et le capital des familles, mais aussi des fermes à temps partiel, des fermes de retraite et même des fermes de loisir;
- une transformation de la profession agricole elle-même, avec une crise de la relève dans l'agriculture familiale traditionnelle, l'émergence d'investisseurs capitalistes dans l'agriculture, mais également l'accroissement des créations d'entreprises en agriculture réalisées par des personnes non issues du milieu agricole;

2. Des évolutions différenciées de **la proportion** de chaque type, comme nous l'avons vu plus haut pour la taille et pour les productions principales;

3. Une augmentation de **l'intensité des différences**, qui résulte des points précédents et qui peut rendre difficile l'harmonisation entre, par exemple, les attentes d'un agriculteur cultivant exclusivement du soya et du maïs sur de grandes surfaces en Montérégie, celles d'un éleveur laitier exploitant principalement des herbages dans le Bas-Saint-Laurent ou encore celles d'un maraîcher dans les Laurentides commercialisant des paniers biologiques directement aux consommateurs.

Cette diversité pose aussi de nouvelles questions relatives aux rôles que joue l'agriculture dans l'économie du Québec et dans le développement des régions.

Si l'on regarde surtout la contribution de l'agriculture à l'économie du Québec, on observe que les 17 % des fermes ayant un revenu brut d'au moins 500 000 \$/an produisent plus de 65 % du revenu agricole total. Pour certains observateurs, la « vraie » agriculture se situe là, et c'est donc sur sa croissance et sa compétitivité qu'il faut avant tout miser.

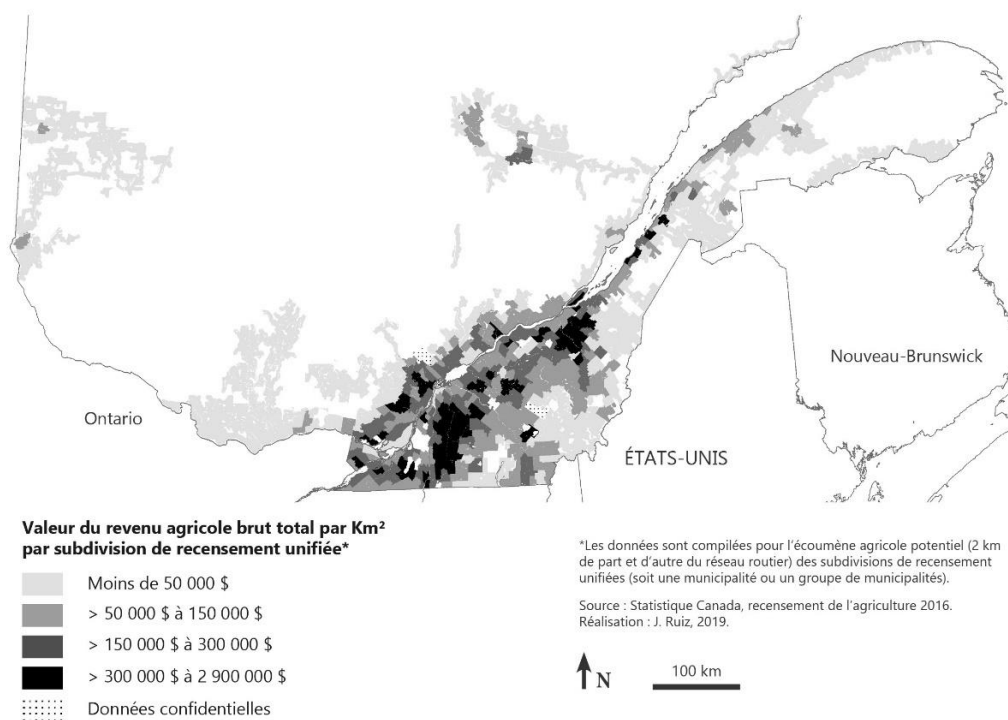


Figure 3 – Densité de revenu agricole brut selon les territoires

Une telle perspective accentuerait encore la concentration territoriale de l'agriculture dans les basses terres du Saint-Laurent (voir figure 3). Sur le plan économique, cela aurait des effets bénéfiques en limitant divers coûts relatifs aux infrastructures et aux transports. En revanche, cela aurait des impacts plus négatifs en matière environnementale (sur l'érosion des sols, sur la biodiversité ou encore sur la qualité des eaux), impacts d'autant plus problématiques qu'ils se concentreraient davantage dans des parties du Québec qui sont aussi les plus densément peuplées et dans lesquelles l'agriculture s'expose davantage à devoir justifier ses pratiques.

Si l'on regarde plutôt la contribution de l'agriculture à l'occupation du territoire, on s'aperçoit que les « petites fermes », c'est-à-dire celles produisant moins de 100 000 \$/an, sont présentes partout, mais sont en proportion plus nombreuses dans les territoires de déprise agricole, alors qu'elles sont plus rares dans les basses terres du Saint-Laurent (voir figure 4). La contribution économique globale de ces petites fermes est faible (un peu plus de 5 % du revenu agricole total), mais leur rôle territorial est important. Il en est de même des fermes produisant entre 100 000 \$ et 500 000 \$/an, qui représentent 30 % du revenu agricole total.

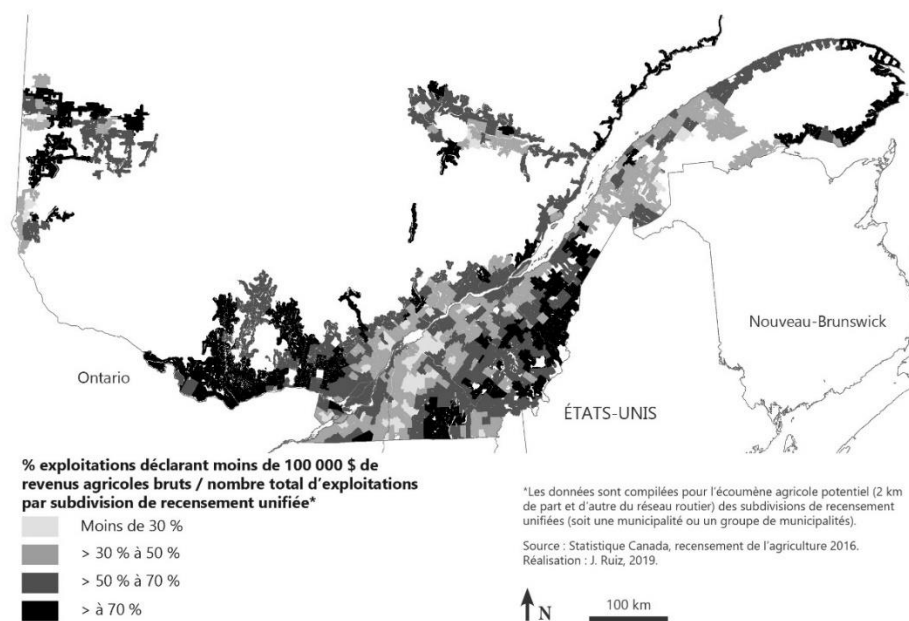


Figure 4 – Proportion des petites fermes selon les territoires

De ce fait, ces fermes petites et moyennes jouent un rôle important dans l'occupation des territoires plus éloignés, occupent des espaces interstitiels délaissés par l'agriculture plus intensive et contribuent donc à leur façon au maintien de l'agriculture dans les zones moins favorisées sur le plan agroclimatique (Mundler et Ouellet, 2017). Dans les basses terres du Saint-Laurent, elles jouent aussi un rôle majeur en créant une diversité dans les types de productions et dans les paysages, ce qui contribue ainsi à la résilience de l'agriculture présente.

Conclusion

La présence de l'agriculture sur l'ensemble de l'écoumène¹ agricole du Québec est étroitement liée à sa diversité. Le choix de privilégier sa seule contribution à l'économie ou d'œuvrer à ce qu'elle se maintienne, voire se développe sur l'ensemble des territoires québécois reste au fond un choix de société. Quel pacte économique et social la société québécoise souhaite-t-elle passer avec son agriculture?

Si le choix est fait de soutenir l'agriculture dans sa diversité, cela implique de tenir davantage compte de la pluralité tant des formes d'exercice de l'agriculture que des territoires agricoles. Cela appelle alors (Mundler et Ruiz, 2015) :

- Une **décentralisation** plus forte en ouvrant la porte à une territorialisation de certains segments de la politique agricole;
- Le renforcement des espaces permettant de construire un **dialogue territorial** qui contribue à rapprocher les citoyens de leur agriculture (Ruiz et collab., 2019);

La mise en œuvre de **politiques plus intégrées** articulant les logiques sectorielles aux logiques territoriales et permettant de relier les enjeux de développement économique, de développement social et de gestion et préservation de l'environnement.

NOTES

1 Soit, la part du territoire sur lequel se pratique l'agriculture.

RÉFÉRENCES

- Morisset, M. (1987). *L'agriculture familiale au Québec*. Paris : L'Harmattan.
- Mundler, P. (2014). Unité de l'agriculture et diversité des exploitations agricoles : des représentations en évolution. Dans P. Gasselin, J.-P. Choisis, S. Petit et F. Purseigle (dir.), *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre* (p. 65-80). Paris : EDP Sciences.
- Mundler, P. et Ouellet, F. (2017). Qui est agriculteur au Québec? Ambiguïté des institutions et enjeux pour le développement rural. *Cahiers de géographie du Québec*, 61(172), 9-32. <https://doi.org/10.7202/1042713ar>
- Mundler, P. et Ruiz, J. (2015). *Analyse des enjeux de la multifonctionnalité de l'agriculture québécoise dans les contextes d'agriculture dynamique et périurbaine*, Rapport de recherche remis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. Québec/Trois-Rivières : Université Laval et Université du Québec à Trois-Rivières.
- Ruiz, J., Decelles, A.-M., Dumont, A., Joncoux, S., Lewis, N. et Mundler P. (2019). *Les plans de développement de la zone agricole : vers une réconciliation entre aménagement du territoire et agriculture?* Dans M.-U. Proulx et M.-C. Prémont (dir.), *La politique territoriale au Québec : 50 ans d'audace, d'hésitations et d'impuissance* (p. 247-271). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Ruiz, J. et Domon, G. (2005). Les paysages de l'agriculture en mutation. Dans P. Poullaouec-Gonidec, G. Domon et S. Paquette (dir.), *Paysages en perspective* (p. 47-97). Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Ruiz, J. et Parcerisas Benedé, L. (2017). *60 ans d'évolution : l'occupation agricole du territoire québécois sous la loupe 1951-2011*. Dans Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, *La ruralité au Québec depuis les états généraux du monde rural (1991) : entre l'action et la recherche, bilan et perspectives* (p. 130-155). Val-d'Or : UQAT.
- Stirling, A. (2007). A general framework for analysing diversity in science, technology and society. *Journal of the Royal Society Interface*, 4(15), 707-719. <https://doi.org/10.1098/rsif.2007.0213>

Initiatives :

Près de 20 initiatives de politiques agricoles articulant enjeux sectoriels et enjeux territoriaux sont disponibles dans Mundler P. et Ruiz J. (2015). *Analyse des enjeux de la multifonctionnalité de l'agriculture québécoise dans les contextes d'agriculture dynamique et périurbaine*, Rapport de recherche remis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. Québec/Trois-Rivières : Université Laval et Université du Québec à Trois-Rivières (volume d'annexes).

https://agriculture-et-territoires.fsaa.ulaval.ca/publications/afficher_publication/details/analyse-des-enjeux-de-la-multifonctionnalite-de-lagriculture-quebecoise-dans-les-contextes-d/filtrer-type/rapports-de-recherche/

Un métier en transformation, mais encore significatif dans la ruralité côtière québécoise : le cas de la pêche et de sa relève en Gaspésie

Marco Alberio^a

RÉSUMÉ. Dans des régions rurales côtières, telles que la Gaspésie et la Côte-Nord, la pêche joue un rôle fondamental du point de vue social et économique. Le cas de la pêche nous semble intéressant en raison de la proximité existante entre l'exploitant (le pêcheur, capitaine propriétaire), la famille, le territoire et sa communauté. Contrairement à d'autres types d'exploitations naturelles, le capitaine propriétaire du Québec est un petit entrepreneur de type familial lui-même fortement enraciné dans une communauté territoriale. En vertu de cette proximité, les dynamiques entrepreneuriales (y compris celles associées à la relève) sont fortement imbriquées à celles de la communauté et de la famille. Après avoir présenté des données du recensement sur l'évolution du secteur (volumes de capture et marché de l'emploi) à travers les résultats d'une recherche qualitative, par le biais de 2 groupes de discussion avec des experts du secteur et 85 entrevues avec les capitaines propriétaires et leur famille, nous observerons comment et à travers quels mécanismes sociaux la famille, la communauté locale et la communauté professionnelle peuvent contribuer à façonner la trajectoire professionnelle et entrepreneuriale des pêcheurs capitaines propriétaires, plus spécifiquement le phénomène du transfert d'entreprise et de sa relève. La relève est, selon nous, un élément fondamental ayant un rôle central sur la pérennité des entreprises dans un secteur clé pour cette région. Dans ce contexte, la pérennité de ce métier et de ces entreprises devient essentielle pour la vitalité sociale et économique de la région de la Gaspésie, qui expérimente plusieurs difficultés d'ordre démographique, social et économique.

ABSTRACT. In rural coastal regions, such as Gaspésie and North Shore (Côte-Nord), fisheries play a fundamental role from a social and economic point of view. The case of fisheries seems interesting to us because of the proximity between the fisher (captain owner), the family, the territory and its community. Unlike other types of sectors in natural resources, the captain-owner of Quebec is a small family-type entrepreneur who is himself strongly rooted in a territorial community. Due to this proximity, the entrepreneurial dynamics (including those of the entrepreneurial transfer) are strongly connected to those of the community and the family. After presenting census data on the evolution of the sector (catch volumes and labor market) through the results of qualitative research through with 2 focus groups with experts of the sector and 85 interviews with fishers and their families, we will observe how and through which social mechanisms the family, the local community and the professional community can contribute to shaping the professional and entrepreneurial trajectory of the captain-owner, and more specifically the phenomenon of entrepreneurial transfer and its succession. In our opinion, the entrepreneurial transfer has a central role for the sustainability of businesses in a key sector of this region. In this context, the sustainability of this profession and these firms becomes essential for the social and economic vitality of the Gaspésie region, which is experiencing important demographic, social and economic challenges.

Introduction

Quand on traite de la ruralité québécoise et de ses activités économiques, il est presque naturel de considérer en premier lieu l'agriculture et les mé-

tiers d'agriculteur, de fermier ou d'éleveur. Cependant, d'autres secteurs jouent aussi un rôle important dans les économies et les sociétés régionales des territoires non métropolitains éloignés, qu'on définit souvent sous la catégorie assez large de

^a Chaire de recherche du Canada en innovation sociale et développement des territoires, Université du Québec à Rimouski

« territoires ruraux ». Par exemple, la pêche est un secteur important, surtout dans l'est de la province.

En fait, au Québec, ce secteur répartit l'essentiel de son PIB dans deux régions : la Côte-Nord et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Ces deux territoires ont pêché pour près de 77 % de la valeur totale des débarquements au Québec en 2017 (MPO, 2018). Plus spécifiquement, en 2017, 51,8 % de la valeur totale des débarquements au Québec a été réalisée en Gaspésie (MPO, 2018). Ces retombées économiques sont évidemment aussi liées à l'emploi, bien que le nombre d'effectifs ait fortement baissé au cours des dernières décennies. En 2016, le Québec compte près de 1300 pêcheurs et 1800 aides-pêcheurs (ISQ et MAPAQ, 2018). En 2017, la Gaspésie (sans considérer les Îles-de-la-Madeleine) compte 415 détenteurs de permis de pêche commerciale, soit près du tiers des 1300 pêcheurs (BAPAP, 2017).

Dans ces régions, la pêche joue donc un rôle fondamental sur le plan économique, mais aussi socioculturel et identitaire. Le cas de la pêche nous semble également intéressant en raison de la proximité existante entre l'exploitant (le pêcheur, capitaine propriétaire), la famille, le territoire et sa communauté. Contrairement aux exploitations minières ou éoliennes du Québec, qui sont gérées par de grandes entreprises non nécessairement ancrées dans le territoire, le capitaine propriétaire du Québec est un petit entrepreneur de type familial lui-même fortement enraciné dans une communauté territoriale. En vertu de cette proximité, les dynamiques entrepreneuriales (y compris celles associées à la relève) sont fortement imbriquées à celles de la communauté et de la famille.

Par contre, comme nous l'observerons à travers une série de données historiques élaborée à partir des recensements de la population des dernières décennies (Statistique Canada, 1986-2016), la pêche a graduellement perdu son poids en matière d'emplois et en partie en matière de volume de capture. Les changements liés à la globalisation, mais aussi les conditions environnementales et la régulation plus stricte des dernières années (systèmes de quotas et autres moyens de régulations institutionnelles) ont fortement affecté cette industrie et l'exercice du travail dans celle-ci.

La pêche est donc un secteur mature, actuellement en transformation, ce qui nous permet d'analyser les effets des changements économiques, sociaux, politiques, environnementaux, technologiques et organisationnels sur le travail, sur le rapport au travail, sur le temps de travail, sur les carrières et, plus largement, sur l'ensemble des temporalités sociales associées à cette activité bien particulière. Ces transformations importantes façonnent les nouvelles configurations des acteurs concernés : l'État, le marché et les familles/communautés sont également révélateurs de l'évolution de la ruralité côtière contemporaine. Ces transformations peuvent par exemple changer les équilibres traditionnels à l'échelle locale et régionale, et façonner de nouvelles relations pouvant se structurer à l'intérieur de chacune de ces sphères – familles et communautés, marchés ou institutions politiques –, mais également à l'intersection de celles-ci.

Les changements dans la régulation socioéconomique, les variations de rentabilité de l'activité et ses fluctuations ainsi que les conditions environnementales qui déterminent l'abondance ou la pénurie d'une ressource (Alberio et Tremblay, 2020) peuvent influencer, comme nous allons l'observer dans cet article, les relations familiales et communautaires, qui sont des éléments fondamentaux dans les dynamiques de structuration et de restructuration de ces espaces. En même temps, ces acteurs importants que sont la famille et la communauté sont aussi centraux dans le cadre de cette activité, qui est, par sa nature, enracinée dans son territoire. Dans ce territoire a lieu l'exploitation de la ressource naturelle (le poisson), mais également la régulation sociale du métier et de son activité, et ce, à plusieurs échelles.

Cette complexité s'ajoute à des enjeux démographiques du métier (avec un âge moyen assez élevé des travailleurs du secteur, surtout pour la catégorie des capitaines propriétaires), qui s'inscrivent eux-mêmes dans une situation démographique déjà difficile à l'échelle provinciale et régionale. La région de la Gaspésie a subi une forte diminution de population depuis 1986, passant de 97 923 habitants en 1986 à 79 442 en 2015, ce qui représente une baisse de 19 %. De plus, l'Institut de la statistique du Québec prévoit encore une décroissance de 2,2 % en Gaspésie-Bas-Saint-Laurent au cours des 25 prochaines années (MAPAQ, 2015).

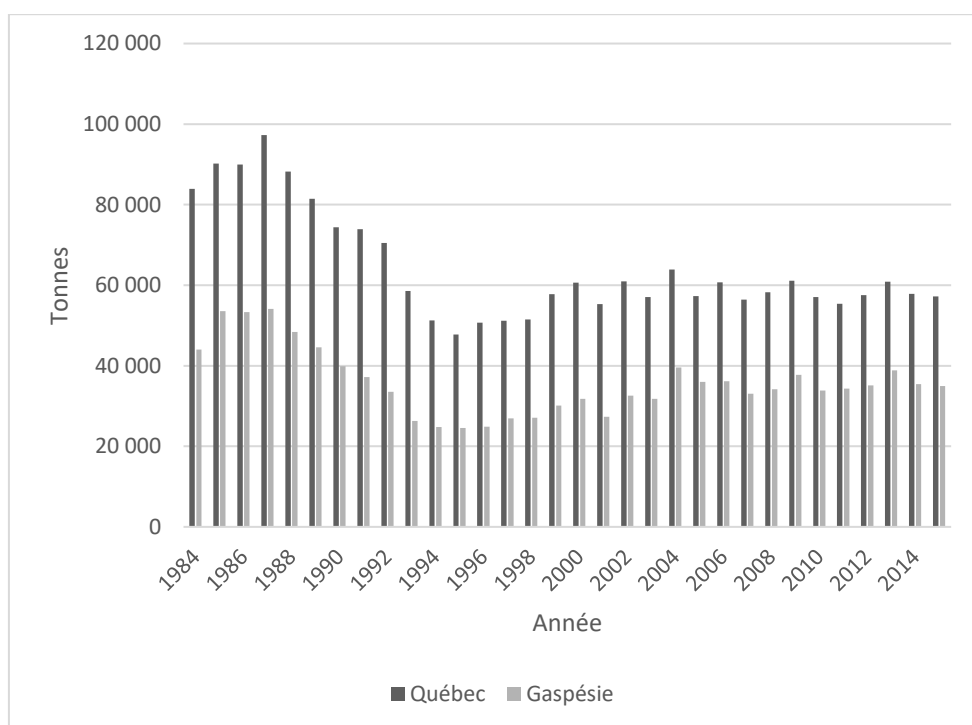
Les résultats de notre recherche sont le fruit d'une recherche qualitative financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et conduite en Gaspésie par le biais d'entrevues auprès de 40 capitaines propriétaires et de leur famille (25 conjointes et 20 enfants impliqués dans l'entreprise de pêche), ainsi qu'à travers 2 groupes de discussion avec des experts du secteur. Dans cet article, nous allons observer comment et à travers quels mécanismes sociaux les communautés locale et professionnelle ainsi que la famille peuvent fortement contribuer à façonner la trajectoire professionnelle et entrepreneuriale des pêcheurs capitaines propriétaires, plus spécifiquement en ce qui concerne le phénomène du transfert de l'entreprise et de la relève.

La relève est, selon nous, un élément fondamental ayant un rôle central sur la pérennité des entreprises dans un secteur clé pour cette région. Dans le contexte que nous avons rapidement décrit, la pérennité de ce métier et de ces entreprises devient aussi essentielle pour la vitalité économique et sociale de la région de la Gaspésie, qui expérimente plusieurs difficultés d'ordre démographique, social et économique.

1. Un secteur fluctuant en matière de volumes et d'espèces

Le domaine de la capture au Québec et en Gaspésie a connu et connaît actuellement des fluctuations importantes (Service statistique MPO 2018¹). Globalement, la quantité totale de poissons pêchés au Québec et en Gaspésie a été à son maximum durant la fin des années 1980. Près de 100 000 tonnes ont été pêchées en 1987 au Québec, dont 54 000 en Gaspésie.

Les années 1990 sont marquées par l'effondrement des stocks de poissons de fond et nettement de la morue. Si 63 et 38 tonnes ont été respectivement pêchées au Québec et en Gaspésie en 1987, la quantité a commencé à diminuer dès l'année suivante, pour atteindre respectivement 3 et 2 tonnes de poissons de fond en 1995. La quantité pêchée en 1995 a été de 21 fois inférieure à celle de 1987. Depuis, si la quantité pêchée est légèrement remontée depuis, elle n'a jamais dépassé les 9 tonnes à l'échelle provinciale.

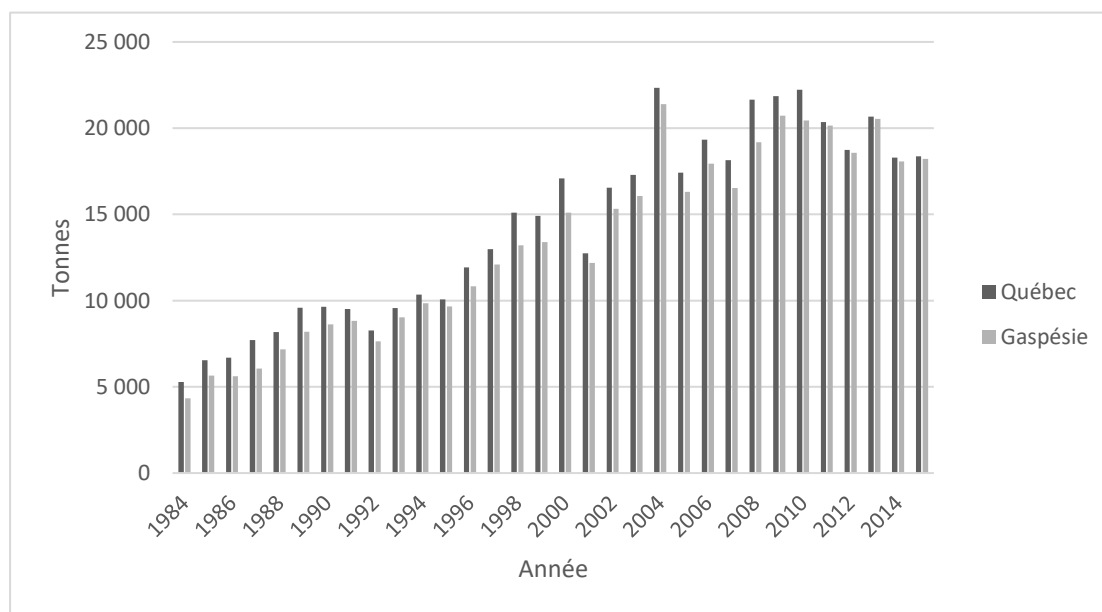


Graphique 1 – Quantité totale pêchée au Québec et en Gaspésie entre 1984 et 2015
Source : Compilation : Services stratégiques, MPO, région de Québec

Si la pêche au poisson de fond a reculé, elle a laissé place à l'essor d'autres espèces. C'est particulièrement le cas de la crevette. De 1984 à 2016, la pêche à la crevette a été en constante progression. La quantité pêchée de crevettes en Gaspésie en 2010 a été 4 fois plus importante qu'en 1984. Par contre, depuis 2017, plusieurs stocks de crevettes nordiques sont en déclin, et les changements climatiques et globaux pourraient d'autant plus affecter les populations de crevette, dont la vulnérabilité à l'échelle régionale (le long du fleuve Saint Laurent) est pour l'instant peu connue². En menaçant la ressource, ces changements semblent se répercuter sur l'activité de pêche et, potentiellement, à la longue, sur la vitalité socio-économique de plusieurs régions côtières. C'est nettement le cas de la Côte-Nord et de la Gaspésie (Alberio et collab., 2018).

Les pêcheurs ont donc pêché différentes espèces avec plus ou moins d'intensité au fil des années. Les

explications de ces transformations sont d'ordre économique, politique et environnemental. D'abord, elles sont d'ordre économique, car la demande d'une espèce en particulier peut amener les pêcheurs à pêcher davantage de cette espèce afin d'y répondre (en se situant quand même à partir des années 1990 dans un système de quotas). La dimension environnementale est également importante. En effet, devant une potentielle surpêche, une espèce peut se retrouver menacée. C'est notamment le cas observé de la morue dans les années 1990. Enfin, l'explication peut avoir une dimension politique. Par exemple, en juillet 1992, devant le risque de disparition de l'espèce, le gouvernement canadien a mis en place un moratoire sur la morue. Pour toutes ces raisons, il semble clair pour nous que l'activité et la vie des pêcheurs se situent au carrefour de ces différentes sphères.



Graphique 2 – Quantité de crevettes pêchées au Québec et en Gaspésie entre 1984 et 2015
Source : Compilation : Services stratégiques, MPO, région de Québec

2. Les travailleurs et les entreprises du secteur de la pêche (capture)

Selon les données du recensement canadien (Statistique Canada, 1986-2016), au Québec, le nombre total de personnes travaillant dans la pêche (dans les trois catégories d'emplois considérées : capitaines, pêcheurs indépendants et matelots) a diminué depuis 1986, passant de 4585 individus à 2615

personnes en 2016, ce qui représente une baisse de 43 %. La baisse s'est faite de manière irrégulière et deux périodes connaissent une baisse prononcée. Le moratoire sur les pêches du début des années 1990 se fait ressentir avec une diminution de 895 pêcheurs en 1991 par rapport à 1986. L'autre baisse significative du nombre de personnes travaillant dans la pêche a eu lieu entre 2006 et 2011, avec un écart de 650 emplois.

Territoire	Emplois*	1986	1991	1996	2001	2006	2011	2016
Province de Québec	Capitaines	450 9,8 %	380 10,3 %	390 11,7 %	365 10,6 %	370 10,5 %	375 13,1 %	395 15,1 %
	Pêcheurs indépendants	3 250 70,9 %	2 405 65,2 %	2 200 66,1 %	2 210 64,2 %	2 125 60,5 %	1 710 59,7 %	1 325 50,7 %
	Matelots	885 19,3 %	905 24,5 %	740 22,2 %	870 25,3 %	1 020 29,0 %	780 27,2 %	895 34,2 %
	Total	4 585 100 %	3 690 100 %	3 330 100 %	3 445 100 %	3 515 100 %	2 865 100 %	2 615 100 %
Région de la Gaspésie	Capitaines	235 12,5 %	140 9,6 %	140 11,0 %	150 11,7 %	160 12,2 %	185 15,7 %	140 16,2 %
	Pêcheurs indépendants	1 295 68,7 %	870 59,8 %	835 65,7 %	810 63,3 %	795 60,7 %	690 58,5 %	420 48,6 %
	Matelots	355 18,8 %	445 30,6 %	295 23,2 %	320 25,0 %	355 27,1 %	305 25,8 %	305 35,3 %
	Total	1 885 100 %	1 455 100 %	1 270 100 %	1 280 100 %	1 310 100 %	1 180 100 %	865 100 %

* Sur les bateaux de pêche.

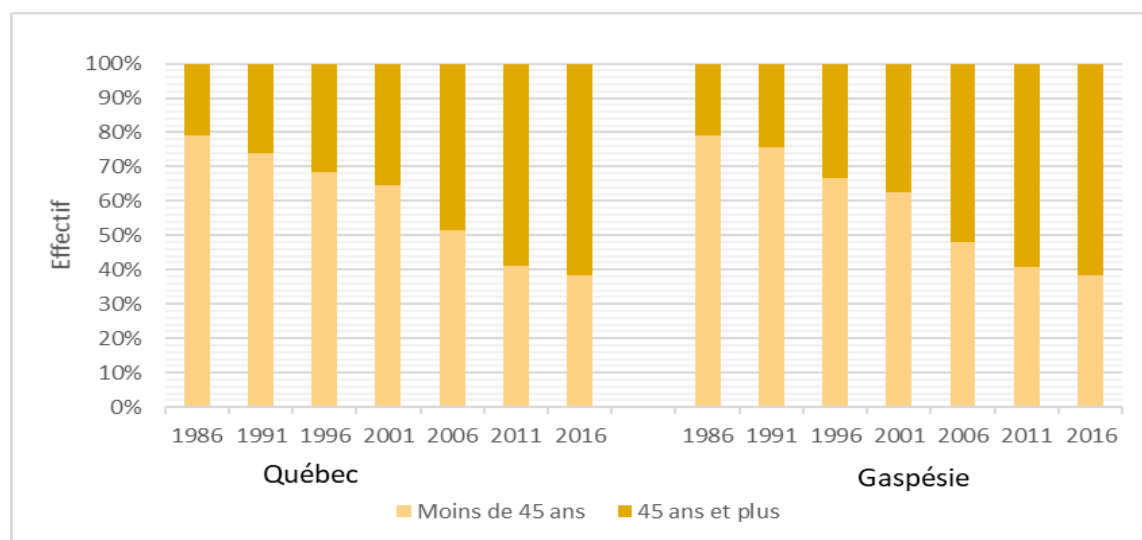
Tableau 1 – Effectif d'individus selon l'emploi à chaque recensement depuis 1986
Source : Notre élaboration de données de Statistique Canada (1986-2016). CIQSS

En Gaspésie, la tendance est similaire, quoique plus prononcée. Entre 1986 et 2016, le nombre de travailleurs du secteur de la pêche a baissé de 54 %. Durant la période 1986-1991, l'effectif de pêcheurs (toutes catégories confondues) chute de 430, puis de 185 durant la période suivante. En Gaspésie et au Québec, le nombre de pêcheurs est ensuite augmenté entre 1996 et 2006, sans toutefois ne jamais atteindre les effectifs d'avant 1991. Dans les périodes 2006-

2011 et 2011-2016, le nombre de pêcheurs a encore baissé de 130 en Gaspésie et de 315 dans la province.

3. Un métier vieillissant

Au Québec et en Gaspésie, la proportion de pêcheurs de 45 ans et plus est en constante hausse, passant d'environ 21 % en 1986 à près de 62 % en 2016, ce qui représente une part trois fois plus importante.

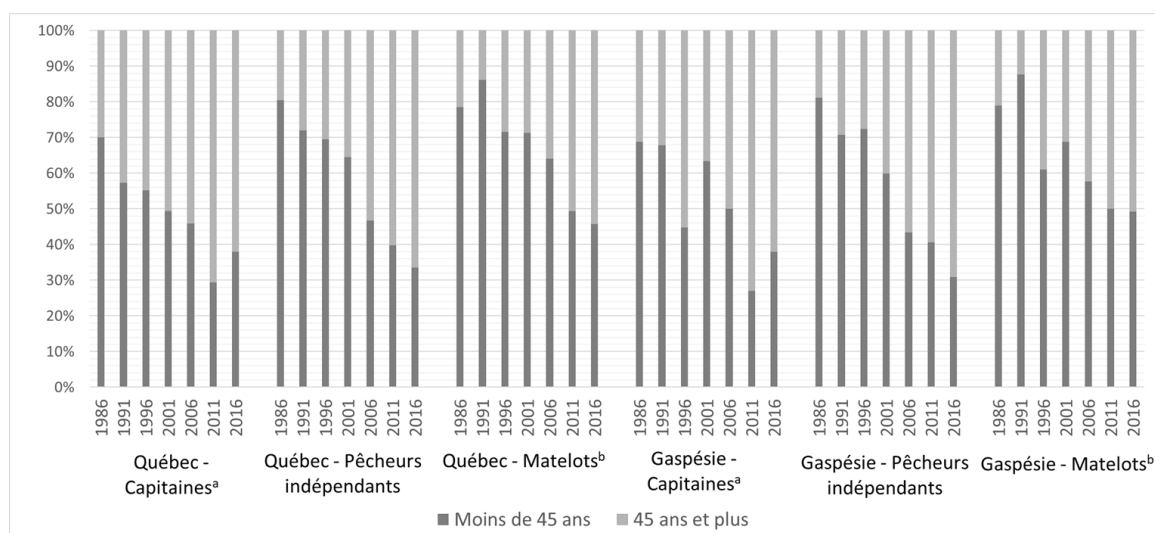


Graphique 3 – Répartition des pêcheurs selon le groupe d'âge au Québec et en Gaspésie à chaque année de recensement
Source : Notre élaboration de données de Statistique Canada (1986-2016). CIQSS.

En ce qui concerne la distribution interne (capitaines, pêcheurs indépendants et matelots), les capitaines ont tendance à être plus âgés que les autres catégories considérées. Cela s'explique par le fait qu'il faut plus de temps pour devenir capitaines à cause de l'expérience requise, mais aussi du capital qu'il est nécessaire d'investir. Les pêcheurs indépendants sont plus âgés que les matelots. Ces derniers nécessitent moins de formation pour travailler comme aides-pêcheurs à bord d'un bateau. Toutefois, au fil des recensements, chez les matelots aussi, le groupe des 45 ans et plus se rapproche du groupe des capitaines de 45 ans et plus. De plus, en 2016, la répartition par âge des pêcheurs indépendants est plus proche de celle des capitaines, tandis qu'en

1986 elle était plus similaire à celle des matelots. En 1986 au Québec, le groupe des 45 ans et plus était de 30 % chez les capitaines, de 20 % chez les pêcheurs indépendants et de 22 % chez les matelots. En 2016, cette population plus âgée (45 ans et plus) est de 62 % chez les capitaines, 66 % chez les pêcheurs indépendants et 54 % chez les matelots.

En conclusion, dans toutes les catégories, y compris les hommes de pont (matelots), traditionnellement plus jeunes, nous observons un vieillissement consistant et progressif des travailleurs. L'évolution des effectifs par groupe d'âge parmi les pêcheurs gaspésiens suit les tendances observées à l'échelle de la province.



Graphique 4 – Répartition des travailleurs du monde de la pêche selon l'âge et le métier
(selon la Classification nationale des professions) à chaque recensement au Québec et en Gaspésie
Source : Notre élaboration de données de Statistique Canada (1986-2016). CIQSS.

4. Le transfert de l'entreprise : vente et achat

Le choix de la relève

Notre analyse sur le choix de carrière dans la pêche a montré que celle-ci est souvent sentie comme quelque chose d'inné, comme un désir profond d'être sur l'eau qui date de l'enfance. Cet élément est évidemment lié à la nature familiale de ces entreprises et à la socialisation à la pêche, qui se fait en famille depuis le plus jeune âge. Cependant, d'un point de vue générationnel, il y a des écarts de quelques années entre une génération et l'autre : si les pêcheurs prenant actuellement leur

retraite (entre 60 et 70 ans) commencent à se socialiser à la pêche autour de 10 ans, cet âge s'atteste autour de 14 ans pour leurs enfants et semble augmenter avec les générations, dans un contexte où la formation professionnelle certifiée (École des pêches et de l'aquaculture) devient une étape obligatoire du processus d'entrée dans le métier.

J'ai toujours cliqué là-dessus. Même au secondaire, même au primaire, je faisais des voyages de pêche. Au secondaire, ça a continué, ça fait qu'après mon secondaire, je suis allé à l'École des pêches. Ça n'a jamais été une question que je me suis posée, ça a juste toujours été ça. (Relève 2.2)

Si la socialisation depuis le jeune âge joue un rôle fondamental pour l'entrée dans le métier, ce ne sont pas tous les enfants d'un capitaine propriétaire qui veulent entreprendre cette carrière :

Ils l'ont essayé [les deux enfants du capitaine]. Un a pêché pendant un an, un été et, à un moment donné, il s'est aperçu qu'il n'aimait pas ça. (Conjointe de capitaine 17)

Par contre, dans le cas où plusieurs enfants souhaitent reprendre l'entreprise, le choix se fait souvent en famille. C'est rarement le capitaine propriétaire qui fait ce choix seul. Il y a une discussion familiale et la décision dépend souvent de la situation :

[Un de mes fils] avait essayé d'avoir un autre bateau d'un gars qui vendait, puis finalement c'était un gars plus gros que lui, qui a offert plus que mon fils, qui l'a eu. Alors, il m'a dit : « Papa, là, faut que tu me vendes le bateau! » [Les autres frères] étaient tous d'accord que je le vende à lui. (Capitaine propriétaire 29)

La préparation et le moment du transfert

Selon la trajectoire la plus commune, la préparation au transfert comprend trois étapes. D'abord, la relève commence à travailler comme aide-pêcheur sur le bateau du capitaine propriétaire (père, oncle, etc.). Cela peut souvent commencer aussi tôt que le début de l'adolescence, quand l'enfant travaille sur le bateau pendant ses vacances d'été. C'est à cette étape-ci que la relève se socialise concrètement au métier de pêcheur, en commençant au « bas de l'échelle ».

Puis, à bord du bateau, ce n'était pas facile. Parce que, pour mon père, je n'étais pas son garçon, j'étais un employé comme tout le monde. J'ai été de même. Quand ça n'allait pas bien, des fois, c'est moi qui mangeais... comme on dit! (Relève 17)

Lui, il m'a donné des tâches, des responsabilités. Il me disait : « Tu vas t'occuper du pompage du bateau, tu vas t'occuper de changer le moteur d'huile. » Au large, c'était faire, tous les jours, 2-3 fois par jour, vérifier la fréquence de la fonte des glaces, maintenir la mécanique du moteur. (Capitaine propriétaire 13)

Après un certain temps, quand le jeune commence à démontrer plus clairement un intérêt pour devenir capitaine et propriétaire de l'entreprise, il fréquentera l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec pour obtenir son brevet de capitaine, puis deviendra de plus en plus impliqué dans les décisions et la gestion de l'entreprise. À ce stade, la gestion et le pouvoir semblent partagés. Certains capitaines propriétaires racontent même avoir fait des rénovations sur le bateau à ce moment et avoir impliqué leur relève dans les décisions concernant les changements à faire, afin de préparer le bateau pour leur relève.

Enfin, arrive le moment où la relève prend le dessus. Sans que le transfert soit formalisé, la relève peut commencer à agir comme capitaine durant les voyages de pêche et prendre des décisions autonomes sur l'avancement de l'entreprise (achat de nouveaux quotas, changements dans l'équipage, etc.). À ce stade, certains capitaines propriétaires commencent à s'absenter du bateau, quelquefois aussi à cause de problèmes de santé en lien avec le vieillissement du capitaine propriétaire. Les deux parties vont engager à ce moment le processus formel de relève (demande de financement, transfert des titres de propriété, etc.).

On n'a pas fait de transfert sur le moment. C'est surtout gouvernemental. Il faut faire vraiment attention, à l'impôt. Il y a beaucoup de choses, parce qu'ils peuvent revenir en arrière. Pis tu ne peux pas donner une entreprise; ça ne se donne pas. Il faut que tu t'organises en conséquence. (Capitaine propriétaire 06)

C'est à la fin de ce processus de trois étapes (le capitaine propriétaire a le pouvoir, le pouvoir est partagé, la relève a plus de pouvoir) que le transfert formel a lieu. À ce stade, les formalités ont déjà été réfléchies et des experts (avocat, comptable) ont été consultés. Enfin, il ne reste qu'à « signer les papiers ».

Le moment précis du transfert peut parfois dépendre des enjeux de santé du père. Sans que le transfert formel ait eu lieu, le capitaine propriétaire arrêtera de pêcher pendant un certain temps et laissera la relève prendre le bateau en faisant appel à une dérogation de loi qui lui permet de le faire. Cette dérogation semble agir comme mécanisme indirect qui facilite le transfert. La relève peut prendre le contrôle total du bateau sans avoir encore les titres de propriété. Souvent, après un tel départ, le

capitaine propriétaire ne revient plus sur le bateau et les deux parties vont profiter de ce moment pour formaliser le transfert.

5. Les obstacles au transfert et à la relève des entreprises de pêche

Si les capitaines plus âgés se souviennent d'une époque où le transfert de l'entreprise se résumait selon leur discours à choisir un acheteur (à l'intérieur ou à l'extérieur de la famille) et à signer quelques papiers, aujourd'hui, tous les répondants de cette catégorie d'emplois soulignent que le transfert (et la relève de l'entreprise) est devenu un processus complexe qu'il est nécessaire de prévoir et de préparer avec beaucoup de soin.

Règlementation sur le choix de la relève et sur le processus de transfert

La réglementation gouvernementale sur la vente des entreprises de pêche semble limiter les capitaines quant à leur choix de relève ou d'acheteur. Si les règlements actuels privilégient toujours l'enfant d'un capitaine propriétaire comme acquéreur potentiel de l'entreprise, il y a tout de même certaines restrictions qui peuvent complexifier ou restreindre le transfert vers un enfant.

Par exemple, les capitaines propriétaires ne peuvent pas toujours diviser leurs permis pour vendre à plusieurs acheteurs et l'acquéreur doit répondre à certains critères pour être admissible. Le vendeur et l'acheteur doivent souvent s'adapter ou modeler certains éléments de leur entente pour qu'elle puisse cadrer avec les règlements. Ces éléments peuvent avoir un impact important sur les relations familiales et communautaires, en causant par exemple des frictions entre frères ou dans la parenté pour des questions de transfert d'entreprise. Ainsi, les pêcheurs jugent les règlements sur le transfert comme très restrictifs et contraignants :

C'est comme si on était de la pâte à modeler; on doit se faire modeler pour glisser exactement dans les paragraphes, les règles administratives. On l'a fait. On est là, et ça a marché. (Relève 10.1)

Un exemple... Moi, je me suis dit : « Ce printemps, je veux me départir de mon permis de flétan. » J'ai un acheteur. Je l'appelle et il me dit :

« Non, on ne peut pas. [...] Les règles sont tellement compliquées, le ministère a mis beaucoup de contraintes. » (Capitaine propriétaire 38)

Selon les témoignages que nous avons recueillis, le processus de transfert se prépare, car il implique différents acteurs (ministère, notaire, comptable, association de pêche, institution financière, etc.) et exige plusieurs étapes administratives.

Aujourd'hui, c'est [...] ardu, c'est la paperasse. Quand on arrive devant le fonctionnaire, il y a tout le temps un petit quelque chose qui ne va pas. C'est plus... Je ne sais pas comment dire ça... Ce n'est pas compliqué, mais c'est plus de paperasse et il y a plus de règlements. Les règlements sont plus resserrés, mais on peut toujours réussir à naviguer avec ça. (Capitaine propriétaire 25)

Un accès difficile au capital

Un enjeu important dans le transfert concerne la valeur de marché actuelle des entreprises. Au cours des dernières années, le domaine de la capture s'est porté somme toute relativement bien (en matière de quantité et de prix de la ressource), ce qui est reflété dans le prix de vente des entreprises de pêche. Cette augmentation de la valeur affecte de manière importante l'accessibilité d'un jeune pêcheur désireux d'acquérir une première entreprise.

Le prix des transactions est basé sur les excellentes années. La pêche, c'est cyclique. Les gens doivent être conscients qu'une entreprise de pêche a une capacité maximale de se rentabiliser, puis d'en tenir compte dans la gestion de l'entreprise. Le financement est un enjeu majeur, mais aussi les contrôles, les permis, les transferts. De même que la réglementation et la sécurité sont difficiles. Il ne faut pas oublier la valeur d'acquisition du permis, la valeur de vente de l'entreprise versus le gain à cause du capital, versus les impôts. (Expert participant au groupe de discussion)

La concurrence au sein de la communauté professionnelle joue également un rôle. Il est plus simple pour un capitaine expérimenté qui a déjà une entreprise et du capital d'avoir accès à du financement pour acheter les entreprises qui sont à vendre. Il est donc plus simple pour un vendeur de vendre à un capitaine

propriétaire expérimenté pouvant offrir plus d'argent en garantissant une transmission plus rapide.

Tous ces éléments rendent donc la relève pour les jeunes capitaines propriétaires plus difficile qu'auparavant :

Maintenant, les jeunes vont avoir de la misère : c'est trop cher. Avant, on commençait, c'était un permis que le gouvernement te donnait, ça coûtait 100 \$. Tu ne peux plus faire ça; c'est des quotas. [...] Il faut que tu achètes une entreprise existante et il faut que tu aies de l'argent ou que tu aies quelqu'un pour te passer de l'argent pour l'acheter. C'est ça qui est plus difficile, pour les jeunes. Avant, on commençait avec rien, mais maintenant tu ne peux plus commencer avec rien. (Capitaine propriétaire 03)

Moi, j'ai une valeur : je peux hypothéquer mon bateau. Mais comment un jeune homme qui est dans la trentaine, qui a ses papiers de capitaine et qui veut acheter une entreprise va se trouver une mise de fonds de 25 % sur un bateau qui vaut 2 millions? Il faut qu'il aille quêter quelque part. (Capitaine propriétaire 11)

Une intégration sociale au monde de la pêche à conquérir

Plusieurs capitaines propriétaires de la relève ont souligné avoir éprouvé des difficultés à se tailler une place dans le monde de la pêche. Il s'agit d'une opinion relativement répandue au sein des différentes catégories rencontrées, surtout des jeunes qui ne sont pas des enfants de capitaine propriétaire. Cette intégration difficile semble exister aussi pour le peu de femmes (environ 5 % des effectifs) présentes dans le secteur de la capture :

Tu te fais regarder comme drôlement. [Les autres pêcheurs] disent : « Elle est là seulement parce qu'elle tient le permis de son conjoint, parce qu'il en a déjà un pis c'est son deuxième, pis elle est un prête-nom. » J'étais vue comme ça. Mais, quand tu es gênée, tu ne parles pas trop. Mais ça a pris tu temps avant que ça a débouché, mon affaire. Ça a pris quelqu'un qui m'a dit : « Hé, si tu ne parles pas, personne ne va parler pour toi. Prends ta place. » Alors, je l'ai prise, ma place. (Capitaine propriétaire 38)

L'acquisition d'une entreprise pour un capitaine qui n'achète pas de son père ou d'un parent très proche (p. ex., un oncle) n'est pas toujours évidente. Au-delà des mécanismes et des obstacles institutionnels dont nous avons déjà discuté, il y a aussi des dynamiques et des obstacles plus informels :

Quand tu vends une entreprise comme ça, tu as une série de personnes à passer. La famille en premier, la famille rapprochée. Les deuxièmes sont les membres de l'association. En troisième lieu, les membres d'équipage, en quatrième, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus personne. Là, tu peux le vendre à n'importe qui. (Relève 25)

Actuellement, puisque les permis en noyaux sont indivisibles, il est impossible de vendre les quotas à différents moments pour mieux planifier les transitions, autant pour un capitaine que pour la relève. Ce fait limite en quelque sorte aussi le transfert intergénérationnel :

Un noyau, c'est vraiment ça : c'est un groupe de permis. Ils ont fait ça de même pour ne pas que plein de personnes disent : « Moi, je vais acheter un permis et acheter un permis. » Et se ramasser avec mille permis. (Relève 38)

Le règlement est complexe et peut varier selon le type de permis. La loi empêche la vente à plusieurs enfants en même temps, à cause de l'interdiction de diviser les entreprises (principe du capitaine exploitant). Seuls les permis corporatifs (une forte minorité en Gaspésie) permettent de gérer l'entreprise et d'embaucher des capitaines. Cela met toute la responsabilité sur une seule relève et peut aussi causer des frictions importantes au sein des familles, frictions qui peuvent aussi se reproduire à l'échelle communautaire, avec des membres de la famille élargie qui prennent part à la faveur de l'un ou de l'autre.

Cette réglementation qui impose des étapes progressives à la vente complique l'intégration dans le métier des personnes qui n'appartiennent pas à une famille de capitaine propriétaire.

6. De l'accompagnement présent, mais à renforcer et à structurer

Pour ce qui concerne le financement et la facilitation financière du processus de relève, il existe actuelle-

ment plusieurs mesures. Une des mesures principales est le Programme d'appui financier aux entreprises de pêche 2019-2022 (MAPAQ, 2019, 2016a; CSMOPM, 2020). Cependant, les pêcheurs ainsi que les autres experts consultés lors des groupes de discussion soulignent que cette mesure ne s'est pas toujours adaptée aux grands changements des dernières années, par exemple dans la pêche à la crevette nordique depuis 2017.

En ce qui concerne la formation, l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec à Grande-Rivière offre des formations d'excellente qualité sur les techniques de pêche et sur la conservation de la ressource, mais également sur la gestion (CSMOPM, 2020; Commission scolaire des Îles, 2020; École des pêches et de l'aquaculture du Québec, 2020). Les formations données par la Société d'aide au développement des collectivités et par le Centre d'aide aux entreprises représentent d'autres exemples de formations professionnelles reconnues (CSMOPM, 2020). Ces deux organisations offrent des services d'accompagnement et d'accès au financement pour la relève entrepreneuriale, bien qu'ils ne soient pas forcément spécifiques aux pêches. Elles réalisent aussi, en collaboration avec le secteur privé, des études de marché et des analyses de montage financier, et peuvent fournir entre autres une expertise en marketing, en production, en commercialisation et en ressources humaines.

Sur le plan institutionnel, les ministères organisent aussi des formations en entrepreneuriat, par exemple celle sur les *Meilleures pratiques d'affaires* offerte par le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI), en collaboration avec Emploi-Québec. D'autres organisations, dont le Réseau Entreprises Canada administré par Développement économique Canada (CSMOPM, 2020) ou les chambres de commerce, fournissent elles aussi des services d'accompagnement en planification de transfert des PME. Tous ces services sont importants, mais ils sont rarement spécifiques à la pêche, qui est un secteur assez particulier et soumis à des transformations et fluctuations constantes.

Une limite importante concerne le fait que ces différents services ne sont pas réunis dans un programme homogène et ne se structurent pas encore comme des mécanismes capables de façonner un processus cohérent et efficace de relève dans le secteur de la capture. L'Association des capitaines propriétaires

de la Gaspésie (ACPG) fait un travail important de représentation des intérêts du secteur, ce qui facilite aussi le processus de relève. Les relations avec les ministères (MAPAQ et MPO en premier lieu) sont constantes et se sont considérablement améliorées. Cependant, de l'accompagnement plus structuré de la relève serait à prévoir par tous les acteurs du secteur impliqués de près ou de loin dans ce processus, et ce, sur différents plans : la famille, la communauté professionnelle, les institutions publiques (MAPAQ, MPO, fonds d'investissement publics, etc.) et le secteur privé (caisses, banques, transformateurs, etc.).

Conclusion

Dans cet article, nous avons porté notre attention sur la pêche, un secteur soumis à des transformations importantes, mais relativement peu étudié au Québec et au Canada, bien qu'il semble encore jouer un rôle très significatif dans certaines régions de la ruralité côtière québécoise, par exemple la Gaspésie et la Côte-Nord.

Grâce à des données originales élaborées à partir de différentes sources (MPO et recensements de la population canadienne), nous avons d'abord montré l'ampleur et les fluctuations des captures à l'échelle provinciale et régionale, puis la réalité du marché du travail dans ce secteur. Pour ce dernier élément, nous n'avons pas seulement considéré le nombre d'emplois et les différentes tendances au fil des années, mais nous avons également pris en compte l'évolution démographique de la main-d'œuvre pour les différentes catégories d'emplois : matelots, pêcheurs indépendants et capitaines.

Nous estimons avoir pu montrer comme les pêcheries québécoises, outre les différents défis d'ordre économique, institutionnel, environnemental et technologique, doivent faire face à un besoin essentiel de renouvellement de la main-d'œuvre, mais aussi – enjeu encore plus important – à un renouvellement de ses dirigeants entrepreneurs, desquels dépend, au moins en partie, la vitalité socioéconomique des territoires concernés.

La relève au sein d'un territoire et d'une communauté s'avère essentielle pour éviter une fuite du capital social et économique vers d'autres régions ou provinces. Le fait de perdre un bateau et une entreprise peut avoir des conséquences importantes d'ordre économique et identitaire pour un territoire. Par exemple, le secteur de la transformation, qui est un employeur central pour ces régions, serait privé d'un accès direct

à la ressource. Une absence importante d'entreprises de capture pourrait donc également pousser les entreprises de transformation à déménager dans d'autres régions où la capture reste active. Dans ce contexte, il nous semble emblématique d'observer l'augmentation du volume de crevettes provenant de l'extérieur et transformées par les usines de la Gaspésie, qui est passé de 25 % à 40 % de la production totale et qui semble être destiné à augmenter (Alberio et Soubirou, 2019). Une stratégie pour les usines de transformation devra être instaurée pour répondre à une potentielle crise du secteur de la pêche à la crevette nordique.

À travers nos données qualitatives, nous avons essayé de montrer certains mécanismes sociaux (familles, institutions, communautés locales et professionnelles) qui agissent dans les processus de transfert et de relève des entreprises de pêche. Ce faisant, nous avons également présenté certains obstacles à la relève de nature variée : institutionnelle, économique et sociale.

La qualité des relations familiales et les différentes visions des générations sur l'entreprise ont aussi un impact important sur le déroulement du processus de relève et peuvent, à certaines conditions, le mettre à risque. Le besoin du capitaine propriétaire, pour qui l'entreprise de pêche devient une sorte de fonds de retraite, doit être mis en relation avec la capacité à payer (et à s'endetter) du nouvel acquéreur, surtout dans un contexte d'incertitude des gains futurs. Cet équilibre n'est pas facile à trouver et peut aussi avoir

des répercussions importantes sur les relations familiales (dans le cas du transfert de père en fils) et, plus largement, sur les relations au sein de la communauté.

La qualité des relations au sein de la communauté professionnelle (des pêcheurs et des capitaines propriétaires, plus spécifiquement) demeure un autre élément fondamental pour faire face aux transformations et aux défis actuels, et pour agir avec une « seule voix forte » auprès des institutions (MPO, MAPAQ, etc.) et auprès des transformateurs, par exemple au moment de la négociation des prix. Dans le cas de la crevette nordique, les pêcheurs de Gaspé ont mis en place un programme mixte afin de négocier collectivement un meilleur prix pour la ressource. La ressource se faisant de plus en plus fluctuante, les négociations deviennent plus tendues et peuvent engendrer des problèmes d'ordre social et relationnel à l'échelle locale. L'état des relations communautaires et professionnelles – p. ex., entre différents types de captures ou, plus largement, au sein de l'industrie, entre capitaines propriétaires et transformateurs – peut, surtout dans des communautés de petite taille, influencer la réputation d'un secteur et l'attractivité du métier auprès de la main-d'œuvre. De plus, quand la ressource est stable, le métier semble être plus valorisé et apprécié, même à l'échelle locale. Au contraire, dans un contexte d'instabilité, il peut être plus difficile de valoriser la pêche aux yeux des plus jeunes et de les encourager à y entrer.

REMERCIEMENTS

L'auteur remercie tous les répondants pour leur générosité et le temps dédié à la recherche. Cette recherche, dirigée par Marco Alberio, a été financée par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, Programme Développement Savoir. Les co-chercheurs associés à la subvention sont : Jean-Claude Brethes (UQAR), Mario Handfield (UQAR) et D.-G. Tremblay (TELUQ). L'auteur veut également remercier les nombreux étudiants et auxiliaires de recherche ayant pris part à la réalisation de la recherche, en particulier Sylvie Fortier, Gabrielle Lemarier-Saulnier, Emanuele Lucia et Lucile Mervelet.

NOTES

- 1 Ces données ont été reçues sur demande directement par le service statistique du ministère des Pêches et Océans (MPO).
- 2 Deux projets de recherche interdisciplinaires sont en cours par Alberio, Calosi et leurs collaborateurs.

RÉFÉRENCES

- Alberio, M. et Soubirou, M. (2019, septembre). *Indigenous northern shrimp fisheries in Québec: Resilience to global changes, community solidarity and economy trade-offs*. Communication présentée au colloque de l'Associazione dei sociologi del territorio, Salerne, Italie.
- Alberio, M. et Tremblay, D.-G. (2020). Conciliation travail-famille dans un secteur mature mais en transformation : le cas de la pêche dans l'Est-du-Québec. Dans D.-G. Tremblay et S. A. Soussi (dir.), *Le travail à l'épreuve des nouvelles temporalités* (p. 83-118). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec (BAPAP). (2017). *Rapport annuel 2017 : Compétence professionnelle Pêcheurs et aides-pêcheurs du Québec*. Repéré à <http://www.bapap.qc.ca/eng/textes/rapport%20annuel%202017.pdf>

-
- Comité sectoriel de main-d'œuvre des pêches maritimes (CSMOPM). (2014). *Diagnostic de la main-d'œuvre dans l'industrie des pêches et de l'aquaculture commerciales au Québec 2014*. Gaspé, QC : CSMOPM. Repéré à www.pechesmaritimes.org/boutique/publications/etude-et-diagnostic-sectoriels/diagnostic-de-la-main-oeuvre-dans-industrie-des-peches-et-de-aquaculture-au-quebec
- Comité sectoriel de main-d'œuvre des pêches maritimes (CSMOPM). (2020). *Site web*. www.pechesmaritimes.org
- Commission scolaire des Îles. (2020). *Site web*. www.csdesiles.qc.ca
- École des pêches et de l'aquaculture du Québec. (2020). *Site web*. www.epaq.qc.ca
- Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2017). *Bulletin statistique régional 2017 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine*. Québec, QC : Gouvernement du Québec. Repéré à www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/bulletins/2017/11-Gaspesie-Iles-de-la-Madeleine.pdf
- Institut de la statistique du Québec (ISQ) et ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). (2017). *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec : édition 2016*. Québec, QC : Gouvernement du Québec. Repéré à www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/agriculture/profil-bioalimentaire2016.pdf
- Institut de la statistique du Québec (ISQ) et ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). (2018). *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec : édition 2017*. Québec, QC : Gouvernement du Québec. Repéré à www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/agriculture/profil-bioalimentaire2017.pdf
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ). (2015). *Monographie de l'industrie de la crevette nordique*. Québec, QC : Gouvernement du Québec.
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ). (2016a). *Pêches et aquaculture commerciales au Québec en un coup d'œil : portrait statistique — Édition 2016*. Québec, QC : Gouvernement du Québec.
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ). (2016b). *Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec : estimations pour 2015*. Québec, QC : Gouvernement du Québec.
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ). (2019). *Programme d'appui financier aux entreprises de pêche 2019-2022*. Québec, QC : Gouvernement du Québec. Repéré à www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Formulaires/Appuientreprisespeche.pdf
- Ministère des Pêches et des Océans Canada (MPO). (2018). *Tableau PEC022 : Débarquements par sous-secteur*. Ottawa, ON : Gouvernement du Canada.
- Ministère des Pêches et des Océans Canada (MPO). (2008). *Les pêches maritimes du Québec : séries statistiques 1998-2008*. Ottawa, ON : Gouvernement du Canada.
- Ministère des Pêches et des Océans Canada (MPO). (2010a). *Profil des secteurs maritimes 2009*. Ottawa, ON : Gouvernement du Canada.
- Ministère des Pêches et des Océans Canada (MPO). (2010b). *Profil socio-économique 2009*. Ottawa, ON : Gouvernement du Canada.
- Ministère des Pêches et des Océans Canada (MPO). (2015). *Les pêches maritimes du Québec : portrait 2013-2014*. Ottawa, ON : Gouvernement du Canada.
- Ministère des Pêches et des Océans Canada (MPO). (2018a). *Les pêches maritimes du Québec : portrait 2014-2015*. Ottawa, ON : Gouvernement du Canada.
- Ministère des Pêches et des Océans Canada (MPO). (2018b). *Profil des secteurs maritimes 2015*. Ottawa, ON : Gouvernement du Canada.
- Ministère des Pêches et des Océans Canada (MPO). (2018c). *Profil socio-économique 2015*. Ottawa, ON : Gouvernement du Canada.
- Statistique Canada. (1986-2016). *Recensement de la population : enquête nationale auprès des ménages 1986, 1991, 1996, 2001, 2006, 2011 et 2016*. Ottawa, ON : Gouvernement du Canada.

Les médias dans la région : quels enjeux pour l'information locale?

Aimé-Jules Bizimana^a

RÉSUMÉ. Avec l'actuelle crise des médias causée par la révolution numérique, les territoires locaux ont ressenti fortement les incidences des bouleversements des modèles d'affaires sur l'existence des salles de rédaction et sur la vitalité de l'information locale. Les effets combinés de la crise économique et de la crise de la publicité dans les modèles d'affaires ont été dévastateurs dans certaines régions. Cet article présente quatre axes de réflexion sur l'évolution des médias régionaux et locaux au Québec. Les enjeux économiques, politiques, de développement local et de déséquilibres entre les centres urbains et les collectivités régionales et rurales en lien avec les médias locaux se posent dans le contexte de l'essor du numérique et de l'intervention étatique par le biais des politiques publiques.

ABSTRACT. With the actual media crisis caused by the digital revolution, local territories have felt the impact of business models shifts on the existence of newsrooms and the vitality of local news. The combined effects of the economic crisis and the advertising crisis on business models have been devastating in some regions. This article presents four areas of reflection on the evolution of regional and local media in Quebec. The economic, political, local development and imbalance issues between urban centers and regional and rural communities in relation to local media arise with the advent of the digital media boom and state intervention through public policies.

Introduction

L'évolution des médias dans les régions est liée à des enjeux économiques, politiques et sociaux de différents ordres. Ces enjeux s'inscrivent dans la problématique générale de la démocratisation et du développement local des collectivités régionales. Le secteur médiatique est un espace de tension entre les territoires urbains et ruraux. La tension a trait aux questions d'accessibilité à l'information, de traitement et de circulation de l'information, de disponibilité des ressources techniques et économiques, de visibilité et d'attractivité de chaque territoire, etc. Quel est le rapport de la ruralité à ces enjeux?

Dans la situation médiatique actuelle, l'enjeu économique est de loin le plus urgent en raison de la crise des modèles d'affaires qui affecte les médias. La situation d'insolvabilité du Groupe Capitales Médias (GCM) et ses six quotidiens régionaux a causé un énorme choc. Cet enjeu lié aux ramifications de la révolution numérique vient prolonger

celui lié aux conséquences de la concentration des médias et de la crise économique. La baisse des revenus et des effectifs touche les médias locaux dans un contexte de recul de l'information locale (Forum des politiques publiques, 2017, 2018) et de pauvreté de l'information locale (Lindgren, Corbett et Jaingris, 2017). Au Québec, la presse écrite régionale a été le secteur le plus touché par des fermetures (Brunelle et Brin, 2019). Les transformations en cours provoquent un remodelage économique majeur avec des restructurations dans le secteur régional du papier (Bizimana et Kane, 2019).

Dans la foulée de la crise des quotidiens régionaux, la Commission de la culture et de l'éducation, qui s'est dotée d'un mandat d'initiative sur l'avenir des médias d'information, a entamé ses consultations en vue d'établir un portrait médiatique global et de sonder les pistes de solution. Dans le contexte de la crise du marché publicitaire, de la domination des géants du Web et du déplacement des entreprises

^a Professeur agrégé, Département des sciences sociales, Université du Québec en Outaouais et chercheur, Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS)

de presse vers l'univers multiplateforme numérique, l'enjeu économique apparaît primordial, car il est lié à la survie même des médias. La question des aides publiques directes et indirectes (Brin et Descôteaux, 2018) ainsi que la taxation des géants américains sont au cœur du débat public.

Cet article présente quatre axes de réflexion qui éclairent la problématique des médias régionaux au Québec. De manière différenciée, chaque axe touche aux enjeux d'urbanité et de ruralité. En plus des enjeux économiques, cet article reviendra sur les enjeux médiatiques liés aux affaires publiques et au développement local. Au-delà de la logique de marchandisation, l'évolution des médias locaux a trait à la démocratisation municipale et à la question de la publicisation du débat démocratique. La relation difficile entre certains maires et les médias locaux constitue une manifestation dysfonctionnelle de la médiatisation. Les régions en appellent aux politiques publiques visant à renforcer leurs capacités de s'informer et d'informer en lien avec leur développement. L'importance de l'information locale dans une démocratie appelle à un renforcement des médias dans les collectivités en vue d'une gouvernance transparente.

Nous reviendrons sur certains constants relevés par la tournée régionale du Conseil de presse du Québec (CPQ, 2008) et par le rapport *L'information au Québec : un intérêt public* (ou rapport Payette; GTAJIQ, 2010). Les médias régionaux et locaux se définissent souvent par rapport aux médias nationaux, qui sont généralement plus nantis et dont les enjeux sont mieux couverts. Par leur statut et leur attrait, les métropoles accaparent généralement plus d'attention que les petites villes et les collectivités rurales. Nous verrons que les pressions économiques peuvent accentuer des déséquilibres centre/périphérie et urbanité/ruralité.

1. Les enjeux économiques et numériques

Dans les années 2000, des mouvements de concentration importants ont suscité de fortes inquiétudes dans les médias au Québec, particulièrement les journaux régionaux, dans un contexte où les grands groupes médiatiques cherchaient à se positionner sur un échiquier caractérisé par l'essor d'Internet et par l'ouverture à la concentration croisée (le fait de posséder des médias de plusieurs types : journaux,

postes de radio, chaînes de télévision, portails Internet, etc.). Par la suite, la crise économique de 2008 a frappé de plein fouet les médias du monde entier en exposant particulièrement la vulnérabilité inhérente au secteur de la presse écrite. Le recul des ventes publicitaires occasionné par cette crise a fortement fragilisé tous les médias dont la publicité occupait une très grande part dans les recettes budgétaires. Certes, au moment de la crise, il n'y a pas eu au Québec d'hécatombe comme celle qu'on a vue aux États-Unis avec une cascade de fermetures des médias. Les médias nationaux ont été les plus touchés par la contraction publicitaire avec des impacts rédactionnels (Brin et St-Pierre, 2013), mais les répercussions de la crise ont été aussi senties dans les médias régionaux québécois avec, entre autres, des négociations difficiles avec les syndicats et certaines baisses d'effectifs. Un des éléments qui ont été très peu soulevés par la recherche et par les observateurs est l'impact de la crise économique sur les fonds de pension des médias.

Après les pressions économiques subies dans les années 2000, les médias n'ont pas eu le temps de souffler. La décennie 2010 a cristallisé les transformations économiques et sociales déjà en cours, puis a constitué un autre moment charnière avec une reconfiguration majeure de l'écosystème médiatique. La crise généralisée des médias repose sur les transformations liées à la numérisation de la société, lesquelles ont de sérieuses incidences sur leurs modèles d'affaires. L'émergence de nouvelles plateformes, de nouvelles habitudes de consommation et d'une culture de la gratuité fait partie des nouveaux déterminants de l'économie des industries culturelles. Dans les régions, le portrait territorial entre 2011 et 2018 révèle des fermetures et des difficultés surtout pour la presse écrite (Brunelle et Brin, 2019).

L'économie politique des médias régionaux est aujourd'hui marquée par une crise des modèles d'affaires qu'il faut entendre comme une crise de la publicité. L'écosystème médiatique régional connaît un remodelage structurel fondé sur des transformations induites par la révolution numérique. Ce remodelage se traduit par une crise dans le secteur du papier, dont les marges de profitabilité sont négatives. Trois retraits progressifs mais significatifs d'acteurs majeurs traduisent le mouvement de fond qui traverse le secteur du papier et

qui affecte profondément la structure de propriété des médias régionaux (Bizimana et Kane, 2019) : le retrait de Québecor (cession de 74 hebdomadaires à Transcontinental Media en 2013), le retrait de Power Corporation (cession de 6 quotidiens régionaux par la filiale Gesca à Groupe Capitaux Médias) et le retrait de Transcontinental (cession de 93 journaux locaux et régionaux au Québec et en Ontario par TC Media à plusieurs acquéreurs).

1.1 L'onde choc et les solutions

L'annonce du Groupe Capitaux Médias (GCM) concernant l'amorce d'une procédure de faillite et ainsi la mise à l'abri des créanciers a provoqué la plus forte onde de choc jamais ressentie au Québec sur la crise des médias. Acquéreur du nouveau groupe en 2015, le propriétaire Martin Cauchon a aussitôt présenté sa démission. Face au cataclysme de la fermeture de 6 quotidiens régionaux sur 10, le gouvernement du Québec, par le biais d'Investissement Québec, a immédiatement octroyé un prêt de 5 M\$, le temps qu'un nouvel acquéreur se manifeste. Cette aide s'ajoutait alors aux 10 M\$ que GCM avait déjà reçus de Québec en 2017. Cette saga a démontré la fragilité particulière du modèle régional par rapport aux médias nationaux, même si la crise est généralisée.

Au cœur de la tourmente, les travaux de la Commission de la culture et de l'éducation sur l'avenir des médias d'information ont débuté à point nommé. Lors des audiences de la commission, Claude Gagnon, le président-directeur général de GCM, a indiqué que, sur une période de 10 ans (2009-2019), le groupe régional a écopé d'une perte de 50 % des revenus et d'une réduction du personnel de 53 % (Gagnon, 2019a). Il a ajouté que le déficit actuariel des régimes de retraite atteignait 65 M\$. En cas de faillite, les employés actuels perdraient 25 % de leurs prestations, tandis que les retraités écoperaient d'une coupure mensuelle de 22 % à 25 % (Vailles, 2019). Le plan de relance sous forme de coopératives exclut les régimes de retraite, un scénario qui fera perdre aux retraités jusqu'à 30% de leurs revenus.

Quand GCM a signalé l'intention de se placer sous la protection de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, le PDG Gagnon a souligné que la baisse des revenus résultait « de la concurrence féroce que livrent les géants des réseaux sociaux » (Gagnon, 2019b). Cet état de fait a été soulevé par plusieurs autres intervenants lors des audiences de la Commission de la culture et de l'éducation. Évoquant une « spirale vers le bas », François

Olivier, président et chef de la direction de TC Transcontinental, a commenté : « Le choc publicitaire est trop rapide et trop grand. L'arrivée des géants américains tels Google, Apple, Facebook et Amazon a porté un coup dur, et ça continue » (Olivier, 2019). Joueur important dans le secteur régional québécois avant d'amorcer un processus de désengagement de la presse écrite, TC Media, la filiale de TC Transcontinental, a connu depuis 2015 une baisse des revenus de 40 % et une baisse de 50 % pour le journal *Les Affaires*¹, avec comme résultante une réduction de 25 % de son personnel éditorial (Marcoux, 2019).

Pour la presse écrite, les coûts du papier et d'impression sont considérables. Par ailleurs, les quotidiens et les hebdomadaires doivent verser des contributions à titre de compensation aux municipalités pour le recyclage du papier. Cette obligation reste un irritant en raison de l'augmentation significative des coûts de traitement². Parlant d'« un point de rupture » à ce sujet, Denis Tétrault, directeur général de RecycleMédias, organisme qui représente plusieurs médias, appelle au changement de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (Tétrault, 2019).

Pour pallier les difficultés criantes des médias, diverses solutions ont été proposées par différents acteurs. Plusieurs des pistes de solution étaient déjà connues, mais les travaux de la commission ont offert l'occasion de les ramener dans l'actualité. Étant les principaux coupables identifiés quant à la ponction de la manne publicitaire et à leur position dominante, les géants d'Internet sont les premières cibles des mesures correctives. Les appels à leur taxation sont nombreux et insistants, mais les modalités d'application restent à venir³. L'inaction des gouvernements sur le front de l'équité fiscale semble néanmoins intenable, car le déséquilibre des revenus publicitaires dans l'économie politique numérique est tout simplement inacceptable. Le constat est bien documenté et il est accablant. Il faut agir contre la domination américaine sur un service public mondial qui a des répercussions très locales.

La question des aides publiques se trouve également au cœur des préoccupations des acteurs médiatiques. Les aides de l'État peuvent certainement offrir un répit dans le contexte délétère que traversent les médias, mais elles restent limitées et ne font pas l'unanimité, en raison des difficultés inhérentes à leurs modalités d'application et du principe même d'indépendance des médias. Les gouvernements provincial et fédéral

ont annoncé des aides pour soutenir principalement la transformation numérique et l'information locale. Le gouvernement du Québec a d'abord consenti une aide de plus de 36 M\$ en insistant sur le soutien de la presse régionale. Les aides se sont également matérialisées sous forme de prêts ponctuels remboursables par le biais d'Investissement Québec. En octobre 2019, l'annonce d'une aide annuelle de 50 M\$ assortie d'un crédit d'impôt remboursable de 35 % sur la masse salariale a constitué une grande bouffée d'oxygène⁴. Cette aide prolonge des mesures en cours, notamment un crédit d'impôt pour la transformation numérique des médias écrits. Les aides publiques aident l'ensemble des médias écrits, mais elles visent particulièrement les territoires régionaux qui sont très affectés par la crise.

Parmi les solutions avancées depuis longtemps par les médias, il y a l'instauration des crédits d'impôt⁵ sur la masse salariale et les coûts de production ainsi qu'un réaménagement du placement publicitaire gouvernemental dans les médias. La publicité gouvernementale constitue une avenue de financement indirect intéressante, mais cette option a été elle-même happée par les transformations du numérique. Au moment de sa création, une des demandes de la Coalition pour la pérennité de la presse d'information au Québec (CPPIQ) portait sur cet aspect : « Augmentation significative du budget gouvernemental à l'égard des placements publicitaires dans les journaux québécois, qui ne reçoivent pas leur juste part des investissements publicitaires de l'État » (CPPIQ, 2017, p. 14). Québec s'est engagé à réviser sa politique de placement publicitaire. Si le diagnostic est bien posé à ce sujet, c'est alors une question de cohérence des politiques publiques. Là aussi, la révision du placement publicitaire pourrait avoir un impact beaucoup plus significatif dans les territoires ruraux.

Sur le plan municipal, depuis 2017, la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* (projet de loi n° 122) dispense les villes et les MRC de l'obligation de publier leurs avis publics dans les journaux locaux⁶. Cette disposition a été fortement déplorée par les médias régionaux. La CPPIQ avait estimé une perte annuelle de 10 M\$, laquelle serait fatale pour certains dans les régions et les grands centres (CPPIQ, 2017). La crise des quotidiens régionaux a provoqué un débat plus large sur l'achat local de la publicité par les villes. La municipalité de Sherbrooke a dépensé plus de publicités chez Google

et Facebook, qui sont plus efficaces dans le ciblage géographique et dans la mesure de l'impact que dans les médias traditionnels (Custeau, 2019).

Hebdos Québec a aussi proposé la mise en place d'un crédit d'impôt de 50 % des dépenses applicables à l'achat de publicités locales comme incitatif pour les entrepreneurs locaux (Hebdos Québec, 2019). Par ailleurs, certains exhortent le gouvernement du Québec à ne pas reproduire le modèle urbain et à prendre en compte les particularités des régions : « Annoncer sur le Web, en région, n'a pas du tout le même impact qu'en milieu urbain, car la population y a plus difficilement accès, Internet étant souvent moins rapide, moins accessible ou moins performant » (MPVradio, 2019, p. 4). Dans une perspective plus large, cet aspect traduit une différence d'enjeu entre la ruralité et l'urbanité.

Lors des audiences de la Commission de la culture et de l'éducation, GCM a avancé l'idée de créer une régie publicitaire provinciale qui regrouperait tous les médias du Québec et qui aurait une plus grande force dans le but de concurrencer les grandes compagnies (Gagnon, 2019b). Ce type d'initiative médiatique serait en effet une synergie rare entre les territoires urbains et ruraux en vue d'affronter une conjoncture numérique difficile. Sylvain Chamberland, président et fondateur d'Arsenal Media, a également soutenu la création d'une régie publicitaire en vue d'unir les forces, mais il a aussi proposé « un crédit d'impôt aux entreprises qui soutiennent les médias indépendants en prenant de la publicité numérique dans un média local » (Chamberland, 2019). La presse écrite est le secteur médiatique le plus touché par la crise, mais la radio et la télévision, même si elles ne sont pas à un point critique, subissent également les contrecoups de la migration publicitaire généralisée vers le Web. En commission parlementaire, Michel Lorrain, président de Cogeco Média, a fait savoir que :

L'industrie [de la radio] a conservé une certaine stabilité grâce, notamment, à des réductions de dépenses particulièrement en matière de programmation, de production et en administration de frais généraux. Mais, malgré tout, l'industrie est en perte de vitesse. Cela n'augure rien de bon pour l'avenir de la programmation parlée et des nouvelles radiophoniques locales dans les marchés régionaux (Lorrain, 2019).

En télévision, les revenus sont également généralement à la baisse. Depuis 2014, les marges bénéficiaires

de la télévision privée commerciale sont négatives (Institut de la statistique du Québec, 2019). Pour la télévision publique, les stations régionales de Radio-Canada ont principalement subi les pressions financières liées aux compressions du gouvernement Harper en 2014 et à l'élimination par le CRTC du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL), ce qui a entraîné une diminution des services régionaux. Le FAPL avait été créé en 2009 pour soutenir la programmation locale dans les petits marchés à la suite de la crise financière, mais le CRTC, jugeant que la situation économique s'était améliorée pour les stations de télévision, a aboli ce fonds. Le fonds avait été très mal reçu par les entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR). Si l'on considère le financement jusque-là obtenu par le radiodiffuseur public, ce sont les stations régionales de Radio-Canada qui ont grandement souffert de l'abolition du fonds.

Dans le cadre des aides de l'État à la presse, les médias communautaires, qui vivent dans une situation de précarité permanente, ont vu leur financement augmenter en vue de soutenir la production d'une information de proximité. Par ailleurs, les associations des médias communautaires (presse écrite, radio et télévision) ont reçu une enveloppe de 400 000 \$ pour mettre sur pied un laboratoire collaboratif d'innovation qui financera des projets de formation et de recherche-développement.

Les régions rurales possèdent un plus grand nombre de médias communautaires. Le placement publicitaire reste là aussi un enjeu important, car le secteur communautaire rappelle régulièrement le manquement récurrent du gouvernement du Québec à respecter le seuil de placement de 4 % qu'il s'est fixé pour les médias communautaires. Là aussi, la cohérence du gouvernement doit être de mise pour soutenir un secteur qui contribue énormément à l'information régionale et locale ainsi qu'à l'identité de la ruralité.

2. Les enjeux politiques

Une société démocratique repose sur les piliers que sont la liberté de presse et le droit du public à l'information. Les médias participent au processus de démocratisation municipale en jouant le rôle de lien social et de contrepoids aux lieux de pouvoir de quelque nature. L'information locale est donc un intérêt public au cœur de la gouvernance et du fonctionnement démocratiques des territoires urbains et ruraux. À la suite de la crise des quotidiens

régionaux, les intervenants aux travaux de la Commission de la culture et de l'éducation ont souligné l'importance des médias dans une société démocratique. Les expressions suivantes ont été utilisées : « élément fondamental de la démocratie », « chien de garde de la démocratie », « vecteur de démocratie », « préservation de la démocratie » et « fondement pour la démocratie dans les régions » (Assemblée nationale du Québec, 2019). La disparition des médias régionaux est alors associée à « un déni de la démocratie » ou à « une démocratie qui recule » dans des territoires locaux.

Il existe un lien indéniable entre les médias locaux et les affaires publiques dans les régions métropolitaines et dans les municipalités rurales. Ce lien se traduit à travers la couverture des débats publics locaux et l'influence que celle-ci est susceptible d'avoir sur la formation de l'opinion publique dans les collectivités urbaines et rurales et sur les décisions politiques des élus locaux. « Il n'y a pas de vie démocratique locale possible sans les médias régionaux », a rappelé Maxime Pednaud-Jobin, maire de Gatineau, lors d'un colloque sur l'information (Bélanger, 2017). La crise des quotidiens a suscité un élan de solidarité qu'on n'avait pas vu souvent et beaucoup d'élus locaux se sont portés à la défense du rôle des médias régionaux. Selon Paul Sarrazin, maire de Sainte-Cécile-de-Milton et préfet de la MRC⁷ de la Haute-Yamaska :

Ce sont à travers ces médias que les débats naissent, que se crée une agora populaire où les citoyens peuvent émettre leurs idées. Où la politique locale est démocratisée, entendue par le plus grand nombre et où elle peut ainsi prospérer et demeurer transparente (Sarrazin, 2019, p. 10).

La couverture médiatique des débats locaux pose cependant certains défis. La relation entre le politique et les médias locaux est appelée, par nature, à être parfois conflictuelle, indépendamment des territoires urbains ou ruraux. De manière générale, les journalistes parviennent à réaliser leurs reportages sur les enjeux régionaux et locaux grâce au concours des sources en fonction publique dans les municipalités. Cependant, de nombreuses zones de friction existent. La relation entre certains maires et les journalistes fait régulièrement la manchette dans l'actualité. L'interaction entre les

journalistes et les responsables locaux oscille entre collaboration et conflit. Comme ailleurs dans d'autres institutions, certains élus locaux reprochent aux médias, d'une part, d'être des empêcheurs de tourner en rond quant à l'avancement de certains projets municipaux et, d'autre part, de verser dans le sensationnalisme.

Des cas d'entrave, d'hostilité ou de représailles contribuent à créer la tension dans la relation entre les élus, dont certains se comportent comme des roitelets (Martel, 2018), et les « méchants journalistes » (Bourgault-Côté, 2017). La Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) dénonce cette situation depuis des années. Dans son dossier noir sur l'information municipale au Québec, la FPJQ a constaté une méconnaissance du travail journalistique et une hostilité envers les journalistes par certains élus (FPJQ, 2010). Les problèmes semblaient plus apparents dans les régions où les partis politiques avaient raflé une majorité lors des élections :

À force de questionner le travail des élus, au nom de l'intérêt public, les journalistes finissent par être confondus avec l'opposition dans ces villes où le maire règne sans partage. Leurs conditions de travail sont pénibles. Ils rencontrent des obstacles injustifiables que nous regroupons en trois grandes catégories : limites dans l'accès à l'information; mesures d'intimidation verbale, entraves et menaces; mesures de rétorsion économique (FPJQ, 2010, p. 3).

Ce constat sur les relations difficiles est également celui du Groupe de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information au Québec (GTJAIQ, 2010a; Comeau, 2010).

La FPJQ rappelle régulièrement l'importance de la transparence de l'administration régionale et défend, à ce titre, la nécessité pour les élus et les fonctionnaires locaux de faciliter le travail des médias. Dans cette optique, la question de l'accès à l'information dans les administrations municipales reste encore un dossier litigieux entre les médias et les administrations régionales et locales. La FPJQ a recommandé que les municipalités soient assujetties au régime de la divulgation automatique (FPJQ, 2013). Ce changement nécessiterait une modification de la *Loi sur les cités et villes*, comme l'a recommandé également le rapport

Payette (GTJAIQ, 2010a). La portée des dispositions des lois sur l'accès à l'information est un enjeu récurrent sur les plans fédéral et provincial. Une révision de la loi québécoise en rapport avec les réalités médiatiques régionales se fait encore attendre.

La médiatisation des conseils municipaux constitue une autre pierre d'achoppement entre les responsables municipaux et les représentants des médias. La présence des journalistes et des caméras ainsi que l'enregistrement audiovisuel des séances de conseil indisposent certains maires, qui n'hésitent pas à invoquer le règlement sur l'ordre et le décorum pour expulser les médias. « L'existence de pratiques inégales, aléatoires ou arbitraires dans les municipalités fait en sorte que la règle de la publicité des débats n'est pas appliquée uniformément », déplore la FPJQ (2010, p. 20). Certains élus restent encore réticents à autoriser l'enregistrement des conseils municipaux, sous prétexte de maintenir le décorum, tandis que les médias réclament un accès aux séances publiques en invoquant la liberté de presse et le droit du public à l'information. Les réticences de certains maires sont liées entre autres à ce qu'on peut appeler l'« effet Infoman⁸ », qui traduit la crainte d'être ridiculisé sur un grand réseau de télévision ou sur les réseaux sociaux à la suite de situations susceptibles de provoquer des railleries.

En 2015, la Fédération québécoise des municipalités (FQM) a adopté une résolution invitant ses membres « à ne pas interdire l'enregistrement de leurs séances de conseil par les médias et à donner libre accès aux journalistes à leurs réunions » (FQM, 2015). En avril 2017, le commissaire aux plaintes du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire a rappelé à Val-David que les citoyens avaient le droit d'enregistrer les séances du conseil (Villeneuve, 2017). En août 2017, des citoyens de LaSalle ont déposé en Cour supérieure un pourvoi en contrôle judiciaire dans le but de rendre invalide le règlement municipal interdisant la captation vidéo ou tout enregistrement des séances publiques du conseil d'arrondissement (Normandin, 2017). L'article de Normandin (2017) rappelle qu'en 1984, la Cour supérieure avait déjà donné raison à un citoyen de la municipalité de Saint-Sulpice à la suite d'un recours afin de faire invalider un règlement qui interdisait de filmer et d'enregistrer une séance publique.

La publicisation des conseils municipaux est donc une question récurrente dans les relations entre les élus régionaux et les médias locaux. L'avenue juridique constitue une option pour la FPJQ (Houde-Roy, 2017), même si elle n'est pas souhaitable. Plusieurs pensent que seule une intervention de Québec à travers un mécanisme contraignant pour les municipalités règlera cette question une fois pour toutes.

Certaines villes diffusent les séances du conseil municipal par le câble, par webdiffusion en direct ou en différé. Les séances tenues à huis clos peuvent représenter un défi quant à la confidentialité des propos. Cependant, pour la FPJQ, « la webdiffusion ne remplace pas la presse et [il] ne faudrait pas qu'elle soit un prétexte pour interdire aux journalistes d'assister aux conseils municipaux » (Bélanger, 2017). La webdiffusion est plus utilisée dans les plus grandes villes (p. ex., région métropolitaine de Montréal) que dans les municipalités de 30 000 habitants et moins. Elle est à peu près inexistante dans celles de moins de 7 000 habitants (Bélanger, 2017). Au Québec, la ruralité accuse un retard par rapport aux territoires métropolitains.

La couverture médiatique des questions autochtones est un enjeu politique d'un autre ordre, mais qui touche à la fois les médias nationaux et régionaux. La tournée régionale du Conseil de presse du Québec en 2008 a évoqué brièvement la méconnaissance des Premières Nations : « Les citoyens québécois ne sont pas tous initiés à l'histoire des Premières Nations et ignorent souvent les principaux enjeux auxquels elles sont confrontées. Plusieurs préjugés persistent et la presse a un important rôle d'éducation à jouer » (CPQ, 2008). Les représentants autochtones dans les régions ont dénoncé une image médiatique des Autochtones souvent incomplète ou stéréotypée (Carignan, 2012). Ce constat sur une vision empreinte de préjugés et sur le manque de représentation a été réaffirmé avec force par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Le rapport a conclu à une représentation erronée et à la sous-représentation des Autochtones dans les médias :

Les médias ne dépeignent pas correctement les femmes et les filles inuites, métisses et des Premières Nations, ni les personnes

2ELGBTQQIA⁹ en particulier. Par conséquent, ils entretiennent des stéréotypes négatifs à leur sujet. Ces stéréotypes perpétuent le racisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie et la misogynie à l'égard des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA autochtones dans la population canadienne en général (ENFFDA, 2019a, p. 432).

Selon le rapport, la représentation médiatique inégale entre Autochtones et non-Autochtones est fondée sur des considérations de race et de classe, tout en escamotant la question des inégalités sociales et la violence symbolique consécutive au passé colonial. Une des recommandations enjoint aux « gouvernements d'offrir un financement et un soutien adéquats aux initiatives dirigées par les Autochtones et destinées à améliorer leur représentation dans les médias et la culture populaire » (ENFFDA, 2019b, p. 203).

3. Les enjeux de développement local

Les médias sont plus souvent présentés comme des vecteurs de démocratie, mais moins souvent comme des vecteurs de développement. Dans un rare ouvrage de la Banque mondiale consacré au rôle des médias dans le développement économique, on note que « l'action des médias entraîne des retombées économiques, politiques et sociales » à travers l'influence sur le processus politique et la politique d'entreprise (Islam, 2005, p. 36). Dans les régions, les médias peuvent agir comme des acteurs du développement local avec des effets directs et indirects. Le lien entre un média et le développement local s'inscrit dans l'ancrage du média dans un territoire spécifique (urbain ou rural) et dans le rôle de reflet de la communauté qu'il joue. Les médias créent le lien social, et sont vecteurs de l'identité des villes et de la ruralité.

Combien pèse le secteur médiatique dans l'économie d'une région? Peu de données existent au Québec et au Canada sur le poids des médias dans les économies locales et régionales pour répondre à cette question. « La contribution directe des médias à la production économique est modeste; pratiquement dans toutes les économies, riches ou pauvres, c'est un secteur d'activité relativement restreint », note Owen (2005, p. 215) dans l'étude de la Banque mondiale. Certaines données sur la

presse écrite avancent des retombées fiscales et des effets sur l'emploi sur les plans fédéral, provincial et municipal (MCE Conseils, 2016). Dans l'étude de Deloitte sur la contribution du radiodiffuseur public à l'économie canadienne, il est indiqué que « par ses dépenses à l'échelle du pays [3,56 G\$], CBC/Radio-Canada a un impact positif dans chaque province et territoire » (Deloitte, 2014, p. 2). Une étude sur la ville de Saguenay présente ce type de retombées positives pour l'industrie du cinéma, à laquelle contribuent aussi les radiodiffuseurs (Trigone, 2014). Il faut dire à ce sujet que les statistiques régionales à l'échelle des municipalités manquent cruellement.

Le lien entre les médias et le développement local est un pan oublié par la recherche universitaire et mériterait certainement une plus grande attention. Les villes et les acteurs ruraux en donnent certains indices. Certains plans stratégiques municipaux réfèrent clairement aux médias locaux comme des partenaires du développement local. Lors des consultations sur l'information d'intérêt public dans les médias en 2011, le mémoire de la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue a rappelé trois orientations du plan stratégique :

1. Favoriser une meilleure couverture médiatique ainsi qu'une meilleure connaissance des actualités de l'Abitibi-Témiscamingue, du Nord-du-Québec et du Nord-Est ontarien;
2. Favoriser les débats sur les enjeux locaux et régionaux;
3. Définir l'apport des médias de proximité dans le développement local et régional (CREAT, 2011, p. 4).

Le mémoire a également souligné le rôle des médias communautaires : « À titre de vitrine sur le milieu, ils participent au ciment qui définit l'identité d'un territoire et d'une région » (CREAT, 2011, p. 14). De manière générale, les métropoles ont une densité qui facilite l'implantation des médias, alors que les milieux ruraux sont moins desservis par les grands médias. Cette situation a un impact sur la visibilité médiatique du développement local dans l'espace de la ruralité.

La crise des médias régionaux au Québec a interpellé plusieurs acteurs politiques, économiques et sociaux, qui ont exprimé un soutien notable, mais aussi des inquiétudes par rapport à la vitalité de leur région. « L'enracinement local de ces médias génère une mobilisation locale d'égale mesure et

l'enjeu est correctement perçu comme étant (aussi) un de développement régional » (Alain et Lalande, 2019). Des acteurs du milieu communautaire en Estrie abondent dans ce sens :

Nos médias locaux et régionaux sont des liants de nos communautés. Ils mettent en valeur les actions citoyennes, ils nous renseignent sur les bons coups et les événements qui ont cours dans les différents milieux, ils contribuent au sentiment d'appartenance envers notre région, notre municipalité, notre quartier. Ils sont le reflet de notre contribution collective et individuelle au développement social, communautaire et économique (Bibeau et Cyr, 2019).

Lors du colloque *Information régionale et développement économique : Qu'en est-il dans votre région?* en 2001, plusieurs intervenants régionaux ont souligné le rôle des médias dans la promotion de l'identité et de la fierté dans les collectivités ainsi que dans l'appropriation de la région par les médias (Demers et Giroux, 2001). Le maire de Saint-Georges de Beauce a pointé le double effet d'influence des médias :

À court terme, s'ils luttent contre un projet, celui-ci a peu de chances de se réaliser; à plus long terme et de manière indirecte, par le choix qu'ils accordent à telle ou telle nouvelle, ils influent sur les valeurs des communautés et donc sur les projets qui découlent de ces valeurs (Demers et Giroux, 2001).

Les acteurs du développement ont recours aux médias pour faire circuler l'information et comptent également sur eux pour la sensibilisation sur les enjeux de développement (Gilbert, Carrier et Proulx, 2002). La radio communautaire CKBN, dans la région Nicolet-Yamaska-Bécancour, a été citée par l'organisme Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) comme exemple de partenariat entre les entreprises d'économie sociale et les municipalités, en soulignant entre autres que la promotion de la radio d'organismes et de commerces de la région a favorisé entre autres l'achat local (TIESS, 2014).

Par ailleurs, il faut noter aussi que le Programme d'aide au fonctionnement pour les médias communautaires du ministère de la Culture et des Communications s'inscrit plus largement dans les

orientations de différentes politiques gouvernementales qui visent à favoriser la participation citoyenne à la vie collective et à sensibiliser la population au développement durable (MCC, 2013). « En soutenant les médias écrits, les radios et les télévisions communautaires de toutes les régions du Québec, le Ministère souhaite agir contre la concentration de la presse et favoriser le développement local et régional. Ces organismes sont vus comme des agents de cohésion sociale dans leur milieu » (MCC, 2013, p. 5).

Dans les régions, les médias peuvent aussi contribuer au rayonnement de différents secteurs locaux (culture, musique, tourisme, sport, etc.). Par leur médiatisation, les médias régionaux créent de la visibilité pour des projets de développement social et économique. On peut penser entre autres au rôle joué par les médias locaux et communautaires dans la visibilité des artistes et des talents locaux. Les stations régionales de radio et de télévision ainsi que les plateformes web¹⁰ contribuent grandement à la visibilité des contenus culturels locaux à l'échelle de la province. La journaliste Marie-Ève Martel souligne que « la valeur la plus importante des médias régionaux est leur capacité d'être le miroir des communautés qu'ils desservent » (2018, p. 31). Parmi ses principes directeurs, la Politique nationale de la ruralité mentionne d'« encourager la participation citoyenne » (MAMROT, 2013, p. 29). Cependant, il n'est nulle part fait mention du rôle que peuvent jouer les médias locaux dans la publicisation des politiques publiques et des réalités territoriales. Une gouvernance territoriale démocratique ne peut faire l'économie de la médiation des professionnels de l'information. Ainsi, le développement local a besoin de la médiatisation des projets structurants au cœur de la ruralité. Les territoires existent aussi à travers les récits médiatiques¹¹.

Certes, les municipalités aiment quand les médias soulignent leurs bons coups, et plusieurs élus et autres acteurs conçoivent leur relation avec la presse à travers ce prisme. L'incompréhension ou l'inconfort surviennent néanmoins quand les projecteurs attirent l'attention sur des échecs et des scandales. Le rôle des médias dans une société qui aspire à l'idéal démocratique ne peut pas être rempli si la couverture ne porte pas sur les deux côtés de la médaille. Par leur médiation, les médias rapportent l'information d'intérêt public sur les

affaires publiques et jouent un rôle d'accélérateur de la participation citoyenne. Même si les instances de médiation se multiplient à l'ère numérique, la fonction médiatique reste primordiale dans l'émergence d'un espace public régional et rural qui est porteur d'enjeux politiques, économiques et sociaux au cœur de l'action et du développement des collectivités territoriales.

4. Les déséquilibres centre/périphérie

L'univers des médias régionaux repose sur un certain nombre de déséquilibres qui témoignent de certaines différences et d'un rapport contrasté entre les médias des grands centres et ceux des territoires locaux et ruraux. Ces déséquilibres ont trait à la production et au traitement de l'information ainsi qu'à l'accès à certaines ressources techniques et financières. L'absence d'organes d'information dans un territoire donné constitue un cas limite de pauvreté médiatique.

Au Québec, le phénomène de la « montréalisation » de l'information est un trait récurrent du débat sur l'état des médias régionaux. Parlant d'un terme imparfait, Corriveau et Sirois (2012, p. 4) l'ont défini comme une « réduction du débat politique aux préoccupations des grands centres ». Ce phénomène se décline sous forme de déséquilibres différenciés. Le premier est un déséquilibre national/régional. La tournée régionale du Conseil de presse du Québec a soulevé cet aspect en pointant la surreprésentation des informations montréalaises dans les médias : « Les sièges sociaux des médias se concentrant principalement dans la métropole, ils occulteraient en grande partie l'information régionale et celle en provenance des grands centres urbains comme Québec ou Gatineau » (CPQ, 2008, p. 19). La montréalisation a été souvent critiquée dans le contexte de la concentration, où les entreprises de presse procèdent à un regroupement d'activités pour réaliser des économies d'échelle. Cependant, une étude a démontré que 10 % de l'information dans *Le Quotidien*, *Le Soleil* et *La Tribune* en 2007 provenait du journal montréalais *La Presse*, alors au sein du groupe Gesca¹², mais que cette proportion n'avait pas contribué au recul de l'information locale mais plutôt au recul des textes d'agences (Giroux et Marcotte, 2009).

Les médias nationaux ne parlent pas assez des réalités régionales et locales. « Le manque de représentations des réalités régionales dans les grands

médias est aussi lié au manque de journalistes des médias nationaux en région » (Carignan, 2012, p. 53). Selon le rapport du Conseil de presse du Québec, la sous-couverture des régions entraîne un manque d'attrait dommageable pour la rétention des jeunes et pour le recrutement des entreprises, en plus d'engendrer une absence des régions à l'agenda politique, très influencé par les médias (CPQ, 2008). L'absence des régions dans l'actualité nationale se traduit également par l'absence médiatique des maires, qui sont les porte-voix des régions. La firme Influence Communication (2015) a calculé que 91 % de l'intérêt médiatique pour les régions en 2015 portait sur Montréal, Québec et Saguenay, avec une attention démesurée pour les maires Denis Coderre, Régis Labeaume et Jean Tremblay, qui avaient une forte personnalité.

Le déficit d'information réel ou potentiel en défaveur des milieux locaux crée des préoccupations réelles. Quand le réseau radiophonique Corus a indiqué que l'émission matinale produite à Montréal allait être diffusée dans les stations régionales du groupe en 2010, plusieurs critiques ont été entendues. « Il s'agit d'un soufflet pour les auditeurs de CJRC 104,7 FM, en Outaouais, et des trois autres régions qui subiront le même lavage "montréaliste", l'Estrie, la Mauricie et le Saguenay. [...] Cette émission ne fera que parler À l'Outaouais. Elle ne parlera pas DE l'Outaouais » (Jury, 2010, p. 10).

Abondant dans le même sens, l'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec note que la concentration des médias favorise l'uniformisation des messages et des modes de pensée, et véhicule une vision urbaine avec des prises de décision sur les contenus qui proviennent des grands centres (ARCQ, 2016). La centralisation de la production de tous les bulletins régionaux du Groupe TVA à Montréal a suscité les mêmes craintes (Baillargeon, 2016). Le CRTC a déjà également reconnu « la montréalisation des ondes » de la télévision traditionnelle en appelant un meilleur reflet des non-Montréalais (CRTC, 2012).

Le déséquilibre national/régional se prolonge à travers un clivage régional/local ou urbain/rural. La tournée du Conseil de presse du Québec a également souligné les manques dans la couverture des régions rurales par rapport aux grands centres :

Le territoire des différentes régions administratives est parfois très étendu et requiert que

les journalistes parcourent d'importantes distances pour couvrir toutes les informations régionales, ce qui est souvent impossible et qui occasionne une concentration de la couverture vers les centres urbains régionaux (centralisation de l'information en région) et une faiblesse de couverture en périphérie et dans les milieux ruraux (CPQ, 2008, p. 9).

L'aspect territorial est également souligné par le rapport Payette : « L'immensité du territoire québécois est une réalité qu'il ne faut pas négliger et qui freine la couverture journalistique régionale » (GTJAIQ, 2010a, p. 60). De manière générale, on peut dire que plus une ville est densément peuplée, mieux elle est desservie par les médias, toutes catégories confondues.

De la même manière qu'on évoque la « montréalisation » pour signifier le clivage national/régional, ailleurs, on parle aussi de « sherbrookisation » pour nommer « le manque de couverture de la grande région et la concentration sur Sherbrooke » (CCE, 2006, p. 5). Il convient mieux alors de parler de « métropolisation de l'information ». Ce terme peut être défini comme une couverture médiatique où les sujets, les enjeux ou les moyens de production provenant des grands centres urbains sont surreprésentés par rapport à ceux des territoires locaux. Dans cette définition, il est plus approprié de parler de territoires locaux que régionaux. La tournée du Conseil de presse du Québec a en effet fait écho d'un déséquilibre centre/périphérie, qui s'exprime à l'intérieur même des grands centres :

Les habitants de Montréal et des grands centres urbains n'ont pas l'impression de connaître leurs vrais enjeux locaux. Plusieurs citoyens de Montréal ont, par exemple, déploré l'absence de couverture journalistique de leur conseil d'arrondissement. Les personnes qui vivent en banlieue des grands centres urbains vivent le même phénomène (CPQ, 2008, p. 5).

Une étude de la firme Influence Communication démontre à ce titre qu'en 2016, c'est à Montréal que les médias offraient le moins de contenu local, soit 2 %, alors que la moyenne québécoise est à 11 % (Influence Communication, 2016).

La sous-représentation régionale se traduit par ailleurs à travers un déficit d'attention sur le plan interrégional. Le Conseil de presse du Québec note :

« [Les gens] déplorent aussi ne pas savoir ce qui se passe dans les autres régions du Québec » (CPQ, 2008, p. 6). Le rapport Payette a abondé dans le même sens : « Difficile pour un citoyen du Saguenay de savoir ce qui se passe en Gaspésie, et ce, même si les deux régions connaissent des problèmes similaires, notamment dans le secteur des ressources naturelles » (GTJAIQ, 2010a, p. 37).

La métropolisation de l'information réfère donc à la sous-représentation de la couverture médiatique, mais aussi à une couverture régionale négative. À cet égard, le Conseil de presse du Québec a noté une couverture déformée des régions, où une image folklorique de la réalité empreinte de préjugés sur les régions est beaucoup plus présente que les enjeux sociopolitiques régionaux : « Les médias ont toujours l'impression que les régions sont éloignées de Montréal, mais jamais le contraire » (CPQ, 2008, p. 17). Dans la même veine, le rapport Payette décrit :

La « montréalisation » de l'information a un impact sur la manière dont la région est perçue, et accentue le clivage entre les régions éloignées et les grands centres. « Fermeture d'usines, ouverture de la pêche au homard, concours de panaches d'originaux, voilà en résumé le type de nouvelles régionales qui se rendent à l'antenne nationale. Les stéréotypes sont dommageables aussi pour nous, même si on ne les constate pas tous les jours », a résumé un participant à notre rencontre sur l'information en Gaspésie (GTJAIQ, 2010a, p. 34).

Le déséquilibre centre/périphérie concerne également l'accès à certaines ressources. L'accès à Internet en est un et, à cet égard, l'avantage des grands centres par rapport aux régions rurales est indéniable. « Frein au développement régional [...], l'absence d'Internet haute vitesse limite les transactions commerciales et agricoles, de même que l'accès aux informations gouvernementales. Les citoyens sont privés d'une source importante d'information régionale, nationale et internationale. Les enfants sont désavantagés dans leur formation. L'attrait de la région en est affecté » (CPQ, 2008, p. 21).

Le rapport Payette a également signalé la fracture numérique entre les régions éloignées et les grands centres en expliquant entre autres que les entreprises de télécommunication négligent d'investir dans les régions éloignées, car ce n'est pas rentable. Le rapport lie la fracture numérique à un déséquilibre entre

inforiches et infopauvres (GTJAIQ, 2010a). Le Groupe de travail sur les collectivités rurales branchées avait recommandé au gouvernement du Québec d'assurer, à l'horizon 2015, « [qu'] Internet haute vitesse soit accessible sur la quasi-totalité du territoire rural habité de la province » (GTCRB, 2011, p. 27). Le taux de connexion à Internet haute vitesse augmente chaque année, mais le déséquilibre subsiste. L'enquête NETendances du CEFRIO indique que les régions souffrent plus des problèmes d'accessibilité et de connexion que les grands centres (CEFRIO, 2016). Les données du CRTC confirment les disparités concernant le choix des services Internet et certains prix d'autres services de communication entre les centres urbains et les collectivités rurales (CRTC, 2019).

Le déséquilibre en matière de répartition des ressources touche également le placement publicitaire gouvernemental. Lors de son témoignage à la Commission de la culture et de l'éducation, Sylvain Chamberland d'Arsenal Media a déploré que les ministères, les organismes et les sociétés d'État « surexposent la population métropolitaine et celle de la Capitale-Nationale aux messages gouvernementaux et négligent toujours les populations régionales » (Chamberland, 2019), malgré le fait que les statistiques démontrent que l'écoute des stations indépendantes dans les petits marchés du Québec représente près du tiers de l'écoute totale de la radio.

Avec la menace de la fermeture de plusieurs quotidiens régionaux du Groupe Capitales Médias, le spectre de la métropolisation de la presse écrite a ressurgi. La disparition potentielle d'un ou de plusieurs quotidiens signifierait de creuser davantage le vide informationnel régional, dans un contexte d'accessibilité médiatique déjà fragile en région. La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec a rappelé que la fermeture de journaux et de radios régionaux ainsi que les compressions dans les antennes télévisuelles locales contribuaient à la disparition des nouvelles locales, au profit de la centralisation du traitement de l'information dans les grands centres (FTQ, 2019). Dans son témoignage à la Commission de la culture et de l'éducation, la journaliste Marie-Ève Martel a évoqué les villes et les MRC, qui risquent de devenir des « déserts médiatiques », à savoir « des lieux où se dérouleront tout plein de choses dont personne ne parlera » (Martel, 2019).

Là où l'information n'existe pas ou n'existe plus, on évoque le désert. L'idée du désert renvoie à la sécheresse et à l'aridité d'un milieu, et se définit comme un territoire périphérique par rapport à un territoire plus nanti en ressources, même s'il peut comporter une ou plusieurs oasis locales. Lors des consultations qui ont mené au rapport Payette, un participant dénombrait environ 20 journalistes à Rimouski et Rivière-du-Loup dans le Bas-Saint-Laurent, « mais, dès qu'on sort de ces deux municipalités, on tombe dans un désert » (GTJAIQ, 2010b, p. 2).

Avec la crise médiatique majeure qui a occasionné des centaines de fermetures de médias locaux, la métaphore désertique a été mobilisée, car les territoires anciennement couverts par des médias sont délaissés, ce qui laisse un vide qui inquiète. Si, au départ, le concept de « désert informationnel » a été minimalement défini comme « une communauté sans journal local » (Abernathy, 2018, p. 16), une définition plus étendue réfère à « une communauté, rurale ou urbaine, avec un accès limité à l'information crédible et complète qui alimente la démocratie à la base » (CISLM, 2019). Le désert informationnel désigne donc un territoire où l'information d'intérêt public est absente de l'écosystème social.

Conclusion

Tout le monde sait depuis un moment que l'économie des médias ne se porte pas bien du tout. L'industrie médiatique éprouve des défis majeurs et cherche des voies de sortie. La menace de fermeture de plusieurs quotidiens régionaux chez le Groupe Capitales Médias a créé un grand émoi avec la constatation des implications immenses de la disparition d'un tel groupe sur les salles de rédaction, sur les employés, sur les régions concernées et sur l'information locale. Le choc a provoqué un élan de solidarité en faveur des quotidiens et de leurs employés dans plusieurs régions. Un projet de coopérative soutenue par les employés a finalement été choisi par le tribunal pour relancer les six quotidiens.

L'objectif de cet article était de présenter les grands axes de réflexion sur l'évolution des médias régionaux et locaux, et nous avons identifié quatre types d'enjeux. Comme nous l'avons vu, la situation économique difficile des médias a attiré les projecteurs de l'actualité, et les enjeux économiques sont les plus urgents, eu égard aux difficultés inhérentes aux modèles d'affaires, particulièrement celui de la

presse écrite. Dans le passé, malgré un large et constant débat au sein duquel des appels à l'action se sont fait entendre, les phénomènes de concentration et de convergence ont pris profondément racine dans l'écosystème médiatique québécois et canadien, phénomènes totalement ignorés par l'inaction des gouvernements fédéral et provincial.

Les pressions financières consécutives à la crise des médias ont forcé les gouvernements du Québec et du Canada à débloquer des fonds d'aide axés principalement sur la transition numérique et sur l'information régionale. « L'aide des gouvernements ne sera pas une panacée. Il n'y a pas de sortie de crise garantie. Néanmoins, cela devrait donner du temps et de l'espace aux médias traditionnels pour – et c'est ce qui est essentiel – s'adapter et évoluer vers des modèles d'affaires viables » (Brin et Descôteaux, 2018).

Les aides de l'État sont très sensibles et témoignent de l'urgence même de la situation. Cependant, l'État doit proposer une politique de soutien aux médias plus réfléchie en tenant compte des points de vue du milieu et des experts. Il ne s'agit pas uniquement de trouver un remède pour des maux urgents, mais c'est une occasion propice pour une véritable réflexion sur les politiques publiques de fonctionnement et de développement des médias, mais aussi de développement local et durable ainsi que de ruralité.

Les politiques publiques doivent tenir compte entre autres des déséquilibres entre les centres urbains et les collectivités rurales. Les propriétaires et les responsables des médias doivent se montrer aussi entreprenants, avec des mesures créatives, et miser sur l'innovation et la prise de risque pour réussir la transition numérique. Dans son ardent plaidoyer contre l'extinction des voix régionales, la journaliste Marie-Ève Martel soutient que « c'est en créant des contenus nouveaux, à valeur ajoutée, mais toujours centrés sur les préoccupations locales que les médias pourront tirer leur épingle du jeu » (2018, p. 158).

Comme principe, l'importance de l'existence des médias dans le fonctionnement d'une démocratie n'est plus à démontrer. Les municipalités doivent être redevables aux contribuables en acceptant le rôle de médiateur dévolu à la presse d'information. Les nouveaux outils technologiques ne doivent pas être un prétexte pour se soustraire à la transparence dans la divulgation de renseignements d'intérêt public. Les politiques publiques en matière d'accès à

l'information et les politiques municipales sur la publicisation des débats publics doivent être cohérentes avec l'idéal démocratique et avec les principes de liberté de la presse et du droit du public à l'information. Les élus locaux ne peuvent pas affirmer que les médias sont nécessaires à la vie démocratique sans mettre en œuvre des politiques publiques conséquentes.

La situation des médias en région au Québec n'est pas très réjouissante. Les conséquences de la crise des médias et les déséquilibres inhérents à leur position périphérique par rapport aux médias des régions métropolitaines contribuent à leur fragilité et à la pauvreté de l'information locale. Sans médias locaux qui couvrent les affaires publiques et les projets de développement, les régions deviendront des déserts informationnels. L'espace de la ruralité, peu densifié et décentré, est celui qui apparaît comme

étant le plus susceptible de pâtir des situations de désert médiatique.

Face à la crise actuelle, les mesures d'aides publiques et les appels de solidarité envers la presse régionale traduisent une certaine prise de conscience des élus provinciaux et municipaux. Certains constats sont connus depuis longtemps, mais il faut des recherches scientifiques plus diversifiées sur différents enjeux médiatiques, par exemple le développement local. Des données précises peuvent informer les stratégies provinciales et municipales de développement local et durable. C'est une chose de taxer les géants du Web, mais c'en est une autre de penser à une taxation soucieuse d'atténuer au maximum les déséquilibres entre les grands centres et les régions rurales en matière de médiatisation locale et de ressources liées à la production de l'information locale.

NOTES

- 1 Le journal *Les Affaires* a été cédé en septembre 2019 au Groupe Contex, qui est dirigé par Pierre Marcoux, le fils du fondateur de TC Transcontinental.
- 2 Le coût de traitement par tonne est passé de 23,03 \$ en 2010 à 241,92 \$ en 2019 (Tétrault, 2019).
- 3 Durant la campagne électorale de 2019, le gouvernement fédéral a promis une taxe de 3% pour les recettes des géants du web au Canada mais le Premier ministre Justin Trudeau a indiqué par la suite qu'il attendra les recommandations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- 4 L'échéance de cette aide du gouvernement du Québec est 2023-2024.
- 5 Le rapport Payette avait déjà recommandé « un crédit d'impôt remboursable à l'embauche de journalistes professionnels dans les entreprises en région » (GTJAIQ, 2010, p. 94). Devant la Commission de la culture et de l'éducation, TC Media et Hebdo Québec avaient recommandé un crédit d'impôt remboursable de 25 % sur la masse salariale (TC Transcontinental, 2019; Hebdo Québec, 2019).
- 6 Cette loi stipule : « Une municipalité peut, par règlement, déterminer les modalités de publication de ses avis publics. Ces modalités peuvent différer selon le type d'avis, mais le règlement doit prévoir une publication sur Internet » (Assemblée nationale du Québec, 2017).
- 7 Municipalité régionale de comté (MRC).
- 8 Infoman est le titre d'une émission satirique présentée sur les ondes de Radio-Canada par l'animateur Jean-René Dufort. Des déclarations maladroites et intempestives et des faits cocasses enregistrés lors des conseils municipaux sont souvent repris dans cette émission. Martel (2018) donne l'exemple où le conseil municipal interdit l'enregistrement public après la diffusion des images à cette émission.
- 9 Acronyme qui renvoie aux personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, en questionnement, intersexuées et asexuelles.
- 10 On peut penser à la plateforme La Fabrique culturelle de Télé-Québec.
- 11 Pour le rapport médias/territoires, voir Noyer, Raoul et Paillart (2013); Noyer et Raoul (2011); et Proulx (1998).
- 12 Pour rappel, le groupe Gesca a vendu tous ses journaux régionaux au Groupe Capitales Médias en mars 2015.

RÉFÉRENCES

Abernathy, P. M. (2018). *The Expanding News Desert*. Chapel Hill, NC: Center for Innovative & Sustainability in Local Media [University of North Carolina].

-
- Alain, B. et Lalande, F. (2019, 23 août). Groupe Capitales Médias et propriété collective. *Le Soleil*. Repéré à <https://www.lesoleil.com/opinions/point-de-vue/groupe-capitales-medias-et-propriete-collective-1a399748eb0ecdd3a7e09cc6f42792f2>
- Arsenal Media. (2019). *Mémoire d'Arsenal Media à la Commission de la culture et de l'éducation de l'Assemblée nationale du Québec. Consultation sur l'avenir des médias d'information*. Repéré à www.assnat.qc.ca
- Assemblée nationale du Québec. (2017). *Projet de loi n°122 (2017, chapitre 13). Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, Québec, Éditeur officiel du Québec.
- Assemblée nationale du Québec. (2019, 26 août). *Journal des débats de la Commission de la culture et de l'éducation [témoignage]*, 45(23). Repéré à www.assnat.qc.ca
- Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCQ). (2016, mai). *Mémoire déposé dans le cadre des consultations sur le renouvellement de la Politique culturelle du Québec*. Repéré à https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/Politique-culturelle/Memoires___Metadonnees/Association_des_radiodiffuseurs_communautaires_du_Quebec.pdf
- Baillargeon, S. (2016, 2 juin). Dépression régionale, *Le Devoir*, p. B10.
- Bélanger, M.-F. (2017, 28 octobre). Webdiffuser les conseils municipaux, un défi pour de petites villes. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1063899/diffusion-reunion-conseil-ville-internet-transparence>
- Bibeau C. et Cyr C. (2019). *Démocratie en péril : pour la prospérité de nos médias locaux et régionaux*. Repéré à https://www.rocestrie.org/fr/democratie-en-peril-pour-la-prosperte-de-nos-medias-locaux-et-regionaux?ssid=b37lbwxcu72p664&ssname=democratie_en_peril.pdf
- Bizimana, A.-J. et Kane, O. (2019). La presse au défi du numérique : une économie politique des médias régionaux au Québec. *Les Cahiers du journalisme - Recherches*, 2(3), 141-172. doi: 10.31188/Cajsm.2(3).2019.R141
- Bourgault-Côté, G. (2017, 5 novembre). Gare aux méchants journalistes. *Le Devoir*, p. B2.
- Brin, C. et Descôteaux, B. (2018, 19 décembre). Aide aux médias canadiens : soutenir qui, pourquoi et comment? *Options politiques*. Repéré à <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/december-2018/aide-aux-medias-canadiens-soutenir-qui-pourquoi-et-comment/>
- Brin, C. et St-Pierre, M. (2013). *Crise des médias et effectifs rédactionnels au Québec*. Québec, QC : Centre d'études sur les médias.
- Brunelle, A.-M. et Brin, C. (2019). *L'information locale et régionale au Québec. Portrait du territoire 2011-2018 et perspectives citoyennes*. Québec, QC : Centre d'études des médias.
- Carignan, M.-È. (2012). L'état de l'information locale, régionale et nationale au Québec : Le point de vue des Premières Nations. *Recherches amérindiennes au Québec*, 42(1), 49-57. <https://doi.org/10.7202/1023720ar>
- Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations (CEFRIO). (2016). *Portrait numérique des foyers québécois. NETtendances 2016*, 7(1). Repéré à cefrio.qc.ca
- Chamberland, S. (2019, 28 août). Journal des débats de la Commission de la culture et de l'éducation [témoignage], 45(25). Repéré à <http://www.assnat.qc.ca>
- Center for Innovative & Sustainability in Local Media (CISLM). (2019). *What exactly is a "News Desert"?* Repéré à <https://www.cislm.org/what-exactly-is-a-news-desert/>
- Coalition pour la pérennité de la presse d'information au Québec (CPPIQ). (2017). *Les avis publics : un rempart pour notre démocratie*. Mémoire déposé devant la Commission de l'aménagement du territoire dans le cadre des consultations sur le projet de loi 122, 22.02.17. Repéré à www.assnat.qc.ca
- Comeau, P.-A. (2010). *Loi sur l'accès à l'information et journalisme en milieu municipal*. Avis rédigé à l'intention du Groupe de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information. Repéré à https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/media/Paul-Andre_Comeau.pdf
- Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue (CREAT). (2011, 14 octobre). *Mémoire dans le cadre de la consultation Pour une information au service de l'intérêt public*. Repéré à http://www.conferenceregionale.ca/documents/publications/memoire_consultation_medias_20111018.pdf
- Conseil de la culture de l'Estrie (CCE). (2006, octobre). Portrait-Secteur Communications. Repéré à <http://www.cultureestrie.org/fichiers/secteur-communications.pdf>

- Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) (2012, 26 avril). *Décision de radiodiffusion CRTC 2012-242*. Repéré à crtc.gc.ca
- Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). (2019). *Rapport sur la surveillance des communications 2018*. Repéré à crtc.gc.ca
- Conseil de presse du Québec (CPQ). (2008). *L'état de la situation médiatique du Québec : l'avis du public*. Repéré à https://conseildepresse.qc.ca/wp-content/uploads/2013/01/2008-11-10_etat-situation-mediatique_avis-du-public.pdf
- Corriveau, R. et Sirois, G. (2012). *L'information : la nécessaire perspective citoyenne*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Custeau, J. (2019, 20 septembre). Sherbrooke a versé plus de 78 000 \$ aux géants du web en 2018. *La Tribune*.
- Deloitte. (2014, 16 juin). *L'impact économique de CBC/Radio-Canada en 2013. Un rapport produit pour CBC/Radio-Canada*. Repéré à <https://site-cbc.radio-canada.ca/documents/vision/strategy/latest-studies/cbcradio-canada-impact-economique-deloitte-2013.pdf>
- Demers, F. et Giroux, D. (2001, 14 juin). *Information régionale et développement économique : Qu'en est-il dans votre région?*. Québec, QC : Centre d'études sur les médias.
- Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFDA). (2019a). *Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*, 1a. Repéré à <https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport-final-volume-1a-1.pdf>
- Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFDA). (2019b). *Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*, 1b. Repéré à <https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport-final-volume-1b.pdf>
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ). (2019, 16 mai). *Mémoire de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) sur l'avenir des médias d'information présenté à la Commission de la culture et de l'éducation*. Repéré à https://ftq.qc.ca/wp-content/uploads/2019/05/Memoire-FTQ-avenir-medias-Quebec_2019-05-16.pdf
- Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ). (2010, novembre). *De nouvelles règles pour une meilleure circulation de l'information municipale au Québec Dossier noir*. Mémoire présenté par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) au ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire du Québec, à la Fédération québécoise des municipalités, à l'Union des municipalités du Québec et à la Commission d'accès à l'information. Repéré à https://cdn.ca.yapla.com/company/CPY9xhmJrXC8hpGUQ5ssMX3n/asset/files/10-11-18_Dossier-noir.pdf
- Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ). (2013, mars). *Vers un gouvernement ouvert*. Mémoire de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec sur la révision quinquennale de la Loi sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels du Québec. Repéré à https://cdn.ca.yapla.com/company/CPY9xhmJrXC8hpGUQ5ssMX3n/asset/files/12_Memoire_Acces_final.pdf
- Fédération québécoise des municipalités (FQM). (2015). *Résolution C-401-09-2015/11. Position de la Fédération à l'égard de la question de l'enregistrement des séances de conseil municipal*. Repéré à www.fqm.ca
- Forum des politiques publiques. (2017, janvier). *Le miroir éclaté. Nouvelles, démocratie et confiance dans l'ère numérique*. Repéré à shatteredmirror.ca
- Forum des politiques publiques. (2018, septembre). *Mind the Gaps. Quantifying the Decline of News Coverage in Canada*. Repéré à shatteredmirror.ca
- Gagnon, C. (2019a, 28 août). Journal des débats de la Commission de la culture et de l'éducation [témoignage], 45(25). Repéré à www.assnat.qc.ca
- Gagnon, C. (2019b, 19 août). Nous allons continuer à vous informer et à vous servir! *Le Soleil*, p. 1-2.
- Gilbert, A., Carrier, M. et Proulx M.-U. (2002, printemps). Les circuits d'information en région convergences et effet de milieu. *Revue canadienne des sciences régionales*, 25(1), 1-24. Repéré à <http://www.cjrs-rcsr.org/archives/25-1/gilbert.pdf>
- Giroux, D. et Marcotte P. (2009). L'information régionale I- Le cas des quotidiens. *Les cahiers-médias*, 17, Centre d'études des médias.
- Groupe de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information au Québec (GTJAIQ). (2010a). *L'information au Québec : un intérêt public*, décembre. Repéré à www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/media/rapport-Payette-2010.pdf

-
- Groupe de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information au Québec (GTJAIQ). (2010b). *Compte rendu de la rencontre sur l'information dans le Bas-Saint-Laurent tenue le 26 mai à Rimouski*.
- Groupe de travail sur les collectivités rurales branchées (GTCRB). (2011, 14 avril). *Assurer le virage numérique des territoires ruraux : il y a urgence! Rapport final du Groupe de travail sur les collectivités rurales branchées*. Repéré à https://www.mmb.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/developpement_territorial/ruralite/groupe_travail/rapport_collectivites_rurales_branchees.pdf
- Hebdos Québec. (2019). *Mémoire d'Hebdos Québec présenté à la Commission de la culture et de l'éducation*. Repéré à www.assnat.qc.ca
- Houde-Roy, L. (2017). Conseils municipaux. Passer l'action pour soutenir les journalistes. *Le Trente*, 25-27.
- Influence Communication. (2016, 23 novembre). *Analyse sur l'état de l'information locale au Québec présentée au Conseil provincial du secteur des communications (CPSC) du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)*. Repéré à https://scfp.qc.ca/wp-content/uploads/2017/04/nov_161123-Etude-Info-locale.pdf
- Institut de la statistique du Québec. (2019). *Statistiques principales des stations de télévision privées commerciales, régions administratives et ensemble du Québec*. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca>
- Islam, R. (2005). Gros plan : ce que disent les médias et pourquoi. Dans Banque mondiale, *Le droit d'informer : Le rôle des médias dans le développement économique* (p. 9-38). Paris : Éditions de Boeck Supérieur.
- Jury, P. (2010, 16 février). La montréalisation des ondes. *Le Droit*, p. 12.
- Lindgren, A., Corbett, J. et Jaingris H. (2017). Canada's local news "poverty". *Policy Options*, 23 janvier. Repéré à <https://policyoptions.irpp.org/magazines/january-2017/canadas-local-news-poverty/>
- Lorrain, M. (2019, 28 août). Journal des débats de la Commission de la culture et de l'éducation [témoignage], 45(25). Repéré à www.assnat.qc.ca
- Marcoux, P. (2019, 29 août). Journal des débats de la Commission de la culture et de l'éducation [témoignage], 45(26). Repéré à www.assnat.qc.ca
- Martel, M.-È. (2018). *Extinction de voix. Plaidoyer pour la sauvegarde de l'information régionale*. Montréal, QC : Éditions Somme toute.
- Martel, M.-È. (2019, 26 août). Journal des débats de la Commission de la culture et de l'éducation [témoignage], 45(23). Repéré à www.assnat.qc.ca
- MCE Conseils. (2016). *L'avenir de la presse et de l'information au Québec. Hypothèses de financement*. Repéré à https://www.csn.qc.ca/wp-content/uploads/2016/06/Rapport_financement-medias_juin-2016.pdf
- Ministère de la Culture et des Communications (MCC). (2013). *Évaluation : programme Aide au fonctionnement pour les médias communautaires*. Repéré à https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/EvaluationPAMEC_mars2013.pdf
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT). (2013). *Politique nationale de la ruralité 2014-2024*. Québec : Gouvernement du Québec.
- MPVradio. (2019). *La publicité du gouvernement du Québec en région. Une question d'équité et de survie économique. Mémoire présenté dans le cadre de la Commission parlementaire sur l'avenir de l'information au Québec*. Repéré à www.assnat.qc.ca
- Normandin, P.-A. (2017, 30 août). Des citoyens veulent la fin de l'interdiction des caméras à LaSalle. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/montreal/201708/30/01-5128823-des-citoyens-veulent-la-fin-de-linterdiction-des-cameras-a-lasalle.php>
- Noyer, J. et Raoul, B. (2011). Le « travail territorial » des médias. Pour une approche conceptuelle et programmatique d'une notion. *Études de communication*, 37, 15-46. doi : 10.4000/edc.2933
- Noyer, J., Raoul, B. et Pailliat I. (2013). *Médias et territoires : l'espace public entre communication et imaginaire territorial*. Villeneuve-d'Ascq, France : Presses Universitaires du Septentrion.
- Olivier, F. (2019, 29 août). Journal des débats de la Commission de la culture et de l'éducation [témoignage], 45(26). Repéré à www.assnat.qc.ca
- Owen, B. (2005). L'industrie des médias : les fondements économiques des communications de masse. Dans Banque mondiale (dir.), *Le droit d'informer : Le rôle des médias dans le développement économique* (p. 215-241). Paris : Éditions de Boeck Supérieur.
- Proulx, M.-U. (1998). *Médias dynamiques et territoires actifs. Problématique sur le rôle des médias locaux dans la vitalité économique de leur milieu*. Sainte-Foy, QC : Centre d'études sur les médias.

- Sarrazin, P. (2019, 29 août). Les médias locaux: une nécessité communautaire et démocratique. *La Voix de l'Est*, p. 10.
- TC Transcontinental. (2019, 27 février). *Des solutions pour assurer l'avenir des médias fragilisés. Mémoire de TC Transcontinental dans le cadre du mandat d'initiative portant sur l'avenir des médias d'information de la Commission de la culture et de l'éducation (CCE)*. Repéré à https://tctranscontinental.com/sites/default/files/2019-08/Me%CC%81moire%20CCE_TC_2019-Final.pdf
- Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS). (2014). *Alliés pour le développement et le mieux-être des collectivités. Expérience innovante de partenariat entre l'économie sociale et le monde municipal. Station de radio CKBN*. Repéré à http://www.tiess.ca/documents/tiess_fiche8_RadioCKBN-web.pdf
- Tétrault, D. (2019, 27 février). Recyclage du papier et médias : le point de rupture. *Le Devoir*, p. A7.
- Trigone. (2014). *Étude sur l'industrie du cinéma en région et sur les retombées économiques estimées d'un plan d'action concerté en cinéma court et créativité numérique au Saguenay—Lac-Saint-Jean. Rapport à la Ville de Saguenay*.
- Vaillès, F. (2019, 29 août). Journaux régionaux: la retraite dans le tordeur. *La Presse.ca*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/affaires/medias/201908/28/01-5239075-journaux-regionaux-la-retraite-dans-le-tordeur.php>
- Villeneuve, R. (2017, 13 avril). *Lettre à Bernard Généreux, directeur général, Village de Val-David*. Québec, QC : Bureau du commissaire aux plaintes. Repéré à https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/plainte_gestion_contractuelle/avis_recommandations_directives/plaintes/2017/lettre_val_david_19_10_2017.pdf



DIPLÔME

D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES EN SCIENCES COMPTABLES

Cette formation qui s'inscrit dans une suite logique du baccalauréat en sciences comptables permet aux étudiants d'acquérir des compétences qui feront d'eux des professionnels recherchés par les organisations de toutes tailles, et ce, dans tous les secteurs de l'économie. Ce programme est accrédité par l'Ordre des comptables professionnels agréés (CPA) du Québec.

programmes.uqac.ca/1809

UQAC

L'hydroélectricité du Québec et les grandes régions productrices

Marie-Claude Prémont^a, Marc-Urbain Proulx^b

RÉSUMÉ. La grande production hydroélectrique du Québec fait la fierté de la population et de ses élites. Très largement produite loin des territoires métropolitains de Montréal et de Québec, l'hydroélectricité des régions du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord et du Saguenay–Lac-Saint-Jean laisse-t-elle, sur ces territoires, un bénéfice à la hauteur de sa contribution importante à la richesse du Québec? En d'autres termes, la répartition de la rente hydroélectrique, ou sa dissipation, bénéficie-t-elle aux grandes régions productrices, qui comprennent une large part de la ruralité du Québec? Les auteurs estiment que l'histoire du dernier siècle, et particulièrement des dernières décennies, démontre que les retombées locales se sont réduites comme une peau de chagrin.

ABSTRACT. *Québec's enormous hydroelectric production is a source of pride for the population and its elites. Does the hydroelectricity generated in Northern Quebec, the North Shore and the Saguenay–Lac-Saint-Jean regions, produced far from the Montreal and Quebec City metropolitan areas, benefit those outlying regions to the same extent that their significant hydroelectric production contributes to the overall wealth of Quebec? In other words, does the distribution of the hydroelectric income, or its dissipation, benefit the very regions where it is produced, which include a large part of rural Quebec? The authors believe that the history of the last century and, in particular, the last several decades shows that the local economic benefits from hydroelectric production has been reduced to a trickle.*

Introduction

Si l'agriculture a permis une certaine densification rurale que les villages et les petites villes accentuent, la ruralité québécoise, inévitablement extérieure aux territoires densément peuplés, est aussi associée à de grandes zones sauvages. En s'étendant sur de vastes espaces aux composantes diversifiées sous l'angle des ressources naturelles (forêts, mines, etc.), la ruralité du Québec s'avère plurielle et multifonctionnelle. En contexte contemporain, elle recèle des enjeux multiples, dont plusieurs des facettes névralgiques sont traitées dans ce numéro.

Ce texte aborde une ressource naturelle du Québec qui fait particulièrement la fierté de sa population et de ses élites, soit l'hydroélectricité. La puissance hydroélectrique du Québec s'appuie, dans une très large mesure, sur sa géographie et sur sa topographie, qui lui permettent de créer d'immenses réservoirs d'eau pour emmagasiner une puissance en attente d'une transformation en électricité, facilement ajustable à la

demande. Ces réservoirs issus de l'ennoïement de grandes superficies, tout comme les centrales qui en turbinent les eaux, sont surtout situés loin des régions métropolitaines, soit en région rurale périphérique¹. L'étude de l'impact de l'exploitation de l'hydroélectricité du Québec concerne donc en tout premier lieu la ruralité québécoise contemporaine, soit celle qui accueille sur son territoire les réservoirs et les installations de production d'électricité.

Avec 25 % de la production hydroélectrique de l'Amérique du Nord, le Québec est un champion de cette énergie renouvelable, autant à l'échelle canadienne que mondiale. Dès les premières décennies du XX^e siècle, la consommation d'électricité du Canada, largement en raison du Québec – qui a dépassé l'Ontario après la Première Guerre mondiale –, était la plus élevée au monde (Patton, 1927a, 1927b). Le Québec atteint aujourd'hui le triple de la production de la Colombie-Britannique, qui le seconde comme plus important producteur du Canada. À l'échelle internationale, le Québec est souvent comparé à la

^a Professeure titulaire, ENAP

^b Directeur scientifique du CRDT, professeur, Université du Québec à Chicoutimi

Norvège, dont l'électricité est aussi produite par les forces hydrauliques dans une proportion qui dépasse 95 %.

Bref, le rôle stratégique de la production hydroélectrique dans l'économie du Québec ne fait aucun doute, de même que la localisation des espaces et des équipements nécessaires en région rurale, plutôt périphérique. Ce qui est moins certain – et qui fait l'objet de ce texte – concerne le bénéfice qu'en tirent réellement les grandes régions productrices du Québec.

La capacité de production hydroélectrique du Québec relève aujourd'hui à 89 % de la société d'État Hydro-Québec et à 11 % de producteurs privés. De la capacité de production privée, la plus grande partie est occupée par deux multinationales, qui produisent de l'hydroélectricité pour faire tourner leurs propres usines énergivores du Saguenay–Lac-Saint-Jean (SLSJ).

La production d'hydroélectricité est très inégalement répartie à travers le Québec puisqu'elle est tributaire de la topographie et des grands bassins versants qui marquent le territoire. Les trois premières régions productrices comptent plus de 83 % de la capacité de production de toute l'hydroélectricité de la province. Il s'agit, dans l'ordre décroissant : du Nord-du-Québec (45 %; Complexe La Grande), de la Côte-Nord (28 %; Bersimis-1 et Bersimis-2, Complexe Manic-Outardes et Complexe La Romaine) et, enfin, du SLSJ (10 %). Pour cette dernière région, outre la centrale Péribonka-4 d'Hydro-Québec, 90 % de cette capacité est occupée par les centrales de Rio Tinto – anciennement Alcan –, mais aussi par les centrales de Produits forestiers Résolu – anciennement *Price Brothers*).

Il ne fait pas de doute que la seconde phase de la nationalisation de l'électricité, au début des années 1960, a marqué une étape charnière dans le développement économique, social et même politique du Québec (Savard, 2013; Desbiens, 2014). Cette appropriation publique à l'échelle nationale s'est toutefois traduite, à l'échelle territoriale (locale et régionale), par une certaine forme de désappropriation des populations directement touchées par les installations de production (Prémont, 2014).

La question devient : Les régions productrices ont-elles été sacrifiées au nom d'un intérêt général du Québec? Nous soutenons que les régions productrices ont effectivement été *mises en ressources*, au sens

de Fressoz et ses collègues (2014). En d'autres termes, la rente hydroélectrique, correspondant à la différence entre les coûts de revient et le prix obtenu par la vente, s'avère largement drainée vers l'extérieur des lieux de production de cette énergie renouvelable.

Comme les urbains, les ruraux réclament aussi leur droit à la modernité et aux avancements que procurent l'exploitation des ressources localisées sur leur territoire et l'industrialisation qu'elles pourraient entraîner. Ce texte aborde la question du bénéfice tiré par la ruralité de la richesse hydroélectrique du Québec.

1. Mise en ressources des régions

Quatre indices nous permettent d'avancer que la nationalisation de l'hydroélectricité en dehors de la grande région métropolitaine de Montréal – qui avait bénéficié de la première étape de la nationalisation, dès 1944 – et le développement des grands projets par Hydro-Québec ont été l'occasion de mettre les régions ressources au service du Québec et de ses régions métropolitaines. Ces indices sont : 1) l'histoire extractive du Québec, 2) les formes d'occupation du territoire, 3) le développement économique par la consommation industrielle locale de l'électricité et par les emplois générés et 4) la fiscalité locale. Nous allons les reprendre un à un, avant de nous attarder au cas particulier du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

1.1 L'histoire extractive du Québec

Depuis la conquête de la vaste Nouvelle-France d'Amérique, les régions explorées, revendiquées et exploitées jusqu'aux montagnes Rocheuses, au golfe du Mexique et à l'océan Arctique ont toujours servi à générer, à divers degrés, une rente sur les ressources puisées par des entreprises. Cette rente correspond en général à la différence entre le prix de vente final et les coûts reliés à l'extraction, au transport et aux redevances versées aux gouvernements. Cette rente générée par l'extraction des ressources naturelles fut largement drainée par les sièges sociaux des entreprises extractives localisées à Paris, à Londres, à Montréal, à New York et à Toronto. L'analyse historique de cette exploitation des ressources naturelles des régions permet d'identifier de grands cycles et contre-cycles économiques (Proulx, 2007, 2014, 2019) et la dépossession qui en résulte (Tremblay-Pepin, 2015).

Le premier cycle long de l'exploitation des fourrures demandées par les marchés européens laissa très peu

de richesse sur les lieux d'extraction, un peu plus sur les lieux d'échange (postes de traite) et davantage sur les lieux de transbordement de cette marchandise, par exemple Québec. Des compagnies furent créées à cet effet. Leur siège social était localisé en métropole, où résidaient les actionnaires des entreprises, soit les rentiers. Ce sont des entreprises du même type qui ont exploité la forêt en région à partir du début du XIX^e siècle ou les minerais extraits à partir du début du siècle suivant.

Le modèle est bien connu (Watkins, 1977). Une immobilisation initiale autour d'un bassin ou gisement de ressources impulse l'économie locale d'un établissement humain qui, souvent, explose rapidement (*boom town*). Or, la majorité de la rente générée par la richesse créée sur les lieux d'exploitation chemine vers un grand marché central, où est établi le siège social planificateur de l'exploitation des ressources et de leur transformation. En chemin, se trouvent généralement un lieu de transbordement et de fourniture de certains biens et services ainsi qu'un gouvernement, avec sa fiscalité compensatoire des conditions consenties à la profitabilité de l'entreprise.

Nous avons démontré que, dans l'histoire récente du Québec (Proulx, 2014), la technologie de plus en plus utilisée intensément pour l'extraction des ressources régionales occasionnait la soustraction des retombées économiques locales, souvent minimisées par l'établissement d'un camp de travail, plutôt que d'un établissement humain fixe. Aujourd'hui, la logique extractiviste reprend de la vigueur (Abraham et Murray, 2015), pendant que la délocalisation de l'industrie manufacturière accélère le retour du Québec et du Canada à sa place historique comme fournisseur mondial de matières premières (Mousseau, 2012).

L'extraction de la ressource hydroélectrique du Québec n'échappe pas totalement à ce modèle général, même si la ressource est renouvelable et qu'elle est largement extraite par une société d'État, ce qui permet d'en mitiger les effets néfastes. La séquence de la nationalisation faite en deux étapes au Québec est une démonstration frappante d'une répartition interrégionale déficiente de la rente hydroélectrique. En effet, en dépit des tarifs élevés de l'électricité présents partout à travers le Québec, des lacunes importantes en matière de services qui grevaient plusieurs régions et de la demande pressante pour la nationalisation exprimée avec force par le Dr Hamel de Québec dès les années 1930, la première phase de

la nationalisation ne touchera finalement que la grande région de Montréal.

Les premiers bénéfices de la nationalisation se sont d'abord effectivement limités à la grande région de Montréal, par l'adoption en 1944 de la *Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec* (Québec, 1944), menant trois ans plus tard au rachat formel de la *Montreal Light Heat and Power* (et d'autres entreprises d'électricité plus petites) de la région métropolitaine. Les bienfaits de cette première nationalisation ont été assignés aux seuls abonnés de la région montréalaise, qui ont alors pu rapidement bénéficier de meilleurs tarifs et d'un service amélioré, soit bien avant les autres régions du Québec. Ces dernières devront attendre plus de 15 ans avant de profiter des avantages découlant de la création d'Hydro-Québec et d'avoir accès à un meilleur service à meilleur prix.

1.2 Les modes d'occupation du territoire

Avant l'arrivée d'Hydro-Québec comme acteur central de la production d'électricité en périphérie, le développement de l'hydroélectricité par les entreprises privées a eu un important effet d'entraînement pour l'occupation du territoire par la création de nouvelles localités ou par la croissance rapide des lieux déjà établis au cœur de la ruralité.

La ville de Shawinigan est un exemple frappant où le développement hâtif du potentiel hydroélectrique a vite fait de transformer une paroisse rurale en grande capitale industrielle (Prémont, 2019). En effet, plusieurs villes industrielles ont ainsi essaimé la périphérie rurale québécoise au cours de la première partie du XX^e siècle, sous l'impulsion de la grande production d'électricité devenue disponible à l'industrie énergivore, que ce soit l'industrie chimique, l'industrie papetière ou la production d'aluminium (Shawinigan, Grand-Mère, La Tuque, Alma, Arvida, Baie-Comeau, etc.) (Dales, 1957).

Les entreprises énergivores attirées sur le territoire par l'abondance à bon prix de l'électricité étaient le plus souvent elles-mêmes propriétaires des centrales de production ou avaient conclu des ententes d'affaires avec un grand producteur privé (surtout la *Shawinigan Water and Power*), qui écoulait ainsi l'électricité non requise par ses marchés captifs de détail (Bellavance, 1994). La proximité des usines énergivores aux centrales hydroélectriques trouvait aussi sa cause dans les

limites technologiques de l'époque pour le transport de l'électricité à haut voltage sur de longues distances.

Depuis qu'Hydro-Québec est devenue responsable de la construction de grandes installations en dehors de la région métropolitaine de Montréal (avec Bersimis-1 et Bersimis-2 sur la Côte-Nord²), aucune ville permanente ni aucun nouveau développement industriel énergivore n'a vu le jour sur le territoire périphérique. L'électricité produite par les grands ouvrages menés par Hydro-Québec sert essentiellement à alimenter l'industrie située un peu partout sur le territoire et à soutenir la croissance de la consommation des grands centres métropolitains du Québec, sans parler de l'alimentation des marchés d'exportation vers la Nouvelle-Angleterre, à compter des années 1970 (Savard, 2013).

Le modèle s'est confirmé avec le grand projet de Manic-Outardes, où la société d'État Hydro-Québec s'est appuyée sur des campements temporaires et sur les villes existantes de Hauterive (surtout) et de Baie-Comeau pour y localiser ses travailleurs de chantier et pour y faire son transbordement de matériaux.

Ce modèle a été poussé à l'extrême avec le Complexe La Grande, à la baie James. Les villes du territoire déjà existantes ont été enclavées dans une organisation territoriale reconfigurée et les travailleurs ont été installés dans une localité quasi virtuelle (Radisson), où 99 % des travailleurs sont encore aujourd'hui des navetteurs (*fly-in fly-out workers*) (Prémont et Proulx, 2016).

1.3 Le développement industriel

Les développements phénoménaux de production d'hydroélectricité sur le territoire périphérique du Québec n'ont pas permis de générer un développement industriel permanent à proximité. Bref, l'époque de la grande consommation industrielle alimentée à proximité de la production d'électricité difficilement transportable remonte à la période qui précède l'arrivée d'Hydro-Québec comme producteur, avec l'exception qui confirme la règle de l'implantation de l'aluminerie Alouette à Sept-Îles, sur la Côte-Nord.

Pour une aluminerie localisée à proximité des grandes installations de production, le Québec a connu, au cours de la même période, l'implantation de deux autres alumineries installées plutôt en proximité de grands centres urbains, soit les alumineries de Deschambault et de Bécancour. Évidemment, la technologie du transport à haute tension, développée

par Hydro-Québec au cours des années 1960³, a permis de libérer les grands consommateurs d'électricité des sites de production, de sorte que les usines ne sont plus astreintes à une proximité des centrales.

1.4 La défiscalisation territoriale de la production d'électricité

Les règles de la fiscalité locale enfoncent le clou du délestage par Québec des régions productrices d'hydroélectricité. Pendant des décennies, le Québec a pourtant graduellement révisé la fiscalité locale en limitant les exemptions fiscales et en mettant en place un régime s'appuyant sur le principe de l'intégralité de la contribution fiscale des propriétaires d'immeubles aux municipalités et aux commissions scolaires, sur la base de l'ensemble de la richesse foncière du territoire.

En effet, de façon générale et à partir des années 1960, les exceptions à la règle de la contribution aux finances municipales et scolaires ont été réduites à leur minimum (Prémont, 2001). Même l'édifice du parlement de Québec, les universités ou les grands hôpitaux universitaires, qui servent pourtant aussi l'intérêt de l'ensemble de la population du Québec, versent leurs contributions fiscales et génèrent aujourd'hui, pour leur municipalité hôte, des impôts fonciers équivalant à ceux que paierait le contribuable ordinaire.

Tel n'est cependant pas le cas des installations foncières phénoménales que représentent les centrales et les barrages hydroélectriques, avec leurs digues, terrains et autres installations, y compris les lignes de transport qui tapissent le territoire, surtout rural. En effet, pendant que les exceptions à la règle de l'imposition étaient une à une éradiquées, les installations de production et de transport de l'électricité étaient, à l'opposé, effacées des rôles fonciers. Leurs contributions fiscales aux municipalités et commissions scolaires ont ainsi été graduellement réduites à néant (Proulx et Prémont, 2013; Prémont 2016a,b) ou encore soumises à des normes arbitraires, dans le cas du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Proulx et Prémont, 2013; Prémont, 2017).

2. Le cas du Saguenay-Lac-St-Jean

2.1 À un grand succès suivent des défaites en série

Une expérimentation intéressante de développement régional à base d'hydroélectricité fut inscrite sur le

territoire, qui a pris le nom d'un programme d'appui au développement régional par créneaux, soit « la Vallée de l'aluminium », ainsi désignée en 2003 par le gouvernement du Québec. À cette même époque charnière, le gouvernement canadien accordait à ce métal gris fondu au Saguenay–Lac-Saint-Jean le statut officiel de « grappe technologique » en localisant sur les lieux un centre des technologies de l'aluminium (CTA), mandaté pour tisser des relations avec les entreprises du milieu. La volonté d'une impulsion industrielle en faveur de la transformation de l'aluminium fut ainsi confirmée pour cette région. Elle s'inscrivait dans un contexte très positif par lequel le principal donneur d'ordres du complexe industriel s'engagea clairement à soutenir la transformation régionale de l'aluminium avant livraison sur le marché, notamment en créant un bureau industriel régional en 2004, tout en arrachant des concessions importantes du principal syndicat des travailleurs.

Le territoire historique autochtone de « Saguenay », associé ensuite à un « royaume », affirme depuis longtemps, par ses élites, une grande ambition industrielle (Proulx, 2007). L'impulsion de 2003-2004 réaffirme en réalité avec force cette volonté collective. L'ancrage historique d'une industrialisation anticipée remonte aussi loin que dans les actes forestiers intrépides de la Société des vingt-et-un, au cours des années 1830.

L'élan fut notamment inspiré par le vaste mouvement communautaire idéaliste qui, à peu près universellement en Occident, tenta, à cette époque, des applications concrètes. Les zones industrielles en rapide émergence dans le Midwest américain, visitées par l'homme d'affaires Joseph-Dominique Guay en 1893, ont aussi nourri la grande ambition régionale chez les

entrepreneurs visionnaires, appelés les « Américains du Saguenay ». Selon Bouchard (1997), les enseignants du Petit Séminaire de Chicoutimi lui ont fourni un cadre rationnel. Si concrètement des usines se localisèrent à Jonquière, à Péribonka et à Val-Jalbert, l'importante Pulperie de Chicoutimi fut le grand symbole de ce mouvement bien affirmé pour une industrialisation endogène, qui a amené des usines telles que la papetière de La Baie en 1917. Ce fut l'amorce du décollage industriel au SLSJ.

Au cours de cette période effervescente, l'immense potentiel hydroélectrique régional, jaugé tant bien que mal, nourrissait le grand rêve industriel concernant l'établissement d'une « Chicago du Nord » (Girard et Perron, 1989). Cela attira des entrepreneurs tels que Scott dans le bois, Willson dans les fertilisants et Du Pont dans les explosifs, à la suite de Price dans le papier. La région se cherchait en réalité un créneau capable d'engendrer une forte impulsion industrielle à la hauteur de son avantage comparatif offert par la ressource hydrique disponible.

Le gouvernement du Québec était bien conscient des enjeux. Le richissime américain J. B. Duke releva le défi de cette ambition en 1912 et lança les travaux des installations d'Isle-Maligne en 1922 afin de transformer le lac Saint-Jean en réservoir (Massell, 2004). Le sacrifice des terres défrichées de peine et de misère qui furent inondées pour turbiner une grande quantité d'énergie a alors occasionné une véritable tragédie sociale et politique, tout en permettant de fondre des tonnes d'aluminium primaire à partir de 1925 à Arvida. Ces réalisations nourrissaient la grande ambition industrielle régionale, qui consistait en réalité à envisager la structuration d'une filière de production (voir figure 1).

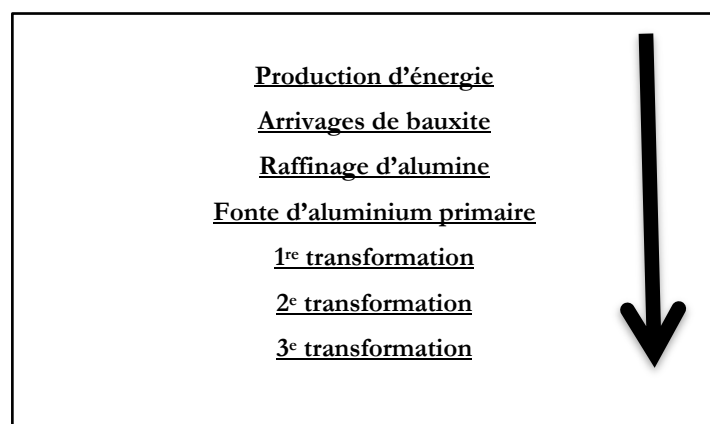


Figure 1 – Filière industrielle de l'aluminium

La résignation des agriculteurs et de leurs appuis politiques (y compris le clergé) s'inscrit en tant qu'important coût social absorbé par la ruralité agricole pour lancer l'industrialisation tant désirée et anticipée comme compensation régionale. Le pacte social était établi. Avec l'arrivée de la grande crise économique de 1929, on assista néanmoins à un repli sur les activités agricoles, repoussées dans les paroisses de la seconde couronne autour du lac Saint-Jean, transformé en réservoir mis au service de l'industrie primaire de l'aluminium. En 1937, l'Usine Vaudreuil fut établie dans le Complexe Arvida afin de raffiner la bauxite en alumine, tout en structurant la filière d'un segment supplémentaire.

Le sacrifice rural encaissé par l'agriculture au pourtour du lac Saint-Jean permettra-t-il vraiment de réaliser la promesse d'industrialisation? La région a d'abord dû encaisser une première déception dès la fin des années 1930, lorsque le premier laboratoire d'Alcan a été localisé à Banbury en Angleterre, et non au SLSJ. Par la suite, les usines de transformation du métal ont échappé une à une à la région, qui produisait pourtant toujours plus de métal primaire. En effet, ces usines de transformation ont échappé au SLSJ et ont été construites à Toronto et à Kingston, malgré l'appel du gouvernement du Québec à se localiser dans la région qui lui cédait ses ressources hydrauliques exceptionnelles (Girard et Perron, 1989). Malgré ces défaites, l'espoir des élites politiques locales et régionales pour un avenir industriel régional dans cette filière demeurait ambitieux.

2.2 L'explosion industrielle

Après ce premier décollage relativement vigoureux, une réelle explosion industrielle survint en 1942, tirée par l'effort de guerre et par la demande fulgurante en aluminium qu'elle générait. Alors que la capacité de production d'aluminium primaire au Complexe Arvida était multipliée par sept (50 000 t/an à 350 000 t/an), devenant alors le plus important site de production d'aluminium primaire au monde, une nouvelle aluminerie levait rapidement de terre à Alma dès 1943.

Après avoir conclu des ententes de fourniture du précieux métal gris avec les Britanniques, les Américains se sont mis à leur tour à chercher désespérément de l'électricité pour leur production industrielle. Toutefois, puisque les Britanniques,

passés avant eux, avaient déjà absorbé toute la capacité de production d'aluminium de la région, une solution devait être trouvée pour augmenter rapidement la capacité de production d'électricité (Massell, 2004, 2011).

Guidés par l'œil et la main du gouvernement fédéral (soit Herbert Symington, contrôleur fédéral de l'énergie en temps de guerre, et C. D. Howe), les Américains ont vite compris que l'effort de guerre du Canada devait trouver sa voie dans la production d'aluminium au SLSJ. Les émissaires du fédéral ont rapidement constaté que la région était idéale pour produire de l'aluminium pour expédition à l'état brut en vue d'une transformation aux États-Unis en avions de combat. Ces interventions, jumelées à l'aide de Québec (Massell, 2011), ont assuré la construction expéditive de la centrale de Shipshaw et la mise en réservoir des affluents de la Péribonka.

Les circonstances particulières de cette explosion industrielle de la région allaient toutefois enfermer la région dans son rôle de fournisseur d'aluminium primaire au service des grandes zones industrielles du monde. Alcan s'est effectivement laissé convaincre par les émissaires fédéraux d'aller de l'avant pour accroître sa capacité de production, après avoir obtenu des avantages fiscaux importants. Grâce au versement à l'avance à Alcan de presque tout le financement nécessaire à la construction de la centrale de Shipshaw, l'intégration continentale de la filière aluminium, pour laquelle la région était condamnée à un rôle de producteur primaire, devenait une prophétie dont le Québec n'arrivera plus à se dégager.

Dès ce moment, les effets de l'intégration et de la spécialisation de la filière aluminium ont débordé la région pour s'étendre au Québec tout entier. En devenant autosuffisante pour une production record d'aluminium, la région dégageait les centrales de Cedars Rapids et de Beauharnois (toutes deux en Montérégie) des besoins du Québec. La production de ces centrales a dès lors pu être directement redirigée vers les États-Unis pour alimenter l'usine d'aluminium de Massena, dans l'État de New York (Massell, 2004).

2.3 La promesse de l'emploi face à la modernisation industrielle

Que ce soit lors de la cession des droits hydrauliques en propriété pleine et entière sur la rivière Saguenay au tout début du XX^e siècle, lors de l'autorisation accordée en 1922 pour transformer le lac Saint-Jean en réservoir ou encore lors de l'autorisation de créer les réservoirs subarctiques de Manouane et des Passes-Dangereuses se déversant dans la rivière Péribonka pour décupler le potentiel des droits sur le Saguenay pendant la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement du Québec a toujours souhaité que ces cessions de droits colossaux appartenant à l'État du Québec se fassent en contrepartie d'un développement économique à sa mesure. Or, face aux retombées déjà réelles et bien appréciées (Girard et Perron, 1989), peu de pressions supplémentaires furent effectuées auprès du principal donneur d'ordres, ni par le gouvernement du Québec, ni par les élites locales et régionales.

Lors de la création d'une nouvelle municipalité bénéficiant de privilèges particuliers, dont fiscaux, pour accueillir les développements industriels, la loi

rappelle la justification de la contribution au développement industriel et à la création d'emplois, laquelle doit découler des droits et privilèges accordés à la grande entreprise (Prémont, 2001). Par exemple, dans la loi de 1928 érigeant la ville de Racine, qui devait accueillir la centrale de Chute-à-Caron (ville aujourd'hui oubliée de la mémoire collective régionale, qui sera annexée à Arvida en 1944), les dispositions législatives sont précédées d'affirmations comme : « [...] l'existence de cette immense station hydroélectrique va contribuer grandement au développement de diverses industries dans les deux comtés de Chicoutimi et de Lac-Saint-Jean » et « la construction de ces usines et améliorations procureront de l'ouvrage à une population considérable » (Québec, 1928).

Dans la région du SLSJ, la masse salariale générée d'abord par les grands chantiers de construction, puis par l'emploi de plusieurs milliers de travailleurs dans le système de production d'aluminium a effectivement propulsé l'économie régionale dans un grand cycle de croissance et de développement de près de quatre décennies. La grande ambition industrielle, croyait-on, cheminait vers sa réalisation.

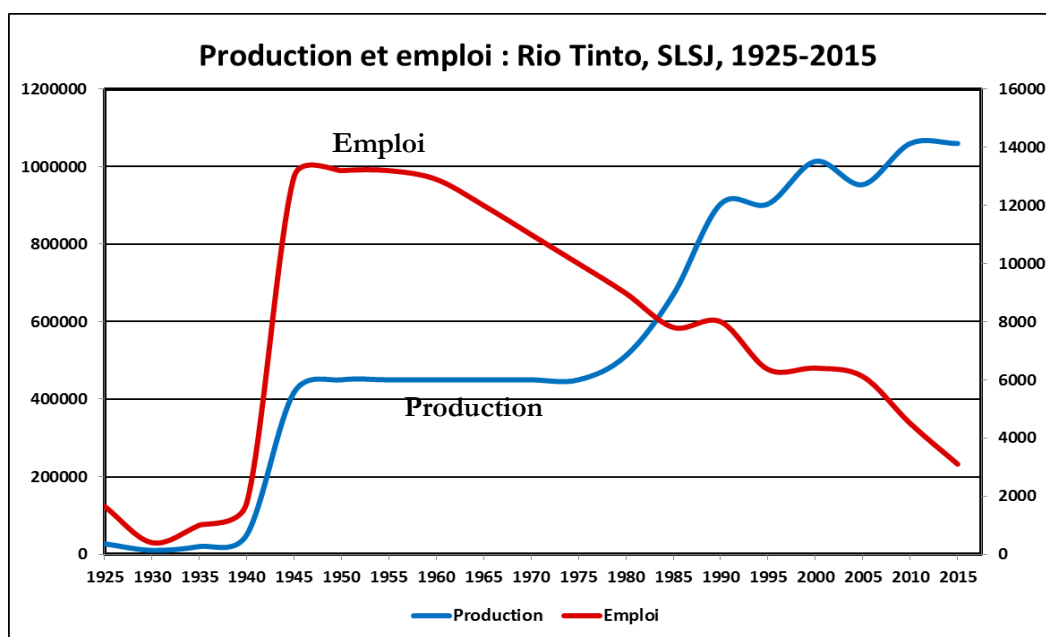


Figure 2 – Production et emploi : Rio Tinto, SLSJ, 1925-2015
Source : Diverses sources sécurisées, compilation du CRDT, UQAC

En 1945, plus de 13 000 travailleurs tiraient leur revenu directement du complexe régional de production d'aluminium d'Alcan (voir figure 2), lequel comprenait des installations hydroélectriques, un port, des voies ferrées, une raffinerie, divers ateliers et, bien sûr, des alumineries. La production d'aluminium s'est maintenue après la Seconde Guerre mondiale, en dépit des craintes d'une baisse importante de la demande (Massell, 2011). En réalité, de 1942 à 1975-1980, l'industrie de l'aluminium, dotée de solides équipements de production hydroélectrique sur les rivières Saguenay et Péribonka, a graduellement vu ses activités de production d'aluminium primaire se moderniser, de telle sorte que le nombre d'emplois directs générés par cette activité a fondu d'environ 40 %.

Pendant ce temps, quelques activités de 2^e transformation de l'aluminium ont été néanmoins établies, soit l'Usine Saguenay (tôles) en 1971, l'Usine Lapointe (tiges, câbles et fils) en 1973 et l'Usine Dubuc (barres) en 1988 (Proulx, 2016). D'autres entreprises dans le champ de l'aluminium se sont multipliées, notamment les équipementiers, les fournisseurs de matériaux et certains services spécialisés, qui sont notamment devenus des fournisseurs d'Alcan.

De fait, la région du SLSJ a vécu une longue vague de consolidation industrielle. Les industries forestière et agroalimentaire contribuèrent aussi à ce mouvement de prospérité inscrit au sein de la grande ambition régionale. Un ensemble de fournisseurs de biens et services, de petits ateliers, manufactures et fabriques ainsi que de commerces localisés sur les rues principales formait alors une zone économique fort prospère en périphérie nordique. Tant et si bien que Chicoutimi fut désignée « capitale des Cadillac » au Québec en raison de la présence d'un nombre élevé de ces voitures fétiches illustrant la réussite en affaires. En 1981, on constatait un ajout de 10 486 postes de travail aux 20 944 emplois industriels de 1961, soit un gain de 50 % en matière d'emplois pour la région (Proulx, 2007).

Or, pour la période suivante, soit 1981-2001, la région a subi une véritable rupture industrielle, avec la perte de 6,2 % de ses emplois. La rupture fut brutale lors de la dure récession de 1982-1983, qui marqua la fin du grand cycle économique régional. À lui seul, au cours des deux décennies suivantes, le secteur de l'aluminium a éliminé le tiers de ses employés de 1981, soit

autour de 2 700 postes de travail en moins, et ce, malgré une production annuelle de métal gris qui a plus que doublé au cours de la période.

Heureusement pour la région, le choc fut amorti par certains facteurs positifs. D'abord, grâce aux activités économiques florissantes reliées à la construction successive des nouvelles alumineries, qui nécessitaient des immobilisations imposantes et masquaient la vague de fond qui allait frapper la région tout entière.

Face à la remise en question implicite du contrat social avec la région, dont les élites régionales prenaient conscience, la bienveillance de la grande entreprise (contrepartie de la dépendance des fournisseurs régionaux) s'est manifestée par l'instauration par Alcan d'une politique d'approvisionnement régional (Belley, 1991) afin de tenter d'amortir la perte d'emplois dans ses usines et de maximiser sous une autre forme les retombées de la modernisation. Selon le professeur en droit Jean-Guy Belley, qui a réalisé une vaste recherche empirique sur les marchés conclus entre l'entreprise et ses fournisseurs du SLSJ, « l'entreprise multinationale tendra normalement à utiliser son pouvoir de marché pour infléchir à son profit l'organisation industrielle locale » (Belley, 1993, p. 1063). En effet, les fournisseurs locaux et régionaux ont été soumis à la « réglementation privée » de la multinationale, usant de son pouvoir de marché. L'observateur externe des relations qui s'engagent entre la multinationale et les entreprises de la région conclut que les normes imposées par Alcan peuvent s'avérer une source de contraintes plus importantes que celles qui émanent des règles de droit généralement applicables (Belley, 1991).

Comme facteur qui a pu masquer l'impact négatif de la réduction des emplois aux usines d'Alcan, il faut souligner l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, qui a généré un second revenu dans les ménages, désormais habitués à un bon niveau de consommation. Aussi, les travailleurs retraités, souvent de façon anticipée afin de libérer les postes de travail à abolir, ont bénéficié de solides régimes de pension. En outre, le secteur public offrait pendant ce temps des filets de sécurité du revenu réconfortants. Tous ces facteurs contribuèrent avec vigueur à l'essor du secteur tertiaire (commerces et services) en pleine multiplication des activités, ce qui entraîna une hausse de 27 % de l'emploi (19 000) pendant la période 1981-2001, seul facteur explicatif de la croissance totale de l'emploi dans la région.

Bref, le paradoxe régional de l'aluminium des trois dernières décennies, bien illustré par la figure 2, oppose une production annuelle d'aluminium primaire qui a doublé (de 450 000 à plus de 1 M de tonnes), alors que la situation de l'emploi direct associé à cette activité a diminué de 66 %, soit de 9 270 emplois (1980) à 3 100 emplois (2015). La raison principale réside dans l'apport technologique, qui a généré des gains de productivité dans la fonte d'aluminium primaire, notamment par l'établissement de trois alumineries modernes (Grande-Baie en 1980, Laterrière en 1989 et Alma en 2001). Malgré les investissements majeurs qui atteignaient la région, le nombre de postes totaux de travail fondait donc comme neige au soleil, tout en ancrant toujours plus profondément la place assignée à la région comme producteur d'aluminium primaire, sans ouverture significative vers une transformation plus poussée du métal gris. Voyons rapidement le sort des tentatives lancées à ce sujet.

2.4 Les vaines tentatives de la transformation de l'aluminium et l'enfermement du SLSJ dans la production primaire

Face à cette situation de rupture économique mobilisatrice bien diagnostiquée lors du Sommet socioéconomique de 1984, les élites régionales ont réagi rapidement en se dotant d'une stratégie ciblant la transformation des matières premières par les PME. Le projet de la transformation s'est pleinement inscrit au sein de la grande ambition industrielle historique en tentant de lui donner un second souffle.

La stratégie fut soutenue par certains outils nouveaux, dont un fonds de capital de risque, un incubateur d'entreprises, des centres de R-D, de la formation professionnelle, de la prospection industrielle et un véritable crédo de l'entrepreneuriat. Cette stratégie, qui semblait bien charpentée, faisait miroiter un temps nouveau pour la région. Toutefois, la réalité s'est avérée tout aussi décevante par la poursuite de la tendance manufacturière des dernières décennies, malgré les mesures gouvernementales spécifiques pour une région en difficulté et malgré son fort potentiel. L'excellente réserve d'énergie renouvelable et son carrefour multimodal de transports ouvrant sur la mer, soit les deux conditions initiales de l'ambition industrielle régionale, continuaient pourtant d'alimenter l'espoir régional.

L'histoire des tentatives pour inciter Alcan – et les autres alumineries du Québec – à participer à l'effort de la transformation de l'aluminium reste à faire. Dans le cadre de discussions pour l'implantation au Québec d'usines de pièces d'automobiles en 1978, le gouvernement Lévesque a essuyé un refus d'Alcan, qui affirmait que ses installations hydroélectriques étaient déjà utilisées à plein rendement pour la production d'aluminium primaire, et ce, dans un horizon de 20 ans. Ainsi, il était impossible pour la multinationale d'envisager une expansion manufacturière de transformation, y compris à ses usines de Shawinigan et de Beauharnois.

La Direction générale de l'énergie du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) avait produit une étude présentée au ministre Guy Joron qui démentait cette position prise par Alcan. L'étude confirmait en effet que des moyens abordables existaient bel et bien pour augmenter la capacité de production d'électricité d'Alcan. Par exemple, l'entreprise avait rejeté en 1974, selon sa propre théorie du coût marginal, la possibilité de construire une centrale au site qui deviendra plus tard celui de la centrale Péribonka-4 d'Hydro-Québec. Le Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) avait dénoncé au cabinet Lévesque cette position d'Alcan, qui prenait, comme point de référence pour le calcul de sa rentabilité, le prix moyen de l'énergie de ses concurrents des États-Unis (soit Alcoa) moins les frais de transport pour atteindre des marchés identiques (Laliberté, 1978).

Les tentatives du gouvernement du Québec pour pousser vers la transformation de l'aluminium se sont aussi exprimées lors des ententes conclues pour les nouvelles alumineries implantées hors de la région du SLSJ (notamment celles de Bécancour et de Deschambault). Toutefois, ce thème déborde de l'objet de cet article.

Le Québec a également fait des efforts en ce sens lors de la mise en place de propositions tarifaires spéciales pour l'alimentation en électricité touchant le secteur de l'aluminium, notamment à l'instigation de Bernard Landry, ministre d'État au Développement économique (Conseil des ministres, 1980).

Cette histoire demeure aussi à écrire, mais nous permettrait de mieux comprendre le bras de fer qui semble constamment s'engager entre Québec et l'industrie de l'aluminium primaire, dans la région du

SLSJ comme ailleurs dans la province. En gros, ce bras de fer se manifeste par le gouvernement du Québec, qui pousse dans le sens de la transformation de l'aluminium, tandis que l'industrie y souscrit et promet d'y contribuer, le temps de recevoir un appui financier pour ses usines de production primaire et de conclure des tarifs avantageux d'électricité, pour mieux s'en désister par la suite.

Le détail du chemin parcouru par le SLSJ relativement à la transformation des matières premières reste aussi à mieux cerner. Outre une meilleure compréhension de l'entrelacement des politiques publiques qui tentent de l'inciter, une comptabilité détaillée n'est pas disponible, faute de statistiques précises. Le nombre d'emplois indirects créés depuis 1980 s'avère difficile à établir de manière précise, notamment parce que le pourcentage d'aluminium dans le chiffre d'affaires des transformateurs n'est pas simple à fixer. Il y a eu aussi des fermetures d'anciennes entreprises, des emplois créés par le secteur public et des périodes d'effervescence lors des grands chantiers de construction des trois nouvelles alumineries, de sorte qu'il est pratiquement impossible d'isoler les effets, d'une part, de la transformation de l'aluminium des effets de la production de l'aluminium primaire et, de l'autre, de la variation de l'emploi dans les autres secteurs de l'économie de la région.

En incluant les équipementiers, les services livrés, les sous-traitants de tâches effectuées dans les principales usines et aussi les transformateurs, on estime qu'environ 2 000 emplois indirects relativement permanents ont été créés dans le contexte de l'effort de soutien à la stratégie de transformation des matières premières. Cela représente en gros un volume équivalant à la grappe émergente des technologies informationnelles dans la région. Il faut ajouter aussi quelques usines de panneaux, de poutrelles, de vélos, etc. Au total, ces emplois alimentent la formation d'une classe ouvrière intermédiaire entre les hauts salariés de la grande industrie et les salaires généralement associés aux emplois dans les commerces et services.

Malgré les succès réels mis en évidence par les promoteurs de cette stratégie régionale, il faut reconnaître que la forte tendance manufacturière positive de 1961 à 1981 ne s'est pas poursuivie avec la même ampleur au cours des trois décennies subséquentes. Ainsi, les quelque 6 000 emplois directs perdus entre 1980 et 2015 ne furent que très partiellement compensés.

Malgré toutes les mesures mises en place et l'espoir qu'a pu susciter la désignation du créneau de la Vallée de l'aluminium, qui venait avec sa ribambelle d'incitatifs fiscaux pourtant bien réels, le recul régional indéniable en matière d'aluminium transformé avant expédition sur les marchés pose une question de fond. Sans la vider, nous pouvons identifier trois solides barrières qui limitent cet ajout de valeur et la création d'emplois.

La première barrière est érigée par la prime de transport Midwest, imposée en Amérique à tous les acheteurs d'aluminium primaire sur le marché de Londres (*London Metal Exchange*). Malgré la courte distance à parcourir entre les entreprises de la région et les alumineries, elles sont soumises au coût fictif de la distance qui sépare les manufacturiers du Midwest américain au SLSJ. Cette prime élimine clairement l'avantage comparatif régional de la proximité de la source de métal gris, alors que les transformateurs localisés aux États-Unis peuvent quant à eux bénéficier sans entraves de l'avantage de la faible distance à parcourir pour livrer le produit manufacturé à leurs clients des grandes zones industrielles ou de consommation. Cette prime impose aux manufacturiers du SLSJ une concurrence déloyale et protectionniste de la part des manufacturiers américains de l'aluminium.

La deuxième difficulté concerne le coût élevé de la main-d'œuvre au sein d'une région traditionnellement hôtesse de grandes entreprises syndiquées, habituées d'offrir d'excellentes conditions pour recruter les travailleurs nécessaires. Même s'il existe désormais une classe ouvrière intermédiaire, la réputation des hauts coûts fait fuir les manufacturiers, qui préfèrent localiser leurs usines au sud du fleuve Saint-Laurent, zone qui bénéficie en outre des avantages de la proximité des grands marchés américains.

La troisième barrière à l'ajout de valeur avant expédition de l'aluminium fondu au SLSJ réside dans le refus du principal donneur d'ordres de s'engager lui-même fortement dans les activités de transformation de ce métal. Certes, face à la demande sociale de la région, il y a eu des déclarations positives tout à fait remarquables de la part de cadres supérieurs en début de décennie 2000. Ces avancées ont notamment convaincu le gouvernement du Québec à désigner la région en tant que « Vallée de l'aluminium ». En 2003, l'achat par Alcan de la compagnie française Pechiney, qui possédait déjà des usines de transformation, fut interprété comme une excellente nouvelle pour la

région, d'autant plus qu'au même moment s'installait une usine de pare-chocs d'Alcan dans le Complexe Arvida. Tous ces signaux forts réconfortants ont apaisé le milieu régional dans ses revendications.

Dans sa nouvelle convention collective de 2005, le puissant syndicat des travailleurs du Complexe Arvida a même accepté une clause permettant le recours à des sous-traitants au sein des activités de production d'aluminium. Avec ces signes prometteurs, en 2006, l'entente de 25 ans Québec-Alcan pour turbiner les eaux de la rivière Péribonka fut reconduite avant terme pour 50 autres années. Sept mois plus tard, la multinationale Alcan était vendue à l'extracteur Rio Tinto au double de sa valeur boursière, sonnait le glas de la division Pechiney au sein de l'entreprise. Rio Tinto n'a pas tardé à fermer l'usine de pare-chocs et à vendre par la suite l'Usine Saguenay (laminoir), qui, à son tour, a fermé ses portes pour déménager sa production rentable à Oswego, dans l'État de New York. Un effet domino qui a mis K.O. l'espoir de la transformation qu'on avait, par un feu de paille, rallumé en 2003.

La déception régionale fut énorme, soit à la mesure de l'espoir suscité au cours de la décennie 2000. Dans sa grande rafle, Rio Tinto a su à la fois jouer de la grande ambition industrielle du SLSJ que de sa mise à mort. Depuis, faudrait-il considérer finalement que, d'une multinationale à l'autre, on n'a que créé des illusions? En effet, l'érosion de certains outils de soutien à l'industrialisation régionale se poursuit, comme en témoigne la transformation du Centre des technologies de l'aluminium (CTA) en lui offrant une nouvelle vocation dans le champ du transport (incluant l'aluminium) et la perte de l'exclusivité régionale du créneau aluminium, confirmée par la mise en œuvre au cours de la décennie 2010 de la *Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025* (MEIE, 2015) à partir de Montréal.

3. La stagnation démographique des régions productrices

Dans les trois principales régions productrices d'hydroélectricité examinées dans ce texte, actuellement, une capacité de plus de 30 000 MW (Savard, 2013) est annuellement produite sur une dizaine de rivières prenant leur source dans la zone nordique, pluvieuse et fortement dénivelée en

raison du massif Bouclier canadien. C'est sans compter le récent Complexe La Romaine, qui est graduellement mis en état de produire sous nos yeux. Mis à part les installations hydroélectriques établies avant 1960 (p. ex., les deux centrales de la rivière Bersimis) ainsi que les équipements privés du SLSJ, la grande majorité de la puissance générée dans les régions, soit dans les régions du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord et du SLSJ, provient de centrales installées après la seconde phase de nationalisation d'Hydro-Québec en 1962. De fait, 83 % de cette richesse créée provient d'installations hydroélectriques nouvelles mises en œuvre après 1960, lorsque la ruralité périphérique québécoise s'est mise au service de l'économie du Québec en y faisant une contribution considérable.

Force est de constater que cette énergie renouvelable profite insuffisamment à l'économie de ces régions mises en ressources, dont la production est acheminée vers les régions centrales du Québec et même exportées à l'extérieur du pays. Certes, plusieurs usines localisées dans ces régions profitent de tarifs hydroélectriques préférentiels, notamment les alumineries. Toutefois, les gains technologiques dans la production de papier, de bois d'œuvre, d'aluminium, etc. occasionnent de moins en moins de retombées sous la forme d'emplois bien rémunérés. Les économies régionales souffrent de ce manque de valorisation régionale de l'énergie extraite. En réalité, pour les grandes régions productrices du Québec, Hydro-Québec représenterait, comme les entreprises minières, un simple extractiviste de ressources (Bouchard, 2019).

La figure 3 nous permet de constater l'horizontalité des trajectoires démographiques régionales, après des décollages économiques relativement vigoureux et même fulgurants pour la région du SLSJ. Cette stagnation démographique des régions s'inscrit à l'inverse de la forte croissance de la production hydroélectrique. Si le Nord-du-Québec illustre une réelle mais néanmoins faible démographie positive, la case relève davantage dans la sédentarisation et dans la natalité autochtone que dans les emplois créés par les installations hydroélectriques. L'hydroélectricité donne réellement lieu à un phénomène de croissance sans développement, de la nature d'un extractivisme primaire.

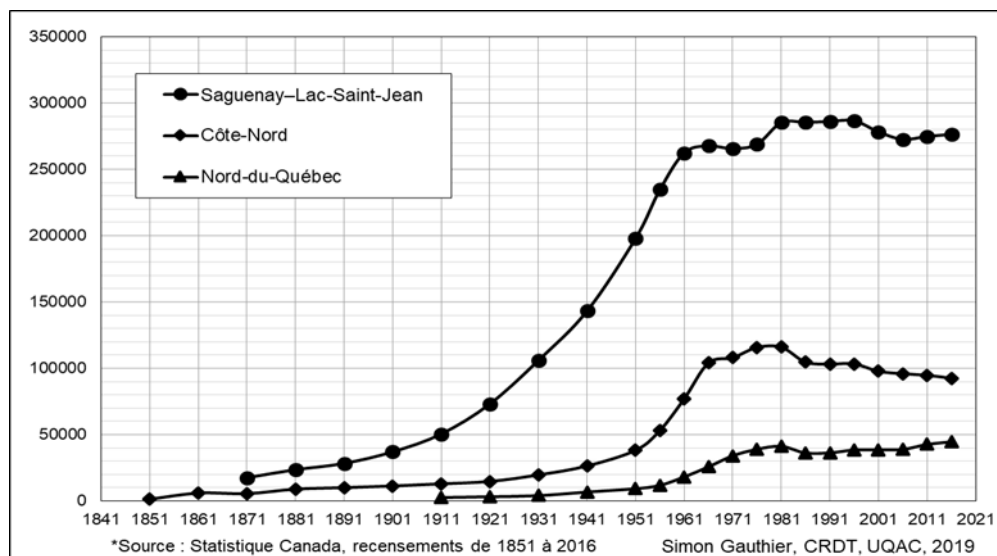


Figure 3 – Trajectoires démographiques des trois régions hydroélectriques
Source : Statistique Canada, recensements de 1851 à 2016, Simon Gauthier, CRDT UQAC, 2019

Nous avons signalé la présence en région d'entreprises énergivores qui génèrent, quoique moins qu'auparavant, de réelles retombées économiques sur place. La présence de ces entreprises, notamment les alumineries, s'inscrit dans une politique de cessions de droits sur des ressources publiques territoriales censées laisser sur le territoire des retombées importantes pour les populations locales. Comme une peau de chagrin, ces retombées se sont graduellement amenuisées, au point où la « mise en ressources » de la région devient criante.

Du point de vue de la région rurale d'où origine la ressource, la localisation d'alumineries loin de la source hydroélectrique, comme à Deschambault ou Bécancour, représente une anomalie difficilement justifiable. Dans le domaine forestier, le Québec a toujours insisté sur le fait que le bois d'une région serve à alimenter les scieries et les usines de la même région. Il serait impensable que le bois de l'Abitibi fasse le chemin jusqu'à Montréal ou Québec pour son traitement. D'ailleurs, le système de contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier était justement conçu pour assurer l'alimentation des usines de la région de prélèvement. Pourquoi l'hydroélectricité des grandes régions productrices peut-elle aussi facilement quitter le territoire de production, sans aucune compensation à celle qui a été mise en ressources?

Conclusion

Les grandes régions productrices d'hydroélectricité, qui couvrent une énorme portion de la ruralité périphérique de la province, permettent aux Québécois de tirer des revenus et des bénéfices importants chaque année, mais sans que la rente produite en région leur revienne dans une proportion équitable. Il est vrai que cette réalité affecte non seulement les périphéries rurales du Québec, mais aussi une grande partie des périphéries de la planète. Ce constat ne peut servir à justifier chez nous une répartition inéquitable, qui semble en outre s'accroître depuis quelques décennies.

Le phénomène mérite plus d'attention. Le mode d'occupation du territoire qui prévaut pour accroître la production hydroélectrique du Québec depuis la nationalisation de 1962 plombe le développement des régions « mises en ressources », qui ne bénéficient que de très peu de retombées sur place. Les règles générales de la fiscalité foncière ont été modifiées au bénéfice d'Hydro-Québec, qui peut en dissiper la rente sur tout le Québec, de façon à s'assurer que les territoires de production d'hydroélectricité ne puissent recevoir le même dû que celui qui est accordé à tous les autres territoires de la province. Bref, il n'est pas étonnant, dans ces circonstances, que la promesse de développement industriel qui devait suivre l'exploitation de la ressource ne s'est pas matérialisée.

La région du SLSJ a, malgré tout, réussi à ajouter sur place de la valeur à son extraction d'énergie renouvelable. Au-delà des alumineries, de la raffinerie d'alumine et de quelques usines en amont, ce ne sont que quelques entreprises de transformation de l'aluminium en tiges, tôles, barres et fils qui ont réussi à voir le jour, soit 20 % de l'aluminium fondu disponible, et ce, pendant quelques décennies seulement. Cette expérimentation régionale illustre une industrialisation bien en dessous des attentes de la collectivité quant à la contribution hydroélectrique de son bassin hydrographique. L'extraction de l'énergie hydroélectrique, correspondant à 13 % de celle du Québec, ne sert qu'à couler des lingots d'aluminium ou d'alliage d'aluminium. La structuration de la filière industrielle s'est arrêtée au segment de la fonte du métal primaire, malgré la bonne volonté des élites régionales, qui ont bénéficié, sous certains aspects, d'une politique publique favorable.

Ces constats nous apparaissent actuellement importants pour deux raisons. D'abord parce que les blocs d'énergie renouvelable sont de plus en plus rares sur cette planète, alors que les régions du Québec en

sont bien dotées. Rareté qui ne se répercute pas encore sur le prix de la ressource puisque les producteurs d'énergie fossile déversent désespérément de grandes quantités sur des marchés encore en demande, néanmoins en voie d'une transformation inéluctable.

Ensuite, parce que, grâce à la politique publique des dernières décennies (Proulx et Prémont, 2019), les régions productrices du Québec présentent un excellent cadre de vie sur lequel pourrait reposer un développement différent. La pérennité même de ce cadre de qualité s'avère aujourd'hui menacée par le déclin démographique, largement associé aux difficultés économiques des régions ressources (Proulx, 2019). Or, les difficultés de la ruralité périphérique mise en ressources ne sont pas étrangères à la fuite de la rente hydroélectrique ni à la très faible valorisation territoriale de la ressource hydroélectrique.

Il faudrait repenser la répartition territoriale de l'une des plus grandes richesses du Québec, avant qu'il ne soit trop tard.

NOTES

- 1 Les seules exceptions significatives sont les centrales à proximité de la grande région métropolitaine de Montréal, par exemple la centrale de Beauharnois (Montérégie) ou de Carillon (Laurentides).
- 2 La localité de Labrieville, qui a été mise en place pendant le chantier de construction des deux centrales Bersimis, a été par la suite démantelée.
- 3 En 1965, Hydro-Québec a mis en place la première ligne à 735 kV au monde, laquelle reliait le Complexe Manic-Outardes à Québec. Cette percée technologique n'est pas étrangère à la signature en 1966 de la lettre d'intention par Hydro-Québec pour le développement du potentiel des chutes Churchill, au Labrador (et menant à la construction de la centrale du même nom).

RÉFÉRENCES

- Abraham, Y.-M. et Murray, D. (2015). *Creuser jusqu'où? : extractivisme et limites à la croissance*. Montréal, QC : Écosociété.
- Bellavance, C. (1994). *Shaviningan Water & Power 1898-1963 : formation et déclin d'un groupe industriel au Québec*. Montréal, QC : Boréal.
- Belley, J.-G. (1991). L'entreprise, l'approvisionnement et le droit : vers une théorie pluraliste du contrat. *Les Cahiers de droit*, 32(2), 253-299. <https://doi.org/10.7202/043082ar>
- Belley, J.-G. (1993). Contrat et citoyenneté : la politique d'achat régional d'une entreprise multinationale. *Les Cahiers de droit*, 34(3), 1062-1124. <https://doi.org/10.7202/043241ar>
- Bouchard, G. (1997). Élitisme, entrepreneurship et conflits de pouvoir au Saguenay (1890-1920). *Histoire sociale*, XXX(60), 267-299. Repéré à <https://hssh.journals.yorku.ca/index.php/hssh/article/view/4703>
- Bouchard, N. (2019). *Surveiller et construire : généalogie d'une ville de compagnie publique* (Thèse de doctorat non publiée). ENAP, Montréal, QC.
- Breton, G. et Blain, J.-F. (1999). *Les mauvais coûts d'Hydro-Québec*. Montréal, QC : Nota Bene.
- Conseil des ministres (1980). *Propositions tarifaires concernant les projets dans le secteur de l'aluminium et autres secteurs fort utilisateurs d'électricité* (Mémoire des délibérations du Conseil exécutif, 13 février 1980). Québec, QC : Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

-
- Dales, J. H. (1957). *Hydroelectricity and industrial development*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Desbiens, C. (2014). *Puissance Nord : territoire, identité et culture de l'hydroélectricité au Québec*. Québec, QC : Presses de l'Université Laval.
- Girard, C. et Perron, N. (1989). *Histoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean*. Québec, QC : Institut québécois de recherche sur la culture.
- Fressoz, J.-B., Graber, F., Locher, F. et Quenet, G. (2014). *Introduction à l'histoire environnementale*. Paris, France : La Découverte.
- Laliberté, C. (1978). *Production hydro-électrique de l'Alcan* (Mémoire au ministre Guy Joron, 5 juillet 1978). Québec, QC : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds MERN.
- Massell, D. (2004). As though there was no boundary: the Shipshaw project and the continental integration. *American Review of Canadian Studies*, 34(2), 187-222. <https://doi.org/10.1080/02722010409481198>
- Massell, D. (2011). *Quebec hydropolitics: The Peribonka concessions of the Second World War*. Montréal, QC: McGill-Queen's University Press.
- Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (2015). *Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025*, Québec, QC : Gouvernement du Québec. Repéré à www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/publications/administratives/strategies/strategie_aluminium.pdf
- Mousseau, N. (2012). *Le défi des ressources minières*. Québec, QC : MultiMondes.
- Patton, H. S. (1927a). Hydro-electric power policies in Ontario and Quebec. *Journal of Land & Public Utility Economics*, 3(2), 132-144. <https://doi.org/10.2307/3138871>
- Patton, H. S. (1927b). Hydro-electric power policies in Ontario and Quebec. *Journal of Land & Public Utility Economics*, 3(3), 225-240. <https://doi.org/10.2307/3138592>
- Prémont, M.-C. (2001). La fiscalité locale au Québec : de la cohabitation au refuge fiscal. *Revue de droit de McGill/McGill Law Journal*, 46(3), 713-778. Repéré à www.canlii.org/t/2pfp
- Prémont, M.-C. (2014). Hydro-Québec et le délestage des grandes régions productrices d'hydroélectricité. Dans R. Bernier (dir.), *Les défis québécois : conjonctures et transitions* (p. 31-58). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Prémont, M.-C. (2016a). Le cadre juridique des droits de production hydroélectrique au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Dans M.-U. Proulx (dir.), *Forum pacte social aluminium : rapport exécutif* (p. 77-79), *Organisations & Territoires*, 25(3). <https://doi.org/10.1522/revueot.v25n3.305>
- Prémont, M.-C. (2016b). Fiscalité des barrages et centrales. Dans M.-U. Proulx (dir.), *Forum pacte social aluminium : rapport exécutif* (p. 92-94), *Organisations & Territoires*, 25(3). <https://doi.org/10.1522/revueot.v25n3.305>
- Prémont, M.-C. (2017). Le pilotage du territoire pour le développement de l'hydroélectricité : le cas de la ville de Saguenay au Québec. Dans S. Belley et D. Saint-Pierre (dir.), *L'administration des territoires et les instruments de l'action publique* (p. 179-209). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Prémont, M.-C. (2019). Shawinigan : premier modèle historique du développement territorial de la grande hydroélectricité du Québec. Dans C.-F. Mathis et G. Massard-Guilbaud (dir.), *Sous le soleil : systèmes et transitions énergétiques du Moyen Âge à nos jours* (p. 111-130). Paris, France : Éditions de la Sorbonne.
- Prémont, M.-C. et Proulx, M.-U. (2016). L'exploitation de l'hydroélectricité en région périphérique québécoise : des modèles contre le territoire. Dans M.-J. Fortin, G. Chiasson, M. Flamand-Hubert, Y. Fournis et F. L'Italien (dir.), *Ressources naturelles, gouvernance et collectivités* (p. 139-163). Rimouski, QC : Éditions du GRIDEQ.
- Proulx, M.-U. (2007). *Vision 2025 : le Saguenay–Lac-Saint-Jean face à son avenir*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Proulx, M.-U. (2014). Nouveau cycle économique en périphérie nordique. *L'Actualité économique*, 90(2), 121-144. <https://doi.org/10.7202/1027975ar>
- Proulx, M.-U. (2016). Industrie de l'aluminium au Saguenay–Lac-Saint-Jean : de la grande ambition à la réalité. Dans M.-U. Proulx (dir.), *Forum pacte social aluminium : rapport exécutif* (p. 80-83), *Organisation & Territoires*, 25(3). <https://doi.org/10.1522/revueot.v25n3.305>
- Proulx, M.-U. (2019). *Splendeurs, misères et ressorts des régions*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Proulx, M.-U. et Prémont, M.-C. (2013). *La fiscalité foncière de la production hydroélectrique au Saguenay–Lac-Saint-Jean : rapport exécutif*. Centre de recherche sur le développement territorial, Université du Québec à Chicoutimi et École nationale d'administration publique.

Repéré à www.uqac.ca/vision2050/wp-content/uploads/2016/08/La-fiscalité-foncière-de-la-production-hydroélectrique-au-Saguenay-Lac-Saint-Jean.pdf

Proulx, M.-U. et Prémont, M.-C. (dir.). (2019). *La politique territoriale au Québec : 50 ans d'audace, d'hésitations et d'impuissance*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.

Québec (1928). *Loi constituant en corporation la ville de Racine*, S. Q., chap. 105, Éditeur officiel du Québec.

Québec (1944). *Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec*, S. Q., chap. 22., Éditeur officiel du Québec.

Savard, S. (2013). *Hydro-Québec et l'État québécois : 1944-2005*. Sillery, QC : Septentrion.

Tremblay-Pepin, S. (dir.). (2015). *Dépossession I : une histoire économique du Québec contemporain*. Montréal, QC : Lux Éditeur.

Watkins, M.H. (1977), « Staple Theory Revisited », in *Journal of Canadian Studies*, 12(5), pp. 85-95.



MAÎTRISE

EN GESTION DES ORGANISATIONS (MGO)

La maîtrise en gestion des organisations, offerte en deux profils (professionnel et recherche), vise à former des dirigeants, des conseillers, des intervenants et des consultants polyvalents dans la gestion des organisations, et plus spécifiquement autour des thématiques suivantes : innovation, développement organisationnel, entrepreneurship, affaires internationales et efficacité organisationnelle.

programmes.uqac.ca/3754

programmes.uqac.ca/3755

UQAC

Staple state et participation des communautés rurales dans la gouvernance de la forêt publique québécoise : bilan des mesures des réformes du régime forestier

Guy Chiasson^a, Hanneke Beaulieu^b

RÉSUMÉ. Ce texte analyse les limites de la ruralité québécoise en se penchant sur la frontière qui sépare les milieux ruraux de la forêt publique depuis le 19^e siècle. Depuis la fin des années 1800 jusqu'aux années 1970, les ruraux ont été privés d'accès à la forêt publique par les clubs privés et les concessions forestières. Depuis les années 1980, ils ont récupéré un accès aux terres publiques, mais la gouvernance de la forêt continue de leur échapper. Pour terminer, nous analysons les dernières réformes du régime forestier des années 2000 pour voir dans quelle mesure elles ouvrent la possibilité pour une plus grande participation des acteurs ruraux à la décision sur la mise en valeur du patrimoine forestier public.

ABSTRACT. In this text, we analyze the boundaries of rural Québec, in particular those that have separated rural areas from public forests since the 19th century. From the end of the 1800s until the 1970s, private clubs and forest concessions restricted rural resident access to public forests. While access to public land was recovered in the 1980s, forest governance remains elusive to rural populations. Lastly, we examine the latest forest regime reforms that have taken place since the turn of the century and the extent to which they allow for greater participation of rural actors in decision-making for public forest development.

Ce texte vise à aborder la ruralité québécoise en cherchant à mieux cerner ses limites ou ses frontières. Cette question des frontières du rural au Québec n'est pas nouvelle. De nombreux chercheurs, notamment des sociologues de la ruralité, ont en effet situé cette frontière en ciblant la limite entre la ville et le rural (Jean, 1997). C'est le cas de la définition qu'a privilégiée Statistique Canada, qui associe les ruraux à la population « qui vit dans les villes et municipalités situées à l'extérieur des zones de migration quotidienne des grands centres urbains (c.-à-d. ceux qui comptent 10 000 habitants ou plus) » (Statistique Canada, 2001, p. 1).

D'autres réflexions plus contemporaines montrent que, dans un contexte marqué par la métropolisation, par le post-fordisme et par l'étalement urbain, les limites entre l'urbain et le rural deviennent de plus en plus floues, alors que des « espaces transitionnels » ni urbains ni ruraux émergent (Simard, 2012). Ces divers travaux ont fait beaucoup pour montrer la complexité grandissante de la délimitation du rural.

Nous voulons plutôt ici interroger une autre frontière de la ruralité qui a assez peu retenu l'attention des chercheurs sur la ruralité contemporaine, soit celle qui séparerait les communautés rurales de la forêt publique située à proximité.

^a Professeur et chercheur, Université du Québec en Outaouais

^b Étudiante au doctorat, Université du Québec en Outaouais

La frontière entre les territoires ruraux et la forêt publique a été plus ou moins étanche selon les époques. Comme nous pourrions le voir dans les sections qui suivent, pour la fin du 19^e siècle et la première moitié du 20^e siècle, les habitants des communautés rurales ont été carrément privés d'accès à une partie importante de la forêt publique, réservée aux industriels ou encore aux membres de clubs privés¹. Dans la seconde moitié du 20^e siècle, les ruraux ont obtenu un certain accès au territoire public, que ce soit par exemple pour des camps de chasse ou de la marche en forêt.

Une frontière continue cependant de se dresser entre les communautés rurales et la forêt publique puisque les habitants de ces communautés continuent d'être exclus de la gouvernance du territoire et de la ressource en bois. En nous appuyant sur le concept de *staple state*, nous allons mettre en lumière les mécanismes de gouvernance qui ont pendant longtemps isolé la forêt publique québécoise des communautés rurales environnantes. Dans la deuxième partie de ce texte, nous chercherons à voir si des changements importants apportés au régime forestier à compter de 2005 permettent, en quelque sorte, de transgresser la frontière historique entre ruralité et forêt publique.

1. Le *staple state* forestier québécois ou tracer la frontière entre la ruralité et la forêt

Plusieurs auteurs ont proposé le concept de *staple state* pour désigner les politiques en matière de ressources des États provinciaux et fédéraux au Canada (Fournis et Fortin, 2015; Hutton, 2007; Wellstead, 2007). Pour ces auteurs, l'économie canadienne est caractérisée par sa forte dépendance sur les *staples* ou, en d'autres mots, les ressources naturelles peu transformées (morue, bois d'œuvre, minéral, etc.) destinées à l'exportation massive (Clement, 1989; Howlett et Brownsey, 2007; Innis, 1930, 1940, 1956; Naylor, 1972; Watkins, 1963, 2007). Le *staple state* désigne ainsi un État dont les politiques, notamment en matière de ressources naturelles, visent à faciliter l'industrialisation basée sur l'exportation massive de ces ressources peu transformées.

Bien que le concept de *staples* et, à plus forte raison, celui de *staple state* aient trouvé peu d'écho chez les chercheurs francophones ou québécois (Gagnon et

Fortin, 1999), cette façon de voir les ressources naturelles et le rôle de l'État est révélatrice des politiques de l'État québécois (à l'instar du Canada et des autres provinces canadiennes; Dumarcher et Fournis, 2018; Hayter et Barnes, 2001; Hutton, 1994; Nelles, 2005; Thorpe et Sandberg, 2007) envers la forêt publique.

1.1 La forêt publique clôturée

Des recherches historiques montrent que, au 19^e siècle et pour la première moitié du 20^e siècle, la forêt publique québécoise a été dominée par le système des concessions (Blais et Boucher, 2013; Howlett et Rayner, 2001). Ce système a donné aux industriels forestiers un accès presque illimité et exclusif à des volumes imposants de bois sur le territoire public, et ce, sur de très longues périodes. Les produits d'exportation tirés de la forêt publique changent au 20^e siècle et la production de pâtes et papiers remplace le bois équarri. Toutefois, la politique de l'État québécois continue d'accorder un accès exclusif des industriels aux bois des terres publiques (Blais et Chiasson, 2005). De surcroît, comme le font remarquer Blais et Boucher (2013), les industriels qui bénéficient des concessions vont souvent carrément barrer l'accès au territoire et à la forêt publique, réservant ainsi le territoire pour les activités de coupe industrielle. Dans sa synthèse des politiques forestières au Québec, Bouthillier (2001) confirme l'importance de l'emprise des industriels forestiers sur la forêt publique, tout comme l'importance de l'exclusion subie par les ruraux :

À ce moment, les grandes papeteries dominaient le domaine forestier Québécois. En 1969, huit compagnies de pâtes et papiers détenaient 16,5 millions d'hectares pour un total de plus de 72% du territoire concédé. Les barrières limitant l'accès à la forêt publique dans le système de concession étaient abondamment utilisées comme un symbole pour développer un sentiment d'humiliation dans la population (traduction libre) (p. 251).

À la même période où prévaut le régime des concessions, l'État québécois réserve également d'imposants territoires publics pour les activités de chasse et de pêche de clubs privés. Dans son livre *Le gouvernement des ressources naturelles : sciences et territorialités de l'État québécois*, Castonguay (2016) explique comment, à compter du 19^e siècle, le

gouvernement du Canada-Uni et ensuite l'État québécois confèrent cette responsabilité à des clubs privés puisqu'ils n'ont pas les ressources nécessaires pour assurer la gestion et le suivi des activités de chasse et de pêche sur le territoire public :

Regroupés dans des clubs privés de *sportsmen*, des membres de l'élite économique et politique nord-américaine obtiennent sous forme locative des territoires que l'État concède avec des obligations de protection du gibier et du poisson. Ces clubs s'engagent alors à procéder à des aménagements sur le territoire loué et à embaucher des gardiens pour faire observer les lois et les règlements concernant la chasse et la pêche et assurer la pérennité de la faune (Castonguay, 2016, p. 113).

Si ces clubs privés apportent des dividendes pour les communautés rurales environnantes, notamment par l'embauche des membres de ces communautés comme gardiens, « les *sportsmen* obtiennent des droits exclusifs » pour des activités comme la pêche au saumon ou la chasse de différents gibiers (Castonguay, 2016, p. 117). Étant donné les limites tangibles qu'ils imposent à l'accès des habitants des communautés rurales environnantes, les clubs privés tout comme les concessions forestières sont des manifestations particulièrement visibles du *staple state* québécois et de la frontière qu'il érige entre les communautés rurales et la forêt publique.

1.2 La frontière sur le plan de la gouvernance

Les années 1970 représentent une période charnière puisque certaines des barrières limitant l'accès à la forêt publique sont revues (Boucher, 2010; Gagnon, 2003). En 1977, après des débats déjà amorcés au début de la décennie, le gouvernement procède au « déclubage », tout d'abord pour la chasse, puis pour la pêche au saumon. Les clubs privés sont ainsi dissous, tout comme l'accès exclusif au gibier et au poisson. Les territoires auparavant sous la gestion des clubs privés deviennent des zones d'exploitation contrôlée (ZEC). Ces dernières sont toujours réservées pour des activités de chasse et de pêche, mais sont désormais gérées par des organismes sans but lucratif. Les zones deviennent donc plus largement ouvertes à la présence des ruraux sur le territoire public, mais également à leur

participation à la gestion des ressources fauniques et halieutiques.

Le démantèlement des concessions forestières s'amorce un peu plus tardivement, dans les années 1970. Ce démantèlement, qui se prolonge jusqu'aux années 1980, donne lieu à ce que Bouthillier (2001) qualifie d'activisme de l'État. Cette courte période est presque un intermède, qui débouche sur la politique forestière de 1986.

La pièce maîtresse de cette nouvelle politique est la mise en place d'un nouveau mode d'attribution des volumes de bois, soit le contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF). Par rapport aux concessions forestières, les CAAF imposent aux industriels des conditions plus sévères et une surveillance plus étroite en matière d'aménagement. Par contre, ces CAAF, tout comme les concessions, accordent un accès quasi exclusif aux propriétaires d'usine de transformation du bois, que ce soient les papeteries ou les usines de sciage, dont la production est en bonne partie destinée aux marchés internationaux (Chiasson, Bernard et Charlebois, 2018). Autant les CAAF que les concessions forestières sont les mécanismes concrets du *staple state*, à partir duquel l'État québécois met la forêt publique (ou plutôt la ressource en bois) à disposition pour l'exportation des produits du bois.

L'accès exclusif des industriels à des volumes de bois sous le régime des CAAF est assorti d'un modèle où la prise de décision sur la forêt publique est réservée à deux grands acteurs : l'État (par l'entremise de son ministère responsable des ressources naturelles) et les industriels titulaires de permis d'exploitation. Dans ce modèle, les habitants des communautés rurales proches de la forêt, tout comme les représentants élus de ces communautés, ont très peu d'espace leur permettant de participer à définir les orientations guidant les utilisations et l'aménagement de la forêt publique.

À titre d'exemple, la législation qui accorde la responsabilité de l'aménagement du territoire aux municipalités régionales de comté (MRC) exclut explicitement de cette responsabilité les territoires publics forestiers. Par ailleurs, il faudra attendre la réforme de 1986 pour que la législation impose aux titulaires de permis de coupe (les CAAF) une obligation assez timide de mettre en place un mécanisme permettant d'informer les autres usagers des

activités industrielles sur le territoire (Martineau-Delisle et Nadeau, 2010). Couplées avec un mode de tenure abordé plus haut, ces mesures sont les piliers du *staple state* forestier des décennies 1980 et 1990. Certes, comparativement aux exclusions issues des concessions et des clubs privés, la frontière entre la forêt publique et les communautés environnantes est moins visible, mais reste bien présente sur le plan de la gouvernance du territoire et de sa ressource en bois.

Afin de nuancer quelque peu cette hypothèse d'une forêt publique coupée des territoires ruraux environnants, on peut rappeler qu'à diverses reprises dans l'histoire, cette frontière a été contestée et que des mécanismes faisant une certaine place aux communautés rurales dans la gouvernance de la forêt publique ont été expérimentés. Nous nous contenterons ici de soulever un de ces mécanismes, celui des forêts habitées, mis en branle dans les années 1990 (Chiasson, Bernard et Charlebois, 2018).

Le programme des forêts habitées découle d'une volonté d'explorer de nouveaux types de gouvernance pour les zones de forêt publique situées à proximité des lieux habités. Contrairement à la forêt publique plus éloignée de l'écosystème et gouvernée par les industriels et l'État, les forêts habitées ouvrent la possibilité d'expérimenter des modalités diverses impliquant plus directement les communautés à proximité (Boucher et Chiasson, 2013). Ainsi, dans le cadre de ce programme, environ 10 projets-pilotes de forêts habitées très diverses du point de vue des modalités de gestion de la forêt publique ont été reconnus. Même si elle a pu produire des fruits intéressants, l'expérience des forêts habitées a été d'assez courte durée (Boucher et Chiasson, 2013), confirmant la difficulté d'outrepasser la frontière entre les communautés rurales et la forêt publique.

Dans une entrevue accordée à Guy Lessard² (2014), Luc Bouthillier, professeur au Département des sciences du bois et de la forêt de l'Université Laval, argumente que des ouvertures comme celle des forêts habitées ont été de courte durée parce qu'elles sont liées à un contexte de crise. Pour Bouthillier, ces expérimentations de nouvelles pratiques donnant une plus grande place aux communautés locales ont émergé lorsque l'économie forestière tourne au ralenti. Le retour à la prospérité a toujours signifié l'abandon de ces expériences et

le retour aux pratiques de gouvernance forestière habituelles inspirées de la logique du *staple state*.

2. Le nouveau régime forestier : réinsérer la forêt publique dans les territoires ruraux?

Dans cette section, nous passons en revue certains changements apportés au régime forestier québécois à compter de 2005 et qui semblent vouloir revoir des éléments importants du *staple state*. Nous interrogeons ces changements pour voir dans quelle mesure ils permettent de transgresser la frontière, et ce, de façon durable.

Comme ce fut le cas dans les années 1970, le tournant des années 2000 représente un moment charnière pour les politiques forestières québécoises. Le film documentaire *L'erreur boréale* (Desjardins et Monderie, 1999) est fortement critique des pratiques d'aménagement forestier et de la trop grande proximité entre le ministère des Ressources naturelles et les industriels forestiers, ce qui déclenche une crise de légitimité des politiques forestières. Le gouvernement québécois crée la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise (2004), présidée par Guy Coulombe, pour tenter de restaurer la confiance du public dans les institutions forestières. La commission Coulombe recommande des réformes en profondeur du régime forestier, dont plusieurs sont mises en œuvre à compter du milieu des années 2000, pour culminer dans la nouvelle *Loi sur l'aménagement durable des territoires forestiers* (LADTF), complètement en vigueur à compter de 2013.

Au moins quatre mesures annoncées dans le cadre de ces réformes laissaient entrevoir des ouvertures importantes pour une meilleure intégration des ruraux dans la gouvernance de la forêt publique. Deux d'entre elles – le programme des forêts de proximité et la réforme du mode d'attribution du bois – se voulaient des leviers pour que la forêt puisse participer à la relance du développement local. Les deux autres – la création des commissions régionales des ressources naturelles et du territoire ainsi que la généralisation des tables de gestion intégrée des ressources et du territoire – visaient une meilleure participation des acteurs ruraux dans la prise de décision sur la forêt publique. Dans quelle mesure ces réformes ont-

elles effectivement permis de transgresser la frontière de façon durable?

2.1 Relancer le développement local par la forêt

De toute évidence, la forêt publique et les politiques du *staple state* ont souvent soutenu le développement des communautés rurales par l'entremise des emplois locaux générés par les activités de coupe, d'aménagement et en usine. Par contre, dans un contexte de crise forestière comme celui des années 2000, où bien des usines ferment et d'autres entrent en mode de survie, cette contribution devient nettement moins évidente et constitue une préoccupation bien réelle pour les communautés rurales. Le gouvernement québécois semble également s'en préoccuper puisqu'il propose deux mesures importantes pour faire de la forêt un levier dans les mains des communautés afin de relancer le développement local.

2.1.1 Les forêts de proximité

La première mesure prend la forme du programme de forêts de proximité. Selon ce programme, des instances locales comme les MRC sont invitées à proposer des projets de gestion de parcelles de forêt publique qui pourraient servir de levier pour le développement local (St-Hilaire et Chiasson, 2012). Ce programme reprend ainsi le thème des forêts habitées en donnant une responsabilité aux acteurs locaux dans la gouvernance de la forêt publique, avec l'espoir de générer des bénéfices locaux importants. Dès le milieu de l'année 2012, les intéressés sont invités à déposer des propositions structurantes pour les communautés locales, propositions qui seront évaluées par le ministère des Ressources naturelles. L'annonce des projets de forêts de proximité retenus devait se faire en mai 2013, mais elle a été reportée à plusieurs reprises.

2.1.2 Un marché du bois pour l'innovation

Contrairement à la première, la seconde mesure est bel et bien implantée à compter de 2013. Cette mesure est le remplacement des CAAF par un nouveau mécanisme d'attribution des volumes de bois, soit les garanties d'approvisionnement. Par ces garanties, les industriels titulaires de permis peuvent bénéficier de 75 % des volumes disponibles.

Le changement important du point de vue du développement local concerne le solde de 25 % de volumes de bois, qui seraient vendus à l'encan. En créant de la sorte un marché pour une partie du bois tiré de la forêt publique, le gouvernement espère donner accès à des volumes de bois à d'autres acteurs que les industriels et favoriser des usages nouveaux plus porteurs de valeur ajoutée que la première transformation, destinée largement à l'exportation. La citation suivante tirée d'un document préparé par le Ministère confirme la volonté de l'État de voir ces volumes de bois servir de levier de développement local :

Le gouvernement s'efforce d'adapter ses modes de gestion aux réalités nouvelles et aux besoins sans cesse croissants des communautés locales et régionales. Le nouveau régime forestier a pour but de diversifier les possibilités de développement socioéconomique que procurent les forêts publiques du Québec en démocratisant l'accès à la ressource forestière (MRN, n. d., p. 1).

L'introduction des garanties d'approvisionnement s'est faite à compter de 2013 dans le contexte d'une certaine reprise du secteur forestier et du marché d'exportation. Malgré les tarifs imposés par le gouvernement américain, cette reprise s'est confirmée par la suite. Dans ce contexte de reprise, les industriels se sont montrés fortement préoccupés par l'accès à des volumes de bois et ont fait pression en ce sens sur le gouvernement en faisant valoir la plupart du temps les coûts très élevés de la ressource en bois générés par les conditions du nouveau régime forestier. À plusieurs reprises, les industriels ont fait valoir que l'accès plus incertain aux bois des terres publiques pourrait signifier la fermeture d'usines (Baril, 2013; Cloutier, 2015). Dans ce contexte particulier où la préoccupation est la maximisation de l'accès industriel à des volumes de bois (Bélair-Cirino, 2018), il n'est pas clair dans quelle mesure les 20 % de bois mis sur le marché ont effectivement contribué à diversifier les usages du bois public et à consolider les efforts des communautés locales pour appuyer leur développement.

Une des seules études sur les résultats de la mise en marché des bois présente des données de 2012 à 2017 (Rönnqvist, D'Amours, Carle et Azouzi, 2018). Des 1437 secteurs forestiers mis aux enchères, 956 ont été vendus (donc 66 %). Si le

nombre de compagnies acquérantes augmente, le nombre maximal de secteurs acquis par une seule compagnie augmente aussi. Ce sont les volumes d'épinette-pin-sapin qui sont majoritairement offerts et vendus, et ce, aux scieries et papetières. L'étude conclut que permettre l'enchère combinatoire de secteurs, où une seule soumission couvre plus d'un secteur de vente à la fois, augmenterait les ventes en favorisant les économies d'échelle, recommandation d'ailleurs formulée dans la plus récente version du *Manuel de mise en marché des bois* (MFFP et BMMB, 2019). Cet argument semble plutôt favoriser les grandes entreprises et facilite peu l'accès à des volumes de bois à de nouveaux – et plus petits – joueurs.

2.2 La participation des acteurs locaux à la gouvernance de la forêt

Au moins deux mesures découlant des recommandations de la commission Coulombe ont été mises en place. La première est la mise en place des tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire (TLGIRT), qui s'appuie sur une première génération de tables de gestion intégrée qui avaient été expérimentées dans certaines régions (Leclerc et Andrew, 2013). La nouveauté était de généraliser ces tables de gestion intégrée sur l'ensemble du territoire forestier public québécois et d'inscrire dans la loi certaines des modalités de fonctionnement de ces instances (Chiasson, Bernard et Charlebois, 2018). La seconde mesure implique la création d'une nouvelle instance, les commissions régionales des ressources naturelles et du territoire (CRRNT), censées jouer un rôle important dans la planification des usages du territoire public régional.

Ces deux instances semblaient répondre à un objectif d'inscrire le territoire forestier dans la dynamique du développement des régions. Les CRRNT étaient placées sous l'autorité des conférences régionales des élus (CRÉ), le principal interlocuteur du gouvernement québécois en matière de développement régional (Kansa et Chiasson, 2017). De surcroît, les CRRNT avaient la responsabilité d'assurer le suivi des TLGIRT de leur territoire, de sorte qu'autant les tables locales que les CRRNT devaient rendre des comptes à leur CRÉ.

La généralisation de ces deux instances et le mandat de planification du territoire forestier qui leur est

attribué instituent de nouveaux espaces de participation. Des acteurs comme les élus locaux ainsi que d'autres usagers et parties prenantes des territoires forestiers (pourvoyeurs, randonneurs en forêt, chasseurs, écologistes) peuvent ainsi participer à des instances de planification de la forêt publique, un domaine longtemps réservé à l'État et aux industriels titulaires de permis.

Cependant, la donne change, au moins en partie, en 2014, alors que le gouvernement abolit les CRÉ. Cette réforme du développement régional a comme conséquence la disparition des CRRNT, dont l'autorité et les budgets découlaient des CRÉ. Cette abolition, moins de 10 ans après la mise en place des premières CRÉ, signifie la perte d'un espace régional de planification forestière. Les TLGIRT impliquées dans une planification plus fine du territoire sont, à la suite de cette réforme, rattachées aux municipalités régionales de comté (MRC).

Une étude menée sur les 'TLGIRT' dans la région de Québec (Lindsay-Fortin, 2017) suggère un important décalage entre les attentes des participants à ces tables et leur fonctionnement réel. Si plusieurs y voyaient un mécanisme leur permettant de réellement prendre les décisions sur la forêt publique locale, ces espoirs auraient été en partie déçus :

Ces tables sont donc un pas en avant bien inscrit dans le régime forestier de 2013. Si on les compare, ce régime forestier prévoit moult mesures de consultation comparativement au régime forestier précédent. Malgré cette remarquable amélioration, le discours des acteurs ayant participé aux TLGIRT de la Capitale-Nationale soulève cependant quelques questions (Lindsay-Fortin, 2017, p. 77).

La capacité des tables et de leurs participants à réellement décider aurait souvent buté contre le rôle d'encadrement du bureau régional du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) tel qu'il est inscrit dans la législation. En effet, c'est le Ministère en région qui est responsable de la planification des travaux d'aménagement et de la coupe sur le territoire des unités d'aménagement. La LADTF (art. 55.1 et 56) précise qu'il doit y avoir « prise en compte » des éléments issus des travaux des TLGIRT (MFFP, 2018), mais le Ministère garde le dernier mot :

La prise en compte est synonyme, dans l'esprit de la LADTF, de la considération des éléments recommandés. La résultante de cette prise en compte par le Ministère est donc d'inclure, en totalité ou en partie, ou de ne pas intégrer les éléments considérés qui sont recommandés par la TGIRT, dans la planification forestière et la stratégie d'aménagement (MFFP, 2018, p.16).

Le concept de « prise en compte » est source d'ambiguïté et de déception. Les participants aux TLGIRT étudiés par Lindsay-Fortin (2017) pensaient pouvoir décider des orientations qui guident l'aménagement, alors que ce pouvoir est fortement contraint par le rôle central qu'occupe la possibilité forestière – le volume maximal permis de production du bois – et la décision finale du Ministère au sein de sa planification. Cette perception est d'ailleurs partagée par l'ancien Forestier en chef chargé de produire le calcul de possibilité forestière (Szaraz, 2019).

Conclusion

L'ambition de départ de ce texte était d'interroger l'évolution de la frontière qui sépare la forêt publique québécoise des communautés rurales environnantes. Nous avons pu voir que cette frontière est politique, dans le sens où elle découle des politiques forestières du *staple state*. La frontière a été présente de façon continue, mais sous différentes formes, depuis le 19^e siècle.

Les exclusions très visibles des ruraux, découlant autant du régime des concessions que de la mise de territoires en réserve pour les fins des clubs privés, ont fait place, dans les décennies 1960 et 1970, à des frontières désormais tracées sur le plan de la gouvernance des ressources forestières, laquelle est orchestrée par le régime des CAAF.

Si, comme nous avons voulu le montrer à travers l'exemple des forêts habitées, la frontière a été à plusieurs reprises contestée par les communautés rurales et même par certaines mesures correctives de l'État, il reste que ces mesures ont mal résisté au

temps. Le retour à la logique normale des politiques du *staple state* semble être une constante, du moins dans les tentatives du passé.

À partir de l'analyse de quatre mesures proposées dans le cours des années 2000, nous avons tenté de voir dans quelle mesure la frontière entre la forêt publique et les communautés environnantes peut être transgressée. Le bilan de cette analyse est certes mitigé, tant du point de vue de la participation des communautés à la gouvernance du territoire forestier que des ouvertures à la forêt comme levier de développement local.

À l'instar des forêts habitées de la fin des années 1990, deux des nouvelles institutions prévues sont en quelque sorte tombées dans l'oubli : le programme des forêts de proximité qui, malgré les espoirs qu'il aurait pu susciter chez les acteurs des communautés rurales, n'a jamais vraiment vu le jour, tandis que les CRRNT ont été abolies à peu près au même moment.

L'avenir des deux autres mesures que nous avons analysées – la création d'un marché du bois et les TLGIRT – semble incertain. Ces mesures ont bel et bien été mises en place et ont survécu aux réformes de 2014, mais le contexte de reprise du secteur industriel complexifie l'examen de l'ampleur des effets de ces institutions sur l'ouverture de la frontière traditionnelle.

L'évolution de ces quatre mesures après 2013 confirme la difficulté de réformer le *staple state* et d'incorporer les communautés rurales dans la gouvernance de la forêt publique. Malgré tout, il nous semble un peu rapide de conclure à un retour pur et simple à la normale de la forêt publique qui se gouverne en l'absence des communautés rurales. Si les mesures mises en place selon les recommandations de la commission Coulombe n'ont pas permis d'aller jusqu'au bout de l'intention de départ, on pourrait les considérer comme des brèches dans la frontière, qui seront probablement difficiles à colmater complètement. Ces brèches nous semblent être des lieux importants où pourraient se renégocier les contours de la ruralité contemporaine.

NOTES

- 1 Les clubs privés, tout comme les concessions forestières, empiéteront sur des territoires ancestraux autochtones (Duchesne, 2017; Gélinas, 2008; Marchand, 2012; Poirier, 2000). Nous n'aborderons pas cette question ici, car elle mérite un traitement à elle seule.
- 2 Administrateur à la Société d'histoire forestière du Québec (SHFQ) et directeur de l'aménagement forestier durable et sylviculture au Centre d'enseignement et de recherche en foresterie de Sainte-Foy inc. (CERFO).

RÉFÉRENCES

- Baril, H. (2013, 18 novembre). Forêt québécoise : des enchères controversées. *La Presse*. Repéré à <http://affaires.lapresse.ca/economie/energie-et-ressources/201311/18/01-4711813-foret-quebecoise-des-encheres-controversees.php>
- Bélair-Cirino, M. (2018, 25 septembre). Le régime forestier dans la mire de François Legault. *Le Devoir*. Repéré à www.ledevoir.com/politique/quebec/537606/legault-veut-reviser-le-regime-forestier
- Blais, R. et Boucher, J. (2013). Les temps des régimes forestiers au Québec. Dans G. Chiasson et É. Leclerc (dir.), *La gouvernance locale des forêts publiques québécoises : une avenue de développement des régions périphériques?* (p. 33-63). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Blais, R. et Chiasson, G. (2005) L'écoumène forestier canadien. État technique et communautés. L'appropriation difficile du territoire, *Revue canadienne des sciences régionales*. 28(3), 487-512.
- Blais, R. et Chiasson, G. (2013). Environnement et gouvernance locale des forêts : vers une institutionnalisation par le bas? Dans G. Chiasson et É. Leclerc (dir.), *La gouvernance locale des forêts publiques québécoises : une avenue de développement des régions périphériques?* (p. 223-241). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Boucher, J. (2010). Évolution du régime forestier et crise forestière. Partie II : une crise qui n'en finit plus. *Revue vie économique*, 2(1). Repéré à http://www.eve.coop/?a=54#_edn1
- Boucher, J. et Chiasson, G. (2013). Habiter la forêt : quelles modalités de gouvernance? Dans G. Chiasson et É. Leclerc (dir.), *La gouvernance locale des forêts publiques québécoises : une avenue de développement des régions périphériques?* (p. 169-186). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Bouthillier, L. (2001). Quebec : Consolidation and the movement toward sustainability. Dans M. Howlett (dir.), *Canadian forest policy: Adapting to change* (p. 237-278). Toronto : University of Toronto Press.
- Castonguay, S. (2016). *Le gouvernement des ressources naturelles : sciences et territorialités de l'État québécois 1867-1939*. Québec, QC : Presses de l'Université Laval.
- Chiasson, G., Bernard, J. et Charlebois, M. (2018). Le secteur forestier. Dans Y. Fournis, M. Fortin, G. Brisson, G. Chiasson et M.-C. Prémont (dir.), *L'économie politique des ressources naturelles au Québec : régimes de ressources et territoires dans trois secteurs* (p. 19-66). Québec, QC : Presses de l'Université Laval.
- Clement, W. (1989). Debates and directions: A political economy of resources. Dans W. Clement and G. Williams (dir.), *The new Canadian political economy* (p. 36-53). Kingston, ON : McGill-Queen's University Press.
- Cloutier, L. (2015, 27 novembre). Québec ne nie pas que le bois public coûte cher en Mauricie. *TV A Nouvelles*. Repéré à www.tvanouvelles.ca/2015/11/27/quebec-ne-nie-pas-que-le-bois-public-coute-cher-en-mauricie
- Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise. (2004). *Rapport*. Québec : Gouvernement du Québec. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/consultation/rapport-coulombe.pdf>
- Desjardins, R. et Monderie, R. (1999). *L'erreur boréale* [Film documentaire]. Canada : ONF/ACPAV.
- Duchesne, É. (2017). Le colonialisme juridique et les Autochtones du subarctique québécois. *Cycles sociologiques*, 1(1), 1-19. Repéré à <https://cycles-sociologiques.com/le-colonialisme-juridique-et-les-autochtones-du-subarctique-quebecois>
- Dumarcher, A. et Fournis, Y. (2018). Canadian resource governance against territories: Resource regimes and local conflicts in the Gulf of Saint Lawrence provinces. *Policy Sciences*, 51(1), 97-115. <https://doi.org/10.1007/s11077-017-9294-0>
- Fournis, Y. et Fortin, M. (2015). Les régimes de ressources au Canada : les trois crises de l'extractivisme. *VertigO : La revue électronique en sciences de l'environnement*, 15(2). Repéré à : <http://journals.openedition.org/vertigo/16489>. <https://doi.org/10.4000/vertigo.16489>
- Gagnon, S. (2003). *L'ébiquier touristique québécois*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.

- Gagnon, A.-G. et Fortin, S. (1999). *Le rayonnement d'Innis au Québec : traditions, institutionnalisation et réseaux*. Montréal : Université McGill.
- Gélinas, C. (2008). Les autochtones et le partenariat économique au Québec, 1867-1960. *Recherches amérindiennes au Québec*, 38(1), 29-39. <https://doi.org/10.7202/039741ar>
- Hayter, R. et Barnes, T. J. (2001). Canada's resource economy. *Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 45(1), 36-41. <https://doi.org/10.1111/j.1541-0064.2001.tb01165.x>
- Howlett, M. et Brownsey, K. (2007). Introduction: Towards a post-staples state? *Canadian Political Science Review*, 1(1), 1-7. [https://doi.org/10.1016/S1449-4035\(07\)70097-8](https://doi.org/10.1016/S1449-4035(07)70097-8)
- Howlett, M. et Rayner, J. (2001). The business and government Nexus: Principal elements and dynamics of the Canadian forest policy regime. Dans M. Howlett, D. Laycock et S. McBride (dir.), *Canadian forest policy: Adapting to change* (p. 23-62). Toronto, ON: University of Toronto Press.
- Hutton, T. A. (1994). Visions of a «post-staples» economy: Structural change and adjustment issues in British Columbia. *Policy Issues and Planning Responses PI3*. Vancouver, BC: Centre for Human Settlements.
- Hutton, T. A. (2007). Contours of the post-staples states: The reconstruction of political economy and social identity in 21st century. *Policy and Society*, 26(1), 9-29. [https://doi.org/10.1016/S1449-4035\(07\)70098-X](https://doi.org/10.1016/S1449-4035(07)70098-X)
- Innis, H. A. (1930). *The fur trade in Canada: An introduction to Canadian economic history*. Toronto, ON: University of Toronto Press.
- Innis, H. A. (1940). *The cod fisheries: The history of an international economy*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Innis, H. A. (1956). *Essays in Canadian economic history* (dirigé par Mary Q. Innis). Toronto, ON: University of Toronto Press.
- Jean, B. (1997). Les territoires ruraux dans la modernité avancée. Dans B. Jean (dir.), *Territoires d'avenir : pour une sociologie de la ruralité* (p. 93-117). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Kansa, T. et Chiasson, G. (2017). La gouvernance dans un contexte de décentralisation « en action » : le cas de la régionalisation de la forêt en Outaouais. *Politique et Sociétés*, 36(1), 93-120. <https://doi.org/10.7202/1038762ar>
- Leclerc, É. et Andrew, C. (2013). Les tables de concertation de gestion intégrée des ressources forestières : est-ce que les GIR gouvernent? Dans G. Chiasson et É. Leclerc (dir.), *La gouvernance locale des forêts publiques québécoises : une avenue de développement des régions périphériques?* (p. 127-146). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Lessard, G. (2014). Forêt communautaire : tentatives, échecs et perspectives – Entrevue avec Luc Bouthillier. *Histoires forestières*, printemps, 34-41. Repéré à <https://shfq.ca/wp-content/uploads/2015/05/GL-foret-communautaire.pdf>
- Lindsay-Fortin, F. (2017). Gouvernance territoriale et tables de gestion intégrée des ressources et du territoire : analyse du discours des acteurs de la Capitale-Nationale (Mémoire de maîtrise). Université Laval, Québec, QC. Repéré à <http://hdl.handle.net/20.500.11794/27823>
- Marchand, M. (2012). La représentation sociale de l'espace traditionnel des autochtones par rapport à celle du territoire des allochtones : l'exemple de la forêt mauricienne – 1534-1934. *Cahiers de géographie du Québec*, 56(159), 567-582. <https://doi.org/10.7202/1015307ar>
- Martineau-Delisle, C. et Nadeau, S. (2010). Assessing the effects of public participation processes from the point of view of participants: Significance, achievements, and challenges. *The Forestry Chronicle*, 86(6), 753-765. <https://doi.org/10.5558/tfc86753-6>
- Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2018). *Guide de la table locale de gestion intégrée des ressources et du territoire : son rôle et son apport dans l'élaboration des plans d'aménagement forestier intégré*. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/documents/forets/amenagement/guide-GIRT.pdf>
- Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs (MFFP) et Bureau de mise en marché des bois (MBBM). (2019). *Manuel de mise en marché des bois*. Repéré à https://bmmb.gouv.qc.ca/media/50997/manuel_de_mise_en_marche.pdf
- Ministère des Ressources naturelles (MRN). (n. d.). *Le nouveau régime forestier : garantie d'approvisionnement*. Repéré à <https://afsq.org/wp-content/uploads/2017/08/MFFP6-garantie-approvisionnement.pdf>
- Naylor, R. T. (1972). The rise and fall of the third commercial empire of the St. Lawrence. Dans G. Teeple (dir.), *Capitalism and the national question in Canada* (p. 1-42). Toronto, ON: University of Toronto.
- Nelles, H. V. (2005). *Politics of development: Forests, mines, and hydro-electric power in Ontario – 1849-1941* (2^e éd.). Kingston, ON : McGill-Queen's University Press.

-
- Poirier, S. (2000). Contemporanéités autochtones, territoires et (post)colonialisme : réflexions sur des exemples canadiens et australiens. *Anthropologie et Sociétés*, 24(1), 137-153. <https://doi.org/10.7202/015640ar>
- Rönnqvist, M., D'Amours, S., Carle, M.-A. et Azouzi, R. (2018). Timber selling policies using bundle-based auction: The case of public forests in Québec. *Forest Policy and Economics*, 96, 9-18. <https://doi.org/10.1016/j.forpol.2018.07.016>
- Simard, M. (2012). Urbain, rural et milieux transitionnels : les catégories géographiques de la ville diffuse. *Cahiers de géographie du Québec*, 56(157), 109-124. <https://doi.org/10.7202/1012214ar>
- St-Hilaire, W. A. et Chiasson, G. (2012). État et gouvernance des forêts au Québec. *Revue française d'administration publique*, 2(142), 517-532. <https://doi.org/10.3917/rfap.142.0517>
- Statistique Canada (2001). Définitions de « rural ». *Bulletin d'analyse : régions rurales et petites villes du Canada*, 3(3), 1-18. Repéré à www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/21-006-x/21-006-x2001003-fra.pdf?st=IXIYuvzS
- Szaraz, G. (2019, 1 avril). Les arbres qui cachent la forêt. *Le Devoir*. Repéré à www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/551126/les-arbres-qui-cachent-la-foret
- Thorpe, J. et Sandberg, L. (2007). Knotty tales: Canadian staples and post-staples forest policy narratives in an era of transition from extractive to «attractive» industries. *Canadian Political Science Review*, 1(1), 57-72. Repéré à <http://ojs.unbc.ca/index.php/cpsr/article/view/16>
- Watkins, M. H. (1963). A staple theory of economic growth. *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 29(2), 141-158. <http://doi.org/10.2307/139461>
- Watkins, M. H. (2007). Comment Staples Redux. *Studies in Political Economy*, 79, 213-226. <https://doi.org/10.1080/19187033.2007.11675098>
- Wellstead, A. (2007). The (post) staples economy and the (post) staples state in historical perspective. *Canadian Political Science Review*, 1(1), 8-25. Repéré à <https://ojs.unbc.ca/index.php/cpsr/article/view/11>

Les politiques publiques de développement des milieux ruraux : la Politique nationale de la ruralité du Québec revisitée

Bruno Jean^a

RÉSUMÉ. Le processus d'élaboration des politiques publiques rurales et l'évolution qu'ont connue ces politiques publiques sont décrits dans le présent article. Leur émergence, relativement récente, a été rendue possible avec la fin de la croyance selon laquelle les politiques sectorielles, notamment agricoles, pouvaient solutionner les problèmes ruraux. Ensuite, nous présenterons plus en profondeur l'expérience québécoise de soutien au développement des territoires ruraux avec la Politique nationale de la ruralité (PNR) du Québec; nous mettrons l'accent sur les aspects novateurs d'une telle politique pour tirer quelques enseignements de sa mise en œuvre de 2001 à 2014. À plus d'un titre et comme l'a reconnu l'OCDE, cette politique originale a montré la pertinence de s'intéresser aux facteurs intangibles, par exemple la mobilisation collective, l'engagement citoyen et la gouvernance locale, qui sont souvent des déterminants décisifs de l'évolution socioéconomique des milieux ruraux.

ABSTRACT. This article describes the process of developing rural public policies and their evolution. Their relatively recent emergence occurred with the ending of the belief that sectoral policies, particularly agricultural policies, could solve rural problems. The Quebec experience to support the development of rural territories with the National Policy on Rurality (NPR) of Quebec is subsequently discussed in depth. The focus is on the innovative aspects of such a policy, to draw lessons from its implementation from 2001 to 2014. As recognized by the OECD, this original policy has shown on several accounts the relevance of focusing on intangible factors such as collective mobilization, civic engagement and local governance, that are often decisive determinants of socio-economic development in rural areas.

Introduction

La formulation et la mise en œuvre des politiques publiques rurales ne remontent pas loin dans l'histoire du Québec. Il fallait que le processus de construction sociale de la ruralité comme problème pour lequel une politique publique se présente comme une solution ait produit une prise de conscience partagée entre les citoyens ruraux et urbains et les instances politiques.

Dans un premier temps, nous analyserons ici ce processus d'élaboration des politiques publiques rurales et l'évolution qu'ont connue ces politiques publiques. Ensuite, nous présenterons plus en profondeur l'expérience québécoise de soutien au développement des territoires ruraux avec la Politique nationale de la ruralité (PNR) du Québec en mettant l'accent sur les aspects novateurs d'une

telle politique pour tirer quelques enseignements de sa mise en œuvre de 2001 à 2014.

1. Sur l'émergence des politiques publiques rurales

Lorsque le Québec était une société majoritairement rurale, il n'y avait pas à proprement parler de politiques rurales, mais une politique agricole et forestière qui prétendait s'intéresser aux problèmes ruraux puisque la ruralité de l'époque était largement agricole et forestière. Paradoxalement, c'est au moment où la ruralité est devenue marginale (avec l'urbanisation massive) qu'on voit apparaître des politiques rurales se désignant comme telles et se présentant comme distinctes des politiques agricoles. Cette intervention des gouvernements répondait à une demande d'assistance des ruraux.

^a Professeur émérite, Université du Québec à Rimouski

Dans le cas québécois, celle-ci s'est fortement manifestée avec la tenue des États généraux du monde rural en 1991, qui allait donner naissance à *Solidarité rurale du Québec*, un organisme voué à la défense des intérêts des ruraux. L'intervention de l'État a aussi été légitimée par la mise en œuvre de grands principes démocratiques comme la justice sociale, qui ne peut tolérer de trop grands écarts de développement au sein des différents territoires d'un même espace national. Par ailleurs, on a graduellement reconnu que des campagnes vivantes profitent à toute la société par la production de nombreux biens, mais aussi en lui procurant de nombreux services environnementaux et récréotouristiques.

Au Québec, les premières politiques rurales ont consisté en des politiques d'ouverture au peuplement de plusieurs régions en dehors du Québec central de la vallée du Saint-Laurent. On parlait alors de colonisation et, pendant longtemps, le gouvernement du Québec avait un ministère de la Colonisation, qui a survécu jusque dans les années 1960, où il a été intégré au ministère de l'Agriculture. À la fin des années 1950, le gouvernement fédéral s'intéresse à la ruralité avec son ministère des Forêts et du Développement rural et, surtout, avec la reconnaissance qu'il existe une « pauvreté rurale » dans plusieurs régions souvent éloignées de plusieurs provinces. Il met donc en place, en 1961, la *Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole* (ARDA), qui autorise la signature d'ententes fédérales-provinciales pour soutenir le relèvement économique de ces territoires. On assiste alors à un autre paradoxe : alors que ce territoire sont largement ruraux, c'est du côté des théories et des modèles de « développement urbain et régional » que les plans de développement élaborés et mis en œuvre trouveront leur inspiration (Lapping et Fuller, 1985).

Au Québec comme dans la plupart des pays dits avancés, la question rurale a toujours été imbriquée avec la question régionale. Ce sont les diverses politiques dites de développement régional des gouvernements fédéral et provincial qui devaient assurer le relèvement des régions rurales en difficulté. Au palier fédéral, cette approche a connu ses belles années avec la création, en 1969, d'un ministère de l'Expansion économique régionale (le MEER), démantelé en 1978 et remplacé par des agences dans différentes régions du pays, comme l'Agence de promotion économique du Canada

atlantique (APECA) et l'Agence Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC).

Par ailleurs, il s'en est suivi une période où l'on voit apparaître des politiques publiques spécifiques rurales, dont la Politique nationale de la ruralité (PNR) du Québec en 2001 et la mise en place du Secrétariat rural rattaché à Agriculture Canada en 2003. Toutefois, le nouveau gouvernement du Québec, dirigé par le libéral Philippe Couillard, abolit la PNR en 2014. Au même moment, le gouvernement fédéral achève son implication dans le dossier rural par la fermeture du Secrétariat rural, qui a connu de belles années avec son concept de lentilles rurales (*rural lens*), qui consistait en une sorte de clause rurale pour s'assurer que les interventions des différents ministères et agences ne produisent pas des effets négatifs dans les milieux ruraux.

La Politique nationale de la ruralité est donc arrivée à un moment donné d'un processus de reconnaissance sociale et politique des problèmes ruraux exprimés depuis les années 1950, et face auxquels diverses approches d'intervention publique ont été expérimentées. Sommairement, l'évolution des politiques publiques mises en œuvre pour soutenir le développement rural a suivi à peu près les étapes suivantes :

Les années 1950 : On assiste à une prise de conscience des problèmes ruraux, lesquels sont identifiés comme des problèmes de pauvreté rurale mesurés par le gouvernement fédéral grâce à divers indicateurs socioéconomiques, mais il s'agit d'une approche sectorielle. Puisque le rural est agricole, avec la politique agricole – une politique sectorielle –, on prétendait régler les éventuels problèmes ruraux. On voit aussi apparaître des interventions libellées comme des programmes de « développement régional » pour les régions rurales en difficulté. Ces interventions misaient sur l'effet structurant des « pôles de croissance » urbains. Malgré des efforts importants pour mettre en place des infrastructures dans ces régions, les effets attendus des pôles de croissance n'ont pas engendré les résultats escomptés.

Les années 1960-1970 : On assiste à la prise de conscience du maintien des disparités régionales de développement et à la nécessité de répondre à la demande de parité des ruraux. Un véritable mouvement social

rural a émergé avec les luttes de résistance des ruraux de l'Est-du-Québec avec les Opérations-Dignités. La réponse étatique a consisté en l'accélération de la mise en place d'infrastructures de toutes sortes pour le développement économique (autoroutes, aéroports, etc.) et pour le développement humain (écoles, universités, hôpitaux, etc.).

Les années 1980 : On assiste à une prise de conscience selon laquelle les politiques sectorielles (agricoles, forestières, industrielles, etc.) ne peuvent servir de politiques de développement rural et que la ruralité, devenue une réalité complexe, nécessite ses propres politiques publiques. Les politiques publiques prennent alors un virage vers le développement local. Le soutien aux initiatives locales a le mérite de coûter moins cher, mais de produire autant de résultats positifs, tout en mobilisant les populations locales, comme c'est le cas avec le programme LEADER en Europe, le Programme de développement des collectivités (PDC) ayant donné lieu aux sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) au Canada et le Rural Partnership aux États-Unis.

Des éléments de convergence se dégagent de ces trois grandes politiques : l'approche territoriale et ascendante; la concertation et le partenariat avec les instances locales; la décentralisation administrative; l'orientation vers la revitalisation du rural fragilisé; la sensibilité à la formation, à l'innovation et à la transférabilité des expériences novatrices; et, finalement, le développement des capacités des collectivités.

Les années 1990 à nos jours : On assiste à une double tendance, soit l'apparition des premières politiques rurales spécifiques (en Finlande, au Japon et en France), soit un engouement pour le développement fondé sur les lieux (*place-based development*) dans un contexte où le développement basé sur les personnes (*people-based development*) est largement pratiqué par les politiques publiques. Au Québec, la première véritable politique rurale privilégiant cette approche de mobilisation locale apparaît en 2001, quelques années après la mise en place d'un réseau de centres locaux de développement (CLD) sur la base des territoires de MRC qui seront mobilisés pour appliquer cette politique. Or, les politiques rurales sont parfois remises en question par des observateurs qui jugent ces politiques trop centrées sur le rural, et pas assez sur les liens ville-campagne. Une telle observation ne s'applique

pas à la PNR puisqu'elle s'est appuyée largement sur la nouvelle approche théorique du développement territorial que le Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT) a contribué à mettre en forme (Jean, 2008).

Ce nouvel intérêt des gouvernements occidentaux pour la question rurale s'est transporté dans une agence intergouvernementale comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dont les membres sont les 27 pays les plus développés de la planète. De nombreuses publications sur les politiques publiques émanent de cette organisation. On lui doit des réflexions fort bien documentées (OCDE, 2004, 2005) sur divers problèmes ruraux, notamment sur la nécessité d'un changement de paradigme pour penser l'action publique dans les territoires ruraux. En gros, il s'agirait pour les gouvernements de changer leurs représentations du rural comme un milieu qui a besoin d'assistance (ou de subsides pour compenser les handicaps) à un milieu qui a des atouts et des actifs de toutes sortes dans lesquels les gouvernements peuvent faire des investissements pour assurer le développement des communautés rurales par la valorisation des ressources naturelles de ces milieux.

Les politiques rurales opèrent souvent selon une logique compensatrice. Selon cette vision, les espaces ruraux souffrent d'un écart de croissance par rapport aux pôles urbains en raison de handicaps principalement dus aux effets de la distance des marchés et des centres de services. Les interventions publiques doivent alors combler ces handicaps de localisation, de ressources humaines ou d'équipement qui limitent l'attractivité de ces territoires.

Toutefois, d'autres politiques rurales optent parfois pour une logique allocatrice. Dans cette perspective, chaque territoire est censé receler ses propres facteurs de développement économique et social : identité, ressources naturelles et humaines, patrimoine paysager et culturel, savoir-faire. Les défaillances du marché, justifiant l'intervention publique, résultent des difficultés de circulation de l'information sur les occasions à saisir ainsi que de la faible mobilité du capital, qui générerait l'adaptation des systèmes productifs ruraux.

Finalement, plusieurs politiques rurales misent sur une dimension organisationnelle, soit le renforcement des capacités de développement des milieux

ruraux eux-mêmes, qui sont ainsi appelés à se mobiliser et à sortir de la mentalité d'assistés. Avec le concept de gouvernance locale, on pense que, si de nouveaux mécanismes de prise de décision sur les affaires collectives se basent sur le partenariat et la concertation entre le secteur public, le secteur privé et la société civile, ce nécessaire « renforcement des capacités de développement » des communautés rurales pourra se produire (Jean, Épenda Muteba Wa, 2004). Quand on considère la politique rurale du Québec, son orientation générale va justement dans le sens du renforcement des capacités des acteurs locaux de développement et de la création d'une nouvelle gouvernance, en misant sur la présence d'un capital social et, donc, sur ce qu'on peut appeler des facteurs intangibles ou immatériels de développement.

2. La Politique nationale de la ruralité du Québec

La Politique nationale de la ruralité (PNR) est officiellement annoncée le 6 décembre 2001¹. Comme il est admis chez les politologues, pour qu'une politique publique soit adoptée, il faut trois prérequis : 1) un problème; 2) un contexte favorable; et 3) une solution. À quel problème la PNR présentée comme solution pouvait-elle bien répondre?

La reconnaissance d'un problème rural a été une tâche ardue à laquelle s'est attaquée une coalition d'acteurs de la ruralité réunis au sein de Solidarité rurale du Québec (SRQ). Le problème doit aussi être attesté par la littérature scientifique. Le gouvernement disposait alors, entre autres, d'un livre que nous avons écrit quelques années auparavant (Jean, 1997). Il aura fallu une dizaine d'années pour définir le problème et mettre en place une solution telle que la PNR. Le contexte favorable aura sûrement été l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, soucieux de respecter les demandes de sa base électorale et de répondre aux attentes de certains leaders de SRQ sympathisants ou membres du parti.

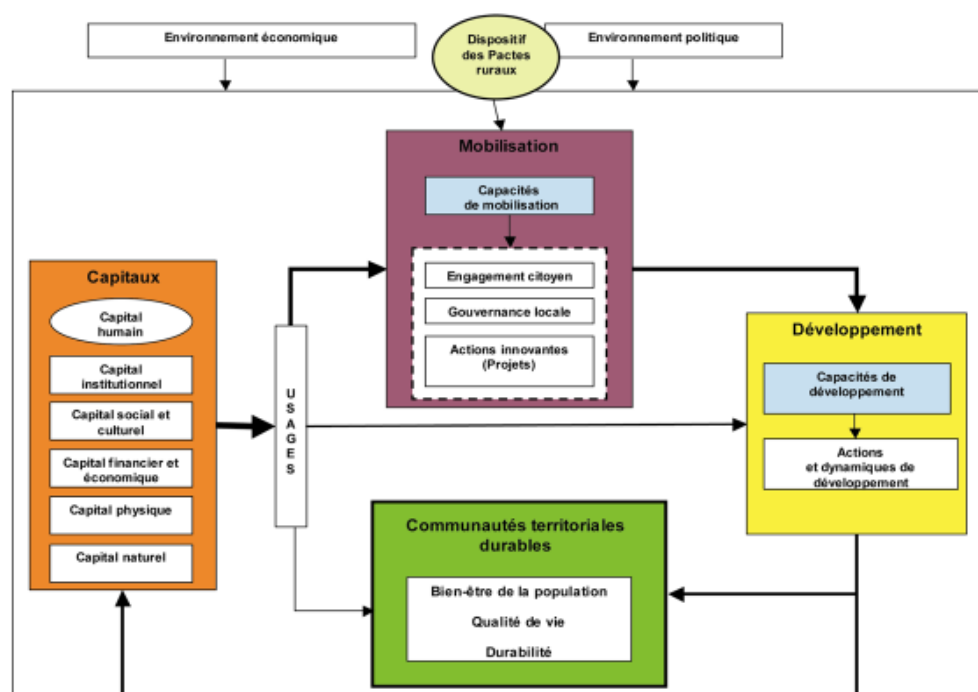
Dans l'énoncé de cette première politique rurale, on retrouve une description du problème ou plutôt

cinq grands défis ou enjeux qu'affrontent les milieux ruraux, soit 1) l'évolution démographique et l'occupation du territoire; 2) la diversification économique et la mise en valeur des ressources; 3) l'amélioration de la qualité de vie; 4) la participation et la prise en main par le milieu; et, finalement, 5) l'adaptation des interventions gouvernementales à la réalité du monde rural.

Les interventions gouvernementales envisagées au titre de solution sont définies comme trois grandes orientations qui se déclinent ainsi : 1) stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales; 2) assurer la qualité de vie des collectivités rurales et renforcer leur pouvoir d'attraction; et 3) soutenir l'engagement des citoyens et citoyennes au développement de leur communauté et assurer la pérennité du monde rural.

Une nouveauté importante de la PNR était la reconnaissance de la MRC comme palier de gouvernement local responsable de la mise en œuvre de la PNR dans le cadre d'une entente contractuelle dont les termes étaient définis dans un pacte rural. On convenait que la MRC s'engageait à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et, au sein de la MRC, à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets, et à identifier et établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé. Pour obtenir des fonds au titre de la PNR, les MRC devaient suivre un plan de travail accepté par le gouvernement.

Cette première PNR, prévue de 2001 à 2007, visait, selon nous, le renforcement des capacités de développement des communautés rurales et, donc, des facteurs intangibles de développement local (Jean, 2002). Cette politique rurale reposait donc sur un modèle causal implicite de développement rural misant sur les forces existantes dans les milieux (les différents capitaux) pour assurer la mobilisation des citoyens et accroître leurs capacités de développement en vue d'un développement durable des collectivités. Le graphique 1 rappelle ce modèle causal anticipé par la PNR.



Graphique 1 – Le modèle causal de développement rural
Source : Jean, B. , 2007 (février)

Puisque la première PNR a connu un succès reconnu par les élus locaux tout comme les études évaluatives objectives, le gouvernement libéral de Jean Charest l'a reconduite, et ce, pour une période d'application prolongée de 2007 à 2014. Cette PNR2 identifie d'abord quatre « défis et orientations » propres à cette seconde phase de la Politique rurale du Québec : 1) promouvoir le renouvellement et l'intégration des populations; 2) favoriser la mise en valeur des ressources humaines, culturelles et physiques du territoire; 3) assurer la pérennité des communautés rurales; et 4) maintenir un équilibre entre qualité de vie, cadre de vie, environnement naturel et activités économiques.

La PNR2 innove aussi avec la proposition de soutenir significativement des initiatives expérimentales de développement des milieux ruraux avec des laboratoires ruraux. L'objectif était de soutenir financièrement 25 expériences approfondies de développement rural dans des secteurs à potentiel peu exploré jusqu'à maintenant, avec obligation de transfert de connaissances et transmission du savoir-faire. L'aide financière pouvait atteindre 100 000 \$ par année pour cinq ou six ans.

Plus de 30 projets ont été financés dans plusieurs domaines, dont la santé en milieu rural (4 projets); l'agriculture innovante de spécialité et de proximité

(4); la nouvelle foresterie (3); le développement intégré des ressources en territoire rural (3); l'école au cœur de la communauté (2); la culture et le patrimoine au cœur du développement rural (2); les milieux ruraux comme acteurs dans le domaine énergétique (2); l'accueil, l'installation et l'intégration de nouvelles populations (1) ainsi que la communauté entrepreneuriale et l'entrepreneuriat collectif (1).

La PNR2 a aussi innové en mettant en place des groupes de travail, dont le mandat était d'étudier ou d'explorer des pistes d'avenir, puis de les transférer aux milieux ruraux en réunissant des ressources humaines et des connaissances sur chaque thème. Six groupes de travail ont été mis en place et ont produit des études fort intéressantes sur six thèmes concernant la ruralité québécoise : 1) le milieu rural comme producteur d'énergie; 2) la multifonctionnalité des milieux ruraux; 3) la mise en marché des produits de spécialité : les emporiums du Québec; 4) le branchement aux réseaux de télécommunication; 5) la complémentarité rurale-urbaine; et 6) les milieux dévitalisés.

Avec l'annonce de la PNR3 en 2014, le langage évolue et de nouveaux concepts apparaissent, traduisant de nouvelles préoccupations de gouvernance, d'approche intersectorielle, de développement multifonctionnel et de complémentarité rurale-urbaine. Cette

PNR3 identifie six grands principes directeurs qui vont inspirer l'action publique : 1) s'appuyer sur les avancées des politiques précédentes; 2) miser sur une plus grande décentralisation; 3) promouvoir l'approche intersectorielle, la multifonctionnalité du développement et les initiatives de complémentarité et urbaine; 4) maintenir la souplesse d'application et le respect de l'autonomie locale dans les choix de mise en œuvre; 5) encourager la participation citoyenne; et 6) préconiser une approche solidaire et équitable sur le plan territorial.

Alors qu'elle est prévue pour 10 ans, le nouveau gouvernement libéral abolit cette politique rurale en 2014, soit peu de temps après son lancement. Il s'agit d'un virage inattendu (Jean, 2015). Les coupes concernent plusieurs autres dispositifs de développement régional et local au Québec. Cela signifie la fin de la reconnaissance et du financement de Solidarité rurale du Québec, qui avait réussi à porter dans le système gouvernemental et dans la plus large partie de la société québécoise les attentes et les préoccupations des populations rurales.

3. Les enseignements de la PNR sur l'action publique dans les territoires ruraux

La PNR a opéré un véritable changement de paradigme de l'action publique en reconnaissant la nécessité de changer nos représentations de la ruralité comme un milieu qui a besoin d'assistance (une dépense) pour compenser ses handicaps à une vision du rural comme un milieu qui a des atouts et des potentialités pour lesquels un développement est possible, si on y consacre des investissements publics.

Ce changement de paradigme a été reconnu par l'OCDE, qui a salué la pertinence et l'originalité de la PNR (OCDE, 2010). Malgré les retombées positives de la PNR (Jean, Desrosiers et Dionne, 2014), l'opinion publique considère encore les investissements publics en faveur du développement rural comme une dépense. Une prétendue crise dans les finances publiques peut alors légitimer, comme l'a fait le gouvernement libéral de Philippe Couillard en 2014, une coupe radicale dans ce secteur.

L'action publique rurale avec l'arrivée d'une politique publique qui cible des facteurs intangibles de développement local (p. ex. : renforcement des capacités de

développement des communautés, engagement citoyen, mobilisation, empowerment, etc.) représente un changement de paradigme qui se distingue fondamentalement de l'action publique, qui investit exclusivement dans les infrastructures.

La PNR que s'était donnée le gouvernement du Québec était novatrice à plusieurs points de vue. Avec cette politique, un gouvernement central était capable de reconnaître la capacité d'action des gouvernements locaux en leur déléguant la mise en œuvre des principaux dispositifs de cette politique. Donc, au lieu d'une action publique traditionnellement descendante (*top-down*), on pratiquait une approche ascendante (*bottom-up*). Cette politique était aussi originale par les dispositifs ou les outils mis en place. Par exemple : les laboratoires ruraux, qui ne sont pas sans faire penser aux *living labs* populaires de nos jours, la mise en place d'un pacte rural avec chaque MRC, le soutien à un réseau d'agents de développement rural et la modulation du financement alloué en fonction du niveau de défavorisation des collectivités rurales de la MRC.

Avec les États généraux du monde rural de 1991 et la montée en puissance de Solidarité rurale du Québec, la question rurale est devenue un objet de sollicitude des pouvoirs publics. Or, au moment où tout le monde reconnaissait les effets bénéfiques des investissements publics en faveur du développement rural, un nouveau gouvernement a mis fin à cette politique.

Un problème reste entier : qui peut aujourd'hui prétendre porter la voix d'une ruralité aux multiples groupes sociaux et aux intérêts souvent antagoniques? La diversité n'est pas seulement un phénomène urbain. La ruralité aussi a droit à sa diversité. Actuellement, un organisme comme la Fédération des municipalités du Québec, forte de sa légitimité car elle représente pratiquement tous les élus locaux des municipalités rurales du Québec, tente de porter cette voix rurale par la mise en place d'une table de concertation rurale, qui tentera de renouer un dialogue avec le gouvernement du Québec.

Malheureusement, la question rurale ne semble plus à l'agenda des préoccupations des gouvernements, qui se sont plutôt désengagés. Seul un fort revirement de l'opinion publique, qui pourrait émerger avec la sensibilité environnementale actuelle, pourrait réactiver une demande sociale pour des politiques publiques rurales adaptées aux défis d'un développement durable des milieux ruraux.

NOTES

- 1 Une bonne partie des propos exposés ici relèvent d'une observation participante de la mise en œuvre de cette politique, et non d'une méta-analyse de la littérature scientifique, d'ailleurs fort peu abondante, sur le sujet.

RÉFÉRENCES

- Agricultural and Rural Restructuring Group. (1994). *Toward a whole rural policy for Canada*, ARRG Working Paper 7. Brandon, MB : Rural Development Institute.
- Bollman, R. D. (1992). *Régions rurales et petites villes du Canada*. Toronto, ON : Thompson Educational Publishing.
- Douglas, D. (2010). *Rural planning and development in Canada*. Toronto, ON : Nelson Education.
- Jean, B. (1997). *Territoires d'avenir : pour une sociologie de la ruralité*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Jean, B. (2002). La reconnaissance politique de la ruralité québécoise. Dans R. Côté et M. Venne (dir.), *L'annuaire du Québec 2003* (p. 231-241). Montréal, QC : Fides.
- Jean, B. (2007, février). Le modèle causal de développement rural au Québec. Dans P. Leblanc, (dir.), *La mise en application et l'évaluation du dispositif du Pacte Rural* (p. 51-70). Rapport de recherche 1, Rimouski, QC : CRDT/UQTR.
- Jean, B. (2008). Le développement territorial : une discipline scientifique émergente. Dans G. Massicotte (dir.), *Sciences des territoires : perspectives québécoises* (p. 283-313). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Jean, B. (2015). Le désengagement de l'État envers la ruralité : un virage inattendu. Dans A. Poitras (dir.), *L'état du Québec 2016* (p. 267-273). Montréal, QC : Institut du Nouveau Monde/Del Busso.
- Jean, B., Desrosiers, L. et Dionne, S. (2014). *Comprendre le Québec rural* (2^e éd. revue et augmentée). Rimouski, QC : Université du Québec à Rimouski, Chaire de recherche du Canada en développement rural, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec, Centre de recherche sur le développement territorial. Repéré à http://semaphore.uqar.ca/856/1/UQAR_LivreQuebecRural_v6.pdf
- Jean, B. et Épenda Muteba Wa, A. (2004). Le capital social et le développement des « capacités de développement » des communautés rurales : les enseignements d'une étude canadienne. *Revue d'Économie régionale et urbaine*, 3, 673-694
- Lafontaine, D. et Boisjoly, J. (2007). *La mise en application et l'évaluation du dispositif du Pacte rural*, rapport de recherche 2. Rimouski, QC : UQAR, Centre de recherche sur le développement territorial.
- Lapping, M. B. et Fuller, A. M. (1985). Rural development policy in Canada: An interpretation. *Community Development Journal*, 20(2), 114-119.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (1990). *Les partenaires pour le développement rural*. Paris : OCDE.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (1993). *Quel avenir pour nos campagnes? Une politique de développement rural*. Paris : OCDE.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2004). *Place-based policies for rural development: The micro-regions strategy, Mexico (case study)*. Paris : OCDE. Repéré à www.oecd.org/regional/regional-policy/34857346.pdf
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2005). *New approaches to rural policy: Lessons from around the world*. Paris: OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264010130-en>
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2010). *Examens de l'OCDE des politiques rurales : Québec, Canada*. Paris : OCDE.

Université du Québec
à Chicoutimi

RÉUSSIR

uqac.ca



UQAC

FICHE INFORMATIVE

Le paysage comme cadre participatif et réflexif des sociétés contemporaines

Marie-José Fortin^a, Julie Ruiz^b

Introduction

Paysage et développement sont-ils compatibles? Certainement, car lorsqu'envisagé de façon globale, le paysage mobilise les acteurs ruraux. De plus en plus, il est utilisé comme un cadre participatif et réflexif pour animer la discussion collective sur l'avenir des territoires. Cette perspective invite à ouvrir les approches traditionnelles, souvent confinées aux outils et aux règles d'urbanisme.

1. Le paysage qui mobilise

En milieu rural, les paysages constituent bien souvent un trait distinctif. Aujourd'hui, l'actualité nous rappelle fréquemment combien le paysage est important pour les citoyens. Cette question peut même devenir centrale dans certaines dynamiques de développement des régions plus rurales. On peut distinguer quatre formes de mobilisation :

La contestation sociale

La contestation sociale est certainement la plus visible. Depuis le cas historique de la proposition d'Hydro-Québec de passer une ligne hydroélectrique au-dessus du fleuve Saint-Laurent à Grondines, au début des années 1980, jusqu'aux parcs éoliens planifiés dans l'Est-du-Québec, en passant par l'extraction gazière et pétrolière, le paysage est désormais un thème récurrent et important du débat public (Montpetit, Poullaouec-Gonidec et Saumier, 2002; Fortin, Devanne et Le Floch, 2010).

La mobilité des populations

Une deuxième forme, moins médiatisée, concerne la mobilité de populations attirées par certains paysages (Domon, Ruiz, Paquette et Roy, 2011). Cette attractivité se répercute d'ailleurs sur les coûts de l'immobilier et sur la fiscalité des municipalités. Prenons l'exemple de ces jeunes partis vivre en ville qui reviennent s'établir en Gaspésie parce que la mer leur manque, et ce, en faisant fi des discours négatifs dominants sur la situation économique. Des citadins aussi font de même, d'abord de façon saisonnière, puis parfois de façon plus permanente. Vivre en région devient ainsi, pour certains, un choix de vie, un mode de vie (Simard et Guimond, 2009).

^a Ph. D., chercheure au CRDT, Université du Québec

^b Ph. D., chercheure au CRDT, Centre de recherche RIVE, Université du Québec à Trois-Rivières

La ressource paysagère

Certains paysages sont aussi mobilisés comme ressource (Domon, 2011). Ceux situés à proximité des plans d'eau, ceux offrant des panoramas sur le fleuve ou sur des vallées agraires, et ceux offrant un contact privilégié avec une nature jugée sauvage sont mis de l'avant dans des stratégies de marketing territorial pour faire valoir des produits ou des lieux. Par exemple : les sites touristiques et les produits du terroir, en passant par les entreprises à la recherche de travailleurs qualifiés.

L'engagement citoyen

Enfin, le paysage est un lieu d'engagement dans la vie de la cité. En son nom, des citoyens se regroupent en collectifs pour faire valoir des préoccupations, dont l'identité et la qualité du cadre de vie, et pour mettre en valeur leur territoire. Les initiatives sont nombreuses : publication d'ouvrages sur des paysages régionaux, conception de circuits de découvertes de paysages d'intérêt, présentation d'événements artistiques, élaboration de chartes, création de tables de concertation, etc. Ces initiatives sont aussi, soulignons-le, de plus en plus reconnues et soutenues par des organismes de développement local (Domon et Ruiz, 2015; Fortin, Sgard et Franchomme, 2019).

Le paysage apparaît donc comme un besoin de nos sociétés contemporaines. Il constitue une façon actuelle de réfléchir aux orientations de développement et d'en débattre. Il devient un champ de préoccupation et d'intervention légitime que les décideurs publics et privés doivent investir. Pour ce faire, quelques outils peuvent être mobilisés par les aménagistes, surtout axés sur les dimensions visuelles du paysage (ex. : corridors scéniques). Toutefois, en parallèle, des démarches participatives sont expérimentées. Elles visent à générer un dialogue social élargi et relier une diversité d'enjeux touchant le développement des collectivités. Elles reposent sur une conception élargie du paysage.

2. Un cadre réflexif pour les sociétés contemporaines

Longtemps polysémique, la notion de paysage s'est stabilisée. Fondamentalement, le paysage constitue un acte culturel et politique (Fortin, 2007). Il se crée à travers le regard porté sur une portion de territoire, à une époque donnée et en lien avec des valeurs, un vécu et une histoire, autant personnelle que collective. En ce sens, le paysage est un cadre réflexif, révélateur des sociétés toujours en mouvement, parfois en tension.

Cette idée du temps est aussi fondamentale dans la notion du paysage, qui pose ainsi tout l'enjeu de la continuité. Un des points d'intérêt de la notion contemporaine du paysage est, en effet, de pouvoir lier le passé, le présent et le futur dans un même regard. C'est ainsi qu'on peut comprendre nombre de contestations citoyennes. Quand des habitants disent qu'un projet d'aménagement détruira la beauté de leur paysage, c'est qu'ils perçoivent que la route ou l'exploitation du gaz de schiste créeront une rupture par rapport à leur mode de vie, une destruction de leurs repères quotidiens et historiques ou une atteinte à leur identité collective.

Toute discussion sur le paysage s'inscrit dans un cadre spatial spécifique, avec sa géographie, son histoire et ses communautés. Aussi, les discussions portent tant sur les processus que sur les dynamiques et les acteurs qui le créent. En d'autres termes : quelles raisons motivent un projet d'aménagement, une orientation de développement? Quelles seront leurs incidences? Qui bénéficiera des aspects positifs et qui écoperait des impacts négatifs? Qui décidera et au nom de qui? Ouvrir de telles questions, c'est en quelque sorte tester les capacités à réfléchir et à discuter ensemble des orientations de développement et de l'avenir, alors qu'on est soudés par un territoire commun.

3. Le paysage comme cadre de discussion collective

Pour les aménagistes, les décideurs et les promoteurs, le défi est entre autres de proposer des cadres mettant en dialogue les acteurs territoriaux afin de construire des compromis sociaux qui fondent l'acceptabilité sociale des futurs possibles et souhaitables. Plusieurs expérimentations ont cours au Québec. Pensons aux communautés qui s'engagent dans la quête des statuts de paysage culturel patrimonial ou de paysage humanisé, par exemple Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, Grande-Vallée, Petite-Vallée et Cloridorme autour du projet de L'Estran en Gaspésie, à la région de Charlevoix pour requalifier les paysages de la route 132, à la région maskoutaine (voir Figure 1) et à celle de Brome-Missisquoi, ou encore à la Gaspésie, qui s'est mobilisée autour d'une charte (CREGIM, 2013).



Figure 1 – Partage des regards posés sur les paysages par les décideurs de la MRC des Maskoutains
Source : J. Ruiz, 2010

La mise en œuvre de ces démarches participatives est exigeante. Cela n'est pas étonnant puisque cette planification demande du temps et des ressources considérables, deux denrées rares dans nos sociétés pressées d'agir au nom du développement. La plus grande difficulté de telles démarches est aussi qu'elles impliquent des ruptures dans les façons de faire et de décider. Entre autres, elles proposent de prendre davantage en compte les multiples préoccupations de groupes sociaux, parfois contradictoires, dans les étapes de la planification territoriale (Domon et Ruiz, 2015).

De fait, ces démarches révèlent souvent deux grands systèmes de représentation du territoire qui s'affrontent. C'est le cas dans plusieurs débats tenus sur la production porcine au début des années 2000 ou sur les parcs éoliens depuis 10 ans (Fortin, 2014; voir Figure 2). D'un côté, le territoire est surtout vu comme un espace de production. Les parcs éoliens servent à y créer de l'emploi ainsi qu'à diversifier l'économie locale et régionale. Selon cette perspective, le nouveau dynamisme économique ainsi induit devrait naturellement répondre aux autres besoins sociaux, comme la qualité de vie et le bien-être. De

l'autre côté, le territoire est vu comme un espace habité. Tout en reconnaissant l'importance de la vitalité économique des milieux, on estime que les aspects économiques ne devraient pas dominer la prise de décision entourant les parcs éoliens, que ce soit leur localisation, leur envergure ou même leur présence. Plus largement, c'est la place occupée par l'économie dans les façons de penser et de faire les projets qui diffère dans ces deux systèmes de représentation. Ainsi, l'économie est-elle la finalité ou un moyen pour développer les régions?

Ainsi, en rassemblant largement, de telles démarches révèlent aussi des divergences de points de vue sur la façon de se représenter le territoire et sur les modèles de développement. De fait, elles peuvent générer des débats et des tensions, souvent estimés contreproductifs dans les communautés rurales tricotées serrées.



Figure 2 – Parc éolien en Gaspésie
Source : P. Mundler, 2014

4. Que retenir pour les acteurs territoriaux et les politiques publiques?

Afin de mieux comprendre les visions différentes du territoire et d'animer les réflexions, il serait bien utile de fournir une recette pour assurer le succès de ces démarches nouvelles de planification axées sur le paysage. Toutefois, cela contredirait un principe de base selon lequel ces processus doivent forcément être adaptés à leur contexte.

Plusieurs facteurs influenceront ainsi le design d'une démarche : porteurs de la démarche, exigences institutionnelles quand elles sont présentes, échelle du projet (régionale, municipale, locale), finalités (information, consultation, mise en dialogue, construction d'un consensus, partage du pouvoir décisionnel), parties prenantes conviées (décideurs, professionnels des organisations touchées, représentants des

groupes affectés, grand public), durée et ressources disponibles, etc. (Margerum, 2011). Les options sont nombreuses et méritent réflexion pour enrichir la boîte à outils des acteurs du développement.

Les ambitions doivent toutefois être tempérées. Comme le montrent de récents retours d'expériences, « si (...) la gouvernance paysagère s'inscrit dans une temporalité longue des territoires, dans des systèmes complexes, sous l'influence de tendances lourdes endogènes ou exogènes, de politiques publiques sectorielles diverses et parfois contradictoires. doit-on être surpris des inflexions difficiles de telles trajectoires? » (Fortin, Sgard et Franchomme, 2019).

Au-delà des formes du processus, il est tout de même possible d'identifier quelques grandes conditions de réussite, inspirées de diverses expériences menées en paysage :

1. Établir un dialogue ouvert fondé sur une écoute active et respectueuse

Donner la parole aux participants en ne tentant pas d'imposer sa propre vision de spécialiste, tout en respectant les intérêts divergents.

2. Assurer un engagement politique et institutionnel

Relier la démarche à une/des organisation(s) pour associer des personnes responsables partageant ces préoccupations, qui les portent dans leur organisation et qui agissent comme des relais lors de prises de décision. Cette précaution permet également d'assurer une continuité à la démarche au-delà des individus, qui sont souvent en transition.

3. Expliciter les liens entre expression citoyenne et décision

Assurer aux citoyens l'occasion de s'exprimer et de s'impliquer dans le développement de leur milieu, tout en énonçant clairement les règles du jeu. L'exercice se déroule en plusieurs étapes, dans plusieurs arènes et cherche à articuler plusieurs types de savoirs (citoyens, experts et institutionnels). Il importe donc de bien situer où et par qui se font les arbitrages.

4. Ouvrir le débat

Inciter à reconnaître que la critique et le débat font partie intrinsèque de ce type d'exercice et peuvent même ouvrir de nouvelles pistes. Or, pour cela, il importe d'instaurer un véritable dialogue, respectueux des différents points de vue.

5. Respecter le temps d'appropriation

Plus les participants à la démarche sont variés et nombreux, plus il devient important de bien structurer les étapes de la démarche et de cibler des objectifs réalistes. L'appropriation du processus devient un enjeu et exige du temps, quitte à ajuster des échéanciers.

6. Communiquer et poser rapidement des actions concrètes, même minimales

Dès lors qu'on implique une diversité de parties prenantes, les démarches sont plus longues et le risque de démobilitation est alors omniprésent. Communiquer les avancées de la démarche permet de maintenir la mobilisation à court terme. Toutefois, pour la maintenir à long terme, il importe de poser rapidement une action concrète, visible sur le territoire.

7. Impliquer des acteurs légitimes et crédibles dans le pilotage de la démarche

La légitimité et la crédibilité des organisations qui portent la démarche sont garantes de l'implication d'une diversité de parties prenantes. Ces acteurs doivent avoir un pouvoir d'action reconnu.

8. Laisser une place à la création et à l'innovation

Ces démarches stimulent un apprentissage social entre les parties prenantes. Elles seront d'autant plus porteuses quand le processus aura permis de s'inspirer d'expériences réalisées ailleurs, d'ouvrir les possibles et qu'il aura laissé une place à l'exploration d'idées nouvelles.

Conclusion : la nécessité d'un État plus ambitieux

Ces conditions de réussite semblent à même de soutenir des démarches qui prennent la pleine mesure du caractère dynamique des paysages. Ces démarches sont de plus en plus nombreuses au Québec. Elles relèvent le plus souvent d'organisations régionales ou locales existantes, dont des MRC, des associations citoyennes et, parfois, des organismes mis en place à cette fin, comme la Table de concertation sur les paysages des MRC de La Côte-de-Beaupré, de Charlevoix et de Charlevoix-Est. En comparaison d'expériences menées en France (Dériz, Béringuer et Loireau, 2019; Lelli et collab., 2019), les actions gouvernementales et les moyens restent timides dans la Belle Province, et confinent bien souvent le paysage dans une position de frein au développement (Domon et Ruiz, 2015). Ce message contradictoire n'est pas sans fragiliser le travail des acteurs territoriaux.

De quelle manière assurer alors une plus grande cohérence entre ces démarches et les actions gouvernementales? De la mise à jour des orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire à une politique du paysage québécoise, en passant par un système nord-américain similaire à la Convention européenne du paysage et susceptible d'amener les provinces et l'État à comparer leurs actions, de nouvelles voies sont à explorer. Au vu des capacités limitées en région face aux grands défis posés par une action sur le paysage, du soutien plus important et pérenne de l'État québécois s'avère nécessaire pour soutenir des instances d'animation et de concertation. Si l'on souhaite saisir ce fort potentiel que représente le paysage comme une voie possible pour mobiliser les acteurs territoriaux et pour soutenir des projets de développement dans les collectivités, l'engagement des acteurs de tous les milieux et paliers est requis. Les citoyens et les communautés sont prêts et même déjà en marche.

RÉFÉRENCES

- Berlan-Darqué, M., Luginbühl, Y. et Terrasson, D. (dir.). (2007). *Paysages : de la connaissance à l'action*. Versailles, France : Quae.
- Conseil régional de l'environnement Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (CREGÎM). (2013). *Charte des paysages de la Gaspésie*. Bonaventure, QC : CREGÎM. Repéré à www.mrcbonaventure.com/wp-content/uploads/2019/05/Charte-des-paysages-de-la-gaspésie-avril-2013.pdf
- Dériz, P., Béringuer, P. et Loireau, M. (2019). Développer la culture du paysage chez les acteurs locaux : la démarche du Parc naturel régional de la Narbonnaise en Méditerranée à l'épreuve de la pression urbaine. *Développement durable et territoires*, 10(2). <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.14245>
- Domon, G. (2011). Landscape as resource: Consequences, challenges and opportunities for rural development. *Landscape and Urban Planning*, 100(4), 338-340. <https://doi.org/10.1016/j.landurbplan.2011.02.014>
- Domon, G. et Ruiz, J. (2015). La convention européenne des paysages : quels enseignements pour le Québec? *VertigO*. <https://doi.org/10.4000/vertigo.15367>
- Domon, G., Ruiz, J., Paquette, S. et Roy, L. (2011). La recomposition sociodémographique des campagnes québécoises à la croisée des dynamiques agricoles et paysagères. *Revue canadienne des sciences régionales*, 34(4), 115-133. Repéré à www.cjrs-rcsr.org/V34/4/CJRS-RCSR-34-4-02hDomon.pdf
- Fortin, M.-J. (2007). Le paysage, cadre d'évaluation pour une société réflexive. Dans D. Terrasson, M. Berlan et Y. Luginbühl (dir.), *De la connaissance des paysages à l'action paysagère* (p. 223-231). Versailles, France : Quae.
- Fortin, M.-J. (2014). Les paysages de la transition énergétique : une perspective politique. *Projets de paysage*. Repéré à www.projetsdepaysage.fr/fr/les_paysages_de_la_transition_energetique_une_perspective_politique

- Fortin, M.-J., Devanne, A.-S. et Le Floch, S. (2010). Le paysage politique pour territorialiser l'action publique et les projets de développement : le cas de l'éolien au Québec. *Développement durable et territoires*, 1(2). <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.8540>
- Fortin, M.-J., Sgard, A. et Franchomme, M. (2019). La gouvernance territoriale du et par le paysage : observations, retours d'expériences, regards critiques. *Développement durable et territoires*, 10(2). <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.14631>
- Lelli, L., Rozier, C., Enjelvin, P., Descœur, C., Griffoul, C. et Dubois, G. (2019). Le paysage comme outil de gouvernance pour un territoire métropolitain. *Développement durable et territoires*, 10(2). <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.14200>
- Margerum, R. D. (2011). *Beyond consensus: Improving collaborative planning and management*. Cambridge, MA : MIT Press.
- Montpetit C., Poullaouec-Gonidec, P. et Saumier, G. (2002). Paysage et cadre de vie au Québec : réflexion sur une demande sociale émergente et plurielle. *Cahiers de géographie du Québec*, 46(128), 165-189. <https://doi.org/10.7202/023039ar>
- Paquette, S. (2007). Les enjeux de paysage au Québec entre logiques de préservation et de développement. *Économie rurale*, 297-298, 41-54. <https://doi.org/10.4000/economierurale.1972>
- Ruiz, J. et Domon, G. (2014). *Agriculture et paysage : aménager autrement les territoires ruraux*. Montréal, QC : Presses de l'Université de Montréal.
- Ruiz, J. et Domon, G. (2015). *Paysages ruraux : méthodes d'état des lieux et de diagnostic*. Montréal, QC : Presses de l'Université de Montréal.
- Simard, M. et Guimond, L. (2009). L'hétérogénéité des nouvelles populations rurales : comparaison dans deux MRC contrastées au Québec. *Recherches sociographiques*, 50(3), 475-505. <https://doi.org/10.7202/039064ar>

**Université du Québec
à Chicoutimi**

SAVOIR

Bibliothèque Paul-Émile-Boulet

- Collections numériques et imprimées variées
- Personnel spécialisé par discipline
- Aide sur place et service de clavardage
- Formation et monitorat
- Matériel didactique à la fine pointe

bibliotheque.uqac.ca

UQAC

Lien au territoire selon les générations chez les Anicinapek et les Cris

Véronique Landry^a, Hugo Asselin^b, Carole Lévesque^c

RÉSUMÉ. L'objectif de cette recherche exploratoire est d'aborder la triple occultation (ruralité, autochtonie et jeunesse) vécue par les jeunes autochtones en milieu rural en documentant les manifestations des trois aspects du lien au territoire (émotionnel, cognitif et fonctionnel) selon les générations dans deux communautés autochtones au Québec. L'appartenance au territoire (aspect émotionnel) est présente à tous les âges, mais selon une hiérarchie différente entre forêt, communauté et ville. Toutes les générations fréquentent la forêt, mais à des moments différents et pour y pratiquer des activités différentes. Le chez-soi des jeunes est la communauté, tandis que celui des aînés, la forêt. L'aspect cognitif se reflète par la perception de menace face à la dégradation du territoire, particulièrement chez les aînés. Quelques jeunes ont un faible lien au territoire, probablement parce que cette période de la vie est caractérisée par une quête identitaire. Toutes les générations pratiquent des activités traditionnelles (aspect fonctionnel), mais de façon différente.

ABSTRACT. The objective of this exploratory research is to address the triple occultation (rurality, indigeneity, and youth) experienced by young indigenous people in rural areas, by documenting how the three aspects of the link to the land (emotional, cognitive, and functional) are displayed by different generations in two indigenous communities in Quebec. There is a sense of belonging to the land (emotional aspect) at all ages, although the forest, community and city have different levels of importance. All generations spend time in the forest, but at different times and to practise different activities. The youth identify their community as home, whereas for the elderly it is the forest. The cognitive aspect is reflected in the perception of a threat associated to the degradation of the land, particularly among the elderly people. Some young people are weakly linked to the land, probably because this period of life is characterized by a quest for identity. All the generations practise traditional activities (functional aspect), but in different ways.

Introduction

La ruralité est souvent abordée du point de vue des urbains et, par conséquent, « les ruraux n'ont pas la parole » (Jean, 2017, p. 177). Cela est d'autant plus vrai dans le cas des peuples autochtones, qui se considèrent comme « les éternels oubliés » (Kistabish, Kistabish, Mapachee et Rankin, 2011, p. 67). Et encore plus pour les jeunes autochtones, dont la parole souffre d'un « manque de documentation » en raison de l'« attention coutumière [portée] aux personnes âgées » (Bousquet, 2005, p. 7). Considérant que, pour les Autochtones, le territoire est « matrice de culture » (Martin et Girard, 2009), l'objectif de cette recherche exploratoire est d'aborder la triple occultation associée à la

ruralité, à l'autochtonie et à la jeunesse en documentant les manifestations du lien au territoire selon les générations dans deux communautés autochtones au Québec.

Le lien au territoire découle de l'importance et de la signification qu'y accorde une personne ou un groupe (Stedman, 2003). Il se compose de trois aspects : émotionnel (l'attachement affectif au territoire), cognitif (les croyances et perceptions du territoire et le fait de s'y identifier) et fonctionnel (la capacité du territoire à répondre aux besoins) (Anton et Lawrence, 2014; Jorgensen et Stedman 2006; Junot, Paquet et Fenouillet, 2018).

^a Doctorante, Institut de recherche sur les forêts, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

^b Professeur titulaire et directeur, École d'études autochtones, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

^c Professeure titulaire, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société

L'attachement représente l'aspect émotionnel du lien au territoire. Selon Low et Altman (1992), il implique non seulement des connaissances et des croyances relatives au territoire, mais également des émotions et des sentiments qui permettent de créer un lien affectif. Ensuite, l'aspect cognitif du lien au territoire relève de son rôle dans la construction de l'identité (Junot et collab., 2018; Scannell et Gifford, 2010). L'identité n'est ni statique ni définitive, et elle se définit par un processus continu de retour sur soi-même. Il en va de même pour le lien au territoire, qui est continuellement « renégocié », individuellement et collectivement (Berkes, 2014; Cheng, Kruger et Daniels, 2003). Enfin, l'aspect fonctionnel du lien au territoire découle de sa capacité à satisfaire aux besoins (Jorgensen et Stedman, 2006; Tidball et Stedman, 2013).

1. Méthodologie

L'histoire de vie, l'âge, le parcours géographique et la culture sont autant d'éléments qui influencent le lien au territoire (Cheng et collab., 2003). Par conséquent, le lien au territoire se vit différemment selon la génération (Bousquet, 2002; Guérin-Pace, 2006). Dans ce travail, quatre générations sont distinguées sur la base des travaux de Bousquet (2002) avec les Anicinapek (Algonquins) de Pikogan, en Abitibi-Témiscamingue. Les générations réfèrent non seulement à l'âge des personnes, mais également au fait qu'elles sont nées dans un espace historico-social distinct et qu'elles partagent un même vécu.

D'abord, les membres de la génération plus âgée, « les aînés¹ » (61 ans et plus au moment de la collecte de données en 2013-2014), ont connu la sédentarisation progressive après leur naissance « dans le bois ». Ils ne parlent souvent que leur langue autochtone et vivent une certaine nostalgie de la vie en forêt. Pour plusieurs, la communauté est vue comme une prison et associée à des métaphores négatives qui évoquent la domination (Bousquet, 2002), tandis que la forêt a une charge positive (Saint-Arnaud, Asselin, Dubé, Croteau et Papatie, 2009).

La génération suivante (46-60 ans) a vécu les « pensionnats indiens », qui ont principalement été mis en place des années 1950 aux années 1970. Sous le prétexte de l'éducation, les pensionnats étaient davantage des centres d'endoctrinement culturel.

La génération « post-pensionnat » (31-45 ans) est née en communauté ou en ville et considère ce lieu comme sa maison (Basile, Asselin et Martin, 2017; Guérin-Pace, 2006). Sa fréquentation de la forêt est sporadique, mais implique tout de même une certaine valorisation des activités traditionnelles (p. ex., chasse, pêche, trappe et cueillette).

Enfin, les membres de la jeune génération (18-30 ans) sont nés en ville, ont vécu la majorité de leur vie en communauté, fréquentent peu la forêt et ont une faible connaissance des langues autochtones.

Un questionnaire comprenant 53 questions à choix multiples ou à développement court a été administré dans la communauté crie de Waswanipi et dans la communauté anicinape de Pikogan afin d'explorer le lien au territoire selon les générations. Les répondants étaient invités à commenter les questions et à préciser leurs réponses, ce qui a permis d'enrichir le corpus et de mieux contextualiser les résultats.

Waswanipi est la plus méridionale des 9 communautés crie au Québec. Eeyou Istchee – le territoire cri – a fait l'objet de la signature d'un traité moderne en 1975 : la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ). L'entente précise les modalités d'utilisation et de gouvernance du territoire. Elle a été complétée en 2002 par la Paix des Braves, puis en 2012 par l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James. Le territoire traditionnel de la communauté de Waswanipi, qui compte un peu plus de 2200 membres, est situé dans la forêt boréale, sujette à l'exploitation forestière.

Pikogan est la plus septentrionale des 9 communautés anicinapek au Québec. Ses quelque 1100 membres utilisent le Nitakinan – le territoire traditionnel – situé dans la forêt boréale commerciale. Contrairement aux Cris, les Anicinapek n'ont à ce jour pas encore signé de traité moderne avec les gouvernements. Les Cris et les Anicinapek étaient autrefois semi-nomades et organisaient leurs déplacements en fonction des activités saisonnières de chasse, de trappe, de pêche et de cueillette. Encore aujourd'hui, ces activités constituent une part importante de leur mode de vie et de leur identité (Niezen, 2016; Saint-Arnaud et collab., 2009; Tobias et Richmond, 2014).

Le questionnaire a été élaboré à partir des travaux de l'enquête provinciale de l'Alliance de recherche ODENA (www.odena.ca), qui a fait un portrait statistique des Autochtones vivant en milieu urbain, ainsi que des travaux de Bousquet (2002) et de Saint-Arnaud et ses collaborateurs (2009), qui ont décrit en détail les représentations du territoire dans deux communautés anicinapek. Le questionnaire a été administré en présentiel par Véronique Landry, assistée de Maggie Etapp, cochercheuse autochtone. Des organismes partenaires (Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, Conseil de bande de Pikogan, Autorité forestière de Waswanipi et Pavillon des Premiers-Peuples de l'UQAT à Val-d'Or) ont aidé au recrutement des participants. L'effet « boule de neige » (Gamborg, Parsons, Puri et Sandøe, 2012) a permis d'atteindre la saturation de l'information, c'est-à-dire un point où des entrevues additionnelles ne permettaient pas d'obtenir d'information supplémentaire.

Les critères d'inclusion des participants étaient le lieu de résidence et l'âge. Les 54 participants ont été classés selon leur génération et leur communauté d'appartenance (Tableau 1). Dans la section Résultats, les participants sont identifiés par un code pour protéger leur anonymat : une lettre représentant la communauté (W/P), suivie d'un chiffre par individu, puis d'un tiret et du code de génération. La comparaison des distributions de fréquence des réponses aux questions a permis de relever des différences (bien que non statistiquement représentatives) entre les quatre générations (13 à 15 répondants par génération). Ces différences ont été analysées en regard des trois aspects du lien au territoire : émotionnel, cognitif et fonctionnel (Jorgensen et Stedman, 2006).

Le projet a été approuvé par le Comité d'éthique de la recherche de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) et a reçu l'appui des conseils de bande des deux communautés participantes.

	Code de génération	Waswanipi	Pikogan
Aînés (61 ans et plus)	4	7	6
Pensionnat (46-60 ans)	3	6	7
Post-pensionnat (31-45 ans)	2	9	6
Jeunes (18-30 ans)	1	6	7

Tableau 1 – Répartition des répondants, selon la génération et la communauté

2. Résultats

De façon générale, il n'y a pas de différence marquée entre les répondants selon le genre. Les résultats sont donc présentés de façon globale, sauf pour certains aspects précis, notamment le fait d'être responsable d'un terrain de trappe familial, où des distinctions sont faites. De la même façon, il n'y a pas de différence marquée entre les répondants selon leur communauté d'appartenance. Les résultats sont par conséquent présentés globalement, mais sont parfois nuancés.

2.1 Aspect émotionnel

Cinq variables ont permis d'évaluer l'aspect émotionnel du lien au territoire : 1) le lieu que les répondants considèrent comme leur chez-soi; 2) les raisons qui justifient ce choix; 3) le lieu d'enfance; 4) la fréquentation actuelle de la forêt; et 5) le sentiment d'appartenance au lieu de résidence.

Dans les deux communautés, les 18-30 ans identifient davantage leur chez-soi comme étant la communauté, tandis que les plus âgés (61 ans et plus) indiquent plutôt la forêt (Figure 1). Les adultes de 31-60 ans sont partagés entre la communauté et la forêt, mais penchent tout de même plus pour la communauté.

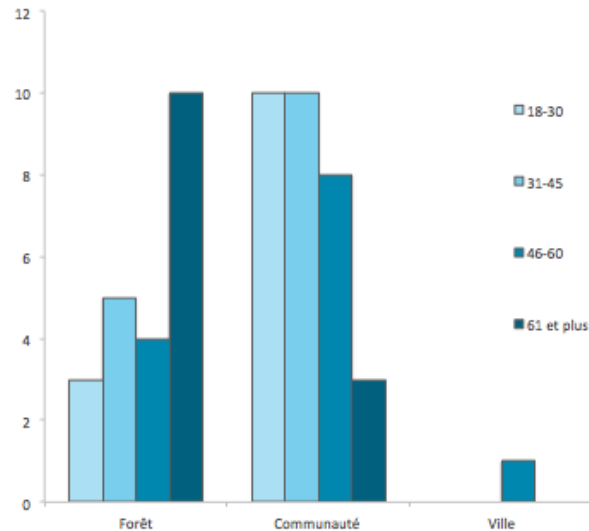


Figure 1 – Lieu identifié comme leur chez-soi par les répondants, selon la génération

Certains répondants habitent plusieurs endroits et partagent leur temps entre la communauté et la forêt, mais aussi la ville. Par exemple, W6-2 habite temporairement à deux endroits, le temps de terminer des études en ville. Sa maison dans la communauté est identifiée comme son chez-soi. Plusieurs personnes partagent leur temps entre le terrain de trappe et la communauté, comme W13-4, dont le conjoint est décédé, qui vit sur son terrain de trappe avec des amis, tout en passant aussi du temps dans la communauté. Certains maîtres de trappe identifient leur terrain de trappe comme leur chez-soi.

Par ailleurs, même si une personne vit à un endroit, elle ne l'identifie pas nécessairement comme son chez-soi. Par exemple, W2-1 estime que la vie en forêt est son mode de vie aujourd'hui et que son chez-soi est davantage la forêt que la communauté. Dans sa réalité actuelle, il ne fréquente toutefois la forêt qu'à l'occasion et prévoit d'aller habiter en ville afin de poursuivre des études, pour revenir ensuite habiter son terrain de trappe.

L'identification d'un lieu en tant que chez-soi est généralement liée aux émotions ou au fait que l'endroit est le lieu d'origine (« c'est là d'où je viens », « ma famille vient de là », « présence de mes ancêtres »). L'aspect émotionnel est souvent exprimé en associant le territoire à la famille, et ce, pour toutes les générations. « Mon territoire de chasse, c'est de l'affection familiale, c'est mon devoir, notre responsabilité. » (P24-3) « Mon lien au territoire, je le décrirais comme

familial. Là-bas, dans le bois, c'est la famille. C'est rassembleur, c'est la proximité. » (W3-3)

Le chez-soi est également lié à un aspect fonctionnel (« ma maison est ici », « mon travail est ici »). Certains répondants précisent que c'est un lieu de bien-être. Les jeunes (18-30 ans) nomment plus de raisons émotives, tandis que les plus âgés (46 ans et plus) ont plutôt tendance à nommer les raisons fonctionnelles ou le bien-être. Ainsi, P8-3 affirme : « La vie dans le bois, pour moi, c'est la meilleure façon de vivre; tout est là. Ce n'est pas payant économiquement, mais c'est payant à l'intérieur de moi. Le bien-être est là. Moi, ce que je connais, c'est le bois; je l'ai dans le sang. »

Lorsque les répondants doivent identifier à quel(s) endroit(s) ils ont vécu leur enfance (de 0 à 18 ans), les deux générations plus jeunes identifient majoritairement la ville ou la communauté, tandis que les deux générations plus âgées mentionnent majoritairement la forêt (Figure 2). À Waswanipi, la moitié des jeunes (18-30 ans) identifie le premier lieu d'enfance comme étant la forêt, tandis que l'autre moitié identifie plutôt la communauté. De leur côté, la grande majorité des aînés disent que la forêt est leur lieu d'enfance. Les répondants de 46-60 ans sont partagés entre la forêt, la communauté et la ville. À Pikogan, les résultats diffèrent pour les générations des 18-30 ans et des 31-45 ans, dont la majorité identifie la communauté ou la ville comme lieu d'enfance, alors que les aînés mentionnent tous la forêt. Dans les deux communautés, le deuxième lieu d'enfance le plus fréquent des répondants de 46 ans et plus est le pensionnat.

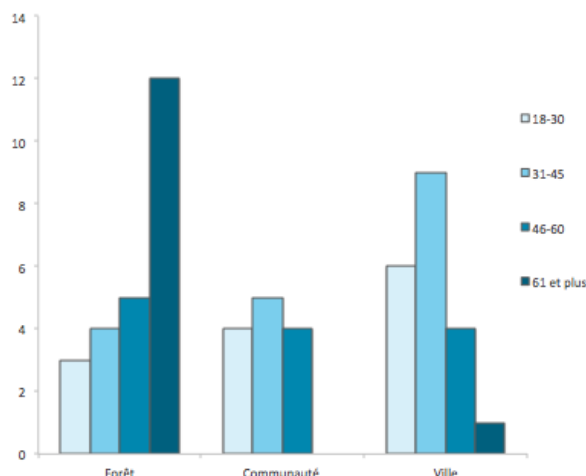


Figure 2 – Premier lieu d'enfance, selon la génération

Seulement deux jeunes (18-30 ans) disent ne pas fréquenter la forêt. La fréquentation de la forêt varie selon les réalités de chacun : les travailleurs peuvent y aller les fins de semaine, d'autres peuvent y passer 10 mois par année et n'en sortir que pour se ravitailler. Tous les répondants indiquent participer aux semaines culturelles à Pikogan et au *Moose Break* et au *Goose Break* à Waswanipi, qui permettent aux familles de se rassembler en forêt. Un répondant mentionne toutefois que la fréquentation de la forêt ne devrait pas se limiter à de courtes périodes circonscrites : « Pendant les semaines culturelles, c'est là que le monde va dans le bois. Mais pourquoi attendre? Les traditions et la langue se perdent, l'enseignement de la culture manque. » (P16-4)

Plusieurs répondants relatent de beaux souvenirs liés à des expériences vécues (expéditions hivernales en raquettes ou estivales en canot), à des moments ou à des lieux précis : « Sur le territoire de mon père, il y a un endroit où je retourne toujours, un endroit où on avait un camp qui a été détruit à la suite du divorce de mes parents. C'est la paix, ça me ramène de beaux souvenirs, je m'y sens bien. » (P23-1)

Les répondants de toutes les générations montrent un sentiment d'appartenance envers leur lieu de résidence actuel. Quelques-uns nuancent leurs propos en précisant que leur sentiment d'appartenance est encore plus fort envers leur terrain de trappe. Plus les répondants sont âgés, plus ils manifestent une préférence pour la forêt.

2.2 Aspect cognitif

Pour comparer l'aspect cognitif du lien au territoire entre les générations, six variables sont utilisées : 1) le lien au territoire; 2) le lieu de naissance; 3) les enseignements traditionnels reçus (ou non); 4) la langue parlée; 5) les éléments mis de l'avant pour se décrire; et 6) le fait d'avoir habité en ville ou non.

Tous les répondants ont un lien « fort » au territoire, sauf six des 18-30 ans, qui le décrivent comme étant « faible » (4) ou qui disent ne pas en avoir (2). Certains relatent avoir été (ou être) dans une période où ils bâtissent leur vie, se détachant momentanément de ce qu'ils connaissent, mais sachant que c'est pour mieux y revenir plus tard. « Quand on était enfant, on était plus souvent dans le bois. Avec l'adolescence, ça m'intéressait moins. Ça revient. » (P17-1) « À 35-40 ans, il y a comme un retour de la culture et les gens veulent retourner dans le bois. » (P18-4).

Pour toutes les générations, la vie en forêt est encore associée au présent : « C'est quelque chose que j'entretiens encore, c'est la belle vie! » (P23-1) « Je me sens responsable de prendre soin de ce qu'on m'a laissé et de poursuivre les pratiques de mes grands-parents. » (P3-2) Un jeune (18-30 ans) associe toutefois la vie en forêt au passé : « La vie dans le bois, c'est une manière de me ressourcer, mais c'est le bon vieux temps pour moi. Pour nous les jeunes, pour certains, c'est ennuyant, la vie dans le bois. Avec les technologies, maintenant, on a moins d'intérêt. » (P11-1) Un répondant souligne que les savoirs et pratiques associés à la

vie en forêt sont dynamiques : « On s'adapte, mais on ne perd pas l'identité. » (W19-2)

Alors que presque la moitié des répondants de Waswanipi indiquent être nés en forêt, seule une minorité des répondants de Pikogan répond la même chose; la plupart disent plutôt être nés à Amos, la ville voisine. À Waswanipi, les 46 ans et plus sont majoritairement nés en forêt, tandis que les 18-45 ans, en ville (Chibougamau, Matagami, Val-d'Or). Aucun répondant, ni de Waswanipi ni de Pikogan, n'a dit être né dans sa communauté.

Tous les répondants, toutes générations confondues, ont reçu des enseignements par des membres de leur famille ou par des aînés, et tous ont transmis des enseignements.

La première langue parlée est, dans une forte proportion, l'anicinapemowin (Pikogan) ou l'inyi-

ayamiwin (Waswanipi) (Figure 3). Toutefois, à Pikogan, peu de jeunes (18-45 ans) indiquent l'anicinapemowin comme première langue.

Certains répondants établissent un lien direct entre la locution des langues autochtones et la fréquentation du territoire forestier : « On parle plus algonquin dans le bois. C'est vrai que notre langue est une langue qui est très imagée et que ces images font plus référence à ce qui est dans le bois qu'à ce qui est en ville. » (P18-4)

Les thèmes les plus populaires utilisés par les répondants pour se décrire sont : famille/amis et territoire/culture (Figure 4).

Plus de la moitié des répondants ont déjà habité en ville (56 %). Parmi ceux-ci, la plupart sont âgés de 31 à 60 ans (20 sur 30). Peu des 18-30 ans ont déjà habité en ville (3 sur 13).

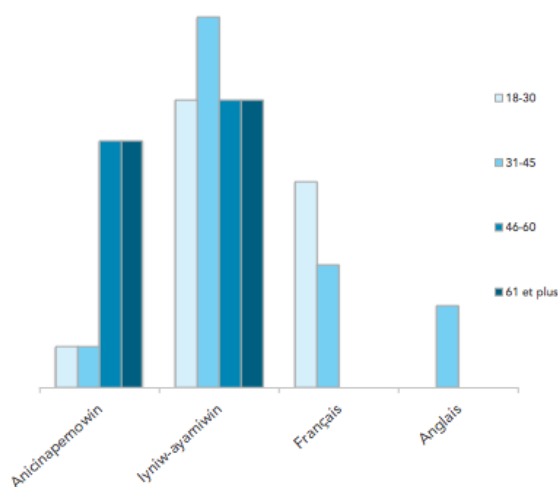


Figure 3 – Langue maternelle parlée, selon la génération

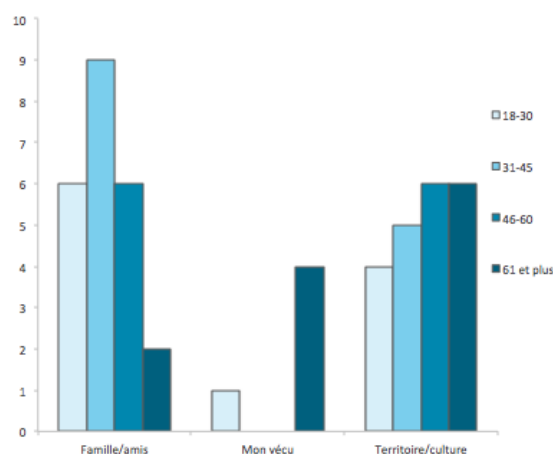


Figure 4 – Principal terme utilisé par les répondants pour se décrire, selon la génération

2.3 Aspect fonctionnel

Pour comparer l'aspect fonctionnel du lien au territoire selon les générations, six variables sont utilisées : 1) l'occupation dans la vie; 2) la responsabilité ou non d'un terrain de trappe; 3) la facilité d'accès à une voiture pour aller en forêt; 4) la pratique ou non d'activités traditionnelles en forêt; 5) envisager ou non de déménager; et 6) le partage des produits des activités traditionnelles.

Les répondants de 61 ans et plus sont retraités (5/13) ou reçoivent des prestations pour les personnes vivant de la chasse ou de la trappe (6/13). Les 46-60 ans sont majoritairement des travailleurs (11/13). Les 31-45 ans reçoivent des prestations pour chasseurs/trappeurs (6/15) ou travaillent (9/15). Quant aux 18-30 ans, la plupart travaillent ou sont aux études (7/13), tandis que les autres vivent de la prestation pour chasseurs/trappeurs (5/13).

Pour les 18 à 30 ans, la responsabilité d'un terrain de trappe revient en majorité à un proche; seulement deux répondants de cette génération disent être responsables d'un terrain de trappe (Figure 5). Chez les 31-45 ans, une faible proportion est responsable d'un terrain de trappe, alors que la majorité fréquente celui d'un proche. Chez les 46-60 ans, 43 % sont responsables d'un terrain de trappe. Enfin, la majorité des 61 ans et plus sont responsables d'un terrain de trappe. Près de deux fois plus d'hommes que de femmes sont responsables d'un terrain de trappe.

Certains répondants mentionnent faire face à des contraintes logistiques d'accès au territoire forestier : « Si j'avais une voiture, j'y irais plus souvent. Si j'avais

un camp aussi, ça aiderait. » (P22-2) Certains arrivent quand même à se débrouiller pour se rendre en forêt (autostop, covoiturage, emprunt de voiture). D'autres problèmes d'accès au territoire forestier sont mentionnés : la grande distance entre la communauté et le terrain de trappe, les chemins forestiers fermés ou endommagés et le manque de moyens financiers. Des répondants disent faire face à des obstacles qui relèvent de leur santé.

Hormis deux jeunes (18-30 ans), tous les répondants pratiquent des activités traditionnelles, et ce, à différents moments de l'année (p. ex., chasse, pêche, préparation de la nourriture traditionnelle, cérémonies, médecine, purification à la sauge, fumage de poisson et coupe de bois). Plusieurs répondants soulignent l'adaptation et l'évolution des pratiques : « Mon mode de vie dans le bois, c'est ça encore aujourd'hui, mais ça évolué. Maintenant, il faut que ce soit accessible et que ce soit bien équipé. » (P4-4)

Quant à l'intention de déménager, les répondants qui considèrent avoir un rôle important à jouer chez eux ont tendance à souhaiter rester dans la communauté : « Avant, je voulais partir de Pikogan parce qu'il y avait trop de drogue et d'alcool, mais maintenant, je veux rester parce que ma communauté a besoin de moi. » (P23-1) La volonté de déménager en forêt est plus forte chez les 46-60 ans (Figure 6) et la raison la plus souvent mentionnée est la santé et le bien-être. Les répondants de 61 ans et plus envisagent peu de déménager; pour eux, la santé et le bien-être sont également la raison la plus évoquée, mais pour rester. Les jeunes (18-30 ans) souhaitent surtout déménager en ville, tandis que les 31-45 ans donnent des réponses variées.

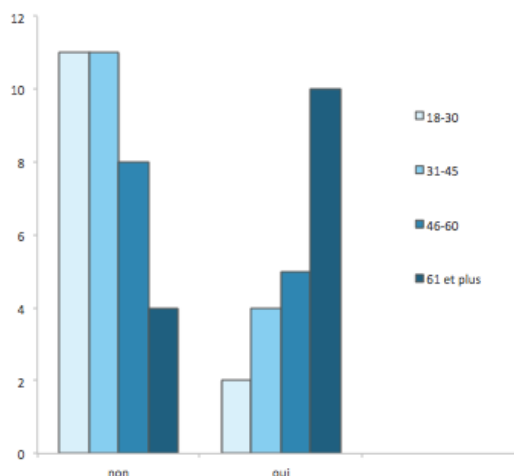


Figure 5 – Responsabilité d'un terrain de trappe, selon la génération

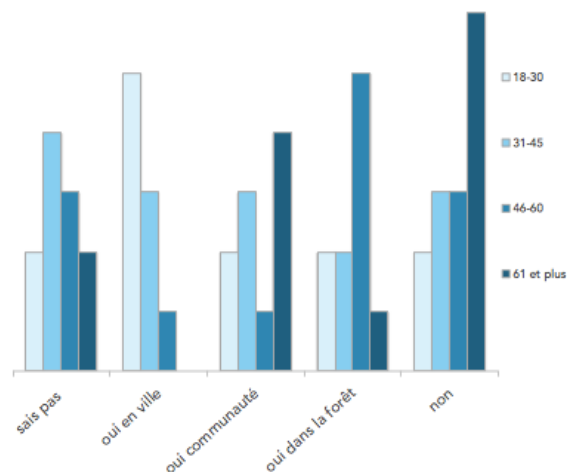


Figure 6 – Intention de déménager, selon la génération

Les raisons motivant l'envie de déménager sont réparties entre la santé, le bien-être, la recherche d'un logement plus adéquat ou la poursuite des études (Figure 7). Certains parents (particulièrement à Waswanipi, communauté plus loin que Pikogan des centres urbains) affirment souhaiter déménager, du moins temporairement, afin d'offrir plus d'opportunités à leur famille, à leurs enfants.

Tous les répondants disent partager les fruits de leurs prélèvements sur le territoire forestier, que ce soit de la viande, des fruits, du poisson ou des produits servant à l'artisanat. Ils confirment aussi, en

grande majorité, que les autres membres de la communauté partagent avec eux. Toutefois, certains affirment que les choses ont changé : « Les gens s'attendent à se faire payer. Ce n'est pas bien. Avant, c'était mieux. » (W16-4) « Certains viennent souvent *quêter* parce qu'ils savent que j'habite sur mon territoire de trappe. » (W26-4) À Waswanipi, un service de distribution de repas traditionnels est offert aux aînés trois fois par semaine, grâce à des contributions des membres de la communauté. Pour les aînés, il serait hors de question de payer pour ce service : « La nourriture traditionnelle a toujours été gratuite. Pourquoi ça changerait? » (W17-4)

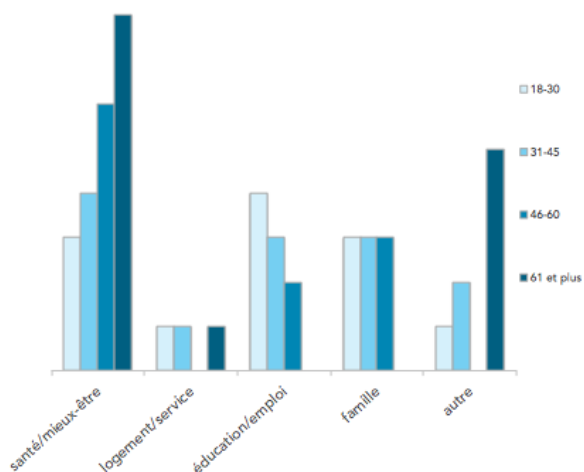


Figure 7 – Raisons de vouloir déménager, selon la génération

3. Discussion

Ce projet a permis de montrer que le lien au territoire se manifeste différemment selon les générations dans deux communautés autochtones au Québec, et ce, en fonction des aspects émotionnel, cognitif et fonctionnel.

3.1 Aspect émotionnel

Le sentiment d'appartenance au territoire est présent chez tous les groupes d'âge, mais selon des hiérarchies différentes. Toutes les générations fréquentent la forêt, mais selon des périodes différentes et pour y pratiquer des activités différentes.

Les aînés ont vécu l'implantation des réserves comme une contrainte à leur liberté. Ils sont pour la plupart nés en forêt et y ont vécu une bonne partie de leur enfance (Bousquet, 2002). Toutefois, ils ont un sentiment d'appartenance envers la communauté où habitent famille et amis. L'époque des pensionnats, deuxième lieu d'enfance de tous les répondants de plus de 45 ans, a provoqué une « cassure » dans la vie (Basile et collab., 2017; Wilson, Rosenberg et Abonyi, 2011) dans le lien au territoire et dans l'identité culturelle de plusieurs familles et communautés.

Le soutien de la famille et des amis est déterminant dans la santé holistique des peuples autochtones (Big-Canoe et Richmond, 2014; Landry, Asselin et Lévesque, 2019). Dans leur étude sur la santé autochtone en fonction de l'âge, Wilson et ses collaborateurs (2011) ont relevé que les jeunes ont des niveaux plus élevés de tous les types de soutien social, ce qui a une incidence significative sur le fait de se déclarer en bonne santé. En effet, l'intensité de l'investissement dans un réseau social attaché à un lieu a un effet déterminant sur l'attachement (McMillan et Chavis, 1986; Stedman, 2003). Les 18-45 ans ont passé plus de temps en ville et dans la communauté durant leur enfance, ce qui a un effet sur leur attachement à ces lieux. Les jeunes ont vécu leur enfance dans la communauté et y trouvent des repères géographiques, temporels et émotifs (Anton et Lawrence, 2014). Cette appartenance à la communauté demeure prépondérante, y compris pour la nouvelle génération née en ville (Lévesque et Cloutier, 2013).

Tous les répondants fréquentent la forêt sur de plus ou moins longues périodes et plus ou moins fréquemment, de façon modulée selon leur contexte et

la période de vie dans laquelle ils se situent (p. ex., étudiants, travailleurs, retraités). Le fait d'avoir vécu des moments marquants en certains lieux contribue à développer ou à renforcer le lien au territoire : le fait d'y avoir vécu des émotions, d'avoir développé des connaissances et des croyances liées à ce lieu, ainsi que des comportements et des actions qui y font référence (Jorgensen et Stedman, 2006; Low et Altman, 1992). Les activités traditionnelles se poursuivent, mais tiennent compte des nouvelles réalités et s'adaptent aux nouveaux besoins (Asselin, 2015). Par exemple, les déplacements sur le territoire forestier qui se faisaient autrefois à pied ou en raquettes se font désormais en véhicule motorisé; la communication à distance, qui se faisait autrefois par émetteur radio, se fait désormais par téléphone satellitaire ou cellulaire et par les réseaux sociaux (Lemelin et collab. 2010).

3.2 Aspect cognitif

Certaines différences intergénérationnelles s'expriment dans l'aspect cognitif du lien au territoire. Seuls quelques répondants parmi les plus jeunes disent avoir un faible lien au territoire, voire aucun lien. Ce résultat peut s'expliquer par le fait que cette période de la vie est souvent caractérisée par une quête identitaire qui se concrétise par de l'exploration personnelle et professionnelle. Dans une conception développementale et psychosociale, l'identité est considérée comme une synthèse d'éléments du passé (histoire personnelle), de caractéristiques du présent (besoins, traits de personnalité) et d'attentes envers le futur (Lannegrand-Willems, 2012). Pour les aînés, bien que le lien au territoire soit fort émotivement et spirituellement, l'état de santé de certains ne leur permet pas d'aller en forêt aussi souvent que souhaité. Ils sont par conséquent limités dans leur rôle de transmission des savoirs, laquelle se fait majoritairement sur le territoire (Asselin, 2015; Barreau, Ibarra, Wyndham, Rojas et Kozak, 2016; Basile et collab., 2017; Hernández, Hidalgo, Salazar-Laplace et Hess, 2007). Les semaines culturelles (à Pikogan) ainsi que le *Moose Break* et le *Goose Break* (à Waswanipi) ont été instaurés vers la fin des années 1970 pour assurer à tous les membres des communautés des moments de transmission des savoirs en forêt (Basile et collab., 2017). Ces rassemblements et les cérémonies qui y sont pratiquées sont un moyen de maintenir l'identité culturelle (Tobias et Richmond, 2014).

L'identité collective joue un rôle déterminant dans le lien au territoire puisque c'est la partie de la conception de soi qui découle de l'appartenance à un groupe social (Ashmore, Deaux et McLaughlin-Volpe, 2004). Un des facteurs réduisant l'identité culturelle est la dépossession environnementale, qui entraîne une modification du sens et de la fonction des relations sociales (Big-Canoe et Richmond, 2014; Fuentes, Asselin, Bélisle et Labra, 2020; Richmond, 2015). La dépossession environnementale fait référence aux processus par lesquels l'accès des peuples autochtones à leur territoire est réduit ou interrompu (Richmond et Ross, 2009). Elle se traduit par une perte de territoire de manière directe et indirecte : extraction des ressources naturelles, changements climatiques, projets de développement, etc. (Berry et collab., 2010). La dépossession environnementale serait également à la source de l'érosion des liens entre les générations (Richmond, 2015). Les aînés sont inquiets et craignent pour la poursuite des activités traditionnelles et, par conséquent, pour la continuité culturelle et l'identité, intrinsèquement liées au territoire forestier (Germain, 2012; Richmond, 2015).

Le lieu de naissance permet de se définir en tant qu'Autochtone et le fait de naître en forêt est un marqueur spatiotemporel important qui assure un lien avec le territoire, qui contribue à l'identité et qui garantit l'attribution de droits de chasse et de pêche pour la vie (Basile et collab., 2017; Dietsch et collab., 2011). Le territoire façonne les aspects culturels, spirituels, émotionnels, physiques et sociaux de la vie (Wilson, 2003). Les hôpitaux et autres établissements dans lesquels sont emmenées les personnes nécessitant des soins de début ou de fin de vie ne sont pas des lieux culturellement pertinents (McGrath, 2007).

Les termes les plus utilisés par les répondants pour se décrire sont famille/amis et territoire/culture. Les origines, notamment familiales, occupent une place importante dans la définition de l'identité (Ramos, 2006). Des différences entre les communautés sont observées quant à la proportion de répondants affirmant être nés en forêt. Des éléments historiques permettent de contextualiser ce résultat. La communauté de Pikogan a été créée en 1958, après quoi beaucoup moins d'enfants ont vécu en forêt. La communauté de Waswanipi a été créée 20 ans plus tard, en 1978.

Puisque les aînés parlent surtout l'anicinapemowin ou l'iyiniw-ayamiwin et que les jeunes ne parlent souvent que le français ou l'anglais, les échanges sont parfois difficiles. Les jeunes passent souvent plus de temps à l'école et moins de temps dehors avec les aînés (Barreau et collab., 2016; Basile et collab., 2017). Plusieurs actions sont posées afin de contrer cette dévitalisation de la langue et de favoriser la solidarité intergénérationnelle (Viscogliosi et collab., sous presse).

Pendant longtemps, la perception dominante était que les Autochtones qui s'établissaient en ville perdaient leur identité (Kermoal et Lévesque, 2010). Or, l'identité demeure – et se renforce même, pour certains (Desbiens, Lévesque et Comat, 2016). Le fait de déménager en ville amène l'individu à rechercher une cohérence autour de son histoire et de ses appartenances ou encore à faire ou refaire un « bilan identitaire » (Di Méo, 2007), ce qui contribuerait à renforcer la composante cognitive du lien au territoire.

3.3 Aspect fonctionnel

L'aspect fonctionnel se décline en plusieurs sous-aspects (culturel, spirituel, économique, santé), et ce, peu importe la génération. Il existe une pression accrue sur les plus âgés à cause de leur rôle de gardien du territoire et de transmetteur des savoirs.

La santé du territoire est directement liée à la santé de ceux qui l'utilisent (Adelson, 2004; Berkes, 2014; Parlee, Berkes et Teet'it Gwich'in, 2005; Rigby, Rosen, Berry et Hart, 2011). La solastalgie (Albrecht, 2010) est cet état de manque, d'impuissance et de tristesse profonde qui affecte les personnes assistant quotidiennement à la lente dégradation de leur environnement, notamment par les changements climatiques et par l'exploitation des ressources naturelles. Le *dysplacement* (Jackson, 2011) est également un mal qui décrit un état psychologique résultant d'une détérioration de l'environnement. De ces maux découle la dépossession environnementale, qui affecte les Autochtones, dont les territoires sont de plus en plus affectés. Le développement industriel réduit l'accès aux ressources, limitant ainsi les activités économiques, sociales et culturelles qui déterminent la santé et le bien-être des communautés autochtones (Tobias et Richmond, 2014).

Le tiers des répondants vivent de façon directe du territoire forestier puisqu'ils reçoivent des prestations du Programme de sécurité du revenu pour les chasseurs et trappeurs cris. Le choix de vivre en forêt est plus fréquent chez les Cris, probablement parce qu'il n'y a pas de programme de sécurité du revenu à Pikogan (sauf pour les Cris qui y vivent). Bien que la foresterie fournisse des emplois et des chemins d'accès au territoire, c'est également une industrie qui a des conséquences sur le mode de vie et les écosystèmes (Saint-Arnaud et collab., 2009).

Les Autochtones se considèrent gardiens du territoire (Berkès, 2014; Leroux, 2009; McGregor, Bayha et Simmons, 2010). Plus une personne vieillit, plus elle est susceptible d'hériter de la responsabilité d'un terrain de trappe. Or, les aînés sont parfois en moins bonne santé et ne peuvent se rendre en forêt aussi souvent qu'ils le voudraient (Tobias et Richmond, 2014). S'ajoutent à cela certaines contraintes logistiques telles que l'absence de moyen de transport ou d'un accompagnant, sinon la distance et les chemins forestiers fermés ou endommagés. Bien que le territoire soit le lieu privilégié de transmission des savoirs et des valeurs pour les femmes (Basile et collab., 2017), elles sont moins susceptibles de se voir transférer la responsabilité d'un terrain de trappe.

Les résultats permettent de relever un paradoxe : les aînés veulent rester dans la communauté pour des questions de santé et de bien-être, alors que les jeunes veulent partir en ville pour les mêmes raisons. Chez les aînés, leur propre état de santé ou celui d'un proche les contraint à restreindre leurs déplacements en forêt. Ils n'envisagent pas de déménager en ville puisque cela impliquerait de s'éloigner encore plus de la forêt. Pour les jeunes (18-30 ans), la ville est parfois envisagée comme un lieu d'émancipation, pour eux ou leurs enfants (Asselin et Drainville, sous presse).

Tous les répondants disent partager le fruit de leurs activités de collecte sur le territoire. En fait, avec l'eau et la médecine, la consommation de nourriture traditionnelle est le lien le plus direct entre santé et territoire (Parlee et collab., 2005; Richmond, 2015;

Simpson, DaSilva, Riffell et Sellers, 2009; Turner, Plotkin et Kuhnlein, 2013). La nourriture traditionnelle fait encore partie de l'alimentation, malgré les changements survenus dans les façons de vivre qui ont modifié les pratiques de collecte. En dépit du fait que la consommation de cette nourriture est parfois associée à certains risques (Bordeleau, Asselin, Mazerolle et Imbeau, 2016; Richmond, 2015), elle est un moyen de se connecter au territoire (Simpson et collab., 2009; Tobias et Richmond, 2014; Turner et collab., 2013).

Conclusion

Cette recherche permet de montrer que des différences existent entre les générations quant aux manifestations du lien au territoire dans deux communautés autochtones au Québec. La question se pose alors de savoir si ces différences sont tenues en compte dans les processus de prise de décision relativement au développement territorial. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour déterminer si le point de vue des aînés et des gestionnaires de terrains de trappe occulte celui des plus jeunes. Par ailleurs, bien que les tendances observées dans cette étude exploratoire soient claires, augmenter la taille de l'échantillon et le nombre de communautés permettrait d'explorer statistiquement les relations complexes entre les trois aspects du lien au territoire.

Les résultats de cette recherche soulèvent des questions qui pourraient être abordées dans des projets futurs. Par exemple, puisque la vitalité des langues autochtones semble étroitement liée à l'utilisation du territoire, il conviendrait d'étudier les effets des changements environnementaux sur la transmission linguistique. De plus, puisque le soutien familial est un élément fondamental du lien au territoire, plus de recherches sont nécessaires pour identifier les façons de favoriser la solidarité intergénérationnelle. Enfin, considérant que la ruralité autochtone ne se vit pas en vase clos et implique des déplacements fréquents entre la forêt, la communauté et la ville, de futures études pourraient se pencher sur les conditions favorisant la mobilité.

REMERCIEMENTS

Les auteurs remercient sincèrement tous les répondants pour leur générosité. Maggie Etapp, Dennis Saganash et Allan Saganash (Waswanipi), ainsi que James Cananasso, Roxane Germain et Benoît Croteau (Pikogan) ont grandement facilité la collecte de données. Cette recherche a été financée par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, par le Programme de formation scientifique dans le Nord et par le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DLALOG).

NOTES

- 1 La majorité des personnes âgées sont considérées comme des aînés en raison de leur expérience. Toutefois, il ne suffit pas d'être âgé pour être considéré aîné. Dans cette recherche, les personnes de 61 ans et plus sont nommées « aînés » par souci de simplicité.

RÉFÉRENCES

- Adelson, N. (2004). « *Being alive well* »: *Health and the politics of Cree well-being*. Toronto, ON: University of Toronto Press.
- Albrecht, G. (2010). Solastalgia and the creation of new ways of living. Dans J. Pretty et S. Pilgrim (dir.), *Nature and culture: Rebuilding lost connections* (p. 217-234). Londres, R.-U.: Earthscan.
- Anton, C. E. et Lawrence, C. (2014). Home is where the heart is: The effect of place of residence on place attachment and community participation. *Journal of Environmental Psychology*, 40, 451-461. <https://doi.org/10.1016/j.jenvp.2014.10.007>
- Ashmore, R. D., Deaux, K. et McLaughlin-Volpe, T. (2004). An organizing framework for collective identity: Articulation and significance of multidimensionality. *Psychological Bulletin*, 130(1), 80-114. <https://doi.org/10.1037/0033-2909.130.1.80>
- Asselin, H. (2015). Indigenous forest knowledge. Dans K. Peh, R. Corlett et Y. Bergeron (dir.), *Routledge handbook of forest ecology* (p. 586-596). New York, NY: Routledge.
- Asselin, H. et Drainville, R. (2020). Are Indigenous youth in a tug-of-war between community and city? Reflections from a visioning workshop in the Lac Simon Anishnaabeg community (Quebec, Canada). *World Development Perspectives*, 17, 100168. <https://doi.org/10.1016/j.wdp.2019.100168>
- Barreau, A., Ibarra, J. T., Wyndham, F. S., Rojas, A. et Kozak, R. A. (2016). How can we teach our children if we cannot access the forest? Generational change in Mapuche knowledge of wild edible plants in Andean temperate ecosystems of Chile. *Journal of Ethnobiology*, 36(2), 412-432. <https://doi.org/10.2993/0278-0771-36.2.412>
- Basile, S., Asselin, H. et Martin, T. (2017). Le territoire comme lieu privilégié de transmission des savoirs et des valeurs des femmes Atikamekw. *Recherches féministes*, 30(1), 61-80. <https://doi.org/10.7202/1040975ar>
- Berkes, F. (2014). *Sacred ecology*. New York, NY: Routledge.
- Berry, H., Butler, J., Burgess, C., King, U., Tsey, K., Cadet-James, Y. L., Wayne Rigby, C. et Raphael, B. (2010). Mind, body, spirit: Co-benefits for mental health from climate change adaptation and caring for country in remote Aboriginal communities. *New South Wales Public Health Bulletin*, 21(6), 139-145. <https://doi.org/10.1071/NB10030>
- Big-Canoe, K. et Richmond, C. A. (2014). Anishinabe youth perceptions about community health: Toward environmental repossession. *Health & Place*, 26, 127-135. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2013.12.013>
- Bordeleau, S., Asselin, H., Mazerolle, M. J. et Imbeau, L. (2016). « Is it still safe to eat traditional food? » Addressing traditional food safety concerns in aboriginal communities. *Science of the Total Environment*, 565, 529-538. <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2016.04.189>
- Bousquet, M.-P. (2002). « *Quand nous vivions dans le bois* », *le changement spatial et sa dimension générationnelle : l'exemple des Algonquins du Canada* (thèse de doctorat). Université de Paris X-Nanterre et Université Laval, Paris (France) et Québec (Canada).
- Bousquet, M.-P. (2005). Les jeunes Algonquins sont-ils biculturels? *Recherches amérindiennes au Québec*, 35(3), 7-17.
- Cheng, A. S., Kruger, L. E. et Daniels, S. E. (2003). « Place » as an integrating concept in natural resource politics: Propositions for a social research agenda. *Society and Natural Resources*, 16(2), 87-104. <https://doi.org/10.1080/08941920309199>
- Desbiens, C., Lévesque, C. et Comat, I. (2016). « Inventing new places »: Urban aboriginal visibility and the co-construction of citizenship in Val-d'Or (Québec). *City & Society*, 28(1), 74-98. <https://doi.org/10.1111/ciso.12074>
- Dietsch, E., Martin, T., Shackleton, P., Davies, C., McLeod, M. et Alston, M. (2011). Australian Aboriginal kinship: A means to enhance maternal well-being. *Women and Birth*, 24(2), 58-64. <https://doi.org/10.1016/j.wombi.2010.06.003>
- Di Méo, G. (2007). Identités et territoires : des rapports accentués en milieu urbain? *Métropoles*, 1, 69-94. <https://doi.org/10.4000/metropoles.80>
- Fuentes, L., Asselin, H., Bélisle, A. C. et Labra, O. (2020). Impacts of environmental changes on well-being in Indigenous communities in eastern Canada. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 17(2), 637. <https://doi.org/10.3390/ijerph17020637>

- Gamborg, C., Parsons, R., Puri, R. K. et Sandøe, P. (2012). Ethics and research methodologies for the study of traditional forest-related knowledge. Dans J. A. Parrotta et R. L. Trosper (dir.), *Traditional forest-related knowledge: Sustaining communities, ecosystems and biocultural diversity* (p. 535-562). Dordrecht, Netherlands: Springer.
- Germain, R. (2012). *Acceptabilité sociale de l'aménagement forestier écosystémique : le point de vue des Algonquins de Pikogan* (mémoire de maîtrise). Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Rouyn-Noranda, Canada.
- Guérin-Pace, F. (2006). Lieux habités, lieux investis : le lien au territoire, une composante identitaire? *Économie et statistique*, 393-394, 101-114. <https://doi.org/10.3406/estat.2006.7144>
- Hernández, B., Hidalgo, M. C., Salazar-Laplace, M. E. et Hess, S. (2007). Place attachment and place identity in natives and non-natives. *Journal of Environmental Psychology*, 27(4), 310-319. <https://doi.org/10.1016/j.jenvp.2007.06.003>
- Jackson, D. D. (2011). Scents of place: The displacement of a First Nations community in Canada. *American Anthropologist*, 113(4), 606-118. <https://doi.org/10.1111/j.1548-1433.2011.01373.x>
- Jean, B. (2017). Les ruraux comme minorité invisible, mais agissante : propos sur la construction sociale de la ruralité. Dans G. Chiasson, A. Ependa, B. Jean et P. LeBlanc (dir.), *Actes du colloque « La ruralité au Québec depuis les États généraux du monde rural (1991) : entre l'action et la recherche, bilan et perspectives »* (p. 176-182). Montréal, QC : Association francophone pour le savoir.
- Jorgensen, B. S. et Stedman, C. R. (2006). A comparative analysis of predictors of sense of place dimensions: Attachment to, dependence on, and identification with lakeshore properties. *Journal of Environmental Management*, 79(3), 316-327. <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2005.08.003>
- Junot, A., Paquet, Y. et Fenouillet, F. (2018). Place attachment influence on human well-being and general pro-environmental behaviors. *Journal of Theoretical Social Psychology*, 2(2), 49-57. <https://doi.org/10.1002/jts5.18>
- Kermoal, N. et Lévesque, C. (2010). Repenser le rapport à la ville : pour une histoire autochtone de l'urbanité. *Nouvelles pratiques sociales*, 23(1), 67-82. <https://doi.org/10.7202/1003168ar>
- Kistabish, B., Kistabish, D., Mapachee, T. et Rankin, S. (2011). « On est les éternels oubliés » : les Abitibiwinniks de Pikogan. *Recherches amérindiennes au Québec*, 41(1), 67-69. <https://doi.org/10.7202/1012705ar>
- Landry, V., Asselin, H. et Lévesque, C. (2019). Link to the land and mino-pimatisiwin (comprehensive health) of Indigenous people living in urban areas in eastern Canada. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 16(23), 4782. <https://doi.org/10.3390/ijerph16234782>
- Lannegrand-Willems, L. (2012). Le développement de l'identité à l'adolescence : quels apports des domaines vocationnels et professionnels? *Enfance*, 3(3), 313-327. <https://doi.org/10.4074/S0013754512003060>
- Lemelin, H., Matthews, D., Mattina, C., McIntyre, N., Johnston, M. et Koster, R. (2010). Climate change, well-being, and resilience in the Weenusk First Nation at Peawanuck: The Moccasin Telegraph goes global. *Rural and Remote Health*, 10, 1333.
- Leroux, J. (2009). Éthique et symbolique de la responsabilité territoriale chez les peuples algonquiens du Québec. *Recherches amérindiennes au Québec*, 39(1-2), 85-97. <https://doi.org/10.7202/044999ar>
- Lévesque, C. et Cloutier, É. (2013). Les Premiers Peuples dans l'espace urbain au Québec : trajectoires plurielles. Dans A. Beaulieu, M. Papillon et S. Gervais (dir.), *Les Autochtones et le Québec* (p. 281-296). Montréal, QC : Presses de l'Université de Montréal.
- Low, S. M. et Altman, I. (1992). Place attachment. Dans I. Altman et S. M. Low (dir.), *Place attachment: Human behavior and environment, advances in theory and research* (vol. 12, p. 1-12). Boston, MA : Springer.
- Martin, T. et Girard, A. (2009). Le territoire « matrice de culture » : analyse des mémoires déposés à la commission Coulombe par les premières nations du Québec. *Recherches amérindiennes au Québec*, 39(1-2), 61-69. <https://doi.org/10.7202/044997ar>
- McGrath, P. (2007). « I don't want to be in that big city; this is my country here »: Research findings on Aboriginal peoples' preference to die at home. *Australian Journal of Rural Health*, 15(4), 264-268. <https://doi.org/10.1111/j.1440-1584.2007.00904.x>
- McGregor, D., Bayha, W. et Simmons, D. (2010). « Our responsibility to keep the land alive »: Voices of northern Indigenous researchers. *Pimatisiwin: A Journal of Aboriginal and Indigenous Community Health*, 8(1), 101-123.
- McMillan, D. W. et Chavis, D. M. (1986). Sense of community: A definition and theory. *Journal of Community Psychology*, 14(1), 6-23. [https://doi.org/10.1002/1520-6629\(198601\)14:1<6::AID-JCOP2290140103>3.0.CO;2-I](https://doi.org/10.1002/1520-6629(198601)14:1<6::AID-JCOP2290140103>3.0.CO;2-I)
- Niezen, R. (2016). *Defending the land: Sovereignty and forest life in James Bay Cree society*. New York, NY: Routledge.

-
- Parlee, B., Berkes, F. et Teet'it Gwich'in. (2005). Health of the land, health of the people: A case study on Gwich'in berry harvesting in Northern Canada. *EcoHealth*, 2(2), 127-137. <https://doi.org/10.1007/s10393-005-3870-z>
- Ramos, E. (2006). *L'invention des origines : sociologie des ancrages identitaires*. Paris, France : Armand Colin.
- Richmond, C. (2015). The relatedness of people, land and health: Stories from Anishnabe elders. Dans M. Greenwood, S. De Leeuw, N. M. Lindsay et C. Reading (dir.), *Determinants of Indigenous peoples' health in Canada: Beyond the social*. Toronto, ON: Canadian Scholars' Press.
- Richmond, C. A. et Ross, N. A. (2009). The determinants of First Nation and Inuit health: A critical population health approach. *Health & Place*, 15(2), 403-411. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2008.07.004>
- Rigby, C. W., Rosen, A., Berry, H. L. et Hart, C. R. (2011). If the land's sick, we're sick: The impact of prolonged drought on the social and emotional well-being of Aboriginal communities in rural New South Wales. *Australian Journal of Rural Health*, 19(5), 249-254. <https://doi.org/10.1111/j.1440-1584.2011.01223.x>
- Saint-Arnaud, M., Asselin, H., Dubé, C., Croteau, Y. et Papatie, C. (2009). Developing criteria and indicators for aboriginal forestry: Mutual learning through collaborative research. Dans M. G. Stevenson et D. C. Natcher (dir.), *Changing the culture of forestry in Canada: Building effective institutions for Aboriginal engagement in sustainable forest management* (p. 85-105). Edmonton, AB : Canadian Circumpolar Institute Press.
- Scannell, L. et Gifford, R. (2010). The relations between natural and civic place attachment and pro-environmental behavior. *Journal of Environmental Psychology*, 30(3), 289-297. <https://doi.org/10.1016/j.jenvp.2010.01.010>
- Simpson, L., DaSilva, J., Riffell, B. et Sellers, P. (2009). The responsibilities of women: Confronting environmental contamination in the traditional territories of Asubpeeschoseewagong Netum Anishinabek (Grassy Narrows) and Wabauskang First Nation. *Journal of Aboriginal Health*, 4(2), 6-13. <https://doi.org/10.3138/ijih.v4i2.28968>
- Stedman, R. C. (2003). Sense of place and forest science: Toward a program of quantitative research. *Forest Science*, 49(6), 822-829. <https://doi.org/10.1093/forestscience/49.6.822>
- Tidball, K. et Stedman, R. (2013). Positive dependency and virtuous cycles: From resource dependence to resilience in urban social-ecological systems. *Ecological Economics*, 86, 292-299. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2012.10.004>
- Tobias, J. K. et Richmond, C. A. (2014). «That land means everything to us as Anishinaabe...»: Environmental dispossession and resilience on the North Shore of Lake Superior. *Health & Place*, 29, 26-33. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2014.05.008>
- Turner, N. J., Plotkin, M. et Kuhnlein, H. V. (2013). Global environmental challenges to the integrity of Indigenous peoples' food systems. Dans H. V. Kuhnlein, B. Erasmus, D. Spigelski et B. Burlingame (dir.), *Indigenous peoples' food systems & well-being: Interventions & policies for healthy communities* (p. 23-38). Rome, Italie : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- Viscogliosi, C., Asselin, H., Basile, S., Borwick, K., Couturier, Y., Drolet, M.-J., Gagnon, D., Obradovic, N., Torrie, J., Zhou, D. et Levasseur, M. (sous presse). Importance of Indigenous elders' contributions to individual and community wellness: Results from a scoping review on social participation and intergenerational solidarity. *Canadian Journal of Public Health*. <https://doi.org/10.17269/s41997-019-00292-3>.
- Wilson, K. (2003). Therapeutic landscapes and First Nations peoples: An exploration of culture, health and place. *Health & Place*, 9(2), 83-93. [https://doi.org/10.1016/S1353-8292\(02\)00016-3](https://doi.org/10.1016/S1353-8292(02)00016-3)
- Wilson, K., Rosenberg, W. M. et Abonyi, S. (2011). Aboriginal peoples, health and healing approaches: The effects of age and place on health. *Social Science & Medicine*, 72(3), 355-364. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2010.09.022>

La ruralité contemporaine face aux changements climatiques : étude de l'adaptation sur les littoraux touristiques d'une petite ville québécoise

Alexis Guillemard^a, Dominic Lapointe^b

RÉSUMÉ. En études urbaines ou régionales, les petites et moyennes villes (PMV) forment une catégorie difficile à classer. En périphérie, ces territoires hybrides comprennent des signes de l'urbain, mais aussi certaines fonctions associées à la ruralité (p. ex., agriculture et conservation). Le tourisme y est souvent désigné comme une solution au recul agricole et à la désindustrialisation. Pourtant, en situation littorale, le secteur touristique des PMV dépend d'un environnement fragile, soumis à divers événements naturels amplifiés par les changements climatiques. Au Québec, les littoraux de l'estuaire du Saint-Laurent font face à plusieurs pressions liées aux transformations du climat : accélération de l'érosion côtière, diminution du pied de glace, incertitudes autour des tempêtes, submersion, etc. C'est notamment le cas à Rivière-du-Loup, petite ville du Bas-Saint-Laurent. À l'aide de la théorie de la production de l'espace (Lefebvre, 1974/2000), nous essayons de mettre en lumière les principaux enjeux pour l'adaptation du territoire touristique loupérien. Nous nous basons sur certains résultats préliminaires d'une recherche-action en mode *living lab* que nous avons menée de 2016 à 2019.

ABSTRACT. In urban or regional studies, small and medium-sized cities (SMC) are a specific urban category. In the periphery, these hybrid territories include signs of the urban, but also certain activities associated with rurality (agriculture and conservation, for example). Tourism is often referred to as a solution to agricultural decline and deindustrialization. However, in coastal areas, the tourism sector in the SMCs depends on a fragile environment that is subject to various natural hazards amplified by climate change. In Quebec, the coasts of the St. Lawrence Estuary face several pressures linked to climate change: accelerated coastal erosion, reduced ice-foot, uncertainties with storms, submersion, etc. This is particularly the case in Rivière-du-Loup, a small city in the Bas-Saint-Laurent region. Using the theory of production of space (Lefebvre, 1974/2000), we try to highlight the main issues to adapt the Rivière-du-Loup tourist region. Our research is based on some preliminary results of an action-research in living lab mode that we conducted between 2016 and 2019.

Introduction

Que cela soit en études urbaines ou régionales, les petites et moyennes villes (PMV) constituent des territoires à part. En plus de leurs fonctions urbaines, les enjeux agricoles et de conservation des milieux naturels y occupent une place importante. Cette hybridité inscrit les PMV des régions périphériques parmi les diverses formes de la ruralité contemporaine. Les acteurs touristiques intègrent donc cette pluralité dans

leurs plans de développement. Aux côtés des attractions culturelles, la nature et l'agriculture y occupent une place importante, ce qui implique une plus grande dépendance au climat que dans les métropoles. En effet, dans le système touristique d'une métropole, l'attractivité naît surtout de la concentration et du rayonnement des ressources culturelles (Gagnon, 2003) ainsi que du poids du tourisme d'affaires (Pilette et Kadri, 2005; Kadri et Pilette, 2017). Les acteurs de l'urbanisme et du tourisme s'allient pour concentrer

^a Doctorant, Département études urbaines et touristiques, ESG-UQAM; Groupe de recherche et d'intervention tourisme territoire et société

^b Ph. D., professeur, Département études urbaines et touristiques, ESG-UQAM; Responsable du Groupe de recherche et d'intervention tourisme territoire et société

les attraits dans un périmètre relativement réduit et uniformisé : la bulle touristique (Judd, 1999).

De leur côté, les petites villes ne bénéficiant pas d'un produit d'appel très fort doivent composer leur offre touristique avec des attraits éclatés sur le territoire. Par rapport au tourisme urbain des grandes villes, le tourisme des PMV dépend donc d'un assemblage qui inclut leur terroir, leurs attraits naturels, leurs écosystèmes, leurs paysages et quelques attraits culturels. L'arrière-pays joue donc un rôle considérable dans leur développement touristique. Les changements climatiques sont susceptibles de transformer ces systèmes touristiques dépendant de la nature et du climat, particulièrement dans les milieux désignés comme vulnérables. Or, au Québec, les littoraux du Saint-Laurent font partie des territoires les plus sensibles aux évolutions du climat (Ouranos, 2015). Dans cette recherche, nous étudions une petite ville côtière du Bas-Saint-Laurent : Rivière-du-Loup. Malgré une population de près de 20 000 habitants (Statistique Canada, 2016a), Rivière-du-Loup peut être définie comme petite sur le continuum des PMV car, hormis le cégep, elle ne concentre pas de services d'échelles régionales (p. ex., hôpital, université, pôle industriel, institutions de direction régionale, etc.).

En 2016, la MRC de Rivière-du-Loup compte 33 958 habitants (Statistique Canada, 2016b), dont 17 973 à Rivière-du-Loup. Les autres municipalités qui nous intéressent dans la MRC se situent sur le littoral : Notre-Dame-du-Portage, Cacouna et L'Isle-Verte (ainsi que l'île de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs). Nous nous intéressons à l'échelle de la MRC car ce découpage institutionnel donne une échelle d'analyse pertinente pour analyser le système touristique loupérien, qui dépasse les frontières de la ville. En outre, les municipalités qui entourent Rivière-du-Loup forment une agglomération sous son influence (migrations pendulaires, magasinage, centre d'activités sportives et culturelles, etc.). Réciproquement, les municipalités limitrophes donnent aux Loupériens des lieux d'excursion et des accès à l'eau intéressants. Dans la MRC de Rivière-du-Loup, des usages de conservation coexistent avec des fonctions agraires et urbaines. Ici, la ruralité s'échappe du cadre campagnard agricole et symbolise bien la diversification des formes rurales et leurs rapports à l'urbain.

Cette ruralité contemporaine se reflète notamment dans la mutation économique des régions périphériques. Le tourisme s'y développe pour pallier les difficultés des secteurs primaire et secondaire. Dans notre cas, des lieux aux usages multiples (loisirs, chasse, pêche, conservation, agriculture, etc.) sont mis en valeur à des fins touristiques dans la baie de Notre-Dame-du-Portage, au parc côtier Kiskotuk ou encore à L'Isle-Verte.

En face du territoire de la MRC, l'archipel d'îles sous la gestion de la Société Duvetnor occupe une place à part puisque sa fonction touristique sert à la protection de ce sanctuaire. Le fleuve Saint-Laurent constitue le support et la trame de fond qui unissent ces différents attraits. Cependant, l'estuaire se transforme, sous les effets des changements climatiques.

Nous voulons comprendre comment les acteurs touristiques locaux s'approprient localement cet enjeu actuel, souvent déterritorialisé par des discours globalisants. C'est à l'aide de la théorie de la production de l'espace de Lefebvre (1974/2000) que nous aborderons la question de l'adaptation aux changements climatiques des espaces touristiques littoraux, en nous penchant particulièrement sur le cas de la MRC de Rivière-du-Loup.

1. La production d'espaces touristiques dans les petites villes : évolution de la ruralité et vulnérabilité aux changements climatiques

1.1 La production de l'espace

La théorie de la production de l'espace occupe une place incontournable parmi les legs du philosophe et sociologue Henri Lefebvre. Cette théorie naît dans le contexte d'une rationalisation à outrance de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme français, dans les années 1960-1970. Son auteur attaque le surdécoupage et le manque de profondeur des analyses de l'espace, dont « les recherches aboutissent soit à des descriptions [...], soit à des fragmentations et découpages de l'espace » (Lefebvre, 1974/2000, p. 13).

Pour aller plus loin et pour affiner les études spatiales, Lefebvre met en avant l'existence de la relation dialectique entre la production et l'espace. Dans une société industrialisée où l'espace social

s'étend et où l'espace naturel se réduit, l'espace est façonné par et pour la production. Dans un mouvement dialectique, la production ne peut, elle aussi, se dissocier de l'espace. La production de l'espace peut être utilisée pour interpréter l'émergence du tourisme en périphérie.

Lefebvre mentionne à plusieurs reprises le tourisme dans sa théorie. Il en fait un marqueur des transformations des campagnes françaises. En effet, pour lui, la croissance du secteur symbolise la fin des ruralités « traditionnelles » (organisées autour de l'agriculture et de la nature) et la tertiarisation des sociétés occidentales. Très critique, il dénonce le tourisme des « planificateurs » comme une parade pour les espaces en crise et une diversion à la chute des modèles agricoles occidentaux. Malgré le mépris que le développement du tourisme lui inspire, Lefebvre soulève plusieurs points importants dans la compréhension de l'espace touristique et dans la production de la destination.

Le premier point qui nous intéresse est la triplicité de l'espace. Ce processus, divisé en trois parties dialectiques, exprime comment l'espace est produit. Ainsi se superposent et s'entre-influencent l'espace conçu, l'espace vécu et l'espace perçu (Lefebvre, 1974/2000). Cette idée peut être opérationnalisée pour déconstruire la création d'un attrait touristique :

1. *Espace conçu* : Des acteurs publics et privés conçoivent un espace à visiter. Il s'agit de l'espace conçu, issu des représentations de l'espace des acteurs qui cherchent à le rendre efficace et cohérent;
2. *Espace vécu* : Toutefois, cet espace rationalisé est soumis à l'influence constante des représentations qui suscitent l'attractivité d'un lieu. Il s'agit de l'espace vécu des représentations et des symboles;
3. *Espace perçu* : Enfin, par la pratique, par le déplacement physique et par le voyage sensitif, le visiteur et le visité perçoivent l'espace, se l'approprient. C'est l'espace perçu par les pratiques spatiales, qui peut remodeler les représentations de l'espace (espace conçu) et l'espace des représentations (espace vécu).

L'utilisation de la triplicité de la production de l'espace de Lefebvre pour l'appliquer aux espaces

touristiques permet de rendre compte de la totalité du tourisme et de nuancer l'idée répandue du tourisme comme remède miracle aux inégalités de développement. En effet, l'approche traditionnelle du tourisme revient à le considérer comme un secteur industriel et un enjeu économique.

Dans cette perspective, l'espace touristique est conçu et son développement est le résultat d'une stratégie rationnelle. Or, si une mise en marché efficace est nécessaire, des facteurs culturels difficiles à contrôler expliquent également la production de l'attractivité touristique. Ainsi, la transformation d'un lieu en attrait naît de l'adhésion collective à des spécificités territoriales par les visiteurs, mais aussi par les populations locales. L'approche de l'espace vécu appliquée au tourisme rend compte de la complexité inhérente à ce secteur : concevoir un espace pour les touristes ne suffit pas à en assurer le succès. De plus, l'espace perçu différencie et hiérarchise la mise en tourisme des territoires. Les enjeux d'accessibilité, de proximité et de localisation hiérarchisent les territoires, et s'avèrent parfois des obstacles infranchissables.

Certains projets touristiques québécois pas encore aboutis reflètent la multidimensionnalité de la production d'un attrait. Par exemple, malgré les moyens considérables investis dans la Cité de l'énergie de Shawinigan, elle peine encore à s'imposer comme un incontournable du circuit touristique québécois. En Gaspésie, le village de Percé est érigé comme un des symboles du Québec. Ainsi, le célèbre rocher Percé (un îlot rocheux à la forme inhabituelle) apparaît dans beaucoup de campagnes de promotion à l'étranger de la destination Québec. Ce territoire dépend donc du tourisme et le rythme de l'activité économique se calque sur la saisonnalité touristique. Or, le village reçoit peu de visiteurs par rapport au volume de touristes qui visitent la province. La distance aux grands centres récepteurs et émetteurs de touristes ainsi que la raréfaction des moyens de transport pour y accéder constituent des problèmes trop contraignants pour être compensés par une notoriété importante – malgré un espace symboliquement fort.

Ainsi, la production d'espaces touristiques dans les petites villes en périphérie ne cadre pas dans les catégories construites par les approches touristiques traditionnelles. Le tourisme qui s'y pratique ne correspond pas à la définition du tourisme urbain, dans un

contexte où les attraits culturels de centre-ville ne suffisent pas à convaincre beaucoup de visiteurs. On ne peut pas non plus parler de tourisme de nature puisqu'il existe tout de même un centre qui rassemble les caractères de l'urbanité. Enfin, l'agrotourisme se développe dans certains lieux, mais n'est pas une voie adaptée à tous les territoires.

1.2 L'attractivité des PMV : une vulnérabilité accrue aux changements climatiques?

Le tourisme fait donc partie des secteurs économiques souvent choisis par les petites villes en périphérie (Pumain, 1999; Jamot, 2003). Certaines d'entre elles disposent d'avantages comparatifs : des attraits pour les visiteurs.

L'attractivité d'un site explique son développement touristique (Gagnon, 2003). Cette attractivité est une construction sociale des sociétés émettrices et réceptrices. Plusieurs approches existent pour détailler les éléments qui justifient l'intérêt de visiteurs. En premier lieu, l'approche géographique consiste à juger un attrait selon ses qualités naturelles et culturelles. Cette acception déterministe de l'attractivité priorise les explications de l'attractivité par des acquis historiques et par des avantages de localisation. Des classifications telles que celle menée par Defert (1972) essaient d'affiner une analyse parfois jugée simpliste. Ainsi, un site deviendrait touristique à condition de rassembler des caractères remarquables pour son hydrome (l'eau), son lithome (les monuments et vestiges), son anthropome (les activités humaines) ou son phytome (la nature). Bien que discutables, ces critères permettraient une explication rapide de l'attractivité des petites et moyennes villes québécoises. Dans le cas de Rivière-du-Loup, le fleuve Saint-Laurent (hydrome), les littoraux naturels (phytome) et le centre-ville (anthropome) expliquent l'intérêt de ce territoire pour les touristes.

Le développement touristique des périphéries s'inscrit dans la transformation du monde rural. Le secteur touristique symbolise une partie de la recomposition économique des régions et, dans un même temps, met en valeur les nouvelles composantes de la ruralité. Aujourd'hui, l'accès facile à la nature, les beaux paysages, la minimisation du stress au quotidien ou encore l'accès facile à la propriété incarnent les territoires ruraux. L'agriculture est encore importante,

mais ne se situe plus au cœur des représentations contemporaines de la ruralité (Jean, 2012).

Les PMV de périphérie telles que Rivière-du-Loup mettent donc en valeur leurs richesses naturelles, agraires et paysagères à des fins touristiques. Toutefois, ces composantes de la ruralité s'avèrent sensibles aux changements climatiques.

Ainsi, dans le Bas-Saint-Laurent, les impacts des changements climatiques se concentrent surtout sur les littoraux (Ouranos, 2015). En effet, à l'augmentation des températures moyennes et au changement des régimes de précipitations, s'ajoutent les enjeux de diminution du pied de glace et d'augmentation du niveau du Saint-Laurent. Cela mène à une accélération de l'érosion dans certains secteurs, à la vulnérabilisation de certains littoraux urbanisés lors de tempêtes hivernales et à des risques de submersion. Les effets des changements climatiques peuvent aussi transformer les écosystèmes côtiers, argument touristique important dans la région.

Le système touristique de Rivière-du-Loup, qui mise beaucoup sur des attraits littoraux naturels et agricoles, devrait donc faire face à des transformations environnementales au cours des prochaines années. Nous voulons relever comment les acteurs perçoivent ces changements, mais aussi essayer de les outiller pour l'adaptation. Pour mieux saisir l'intégration de la question des changements climatiques dans le développement touristique de Rivière-du-Loup, plusieurs démarches méthodologiques ont été utilisées.

Dans un premier temps, une démarche de type recherche ouverte en innovation (*living lab*) a été lancée de janvier 2016 à mai 2019. Il s'agit d'un processus d'innovation ouverte avec une visée de recherche-action :

L'innovation ouverte consiste à accroître et à améliorer la collaboration avec les parties prenantes d'un écosystème et à impliquer les utilisateurs dans le processus de co-création. L'approche Living Lab vise à promouvoir et structurer la collaboration des parties prenantes, et sa caractéristique principale est que les utilisateurs deviennent des parties prenantes à part entière dans le processus de co-création et sont impliqués dès le début, dans un environnement réel (Lapointe et Guimont, 2015, p. 28)¹.

Dans notre cas, des acteurs touristiques, municipaux, privés ou des citoyens sont conviés à participer à des séances de travail collectif et d'expérimentation sur le sujet de l'adaptation aux changements climatiques du tourisme. Nous avons organisé cinq ateliers. Les deux premiers ateliers, tenus en 2016, rassemblaient environ 20 acteurs à l'échelle de la MRC. Ils ont mené à une journée d'intervention et de sensibilisation.

Pour la deuxième phase de ce *living lab*, nous avons ciblé le territoire d'expérimentation en collaborant de manière plus étroite avec trois acteurs : la direction du parc côtier, un organisme environnemental de protection du Saint-Laurent et la MRC. Le parc côtier Kiskotuk a alors été défini comme l'espace touristique sur lequel réfléchir à l'adaptation aux changements climatiques. Situé le long du fleuve Saint-Laurent, ce parc régional linéaire s'étend sur deux municipalités : Cacouna et L'Isle-Verte. Il englobe aussi l'île de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs. Plusieurs usages se côtoient et, parfois, se superposent ou s'opposent. La vocation résidentielle cohabite avec des usages agricoles et récréatifs. Les rôles de conservation et de réserve faunique occupent aussi une place importante. Le parc est à la fois un lieu de promenade pour les habitants et un pôle récréatif et touristique de la MRC.

Avant d'organiser les deux derniers ateliers, nous avons mené sept entretiens empathiques auprès de différents usagers du parc pour mieux comprendre les valeurs, les usages et les vulnérabilités de ce territoire. Finalement, 19 entretiens complémentaires ont été réalisés avec d'autres acteurs touristiques et municipaux de Rivière-du-Loup. Ils sont en cours d'analyse, mais certaines informations qu'ils contiennent sont intégrées à la présente réflexion.

2. Résultats préliminaires

Nous présentons donc les principaux enjeux de l'adaptation soulevés par les acteurs liés au tourisme de la MRC de Rivière-du-Loup lors de notre démarche. Parmi toutes les données collectées, nous utilisons surtout les sept entretiens empathiques menés au parc côtier Kiskotuk. En effet, certains passages révèlent bien des leviers d'action potentiels pour l'adaptation.

Dans les canevas de ces sept entretiens, nous ne posons pas de questions directement sur les changements climatiques. Nous voulions voir quels

acteurs notaient des changements dans l'environnement du parc que nous pourrions associer aux changements climatiques. Cette démarche avait été suggérée par les acteurs présents au troisième atelier afin d'alimenter le contenu des deux dernières rencontres.

Tout d'abord, il apparaît que seuls les acteurs en contact très fréquent avec le parc notent des changements (chasseurs, agriculteurs et intervenants touristiques).

Qu'est-ce que j'trouve qui a changé c'est les marées. L'eau a monte din champs asteur. Quand on cultive... avant ça, quand on cultivait y avait jamais d'eau qui montait din champs. Pis là asteur, quand on sème des plantes su'l bord des fossés, y-y pousse pas. Y pousse...pis là, quand la marée monte, ben là, c'est de l'eau salée. Faque là, à un moment donné (sourire)... Ça a d'la misère, ça l'aime pas ça. Tu vois ça reste, ça reste sur l'argile, sur le bord. Pis ça on – c'est un phénomène qu'on voyait pas beaucoup. Moi, quand j'tais ti-gars, on voyait jamais, jamais ça. Asteur, on en voit beaucoup là. Toutes... dans toutes les grandes marées là, asteur y a de l'eau dans l'chemin. (Entrevue 4)

Dans ce passage, cet agriculteur observe la submersion récurrente d'une partie de ses champs. Il compare cet événement à une époque où cela n'arrivait pas, selon son vécu. Ces inondations d'eau salée touchent son activité, car elles détruisent une partie de ses plants. Cela dit, il nous explique tout de même, plus tard dans l'entretien, que ces pertes sont résiduelles par rapport à la taille de son exploitation. Il réfléchit même à certaines potentialités qu'il pourrait tirer de la situation (culture de plantes pouvant pousser dans des sols salés).

Si l'on peut associer ces épisodes de submersion à la montée du niveau des eaux, l'érosion côtière s'avère aussi un facteur aggravant. Un chasseur rend compte de ce phénomène naturel, accéléré par les changements climatiques (Ouranos, 2015) :

Faque l'érosion... eh, on voit que ça s'effrite. Eh, la mer monte de plus en plus.....dans le sens la partie de la batture versus la partie vaseuse re-gagne du terrain là (...) Dans les 40 ans où j'y ai été là...Ça a changé beaucoup, beaucoup, beaucoup, beaucoup. Il y a

beaucoup plus de marais qu'on avait, mais s'parce que là c'est la mer qui vient les chercher. Faque, même, j'ai une cache qui est sur le bord du-de la rivière, elle est à veille de s'en aller là. Parce que là... Elle est rendue... Avant y avait peut-être facilement la longueur de mon bureau devant, en battures. Maintenant, c'est la rivière qui commence là. (Entrevue 1)

Ici encore, cet utilisateur de longue date du territoire insiste sur une évolution du territoire par rapport à quelques décennies auparavant. Le phénomène mis en avant est la transformation des formes de la côte sous l'effet de l'érosion côtière. Cette érosion est accélérée par la diminution progressive du pied de glace, comme le relève un intervenant touristique de l'île de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (L'Isle-Verte) :

Sur la rive nord de l'île – en particulier là, les tempêtes maintenant là eh, bouleversent la plage eh, les glaçons viennent ravager – comme si une tempête d'hiver, comme la glace est toute fragmentée, plus d'un seul tenant maintenant. Les glaçons se promènent et endommagent le couvert végétal de plus en plus loin maintenant. Alors ça, c'est des changements que j'ai remarqué, moi, parce qu'avant eh, avant, on n'avait pas ça, j'veux dire. Avant, la glace prenait et y avait un espèce de parement de glace solide là et c'était très rare qu'on voyait les glaçons éparpillés, montés sur les plages, comme j'l'ai vu y a 2 ans. Comme j'l'ai vu l'année dernière, même. (Entrevue 5)

Cet interlocuteur nous décrit très précisément et très visuellement les impacts de la diminution de l'englacement de l'estuaire. Cela aggrave un phénomène vécu en aval de l'île, sur le littoral continental du parc côtier :

Toute l'érosion... On le vit. Les marais se brisent, se... changent, entre autres, il y a une cache ou s'qu'on, une des caches, puisqu'on en a plusieurs, devant la cache avant ce n'était pas... un marais (rires). Maintenant, c'est rendu (sourire) : un grand marais. Il est rendu tellement grand qu'on peut le voir sur Google Map. (Entrevue 1)

La transformation du paysage s'observe donc déjà. Pourtant, les acteurs rencontrés ne mentionnent pas directement les changements climatiques, mais signalent l'accélération de l'érosion côtière, la diminution du pied de glace et la submersion. Dans leur pratique du territoire, ils font face à ces changements. L'agriculteur constate la submersion à un niveau qu'il n'avait jamais vu auparavant. Le chasseur constate qu'une de ses caches pour la chasse est désormais inutilisable à cause de l'érosion. Le responsable d'un attrait touristique de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (L'Isle-Verte) note la diminution du pied de glace et les glaçons sur la rive nord de l'île.

Ce projet de recherche s'appuie aussi sur la thèse de doctorat en études urbaines d'Alexis Guille-mard, au cours de laquelle 19 entretiens ont été réalisés dans la MRC de Rivière-du-Loup et dans la MRC de Rimouski-Neigette auprès d'intervenants touristiques, d'acteurs de l'aménagement du territoire et d'acteurs environnementaux. Si nous ne pouvons pas encore détailler le contenu des verbatims non codés, plusieurs éléments en ressortent tout de même. Pour l'instant, tous les acteurs rencontrés partagent une conscience et une inquiétude par rapport aux changements climatiques. Nous n'avons pas encore rencontré d'acteurs qui émettent des doutes sur leurs occurrences. Toutefois, face au défi, le sentiment d'impuissance est partagé par tous les acteurs. Ce sentiment d'impuissance fait écho à celui relevé par ceux qui ont participé aux ateliers du *living lab*.

Seuls 2 acteurs parmi les 19 répondants relèvent avec certitude des transformations physiques du territoire et s'inquiètent de l'érosion. Les autres participants émettent des hypothèses et associent certains événements météorologiques aux changements climatiques, mais insistent sur l'incertitude de leurs constats. Le manque de connaissance et le sentiment d'impuissance poussent les acteurs rencontrés à nous avouer peu agir pour l'adaptation dans leur sphère professionnelle. Individuellement, dans leur vie personnelle, tous essaient de faire des efforts. En revanche, dans le contexte d'une organisation professionnelle, ils ne trouvent pas ou peu de ressorts à activer.

Enfin, pour les enjeux spécifiques aux petites villes, plusieurs acteurs signalent que des organi-

sations aux équipes réduites sont souvent complètement monopolisées par les enjeux du quotidien. Selon ces répondants, cette échelle ne dispose pas de ressources suffisantes (en temps, en employés, en argent) pour affronter les enjeux à long terme, comme ceux des changements climatiques. De plus, certaines perceptions pointent du doigt les élus et leur manque de vision à moyen ou long terme. Les périodes électorales, trop courtes, ne seraient pas adaptées à la territorialisation d'une adaptation aux changements climatiques.

3. Enjeux pour la production d'espaces touristiques littoraux adaptés

Les différentes phases de la recherche menée de 2016 à 2019 révèlent chacune un enjeu principal.

3.1 La sensibilisation territorialisée

La première phase correspond aux ateliers menés en démarche *living lab* et au prototypage qui a suivi. Les acteurs touristiques mettent en avant la nécessité de la sensibilisation. Toutefois, il ne s'agit pas de cours ni d'informations générales sur les changements climatiques, mais d'une sensibilisation territorialisée qui pourrait toucher les visiteurs, les entreprises touristiques et les résidents.

Dans un environnement en transformation, pour durabiliser la production d'espaces touristiques littoraux, il semble donc nécessaire de concevoir des outils (matériels ou éducationnels) qui permettent de réaliser l'ampleur des changements à venir. De plus, dans une PMV, cette sensibilisation ne peut être cloisonnée au tourisme. Elle devrait aussi bénéficier aux populations et/ou à d'autres secteurs économiques.

Si on la lie au prisme de la théorie de la production de l'espace, une sensibilisation territorialisée permet de donner au territoire des capacités immatérielles à lancer l'adaptation. En effet, l'espace des représentations joue un rôle fondamental dans l'action face aux changements climatiques. Ainsi, l'accès à l'information et aux connaissances des effets des changements climatiques permet de savoir à quel niveau agir. Parallèlement, la construction de symboles peut construire un imaginaire du risque ou une conscience des changements climatiques et de leurs effets.

3.2 La mobilisation et la mise en valeur des savoirs vernaculaires

Les résultats du travail sur le parc côtier Kiskotuk nous donnent aussi des enseignements intéressants. Ce territoire est utilisé quotidiennement par des acteurs qui en exploitent les richesses (agricoles, fauniques et touristiques). Ces personnes possèdent des savoirs vernaculaires accumulés par une pratique assidue du milieu :

Les savoirs géographiques vernaculaires sont [...] un engagement de tous les sens, qui les fonde dans une expérience ontologique de l'espace et du milieu. Ils sont nécessairement subjectifs et contextualisés, et ne peuvent donc être que pluriels. Si l'on peut repérer des caractères communs à tout savoir géographique vernaculaire, les contenus sont toujours différents, comme les cultures dont ils sont l'expression (Collignon, 2005, p. 325).

Les changements climatiques au Québec sont – pour le moment – une réalité assez lointaine, avec peu d'impacts visibles sur les territoires. Toutefois, dans une société tertiariée, nomade et urbaine, les individus capables de constater les transformations physiques de leur milieu de vie sont rares. La pratique répétée, hebdomadaire et ancienne (donc l'expérience) d'un milieu donne des référentiels physiques et temporels permettant une comparaison. Dans le cas de la MRC de Rivière-du-Loup, les agriculteurs, les chasseurs et les usagers fréquents du territoire ont été en mesure de relever les changements. La valorisation de ces savoirs vernaculaires peut permettre la production d'espaces touristiques adaptés aux changements climatiques.

Les PMV périphériques bénéficient d'acteurs capables de constater des effets des changements climatiques. Alors que ces individus relèvent des impacts locaux, ils ne les intègrent pas forcément dans une évolution globale. Il serait pourtant pertinent de mobiliser leurs observations et leurs connaissances dans des programmes d'adaptation, qui peinent parfois à s'ancrer dans les territoires.

3.3 La mobilisation des ressources

Lors de ce projet de recherche dans une PMV, il nous a semblé que les ressources internes au territoire peuvent être mobilisées plus facilement que dans un contexte métropolitain. Les petites

villes, par leur échelle, auraient une capacité de mobilisation plus transversale et intersectorielle que dans une métropole. Cependant, trouver un relai sur le territoire s'est avéré précieux. Dans notre cas, le Living Lab en innovation ouverte (LLio) du Cégep de Rivière-du-Loup a été l'organisation de relais entre les chercheurs et les acteurs, puis entre les différents secteurs d'activité.

Malgré les initiatives d'innovation ouverte et les enseignements que nous en avons tirés, il reste toutefois plusieurs obstacles à l'adaptation, notamment en ce qui concerne l'accès à des ressources externes au territoire. Lors des ateliers, le manque d'outils ainsi que le manque de moyens humains et financiers ont été souvent désignés comme des limites importantes à l'action. Si des ressources provinciales (Action-Climat Québec et le programme Climat municipalités) et fédérales (Fonds d'action pour le climat, programmes de soutien de la Fédération canadienne des municipalités) existent, leur mobilisation se heurte aux réalités d'une échelle municipale dont les équipes réduites sont accaparées par les enjeux du quotidien.

Outre les limites inhérentes à la structure municipale d'une petite ville, les acteurs municipaux ne disposent pas toujours de connaissances ni de moyens techniques pour innover les réponses aux changements climatiques. Ainsi, certaines stratégies d'immunisation sont privilégiées par rapport à des solutions plus longues à mettre en œuvre. Par exemple, l'enrochement constitue la réponse récurrente aux enjeux de submersion ou d'érosion sur les rivages du Saint-Laurent, alors que la voie du génie végétal ne se développe que dans des secteurs très localisés.

Conclusion

Les petites villes de périphérie comme Rivière-du-Loup, selon nous, font aujourd'hui partie de la ruralité contemporaine. On y retrouve la multifonctionnalité de l'espace rural, déclinée « en quatre fonctions souvent concurrentes : productive, résidentielle, récréative et de préservation » (Simard, 2017, p. 113). En outre, plusieurs représentations de la ruralité, telles que la nature, l'agriculture et une certaine qualité de vie (Jean, 2012) sont mises en valeur par le tourisme. À Rivière-du-Loup, certains de ces attraits, surtout quand ils sont en position littorale, sont déjà

touchés par les effets des changements climatiques et peuvent subir une intensification de ces transformations. Déconstruire l'attractivité de ces lieux révèle la grande diversité des richesses territoriales affectées (ou potentiellement affectées) par les changements climatiques : paysage, biodiversité, agriculture, patrimoine, etc.

Par conséquent, réfléchir à l'adaptation du tourisme aux changements climatiques et l'expérimenter dépassent le seul intérêt des acteurs touristiques, et peuvent aussi bénéficier à d'autres composantes du territoire. À plusieurs reprises, les acteurs ont insisté sur les externalités positives d'initiatives initialement appliquées au tourisme pour l'ensemble de la collectivité. Par exemple, une offre expérientielle de sensibilisation menée dans le parc côtier Kiskotuk bénéficierait aussi aux habitants qui le fréquentent. Toutefois, la dialectique entre tourisme et communauté reste présente, ouvrant la porte au risque d'une adaptation ciblée sur la fréquentation touristique, au détriment des représentations et usages locaux.

Ainsi, la MRC de Rivière-du-Loup, territoire hybride, s'avère un bon laboratoire pour des solutions innovantes, à la fois utiles pour des grands centres urbains, mais aussi pour les espaces ruraux ayant moins de services. La démarche en mode *living lab* montre l'importance des relais territorialisés pour innover et trouver des options d'adaptation aux changements climatiques, elles-mêmes adaptées au contexte local.

Trois enjeux se superposent. Le premier, révélé par la phase des ateliers, est de sensibiliser les acteurs territoriaux aux effets locaux des changements climatiques. Un autre enjeu revient à trouver des personnes qui, par leurs connaissances et leur pratique du territoire, constatent des changements. Les savoirs de ces informateurs clés doivent absolument être valorisés pour trouver des moyens de concrétiser l'adaptation, car ils sont une traduction de l'espace perçu comme en transformation. Enfin, l'enjeu de donner des outils et des moyens à une échelle qui en manque par rapport aux métropoles s'avère pertinent pour dépasser un cadrage cognitif des changements climatiques, où la globalité du phénomène, et ses temporalités, et la proximité des impacts laissent un vide à l'échelle méso pour territorialiser l'adaptation.

NOTES

- 1 Traduction des auteurs de : « Open innovation is about increasing and improving collaboration with an ecosystem's stakeholders and engaging users in the co-creation process. The living lab approach aims to promote and structure stakeholder collaboration, and its key feature is that users become fully fledged stakeholders in the co-creation process and are involved from the very beginning, in a real-life environment.

RÉFÉRENCES

- Collignon, B. (2005). Que sait-on des savoirs géographiques vernaculaires? *Bulletin de l'Association de géographes français*, 82(3), 321-331. Repéré à www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2005_num_82_3_2467
- Defert, P. (1972). Les ressources et les activités touristiques : essai d'intégration. *Cahiers du CET*, série C, 19. Marseille : Université d'Aix-Marseille.
- Gagnon, S. (2003). *L'échiquier touristique québécois*. Sainte-Foy, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Kadri, B. et Pilette, D. (2017). *Le tourisme métropolitain renouvelé*. Sainte-Foy, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Jamot, C. (2003). Les petites villes et la dynamique touristique : l'exemple de La Souterraine (Creuse). Dans *L'avenir des petites villes*, Actes du Colloque international de Clermont-Ferrand (p. 141-154). Clermont-Ferrand, France : Presses universitaires Blaise Pascal.
- Jean, S. (2012). Les représentations sociales de la ruralité et l'urbanité québécoise contemporaine : une approche par la cartographie conceptuelle. *Recherches sociographiques*, 53(1), 103-131. <https://doi.org/10.7202/1008921ar>
- Judd, D. (1999). Constructing the tourist bubble. In D. Judd & S. Fainstein (Eds.), *The tourist city* (p. 35-53). New Haven, CT: Yale University Press.
- Lapointe, D., & Guimont, D. (2015). Open innovation practices adopted by private stakeholders: Perspectives for living labs. *Info*, 17(4), 67-80. <https://doi.org/10.1108/info-01-2015-0003>
- Lefebvre, H. (1974/2000). *La production de l'espace* (4^e éd.). Paris : Anthropos.
- Ouranos (2015). *Vers l'adaptation : synthèse des connaissances sur les changements climatiques au Québec*. Montréal, QC : Ouranos. Repéré à www.ouranos.ca/synthese-2015
- Pilette, D. et Kadri, B. (2005). *Le tourisme métropolitain : le cas de Montréal*. Sainte-Foy, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Pumain, D. (1999). Quel rôle pour les villes petites et moyennes des régions périphériques? *Revue de géographie alpine*, 87(2), 167-184. Repéré à www.persee.fr/doc/rga_0035-1121_1999_num_87_2_2950
- Simard, M. (2017). Environnement, conflits et tractations entre divers acteurs ruraux au Québec : une mobilisation inégale du capital environnemental? *Noréis*, 243(2), 111-126. Repéré à www.cairn.info/revue-noroi-2017-2-page-111.htm
- Statistique Canada (2016a) Profil du recensement, Recensement de 2016 - Rivière-du-Loup, Ville [Subdivision de recensement], Québec et Québec [Province]. Repéré à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CSD&Code1=2412072&Geo2=PR&Code2=24&Data=Count&SearchText=Riviere-du-Loup&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&TABID=1>
- Statistique Canada (2016b). Profil du recensement, Recensement de 2016 - Rivière-du-Loup, Municipalité régionale de comté [Division de recensement], Québec et Québec [Province]. Repéré à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CD&Code1=2412&Geo2=PR&Code2=24&Data=Count&SearchText=Riviere-du-Loup&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All>

GRIR

LE GROUPE DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION RÉGIONALES

Le GRIR est un groupe interdisciplinaire qui vise à susciter ou à réaliser des recherches et des activités de soutien à la recherche (séminaires, colloques, conférences, publications) en milieu universitaire, dans la perspective d'une prise en main des collectivités locales et régionales que ce soit au Québec ou ailleurs.

Le GRIR invite les chercheurs à proposer le fruit de leurs recherches dans l'une des collections suivantes :

- Culture et identités;
- Études en développement régional;
- Développement durable;
- Innovations sociales et mouvements sociaux;
- Santé, assistance, interventions sociales et problèmes sociaux.

Renseignements :
grir@uqac.ca

grir.uqac.ca

GRIR

UQAC

Groupe de recherche
et d'intervention régionales
Université du Québec à Chicoutimi

Les trois vi-e-s des territoires ruraux : voyage en France ou ailleurs

Sylvie Lardon^a

« Des territoires vivants pour transformer le monde. »
(Caron et collab., 2017)

RÉSUMÉ. Les territoires ruraux changent : ils nouent de nouvelles relations avec le monde urbain. La planète s'urbanise : elle est le siège de nombreux flux. Ces dynamiques, qui s'étendent sur de larges espaces, occultent celles qui se déroulent à proximité, à faible densité, dans les territoires où pourtant on assiste à un foisonnement d'initiatives. Or, ce sont des territoires vivants qui transforment le monde en articulant l'urbain et le rural, en assumant une solidarité réciproque, en dépassant les limites et les frontières. Pour accompagner ces dynamiques de changement, l'ingénierie territoriale se doit de favoriser l'interterritorialité, l'intégration des échelles et des mondes ainsi que la reconnaissance des innovations sociales et territoriales. Plus encore, elle doit impliquer l'ensemble des acteurs qui sont partie prenante pour donner vie aux territoires en se construisant une vision partagée du territoire et en mettant en œuvre des actions collectives, en les ancrant dans le territoire et en les rendant visibles et sensibles. Ce cadre conceptuel d'une ingénierie territoriale pour, par et avec les territoires ruraux est issu d'une recherche partenariale en cours avec le territoire du Grand Clermont et du parc naturel régional Livradois-Forez, en région Auvergne-Rhône-Alpes, en France, qui « invente les territoires de demain » autour de son projet alimentaire territorial. Il y a là de nouvelles pistes à explorer qui remettent en cause les procédés traditionnels de production scientifique et de construction de l'action. La rigueur des itinéraires méthodologiques construits et la diversité assumée des dispositifs permettent de monter en généralité. L'imagination valorise cette diversité et produit le futur des territoires.

ABSTRACT. Rural areas are changing: they are forging new relationships with the urban world. The planet is urbanizing: it is the seat of many flows. These dynamics, which extend over large spaces, obscure those that take place nearby, at low density, in territories where, however, we are witnessing a proliferation of initiatives. However, these are living territories which transform the world, by articulating the urban and the rural, by assuming a mutual solidarity, by crossing the limits and the borders. To support these dynamics of change, territorial engineering must promote inter-territoriality, the integration of scales and worlds, and the recognition of social and territorial innovations. But even more, it must involve all the stakeholders, to give life to the territories, by building a shared vision of the territory and implementing collective actions, by anchoring them in the territory, and by making them visible and sensitive. This conceptual framework of territorial engineering for, by and with rural territories is the result of ongoing partnership research with the territory of Grand Clermont and the Livradois-Forez Regional Natural Park, in the Auvergne-Rhône-Alpes region, in France, which "invents the territories of tomorrow" around its territorial food project. There are new avenues to explore, which challenge the classic processes of scientific production and construction of action. The rigor of the methodological routes constructed and the assumed diversity of the devices allow us to build in generality. The imagination values this diversity and produces the future of the territories.

Introduction

Les territoires ruraux changent, bougent et se transforment. Ils nouent de nouvelles relations avec le monde urbain. La planète s'urbanise : elle est le siège de nombreux flux, économiques, d'informations, de migrants qui cherchent d'autres lieux pour vivre. Les

mobilités sont voulues (loisirs, tourisme, découverte du monde) ou subies (guerres, risques naturels, insécurité). La mondialisation est là, avec son lot d'avantages (connaissance d'autres cultures, développement des technologies) et d'inconvénients (diffusion des épidémies, homogénéisation des produits).

^a Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) et AgroParisTech, UMR Territoires, Clermont-Ferrand, France

Ces dynamiques, qui s'étendent sur de larges espaces, occultent celles qui se déroulent à proximité, à faible densité, dans les territoires où pourtant on assiste à un foisonnement d'initiatives. « En définitive, dans une société urbaine mondialisée, la campagne est peut-être en meilleure posture pour imaginer de nouvelles figures du local permettant d'opposer à la banalisation des lieux et des modes de vie des formes d'expression très variées. » (Margetic, Roth et Pouzenc, 2017, p. 7) Allons à la rencontre de quelques-unes d'entre elles pour comprendre ce qui se passe dans les territoires ruraux :

Les formes territoriales émergentes peuvent être considérées comme autant de prémices de nouveaux modèles d'organisation apportant des réponses à un problème particulier et valorisables, éventuellement dans une perspective de développement durable, à une échelle plus large. (Caron, 2017, p. 18)

Le territoire, en ce qu'il permet d'innover et de renforcer le contrôle des transformations par les acteurs, est un maillon essentiel pour concevoir et expérimenter de nouvelles formes d'intervention adaptées à chaque situation. En ce qu'il connecte actions publique et collective, il l'est également pour articuler actions locales, nationales et internationales et pour jouer le premier rôle d'une ingénierie multiscalaire du développement durable. (Valette, Caron, Coppens d'Eeckenbrugge et Wassenaar, 2017, p. 272)

C'est avec ce parti-pris d'une approche territoriale que nous abordons ce voyage au sein des territoires, en France ou ailleurs, à la rencontre des ruralités contemporaines. C'est dans une perspective de développement territorial, où les acteurs se donnent la capacité de maîtriser les processus qui les concernent (Deffontaines, Marcelpoil et Moquay, 2001), que nous tirons les leçons de diverses expériences vécues ou racontées, tant les récits de vie expriment les dynamiques non encore advenues qui feront le futur des territoires.

Dans une première partie, nous présenterons les diverses façons d'entrer en contact avec les territoires ruraux, pour une chercheuse elle-même investie dans le développement territorial. Puis, au fil d'expériences racontées, dans différents lieux et dans diverses circonstances, nous déroulerons progressivement quelques fils pour comprendre ce qui

est en train de se passer dans les territoires ruraux, ici et ailleurs. Enfin, par un retour réflexif sur ce que nous avons vu et compris des territoires, nous rendrons compte des trois vi-e-s des territoires ruraux, attachées aux trois verbes *vouloir*, *vivre* et *voir*, d'une approche pour accompagner les « territoires vivants pour transformer le monde », une nouvelle ingénierie territoriale qui dessine les territoires (Debarbieux et Vanier, 2012) et qui invente les figures du projet territorial (Debarbieux et Lardon, 2003).

1. À la rencontre des territoires ruraux par des voies détournées

Pour un chercheur, fût-il en sciences humaines et sociales, la voie d'entrée traditionnelle dans la complexité des systèmes humains est l'analyse documentaire, l'entretien de terrain et le croisement des données. Sans trop nous en éloigner, nous avons préféré un chemin détourné : a) par les documents vivants, ceux des témoignages d'acteurs et de chercheurs lors de colloques un peu décalés, b) par des ateliers de coconstruction, supports de paroles d'acteurs, et c) par des regards croisés de chercheurs, a posteriori. Nous avons ainsi nommé les trois façons d'entrer dans le vif du sujet et d'apprendre par la découverte du monde des objets (Bonnard, 2015).

a) Les documents vivants : témoignages d'acteurs et de chercheurs lors de colloques

La première façon est somme toute assez traditionnelle pour un chercheur : il s'agit de se nourrir des connaissances partagées lors de colloques ciblés sur sa problématique. Or, quand le colloque s'intitule « Faire monde commun », qu'il se passe dans un lieu chargé d'histoire (soit le musée de Bibracte, une ville gallo-romaine), qu'il fait se rencontrer des chercheurs et des acteurs du territoire (du parc naturel régional du Morvan en région Bourgogne-Franche-Comté (CESER Bourgogne-Franche-Comté, 2017)), il se passe des choses inattendues. Quand c'est un séminaire chercheur-acteur du projet de recherche INVENTER – Inventons nos territoires de demain¹ et qu'il se fait itinérant pour combiner témoignages d'acteurs et propos de chercheurs, il y a des connexions qui se font. Quand ce sont les acteurs eux-mêmes, accompagnateurs des projets de territoire (p. ex., la Plateforme 21 pour le développement durable² ou CapRural³ en

Auvergne-Rhône-Alpes), qui organisent le dialogue avec les chercheurs, il y a une prise de recul collective qui s'opère, puis chacun repart enrichi d'expériences nouvelles.

b) Les ateliers de coconstruction

La seconde façon est proactive et s'inscrit dans une longue perspective de recherche-formation-action, dans laquelle :

La formation est conçue comme une interface entre chercheurs et acteurs du développement territorial et comme moteur de leurs interactions. La formation est un médiateur entre la recherche et l'action, au sens où elle intervient dans l'action en se plaçant comme interlocutrice des questions de développement portées par les acteurs et où elle intervient dans la recherche en interpellant les chercheurs sur les concepts et les méthodes à produire pour faciliter l'apprentissage collectif. Elle mobilise et génère de nouvelles connaissances; elle s'appuie sur et favorise l'acquisition de compétences. » (Lardon et collab., 2015, p. 48)

Nous avons nommé le dispositif « jeu de territoire », mis au point en 2003 lors d'un séminaire de recherche (Angeon et Lardon, 2003), testé en 2004 avec les acteurs du territoire au moment de la construction du viaduc de Millau (Lardon, Moquay et Poss, 2007). Ensuite, nous l'avons stabilisé dans un autre contexte, celui d'une région éloignée du Québec, au Témiscamingue (Lardon, 2013). Depuis lors, nous avons « joué » plus de 50 fois dans des situations variées.

L'approche repose sur trois principes (spatialisation, participation des acteurs et portage politique) et partage avec l'ensemble des acteurs qui sont partie prenante. Le jeu de territoire se joue en trois étapes (diagnostic, prospective et pistes d'action) pour construire une vision partagée du territoire et de ses enjeux, et pour impliquer les acteurs dans des actions collectives pour leur projet de territoire.

c) Les regards croisés de chercheurs

La troisième façon est indirecte : elle se fait par l'accompagnement de jeunes chercheurs pour les aider à construire leur propre itinéraire méthodologique de recherche, dans des ateliers que nous avons organisés ces dernières années au sein de l'Unité

mixte de recherche Territoires⁴. Au fil des exposés des jeunes chercheurs, l'approfondissement méthodologique permet aussi de rapidement s'intéresser à différentes histoires, qu'on peut faire siennes et valoriser dans d'autres circonstances.

C'est avec cette richesse de points de vue que nous pouvons entrer dans les dynamiques des territoires ruraux et regarder le monde autrement.

2. À la croisée des chemins, « une autre vie s'invente ici » (PNR, 2007)

Il ne s'agit pas ici d'approfondir quelques études de cas, ni même de les comparer et d'évaluer leurs apports réciproques. Il s'agit plutôt d'évoquer quelques expériences pour les reconnaître comme de potentiels leviers de développement territorial (Loudiyi et Houdart, 2019). Si elles sont souvent fédérées autour d'une problématique commune, celle de l'alimentation (Lardon et Loudiyi, 2014), elles peuvent prendre racine dans d'autres enjeux du développement territorial, qu'ils soient économiques, sociaux, environnementaux ou culturels (Torre et Wallet, 2015).

2.1 Des articulations inédites

Le territoire du Grand Clermont et du parc Livradois-Forez fait l'objet d'un projet alimentaire territorial labellisé en 2017 dans le cadre du Programme national pour l'alimentation⁵ :

Un PAT constitue un ensemble d'initiatives locales, coordonnées dans le cadre d'une stratégie territoriale globale et transversale visant à développer un système alimentaire territorial et à structurer l'économie agro-alimentaire par le rapprochement des acteurs impliqués dans ce système et le développement d'une alimentation locale, durable et de qualité. (DRAAF Auvergne, 2015, p. 1)

Les acteurs de ce même territoire, le Grand Clermont et le parc Livradois-Forez, sont partenaires du programme de recherche-action INVENTER – Inventons nos territoires de demain 2015-2020 :

Le projet INVENTER vise à formaliser les dynamiques d'évolution des territoires ruraux et métropolitains, en prenant appui sur la gou-

vernance alimentaire, et à concevoir l'accompagnement du changement dans un dispositif de recherche-formation-action. Pour ce faire, les chercheurs d'INVENTER s'intéressent aux territoires de projet, où s'inventent de nouvelles façons d'alimenter et d'accompagner les territoires, tant sous l'impulsion de politiques territorialisées que d'actions collectives. Le projet a donc l'ambition d'inventer de nouveaux modèles de développement territorial, dans un partenariat interactif et créatif, entre chercheurs et acteurs, à différentes échelles d'action. (INRA, 2015, s. p.)

De ce fait, le PAT du Grand Clermont et du parc Livradois-Forez a été à la fois l'objet d'étude du projet de recherche-action INVENTER et le lieu d'expérimentation de nouvelles modalités d'articulation urbaine-rurale.

Plusieurs jeux de territoire y ont été menés. En 2016, le jeu « Inventons notre territoire de demain » (Trimech et Lardon, 2017a), mené sur le grand territoire, a mis en évidence l'enjeu, pour les acteurs locaux, d'un même modèle de développement, tant pour la partie urbaine (Grand Clermont) que pour la partie rurale (parc Livradois-Forez). Le scénario combine points de vente locaux, ateliers de transformation et éducation alimentaire des enfants sur tout le territoire (voir Figure 1).

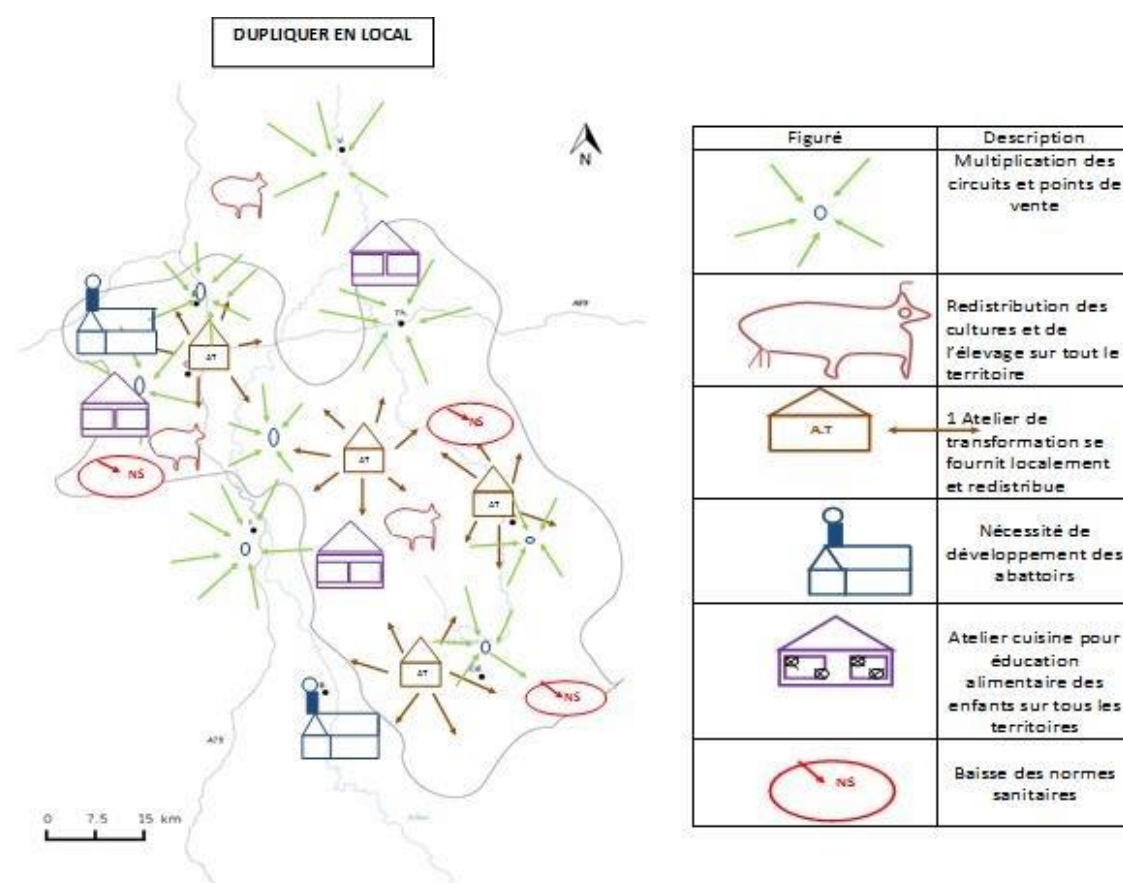


Figure 1 – Scénario d'évolution du territoire du Grand Clermont et du PNR Livradois-Forez
Source : Trimech et Lardon, 2017a

Le deuxième jeu, « Inventons notre alimentation de demain » (Trimech et Lardon, 2017b), a été mené en 2017 à l'échelle de Billom Communauté, un regroupement de communes, charnière entre le Grand Clermont et le parc Livradois-Forez. Il a concrétisé ce modèle de développement. Dans le scénario d'évolution proposé par les acteurs, le centre de distribution alimentaire, localisé à Billom, articule les dynamiques de polarisation vers le Grand Clermont, sur la partie ouest du territoire, avec les dynamiques de constitution d'une ceinture verte, dans la partie plus rurale du parc Livradois-Forez, à l'est. Ainsi, la différenciation du territoire agricole est valorisée et l'approvisionnement en produits locaux est possible pour tous (voir Figure 2).

Ces travaux de recherche, antérieurs au plan d'actions alimentaires élaboré en 2018, illustrent bien la volonté des acteurs locaux de coordonner les actions, fussent-elles hétérogènes, et d'articuler les échelles, du local au grand territoire. La mise en œuvre du projet alimentaire, en cours, répond

effectivement à cette double exigence. C'est ainsi que plusieurs initiatives, souvent lancées en amont, prennent une nouvelle ampleur par leur reconnaissance par les acteurs institutionnels et professionnels. Les magasins de producteurs, tels que le magasin Le Local à Ambert (Iceri, 2019) et le magasin Aux Champs à Thiers, sont des lieux de valorisation de produits locaux, mais aussi de réponse à des enjeux sociaux et territoriaux (rénovation des centres-bourgs à Ambert, territoire zéro chômeur à Thiers). L'usage de la monnaie locale, la doume, initialement portée par les acteurs de la société civile (Houdart et Nguyen Ba, 2018), prend de l'ampleur au sein du département et impulse le soutien de la métropole Clermont-Auvergne pour le développement de filières alimentaires localisées. Le réseau des jardiniers, idée issue du jeu de territoire de Billom Communauté, a vu le jour en 2019 (Beuseroy, Malbon, Mariotti, Lalanne et Lardon, 2019; voir Figure 3). Ce sont autant de témoignages d'acteurs et d'analyses de chercheurs répertoriés lors du séminaire itinérant organisé par le projet INVENTER en juin 2019.

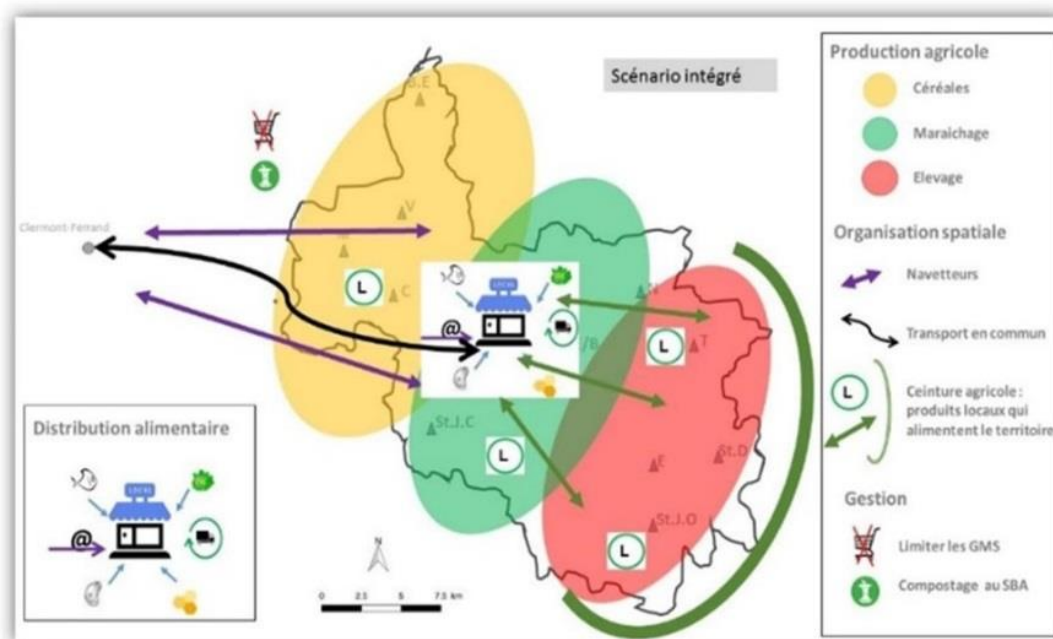


Figure 2 – Scénario d'évolution du territoire de Billom Communauté

Source : Trimech et Lardon, 2017b

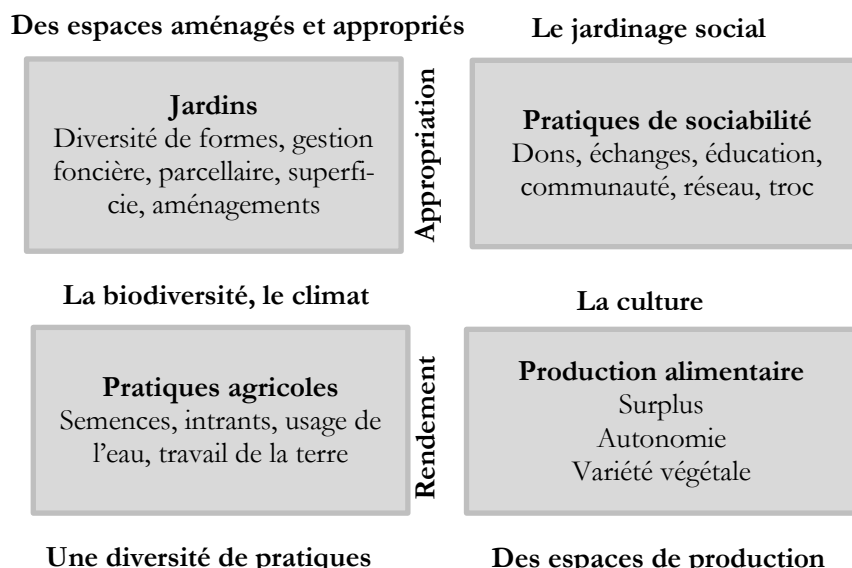


Figure 3 – Diversité des jardins et des jardiniers
Source : d'après Beauseroy et collab., 2019

Or, réciproquement, l'expérience des acteurs techniques et politiques du projet alimentaire les amène à élargir leurs champs d'action commune, tout d'abord aux problématiques énergétiques et environnementales, en coordonnant sur le grand territoire les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) des intercommunalités, puis aux questions de mobilité, dans un contrat de réciprocité avec Clermont Métropole. Il est à noter que ces initiatives ne sont actuellement connues que parce qu'il y a une arène locale, en l'occurrence le projet de recherche INVENTER, qui permet les échanges d'informations et la mise en synergie des actions entre chercheurs et acteurs. Cette façon d'identifier les signaux faibles des dynamiques en cours n'est pas à négliger. Heureusement, les acteurs eux-mêmes l'ont anticipé en proposant aux chercheurs de pérenniser leur collaboration en « instituant » un comité scientifique au sein même

de la gouvernance du projet alimentaire. C'est une action en cours prometteuse, qui signe un apprentissage réciproque des chercheurs et des acteurs issus de leur confrontation, voire de leurs controverses (Lièvre, Johany et Nguyen Ba, 2019).

2.2 Des solidarités assumées

Les 14^e entretiens de Bibracte-Morvan se sont déroulés du 11 au 13 septembre 2019. Ils étaient organisés par le parc du Morvan et le Centre archéologique européen de Bibracte, avec les chercheurs du Groupe de recherche Innovation et territoires de montagne de l'Université de Grenoble. Nous étions, chercheurs et acteurs, invités à « faire monde commun : venez participer à ce qui vous attache à votre territoire, afin d'y mieux vivre » (carton d'invitation, voir Figure 4).

Comment définir ensemble ce qui fait la singularité de la vie en territoires de montagne pour esquisser un monde commun?

Venez participer aux discussions, donner votre avis, décrire votre vie!
La manifestation **faire monde commun** propose une expérience **ouverte à tous**.
Des regards, des imaginaires et des savoirs pratiques, scientifiques et techniques
se croiseront autour de cette question.

Figure 4 – Extrait du carton d'invitation

C'est ainsi que nous avons vécu une expérience unique, qui a secoué nos propres convictions de chercheuse et nos interrogations de citoyenne, en ouvrant de nouvelles fenêtres sur le monde. Il y avait tout à la fois le cadre théorique des communs (Orstrom, 2009), mais dans une acception territorialiste (Magnaghi, 2014), instrumenté par le sociologue Bruno Latour (2017) et ses étudiants de science politique à partir de son ouvrage *Où atterrir?* Il y avait une table ronde sur la montagne, sur l'hyper-rural et sur la marge pour croiser les regards et débattre (Depraz, 2017; De La Soudière, 2017), des mini-films documentaires et un long métrage sur les habitants du lieu. Des ateliers prospectifs ont été tenus pour imaginer l'agriculture de montagne sur les territoires du Grand Site Bibracte-Mont Beuvray et des ateliers d'expression en commun sur les enjeux du territoire (gestion de l'eau en pleine sécheresse liée au changement climatique, gestion de la forêt avec les conflits autour des essences feuillues ou conifères, maintien d'activités dans une zone de montagne excentrée du Massif central, etc.). Le tout, dans des lieux insolites, avec méchoui à la ferme, ateliers au musée de Bibracte, logement en gîtes communaux, cantine au Centre archéologique européen et conférences à la salle polyvalente. Les participants étaient ralliés en co-voiturage spontané, ce qui invitait à la spontanéité et à la créativité. Nous en retenons la grande force qui émane de dynamiques individuelles transformées par le collectif et la possibilité de faire monde commun malgré les différences, voire en combinant des contraires, dans un élan de solidarité.

On retrouve des solidarités assumées entre territoires différenciés, telles qu'on a pu les voir entre l'urbain et le rural pour le projet alimentaire du Grand Clermont et du parc Livradois-Foréz, dans d'autres lieux et avec d'autres configurations. Ainsi, le territoire Guillestrois-Queyras, impliqué également dans un projet alimentaire porté par le parc

du Queyras et le territoire du Briançonnais, des Écrins, du Guillestrois et du Queyras, articule montagne et vallées, espaces de nature et espaces agricoles (pâturages), production de lait valorisée par des fromageries locales en cours de constitution d'une appellation (Bleu du Queyras) et production de viande vendue en direct à la ferme grâce à l'abattoir de Guillestre géré en commun par les producteurs et les collectivités territoriales. Les habitants permanents et les touristes saisonniers sont attachés aux produits locaux et/ou bio; fréquentent les marchés locaux et les petites épiceries locales pour maintenir un maillage de commerces. Les habitants entretiennent leur jardin et leur poulailler pour une consommation autonome, et font preuve de solidarité envers les plus démunis (associations). Bien sûr, l'approvisionnement se fait encore beaucoup par la grande distribution, surtout dans ce contexte de difficiles mobilités liées au relief montagnard, mais les voisins s'organisent, des relais locaux sont trouvés, les déplacements administratifs et professionnels sont mis à profit (voir Figure 5).

Lors du jeu de territoire (Bletterie et Lardon, 2019), les participants avaient encore d'autres idées, comme la mise en place d'un glanage organisé : une structure associative organisée à l'aide d'une charte mettrait en relation des glaneurs et des propriétaires et exploitants agricoles pour procéder à la collecte des denrées alimentaires non récoltées (vergers non exploités, restes après récolte, invendus, cueillette) ou le financement d'un « transformobus » (bus itinérant qui parcourt tout le territoire pour faire des ateliers de transformation) afin de mieux conserver les produits locaux et de créer un lien entre les habitants (conservation en groupe, ateliers, etc.). Depuis, de nouvelles initiatives ont vu le jour, sous l'impulsion des acteurs institutionnels, qui se sont alliés dans une structure associative, le Média des Acteurs⁶, pour organiser des ateliers participatifs, des forums citoyens, etc.

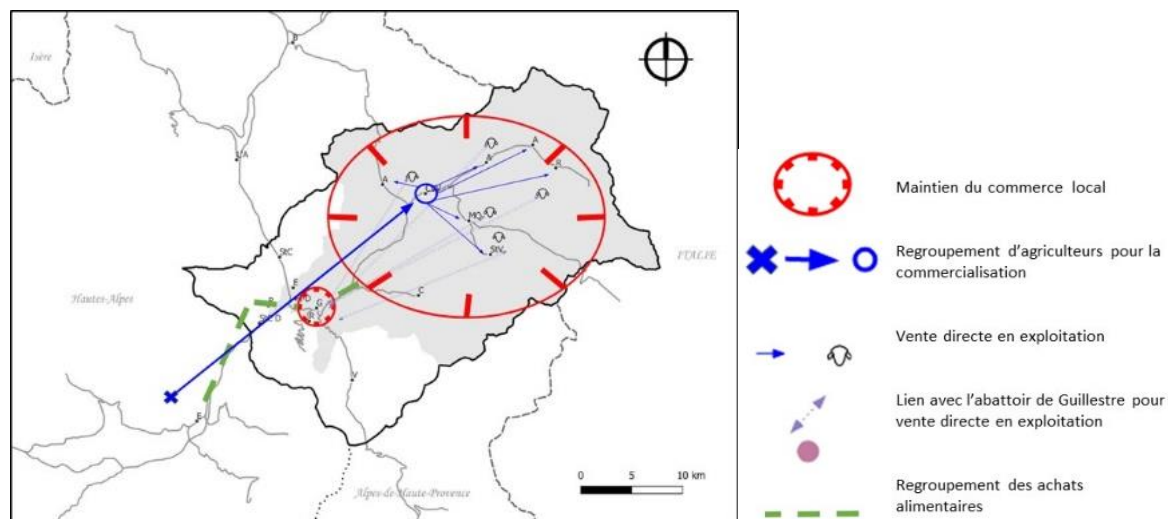


Figure 5 – Des territoires où il est possible d'être acteur de sa consommation alimentaire

Source : Bletterie et Lardon, 2019

Dans la vallée de la Levrière, c'est aussi le contraste entre vallée et plateaux qui fait débat, et qui a incité le Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement de l'Eure⁷ et l'Association de la Vallée de la Levrière, dans le cadre du programme Paysages en transitions territoriales, à monter le projet Vallées habitées pour redynamiser la vallée. C'est dans ce cadre que nous avons mené un jeu de territoire (Lardon, Marraccini, Rizzo et Benoît, 2019b) visant à imaginer des circuits pour la vallée de la Levrière d'ici 2040.

Afin de mieux révéler les caractéristiques partagées de la vallée de la Levrière, il est vite apparu important pour les acteurs d'intégrer ses dynamiques économiques et ses activités agricoles à une échelle plus large, en prenant en compte la vallée de l'Epte, constitutive d'une même entité paysagère, et la ville de Gisors, qui structure le territoire. Le territoire des vallées de la Levrière et de l'Epte représente un bassin de production agricole important et diversifié (élevage de porcs ou de bovins [lait et viande], pisciculture, cultures [betterave, lin, colza, luzerne, orge, blé, etc.], vergers, exploitation forestière, héliiculture). Toutefois, ces produits peinent à être valorisés localement, malgré la présence d'industries agroalimentaires : une boulangerie-fromagerie artisanale, une sucrerie et une usine de déshydratation. Un des freins à un potentiel développement local semble la forte ouverture vers l'extérieur : forte tendance à l'exportation (demande essentiellement extérieure et, notamment, importants bassins de consommation à Rouen et Paris) et services

de transformation situés à l'extérieur de la vallée, comme c'est le cas pour le service d'abattage.

L'esquisse d'un circuit local est à relever : quelques productions sont en vente directe, mais restent très fortement concurrencées par les supermarchés de Gisors. Le marché de Gisors est aussi touché par le phénomène d'attraction de ces établissements, et observe une nette baisse de fréquentation et une faible représentation des produits locaux. Finalement, ces initiatives, encore timides et isolées, sont le fait d'un potentiel manque de perspective de rentabilité à l'échelle de la vallée en raison de la faible densité démographique, d'un pouvoir d'achat contrasté, mais aussi du manque de mise en réseau et de structuration (en commercialisation) des différents producteurs et éleveurs locaux, qui ne parviennent pas à concurrencer l'offre extérieure des grands distributeurs ni à créer une identité particulière à leurs produits.

Ce sont ces problèmes que les acteurs ont tenté de résoudre. Deux thèmes abordés et particulièrement essentiels pour certains acteurs sont le lien social et l'accès aux services. En effet, le manque de services au sein de la vallée est très rapidement apparu comme un enjeu incontournable sur lequel travailler. (L'idée de marché fixe et mobile a été discutée.) De plus, les acteurs ont fait part d'une volonté de renforcer le lien social à travers l'aménagement de places publiques pour en faire des lieux de rencontre et de convivialité. Une autre réflexion transversale a été la volonté d'une piste à circulations

douces et écologiques (vélos, trottinettes électriques, transports en commun électriques) reliant les différents villages et longeant le ruisseau de la Levrière. Ce sont autant d'actions qui sont lancées localement⁸.

2.3 Des frontières dépassées

Le Béarn et la Bigorre sont deux régions naturelles des Pyrénées, à cheval sur deux départements et deux régions administratives, La Nouvelle-Aquitaine et l'Occitanie. Or, l'espace de vie Tarbes-Lourdes-Pau (TLP) réunit 13 intercommunalités dont les enjeux communs dépassent les limites administratives mentionnées et nécessitent de les aborder dans des espaces cohérents, des nouveaux territoires ou des territoires de projets. Il s'agit des dynamiques du quotidien, qu'on retrouve dans les modalités de vie des habitants de cet espace : les multiples déplacements (travail, loisirs, familiaux, etc.), les activités collectives spécifiques (sportives, événementielles, etc.), les projets divers et les incitatifs locaux réalisés par des acteurs économiques (entreprises, artisans, etc.), la création d'associations, etc.

Cependant, il existe un fort enjeu sur le plan politique qui relève de la coopération/coordination de l'action publique dans ce périmètre. Cela pose les bases d'une problématique historique, qui empêche de développer certaines initiatives transfrontalières et d'atteindre le grand potentiel du Béarn-Bigorre, ce qui entraîne des conséquences négatives sur l'attractivité de cet espace en France et d'ailleurs ainsi qu'une forte dépendance croissante vis-à-vis des territoires voisins, notamment des deux grandes métropoles, Toulouse et Bordeaux.

C'est dans ce contexte que la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) a lancé une démarche, à travers l'implication et l'engagement des acteurs locaux, afin d'identifier ensemble les enjeux communs et de favoriser l'action collective pour le développement des territoires du Béarn-Bigorre, avec un esprit ouvert à

la participation de tous ces acteurs locaux, les habitants d'ici, qui se sentent prêts à agir pour coconstruire l'avenir.

Le jeu de territoire (Copello, 2019) organisé par la CACG et AgroParisTech a donné à voir l'organisation spatiale du territoire, avec le contraste sud-nord entre le relief pyrénéen, son versant riche en ressources hydrologiques, la zone d'élevage pastoral en montagne et les prairies cultivées dans le piémont et le plateau céréalier, zone caractérisée par la qualité du sol, qui permet de cultiver le maïs. L'axe est-ouest, qui passe de Tarbes à Pau, concentre les déplacements entre pôles d'emplois. On observe finalement un effet miroir entre les deux parties du territoire, l'axe de symétrie étant la frontière administrative.

Un des scénarios imaginés est centré sur la mobilité et l'énergie (voir Figure 6). Les vallées sont reliées par une mobilité douce (transports collectifs de type tramway) et sont alimentées par des systèmes de production énergétique locaux (SPEL) autour de la méthanisation, de l'hydrogène et de l'hydroélectricité. Il y a des zones de production autonomes reliées, avec la possibilité de transfert d'énergie, qui bénéficient de la mobilité douce (tramway). Dans la zone montagne, une infrastructure transvallée, avec des vélos électriques ou à hydrogène, relie les vallées. Pour répondre aux problématiques des changements climatiques, les stations de ski sont reprises pour développer le vélo. Toujours en réaction aux changements climatiques, la rareté de la ressource en eau pose l'impératif de devoir faire des réserves d'eau pour l'agriculture ou, plus généralement, pour la population et les entreprises. Il y a une spécialisation des vols à l'international à l'aéroport Ossun-Lourdes et des vols nationaux à l'aéroport de Pau, avec des avions électriques ou à hydrogène à mobilité douce, moins polluants. Cet espace devient un même territoire politico-administratif, porté politiquement par les pôles ruraux-urbains, et non par les agglomérations.

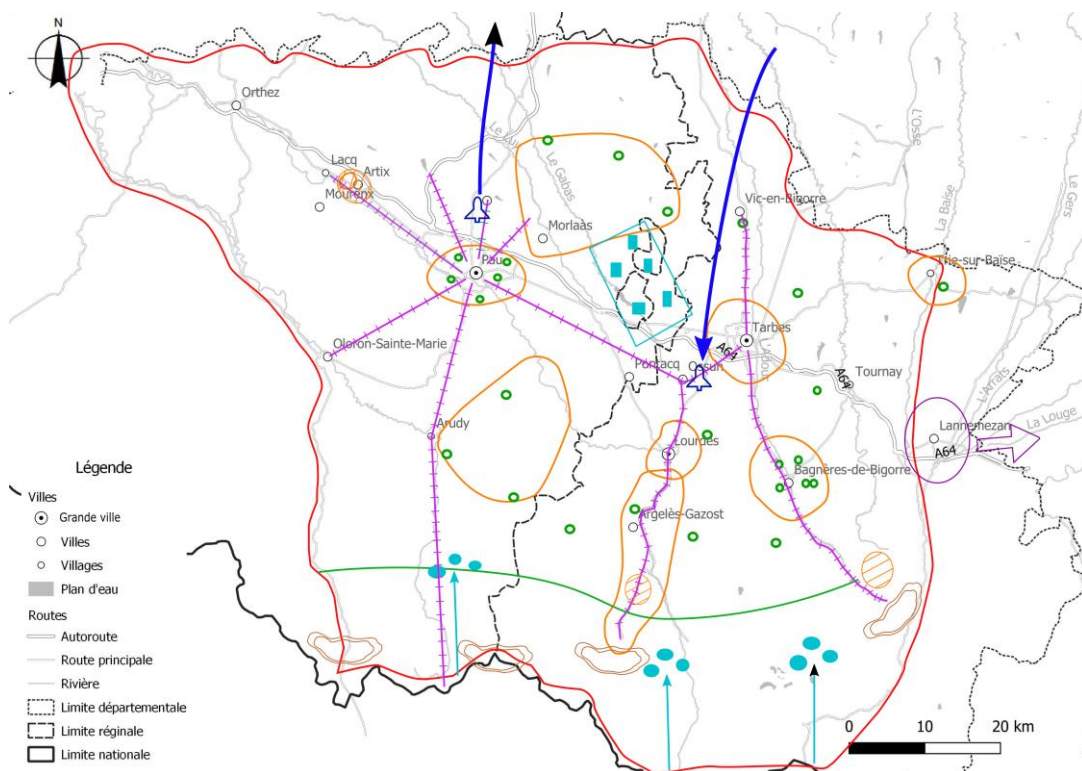


Figure 6 – Territoire d'innovation du pays Béarn-Bigorre
Source : Copello, 2019

La technologie devient un facteur d'intégration territoriale, comme en d'autres lieux d'autres dynamiques innovantes. À Pise, en Italie, la préservation des terrasses en oliveraies du mont Pisano est le support d'une route de l'huile qui valorise les produits locaux. Les canaux de drainage de l'eau du mont sont aussi les canaux d'irrigation de l'agriculture céréalière de la plaine inondable de Pise. Les forêts littorales du parc naturel accueillent aussi les grandes exploitations expérimentales du parc et de l'université pour le développement des races bovines locales. Ces dynamiques confortent les projets alimentaires de la zone périurbaine de Pise (Filippini, 2015).

À Chascomús, en Argentine, le lien entre la ville et la campagne se recrée à travers l'organisation collective des producteurs. Le maintien de l'activité en milieu rural passe par une amélioration des infrastructures et par la préservation de l'environnement. On est loin d'une vision dichotomique de l'espace entre les grandes haciendas relevant d'un modèle productif intensif et les nouveaux projets d'agritourisme. L'agriculture et l'alimentation se combinent aux autres activités du territoire (Lardon, Copello et Albaladejo, 2019a).

3. L'ingénierie territoriale au prisme des trois vi-e-s des territoires ruraux

Toutes ces expériences relatées, tout comme beaucoup d'autres qui se déroulent sous nos yeux ici et ailleurs, montrent qu'il se passe quelque chose dans les territoires qui pourrait transformer le monde. Au-delà des processus globaux d'urbanisation, de mondialisation et des effets des changements climatiques, se déclinent, à l'échelle du territoire, des initiatives aussi variées qu'inattendues, aussi spontanées que créatives, qui dessinent un monde commun. Dans ces formes d'organisations émergentes, les territoires ruraux font souvent figure d'inspirateur qui bouleverse les relations traditionnelles de dépendance à la ville et innove dans des synergies renouvelées entre urbain et rural. Ce sont ces signaux faibles de processus en cours qu'il nous faut capter et comprendre pour mieux les accompagner.

3.1 Les 3i d'une nouvelle ingénierie territoriale : interterritorialité, intégration et innovation

Dans une vision d'ensemble de l'ingénierie territoriale, je propose de reprendre le schéma du territoire de projet, à l'articulation entre incitations institutionnelles et initiatives des acteurs locaux, en intégrant trois processus de transformation des territoires (Lardon, 2017) :

- *Inter-territorialité* (Vanier, 2008) : Prendre en compte les liens avec les territoires voisins, l'imbrication dans des échelles plus vastes, la reconnaissance des différenciations territoriales pour ne pas figer un territoire dans ses frontières, mais pour l'ouvrir au monde;
- *Intégration territoriale* : L'action publique locale met en œuvre elle-même des initiatives qui irriguent les territoires et donnent une nouvelle force à l'action territoriale, et lui apporte une légitimité auprès des institutions. Ce changement des modalités de l'action publique prend tout son sens actuellement dans les projets alimentaires territoriaux, largement déclinés à l'échelle locale et articulés à l'échelle globale;
- *Innovation territoriale* : Les créations de la société civile débordent les prédictions et inventent « par le bas » de nouvelles visions d'avenir. Les acteurs locaux n'hésitent plus à s'approprier les enjeux territoriaux pour agir au nom du « bien commun » et de valeurs universelles (Magnaghi, 2014). De nouvelles modalités d'action collective telles que *start-up* de territoire, *fab lab* ou *living lab* mobilisent les capacités de tous les acteurs pour développer des idées audacieuses pour le territoire.

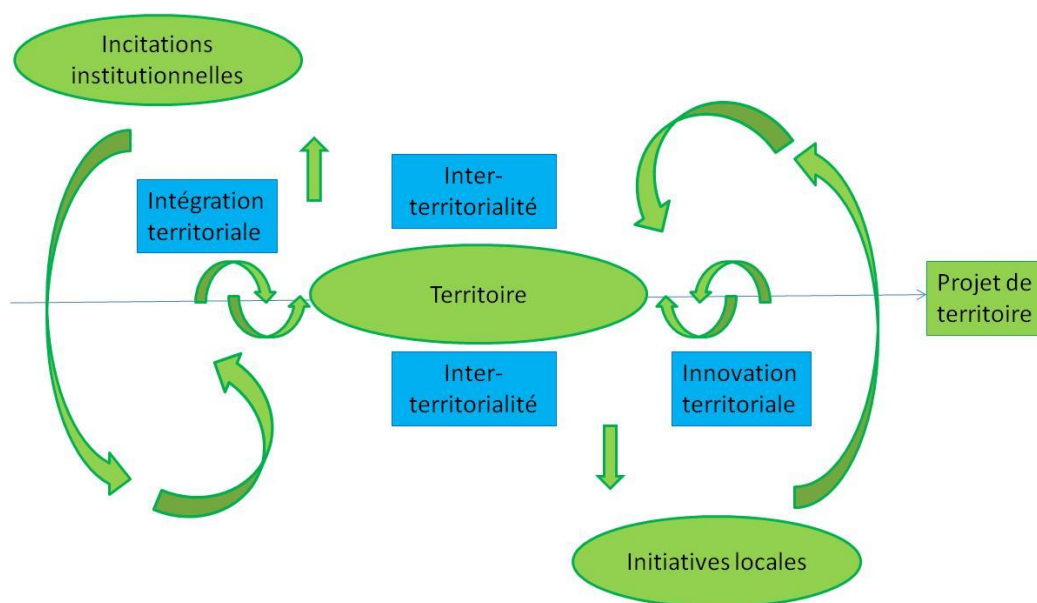


Figure 7 – Les trois processus d'une nouvelle ingénierie territoriale

Ce cycle d'interactions part du territoire, mobilise les capacités locales au nom de valeurs globales, légitime l'intervention des acteurs locaux et des institutions au niveau local et produit de nouvelles dynamiques territoriales. Le problème n'est plus de savoir si l'État insufflé un développement *top-down* et si les acteurs locaux s'essouffent à promouvoir un développement *bottom-up*. Les synergies sont inversées dans la mesure où les institutions

publiques ont le pouvoir de soutenir localement les projets et où la société civile a le pouvoir de donner du sens aux projets. Ce renversement des dynamiques engendrées par l'aménagement des territoires n'est-il pas la condition pour inventer nos territoires de demain? (Lardon, 2017, p. 84)

3.2 Les 3 vi-e-s d'une nouvelle ingénierie territoriale : vouloir, vivre, voir

À la lumière des observations récentes, le schéma se complexifie, mais donne les clés de lecture pour accompagner ces processus en impliquant l'ensemble des acteurs qui sont partie prenante. Chaque territoire est responsable de son propre avenir, mais il s'intègre dans une cohérence d'ensemble, car les acteurs conjuguent leurs capacités d'action et les mettent en synergie. Ce qui fait monde commun, ce sont les libres choix que les acteurs font pour dessiner leur territoire de demain en valorisant leurs ressources et leurs compétences. Cela définit les trois vi-e-s des territoires, qu'il s'agit d'entretenir et d'accompagner (voir Figure 8).

Vi comme vision, c'est-à-dire vouloir

Vouloir se construire une vision partagée des enjeux du territoire et mettre en œuvre des actions collectives ne se fait pas sans les acteurs publics locaux, qui portent les procédures et les dispositifs. Cela ne se fait pas non plus sans les acteurs économiques du marché ni sans les acteurs de la société civile, dans une gouvernance territoriale inclusive (Billion, 2018). Il y a encore du chemin à faire pour une démocratie participative, mais elle ne se fera pas par exclusion des élus, des entreprises ou des militants.

Vie comme vie, c'est-à-dire vivre

Pour ne pas choisir entre le local et le global, qui entraînent chacun des dérives identitaires ou mondialisantes, Latour (2017) nous propose de choisir un troisième pôle, qu'il appelle « le terrestre », mais qu'on pourrait nommer « territoire de vie ». Il s'agit bien de s'ancrer, « d'appartenir à un sol, vouloir y rester, maintenir le soin d'une terre, s'y attacher » (Latour, 2017, p. 71). « C'est que le terrestre tient à la terre et au sol, mais il est aussi mondial, en ce sens qu'il ne cadre avec aucune frontière, qu'il déborde toutes les identités. » (p.72)

Vis comme visible, c'est-à-dire voir et donner à voir

Les politiques se territorialisent, mais ont du mal à voir ce qui se passe dans les territoires. Les acteurs institutionnels impulsent des procédures et des dispositifs, mais intègrent difficilement les innovations sociales qui émanent du territoire. Et si on les donnait à voir, si on les rendait visibles et si on se construisait des représentations universelles, non pas parce qu'elles sont uniques, mais parce qu'elles ont du sens dans divers espaces et pour différents acteurs? Elles montreraient le caractère hybride des territoires et contribueraient à l'hybridation des mondes (Gwiazdzinski, 2016).

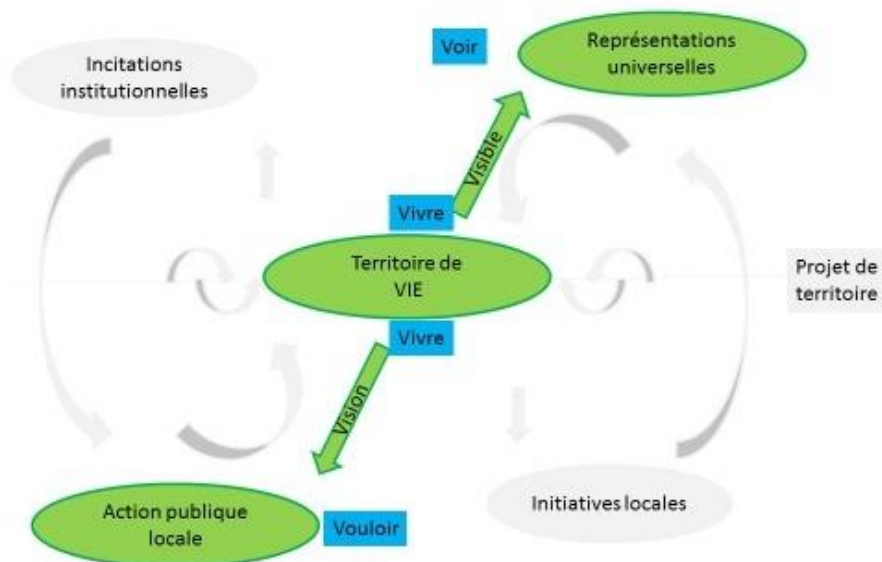


Figure 8 – Les 3 actions d'une nouvelle ingénierie territoriale

Sans effacer les dynamiques préexistantes, trois nouvelles exigences apparaissent pour accompagner le développement territorial. Assumer que le territoire est un territoire de vie, accepter de le rendre vivable pour tous et accepter de le rendre vivant pour les générations actuelles et futures, c'est là une première exigence. La deuxième exigence est d'entraîner l'action, de la vouloir, dans une vision partagée des enjeux aussi bien locaux que globaux, individuels que collectifs. La troisième exigence est celle de donner du sens à l'action, de construire une représentation d'un monde commun, de rechercher les valeurs universelles et d'en débattre. Cela ne gomme pas les conflits, les hiérarchies ni les pouvoirs; cela n'arrête pas les guerres, les catastrophes naturelles ni les épidémies, mais cela nous rend responsables du futur de notre planète.

Le territoire du Témiscamingue, au Québec, a anticipé ces dynamiques il y a plus de 10 ans lors de la révision de son plan stratégique de gestion. Le jeu de territoire réalisé en 2008 (Lardon, Angeon, Trognon et Leblanc, 2010) a montré des articulations inédites entre les cinq secteurs et structures urbaines du territoire; des solidarités assumées entre les activités agricoles, forestières et touristiques et entre les espaces; des frontières dépassées avec ses relations privilégiées avec l'Ontario, province voisine. Le territoire était bien un territoire de vie, où les acteurs locaux exprimaient leur attachement au territoire et où ils s'adressaient aux acteurs institutionnels pour qu'ils s'engagent dans le développement territorial, sans perdre ni leur authenticité ni leurs valeurs communautaires. Il fait figure de précurseur.

Conclusion : inventons nos territoires de demain

Dans cette ingénierie territoriale, les chercheurs ont un rôle à jouer pour inlassablement comprendre,

expliquer et interpréter les dynamiques, visibles ou invisibles, des territoires, qu'ils soient ruraux ou urbains.

Il y a là de nouvelles pistes à explorer qui peuvent remettre en cause les procédés traditionnels de production scientifique et de construction de l'action. À l'heure où la nécessité de changement devient une évidence pour tous, que ce soit pour les transitions énergétiques, alimentaires ou climatiques; où les institutions connaissent des recompositions qui bousculent les habitudes; et où la société civile prend le pas sur les institutions pour gérer le développement territorial, il est temps de changer nos façons de faire. Loin de penser que la recherche doit répondre aux besoins des acteurs ou que les acteurs doivent contribuer aux recherches – comme c'est la conception traditionnelle dans la recherche-action ou en sciences participatives, notre démarche met au cœur les interactions entre chercheurs et acteurs, avec des artefacts qui servent d'objets intermédiaires de représentation et de médiation (Vinck, 1999). Cela permet non seulement de reconnaître et d'intégrer le savoir des acteurs en les hybridant avec le savoir des chercheurs, mais aussi aux chercheurs de pleinement jouer leurs rôles de formalisateurs et de générateurs de connaissances.

La créativité est aussi une qualité qui contribue à une analyse systémique. La science a ainsi à apprendre de l'art pour des démarches plus innovantes. Il importe de valoriser expérience et savoir-faire pour faire évoluer les pratiques des institutions et des individus. La rigueur des itinéraires méthodologiques construits et la diversité assumée des dispositifs permettent de monter en généralité. L'imagination valorise cette diversité et produit le futur des territoires.

NOTES

1 www6.inra.fr/psdr-inventer

2 www.plate-forme21.fr

3 www.caprural.org

4 <https://umr-territoires.fr> (La publication est prévue pour 2020 aux Presses universitaires Blaise Pascal de l'Université Clermont-Auvergne.)

5 <https://agriculture.gouv.fr/programme-national-pour-lalimentation-2019-2023-territoires-en-action>

-
- 6 <https://adscb05.org/lemediadesacteurs>
- 7 <https://caue27.fr>
- 8 <https://vallees-habitees.fr/vallee-de-la-levriere-une-belle-mobilisation-pour-le-forum-des-projets>

RÉFÉRENCES

- Angeon, V. et Lardon, S. (2003). Dessiner et comprendre le territoire : quand le jeu devient un processus collectif d'apprentissage et de création. Dans B. Debarbieux et S. Lardon S. (dir.), *Les figures du projet de territoire* (p. 245-257). La Tour-d'Aigues, France : Éditions de l'Aube.
- Beauseroy, O., Mabon, M.-Z., Mariotti, S., Lalanne, L. et Lardon, S. (2019, juillet). *Jardins potagers, jardins partagés, lieux d'échanges et d'apprentissage collectif*. Communication présentée lors du 56^e Colloque de l'ASRDLF, Iasi, Roumanie.
- Billion, C. (2018). *Rôle des acteurs du commerce et de la distribution dans les processus de gouvernance alimentaire territoriale* (Thèse de doctorat non publiée). École doctorale LSHS, Université Clermont Auvergne, Clermont-Ferrand, France.
- Bletterie, X. et Lardon, S. (2019, juillet). *Habitudes alimentaires et forme d'organisation territoriale innovante dans le PNR Queyras*. Communication présentée lors du 56^e Colloque de l'ASRDLF, Iasi, Roumanie.
- Bonnard, J. (2015). *Découvrir le monde des objets : former des chercheurs dès l'école maternelle*. Lyon, France : Éditions de la Chronique sociale.
- Caron, P. (2017). Entre promesses et risques, l'usage du mot territoire dans la pensée du développement agricole. Dans P. Caron, É. Valette, T. Wassenaar, G. Coppens d'Eeckenbrugge et V. Papazian (dir.), *Des territoires vivants pour transformer le monde* (p. 15-22). Versailles, France : Quæ.
- Caron, P., Valette, É., Wassenaar, T., Coppens d'Eeckenbrugge, G. et Papazian, V. (dir.) (2017). *Des territoires vivants pour transformer le monde*. Versailles, France : Quæ.
- CESER Bourgogne-Franche-Comté (2017). Dynamiques territoriales : quelles combinaisons gagnantes? Repéré à <http://cgtbourgognefranchecomte.fr/wp-content/uploads/2017/10/Synthèse-Dynamiques-Territoriales-1.pdf>
- Copello, L. (2019). *Mise en perspective du rôle d'une société d'économie mixte et société d'aménagement régional (SEM-SAR) dans le développement territorial* (Thèse professionnelle non publiée). AgroParisTech, Paris, France.
- Debarbieux, B. et Lardon, S. (dir.). (2003). *Les figures du projet de territoire*. La Tour-d'Aigues, France : Éditions de l'Aube.
- Debarbieux, B. et Vanier, M. (2012). *Ces territorialités qui se dessinent*. La Tour-d'Aigues, France : Éditions de l'Aube.
- Deffontaines, J.-P., Marcelpoil, E. et Moquay, P. (2001). Le développement territorial : une diversité d'interprétations. Dans S. Lardon, P. Maurel et V. Piveteau (dir.), *Représentations spatiales et développement territorial* (p. 39-56). Paris, France : Hermès.
- De la Soudière, M. (2017). *Arpenter le paysage : poètes, géographes, montagnards*. Paris, France : Anamosa.
- Depraz, S. (2017). Penser les marges en France : l'exemple des territoires de « l'hyper-ruralité ». *Bulletin de l'Association des géographes français*, 94(3), 385-399. <https://doi.org/10.4000/bagf.2086>
- Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes (DRAAF Auvergne). (2015). *Repères et outils pour construire votre Projet Alimentaire Territorial*. Repéré à http://draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Reperes_et_outils_pour_construire_votre_Projet_Alimentaire_Territorial_cle03d135.pdf
- Filippini, R. (2015). *Food production potential of periurban agriculture: Contribution of periurban farms to local food system* (Thèse de doctorat non publiée). Scuola Superiore Sant'Anna et AgroParisTech, Pise (Italie) et Paris (France).
- Gwiazdzinski, L. (dir.). (2016). *L'hybridation des mondes : territoires et organisations à l'épreuve de l'hybridation. L'innovation autrement*. Grenoble, France : Elya.
- Houdart, M. et Nguyen Ba, S. (dir.). (2018). *Les réseaux d'acteurs au service de la transition alimentaire : enseignements tirés de la Doume, monnaie citoyenne pydomoise*. Paris, France : INRA. Repéré à www6.inra.fr/psdr-inventer/Menu/Les-initiatives-alimentaires/La-Doume
- Iceri, V. (2019). *Actions collectives alimentaires en territoires ruraux : un regard sur la diversité, une quête pour le développement du territoire. Regard croisé entre Brésil et France* (Thèse de doctorat non publiée). École doctorale LSHS, Université Clermont Auvergne, Clermont-Ferrand, France.
- Institut national de la recherche agronomique (INRA). (2015). *PSDR INVENTER*. Paris : INRA.

- Lardon, S. (2013). Le « jeu de territoire », un outil de coordination des acteurs locaux. *Revue FaçSADe, Résultats de recherches du département Inra-Sad*, 38.
- Lardon, S. (2017). L'aménagement du territoire au prisme des transitions territoriales : un triple processus à l'œuvre. *Pouvoirs locaux*, 110(II), 81-86.
- Lardon, S., Albaladejo, C., Allain, S., Cayre, P., Gasselin, P., Lelli, L. et Theau, J.-P. (2015). Dispositifs de recherche-formation-action pour et sur le développement agricole et territorial. Dans A. Torre et D. Vollet (dir.), *Partenariats pour le développement territorial* (p. 47-57). Versailles, France : Quæ. <https://doi.org/10.3917/quæ.torre.2015.01.0047>
- Lardon, S., Angeon, V., Trognon, L. et Leblanc, P. (2010). Usage du « jeu de territoire » pour faciliter la construction d'une vision partagée du territoire dans une démarche participative. Dans D. Ricard (dir.), *Développement durable des territoires : de la mobilisation des acteurs aux démarches participatives* (p. 129-145). Ceramac n° 28. Clermont-Ferrand, France : Presses universitaires Blaise Pascal.
- Lardon, S., Copello, L. et Albaladejo, C. (2019a, juillet). *Regards croisés sur la dynamique de l'élevage dans le territoire de Chascomús : une démarche prospective franco-argentine*. Communication présentée lors du 56^e Colloque de l'ASRDLF, Iasi, Roumanie.
- Lardon, S. et Loudiyi, S. (2014). Agriculture urbaine et alimentation : entre politiques publiques et initiatives locales. *Géocarrefour*, 89(1-2), 3-10. Repéré à <http://journals.openedition.org/geocarrefour/9362>
- Lardon, S., Marraccini, E., Rizzo, D. et Benoît, M. (2019b, novembre). *Combiner cartes à dire d'acteurs et lectures de paysage pour analyser les circuits agricoles et alimentaires de la Vallée de la Lèvre : un itinéraire méthodologique innovant*. Communication présentée lors du Colloque SAGEO, Clermont-Ferrand, France.
- Lardon, S., Moquay, P. et Poss, Y. (dir.). (2007). *Développement territorial et diagnostic prospectif : réflexions autour du viaduc de Millau*. La Tour-d'Aigues, France : Éditions de l'Aube.
- Latour, B. (2017). *Où atterrir? : Comment s'orienter en politique*. Paris, France : La Découverte.
- Lièvre, P., Johany, F. et Nguyen Ba, S. (2019, janvier). *Les clés des controverses dans PSDR INVENTER* [Fichier vidéo].
- Loudiyi, S. et Houdart, M. (2019). *L'alimentation comme levier de développement territorial? : les cas de la fête de la Pomme de Massiac et du projet alimentaire territorial du Pays de Courpière*. Auvergne, France : Économie rurale.
- Magnaghi, A. (2014). *La biorégion urbaine : petit traité sur le territoire bien commun*. Paris, France : Eterotopia.
- Margetic, C., Roth, H. et Pouzenc, M. (2017). Introduction. Dans C. Margetic, H. Roth et M. Pouzenc (dir.), *Les campagnes européennes : espaces d'innovation dans un monde urbain* (p. 7-11). Toulouse, France : Presses universitaires du Midi.
- Ostrom, E. (2009). A general framework for analyzing sustainability of social-ecological systems. *Science*, 325(5939), 419-422. <https://doi.org/10.1126/science.1172133>
- Parcs naturels régionaux de France (PNR). (2007). Comment une autre vie s'invente ici. *Parcs*, 58/59.
- Torre, A. et Wallet, F. (2015). Towards new paths for regional and territorial development in rural areas. *European Planning Studies*, 23(4), 650-677. <https://doi.org/10.1080/09654313.2014.945812>
- Trimech, A. et Lardon, S. (2017a). Jeux de territoire 2016 : Avec le PNR Livradois-Forez et le Grand Clermont, inventons nos territoires de demain ». *Les 4 pages PSDR INVENTER*. Repéré à www6.inrae.fr/psdr-inventer/content/download/3591/35455/version/1/file/Plaquette_JdT_INVENTER_PNRLF_GC.pub.pdf
- Trimech, A. et Lardon, S. (2017b). Jeu de territoire 2017 : Ensemble avec Billom Communauté, inventons notre alimentation de demain. *Les 4 pages PSDR INVENTER*. Repéré à www.reseaurural-auvergne.fr/wp-content/uploads/2017/10/PLAQUETTE_Billom_communaute%C3%A9_2017-.pdf
- Valette, É., Caron, P., Coppens d'Eeckenbrugge, G. et Wassenaar, T. (2017). Conclusion générale et perspectives. Dans P. Caron, É. Valette, T. Wassenaar, G. Coppens d'Eeckenbrugge et V. Papazian (dir.), *Des territoires vivants pour transformer le monde* (p. 263-273). Versailles, France : Quæ.
- Vanier, M. (2008). *Le pouvoir des territoires : essai sur l'interterritorialité*. Paris, France : Economica.
- Vinck, D. (1999). *Ingénieurs au quotidien : ethnographie de l'activité de conception et d'innovation*. Grenoble, France : PUG.

SAGUENAY
LAC-SAINT-JEAN

ZONE
BORÉALE

« LE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN EST UN
TERRITOIRE BORÉAL, OÙ DES GENS
PASSIONNÉS, ONT DÉVELOPPÉ UN SAVOIR-
FAIRE UNIQUE, POUR VOUS OFFRIR DES
PRODUITS EXCEPTIONNELS »



*Pour découvrir notre
terroir nordique,*

WWW.ZONEBORÉALE.COM

L'ENTRETIEN

De Isabel Brochu avec

Nancy Ouellet

Directrice générale de la Table agroalimentaire
du Saguenay–Lac-Saint-Jean



Photo : courtoisie Table agroalimentaire
du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Zone boréale est une image de marque, une stratégie de positionnement basée sur la typicité boréale, qui est largement utilisée par la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Zone boréale, c'est la volonté d'une région de se définir à travers son territoire nordique et son terroir unique. Elle rassemble tous ceux qui jouent un rôle dans notre culture culinaire. Ce sont les producteurs agricoles, les transformateurs alimentaires, les marchands, les entreprises en agrotourisme, les services de garde éducatifs et les restaurateurs, qu'on appelle nos « ambassadeurs de saveurs ».

La Table agroalimentaire du Saguenay–Lac-Saint-Jean a été mandatée, en 2015, lors du Sommet régional, pour mettre en place cette stratégie de positionnement. Pour nous expliquer cette stratégie, *Organisations & Territoires* s'entretient avec madame Nancy Ouellet, directrice générale de la Table agroalimentaire.

•• Bonjour, Madame Ouellet. Merci de nous accueillir pour cet entretien sur le développement rural.

Nancy Ouellet. Cela me fait très plaisir de vous parler d'un sujet qui a été mon plus grand défi professionnel. J'ai étudié en anthropologie et en gestion du développement touristique, alors mes champs d'intérêt principaux sont donc l'analyse de l'être humain dans son univers le développement régional. Ce mandat, je n'aurais pas pu le réaliser seule. Tout a été

possible grâce à un travail de collaboration avec des partenaires et différents créateurs.

Zone boréale est une image de marque, une stratégie de positionnement basée sur la typicité boréale, qui est largement utilisée par la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean depuis maintenant quatre années. Pourriez-vous expliquer à nos lecteurs ce que signifie la typicité boréale?

N. O. Au départ, quand les intervenants de la région ont commencé à parler de typicité boréale au Saguenay–Lac-Saint-Jean, la seule chose que nous avions en tête, c'était le territoire comme milieu physique, son isolement géographique, les caractéristiques de ses sols et ses conditions climatiques (hivers longs et étés courts). Nous avons commencé nos discussions sur cette base avec plusieurs éléments qui nous laissaient croire que nous pouvions prouver scientifiquement, du moins en partie, que ces conditions physiques avaient des effets directs sur notre agriculture, sur la saveur des aliments. C'est pour cette raison que nous avons commencé à travailler plus spécifiquement sur la typicité.

Rapidement, nous avons constaté qu'il n'y avait pas seulement les sciences liées à l'agriculture qui pouvaient nous éclairer sur la typicité, mais aussi l'ensemble des sciences sociales. Nous avons compris que les hommes et les femmes, leur caractère, leurs valeurs et leur créativité faisaient partie de la typicité. C'est donc toute la culture d'un lieu, d'une région qui contribue à la typicité.

Alors, qu'est-ce que la typicité? C'est ce qui distingue chacun des endroits sur la planète, tout simplement. Lorsqu'on pense à l'Italie, on a rapidement une idée des lieux, on sait ce qu'on va manger, comment on va se sentir, ce qu'on va voir. Bref, on sent le pays dans tous les pores de notre peau (rires). Mais, lorsqu'on pense au Saguenay–Lac-Saint-Jean, puisque notre région est encore assez jeune, cet exercice de visualisation sensorielle se fait plus difficilement – et c'est dommage. Je parle de l'exemple du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mais cette idée de typicité devrait s'étendre rapidement au reste du Québec. Bref, la typicité, c'est ce qui permet de différencier une région, ce que nous sommes en tant que peuple, parce que notre terroir nous construit ainsi que notre culture distincte.

Qu'est-ce qui différencie le Saguenay–Lac-Saint-Jean comme terroir?

N. O. Il y a quatre grands éléments dans le concept de terroir qui s'applique au Saguenay–Lac-Saint-Jean comme ailleurs : le territoire comme tel, la population, le savoir-faire des gens et, enfin, les produits de nos agriculteurs et transformateurs. Il est important de comprendre que les produits sont teintés par les trois premiers éléments. Notre territoire, sa situation géographique, son éloignement ainsi que ses conditions climatiques souvent extrêmes constituent ce que nous appelons l'élément boréal. Nos cultures ont dû

s'adapter à ces éléments, mais, de façon surprenante, ces mêmes éléments les protègent des ravageurs.

Nous avons la réputation d'être débrouillards, de bien travailler ensemble. Puisque nous sommes relativement isolés du reste du Québec depuis toujours, nous n'avons pas eu le choix d'être très novateurs et collaboratifs. Puisque notre savoir-faire est encore jeune, il y a inévitablement beaucoup d'innovations qui s'ajoutent aux techniques traditionnelles léguées par d'autres générations, d'ici et ailleurs. Nos gens vont chercher des éléments un peu partout pour s'inspirer, pour développer leur savoir-faire. À titre d'exemple, un nouveau microbrasseur peut suivre des séances de formation en Europe, mais, au bout du compte, ce n'est pas un terroir qu'il hérite, mais un terroir qu'il invente.

Le savoir-faire est vraiment à mi-chemin entre la tradition et l'innovation. Nous devons être conscients de ce qui nous distingue afin de l'exploiter et d'améliorer le développement de notre région. À titre d'exemple, nos agriculteurs doivent jongler avec un nombre de degrés-jours qui est différent du reste du Québec, mais cette contrainte est aussi une source de créativité. Cette prise de conscience est un mouvement qui se passe un peu partout au Québec, province où chaque territoire se colle de plus en plus sur les éléments qui construisent son identité, par exemple la Gaspésie avec ses fruits de mer ou les pommes de Chaudière-Appalaches.

Votre stratégie de positionnement a comme objectif « de rallier l'ensemble des actions de promotion en lien avec les produits locaux. L'image de marque veut permettre la sensibilisation, la promotion et l'identification des produits agroalimentaires sur les différents marchés, tout en définissant mieux notre culture alimentaire. » Il y a toute une filière derrière cette stratégie de positionnement. Qui sont les acteurs derrière Zone boréale?

N. O. Les principaux acteurs derrière Zone boréale sont les organismes de concertation qui s'occupent du développement de la région. Les quatre principaux sont la Table agroalimentaire du Saguenay–Lac-Saint-Jean, le créneau AgroBoréal, l'Union des producteurs agricoles (UPA) et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). Ce sont les quatre grands partenaires derrière la stratégie de positionnement.

Ensuite, au cœur de la stratégie, ce sont les entreprises de production et de transformation. Puis, autour d'elles gravite l'ensemble des marchés partout où sont disponibles les produits. Les restaurateurs sont des ambassadeurs de saveurs, le marché au détail comprend les marchands Zone boréale et les petits ambassadeurs de saveurs sont plus de 1000 enfants fréquentant l'un des services de garde éducatifs du Saguenay–Lac-Saint-Jean ayant obtenu son accréditation auprès de Zone boréale. Ces services de garde se distinguent par la mise en valeur et l'intégration des produits typiques de la région. Chacun des marchés est comme un rayonnement qui permet ensuite le repérage et la promotion des produits de la région.

Il s'agit donc d'une vaste mobilisation qui a commencé avant 2015?

N. O. Il faut faire un bref retour en arrière pour mieux comprendre la mobilisation actuelle. Tout a commencé en 2002 lors du Grand rendez-vous des régions. C'était la période où chaque région du Québec identifiait ses créneaux d'excellence. Les décideurs au Saguenay–Lac-Saint-Jean avaient choisi le créneau de l'agriculture nordique comme occasion de développement. Il y a eu une étude d'opportunité (2006) avec une consultation du milieu agricole. Un plan stratégique de l'agroalimentaire a suivi (2007) et plusieurs actions ont été réalisées entre 2007 et 2015, dont une consultation sur le positionnement de la région en 2015. Lorsque la Table agroalimentaire a eu le mandat de développer la stratégie de positionnement, elle a profité de tout le travail de réflexion, de consultation et de mobilisation fait depuis 2002.

C'est donc le créneau d'excellence sur l'agriculture nordique qui est l'élément de départ. Nous avons pu profiter ensuite de tous les travaux visant à démontrer qu'il était pertinent de développer l'agriculture nordique. J'ai le sentiment que les éléments qui caractérisent notre typicité en agriculture (l'isolement, la proximité, la capacité de bien travailler ensemble) sont présents dans tous les secteurs du développement régional et que cette solidarité entre les acteurs a contribué au succès de Zone boréale. Lorsque la stratégie était prête à lancer, les marchés ont levé la main rapidement. Nous avons lancé la stratégie de positionnement en janvier 2015 et je crois qu'en février ou mars de la même année, on présentait les ambassadeurs de saveurs, c'est-à-dire

nos restaurateurs. Les autres acteurs ont suivi très rapidement.

Est-ce que des éléments du contexte actuel, c'est-à-dire l'économie de proximité, les circuits courts et les enjeux environnementaux, ont favorisé l'implantation de Zone boréale?

N. O. Oui, tous ces éléments sont importants. Toutefois, je crois que le facteur lié aux nouvelles façons de consommer, collées sur les valeurs des personnes, prend de plus en plus d'importance. Les gens ont besoin de savoir ce qu'ils mangent, car ils ont de moins en moins confiance à ce qui est produit ailleurs. Prenons l'exemple des miels importés. Quand on sait que l'inscription « Canada n° 1 » sur le pot de miel n'indique pas la provenance, mais plutôt un niveau de qualité et qu'il a souvent été coupé avec du sirop et du sucre, ces informations influencent la consommation. La proximité avec le producteur et le transformateur permet d'avoir une certaine assurance sur la qualité du produit.

La sensibilisation de plus en plus importante de la population pour la protection de l'environnement ainsi que la sécurité alimentaire ont contribué aussi au succès rapide de Zone boréale. Par ailleurs, il a été démontré que le nombre de fermes en culture biologique au Saguenay–Lac-Saint-Jean est supérieur aux autres régions du Québec parce que – et cela va en surprendre plusieurs – il est plus facile de faire une telle culture en raison de notre territoire et de nos conditions climatiques. Le nord a un avantage comparatif en raison de l'isolement géographique, du climat frais et du phénomène des journées chaudes et nuits fraîches. Il y a une barrière naturelle avec l'extérieur grâce à la réserve faunique des Laurentides et des monts Valin. Les ravageurs ne sont pas capables de traverser ces éléments naturels et passer de ferme en ferme. Aussi, en raison du climat, les plantes doivent être très fortes pour pousser dans notre région.

Nous avons donc des avantages importants, mais je ne dis pas qu'il n'y a pas de problème! Les gens qui font de la culture biologique travaillent très fort et méritent tout notre respect. Il y a d'ailleurs des projets dans le secteur de la culture biologique qui sont discutés actuellement au Saguenay–Lac-Saint-Jean. La Table agroalimentaire ne porte pas nécessairement ces projets, mais je crois qu'ils vont inciter la région à prendre un virage en ce sens.

La Table agroalimentaire a été mandatée en 2015, lors du Sommet régional, pour mettre en place cette stratégie de positionnement. Beaucoup d'initiatives ont été lancées en peu de temps. Parlez-nous des différentes initiatives de Zone boréale?

N. O. La première stratégie est de travailler son image de marque. La force est d'être capable d'avoir une image qui parle d'elle-même. Les gens ne savent pas que c'est la Table agroalimentaire qui est derrière Zone boréale et c'est ce que nous voulons. Elle est porteuse de développement et représente notre industrie alimentaire.

Le développement des premières déclinaisons était des initiatives importantes, notamment celui qui a permis la mise en valeur des produits par les restaurateurs, nos ambassadeurs de saveurs. Nous en avons fait des vedettes en leur donnant un statut social plus élevé. Les consommateurs vont vivre une expérience culinaire avec eux et tenter de la reproduire à la maison. Il est donc important qu'ils puissent retrouver les produits pour les acheter. D'où l'importance de la dernière étape, qui est de s'assurer de la présence des produits sur les tablettes des détaillants. Finalement, le côté agrotourisme a pris rapidement une place importante qui permet de fermer la boucle. Les autres initiatives sont tout aussi importantes, mais celles que je viens de nommer touchent plus directement le consommateur.

Nous avons un plan sur cinq ans et nous en sommes à la deuxième année. Si nous nous comparons au cycle d'une entreprise, nous sommes au sommet et ça va très très bien. Mais nous savons que nous devons rapidement être novateurs et aller encore plus loin. Pour l'instant, nous travaillons sur la pérennité de ce qui a été mis en place, mais les antennes sont ouvertes pour savoir ce que seront les prochains défis et pour mettre rapidement la main à la pâte.

Quel est le rôle de la recherche? Qui sont les partenaires?

N. O. Si nous n'avions pas eu en main les éléments scientifiques prouvant l'importance de développer un créneau d'agriculture nordique dans la région, l'image de Zone boréale ne serait pas celle que nous connaissons aujourd'hui. La recherche était vraiment l'élément de départ. Toutefois, il y a encore beaucoup de travail à faire et nous avons toujours besoin de la recherche. Il s'agit d'un défi constant.

Nous avons une stratégie forte, mais ce qu'on dit aux clients, nous le savons par des recherches informelles. Nous aurons besoin des sciences sociales et de la recherche-développement en agriculture nordique pour donner des arguments de vente plus concrets à nos agriculteurs et transformateurs.

Au départ, notre rêve était le suivant. On se disait qu'un producteur d'avoine ou de chanvre au Saguenay-Lac-Saint-Jean serait capable de déclarer : « Mon avoine sera meilleure qu'ailleurs parce qu'elle aura plus de nutriments ou de vitamines. » Nous étions naïfs! Nous pensions pouvoir utiliser ce type d'argument pour favoriser nos agriculteurs et transformateurs. La recherche était partie avant nous, puis on a rattrapé la recherche, mais le temps de la recherche est plus long et les arguments ne sont pas encore prêts. D'où l'importance de se pencher aussi sur les sciences sociales, qui nous définissent en tant que culture alimentaire. Or, pour les bleuets du Saguenay-Lac-Saint-Jean, il est vrai qu'ils sont meilleurs et plus riches! C'est prouvé par les recherches scientifiques. L'UQAC est notre principal partenaire de recherche, mais il y en a d'autres.

Savez-vous combien de municipalités rurales sont touchées par ce positionnement dans la région? Est-ce que le milieu mesure déjà des effets des différentes initiatives?

N. O. J'ai envie de répondre : toutes les municipalités du Saguenay-Lac-Saint-Jean! Il faut d'abord souligner que les quatre municipalités régionales de comté (MRC) et Ville de Saguenay appuient et financent le projet parce qu'elles constatent le rayonnement sur l'ensemble de leur territoire. Puisqu'il s'agit d'une filière, chaque territoire y trouve des avantages.

Prenons par exemple une MRC qui n'aurait pas de producteur ou de transformateur sur son territoire. Elle aura quand même un endroit où on vend des produits locaux ou encore un service éducatif qui les mettra en valeur à travers notre projet des Petits ambassadeurs de saveurs. Les différentes déclinaisons de la stratégie permettent de toucher tout le monde. Au final, chaque personne est un consommateur, un mangeur ou une mangeuse!

Nous abordons aussi le marché municipal à travers les événements par exemple Saguenay en bouffe, Qwack Fest ou dans les marchés publics. Partout où il y a une personne qui s'alimente, qui se nourrit

ou qui achète un aliment, il y a un marché potentiel pour nos entreprises. Il ne faut pas oublier que c'est notre raison d'être : avoir une industrie prospère pour nos entreprises de production et de transformation. L'agriculture a été ciblée comme un des secteurs économiques les plus prometteurs du Saguenay–Lac-Saint-Jean. La grande entreprise est importante dans notre économie régionale, mais la communauté est ébranlée lors de la perte d'emplois ou de la fermeture d'une usine. Une industrie agroalimentaire prospère contribue à solidifier l'ensemble de la communauté, car elle est ancrée au territoire.

Voyez-vous déjà des effets positifs?

N. O. Le secteur agroalimentaire régional se porte bien, mais les intervenants de Zone boréale ne peuvent pas se donner l'ensemble du crédit parce qu'il y a beaucoup d'initiatives pour valoriser les produits locaux, et ce, dans plusieurs secteurs. Si on se penche uniquement sur le cas de Zone boréale, nous constatons une croissance de la notoriété. Au début du projet, nous devions prendre du temps pour décrire et expliquer Zone boréale, et les gens ne reconnaissaient pas notre logo. Maintenant, quand nous donnons des conférences et que nous demandons à l'auditoire s'il connaît la boussole (qui est notre logo), 90 % des gens lèvent la main. La notoriété de Zone boréale est bien installée et cela nous indique que la stratégie fonctionne. Si les consommateurs connaissent la boussole, c'est parce qu'elle est utilisée pour valoriser les produits, puis en faire la promotion et le repérage. Nous croyons que les clients sont alors en mesure de mieux orienter leurs achats vers des produits locaux. Après, c'est le travail marketing qui fait son œuvre.

Le thème de ce numéro de la revue O&T est la ruralité contemporaine. Pour plusieurs, la ruralité réfère aux fermes ou paysages bucoliques, tandis que, pour d'autres, elle réfère

à une dévitalisation des territoires. Comment voyez-vous la ruralité contemporaine dans le cadre de Zone boréale?

N. O. Je crois d'abord que la ruralité répond à des besoins très contemporains que je résume au désir de revenir à des valeurs fondamentales. Celui de se recentrer sur soi, de rechercher le calme ou de développer son côté plus zen. Disons que le rythme de vie actuel fait une pression sur les individus. L'agrotourisme permet aux personnes d'avoir accès à cette ruralité sans y consacrer leur vie. Il y a plusieurs activités : visite guidée d'une ferme, autocueillette de fruits et légumes, kiosques à la ferme, route des bières ou hébergement à la ferme. Un autre exemple intéressant est le collectif *Les cirques agricoles du Fjord*. Il s'agit de quatre fermes réparties sur la rive nord du fjord du Saguenay dans la municipalité de Saint-Fulgence et de Sainte-Rose-du-Nord. Ces fermes sont toutes situées dans un amphithéâtre naturel, d'où le nom de « cirque », et bénéficient d'un microclimat exceptionnel pour l'agriculture. Les visiteurs bénéficient à la fois de l'agriculture et d'un environnement naturel apaisant. Pour une journée, le client a envie de sentir l'appartenance aux valeurs d'une ferme, de se nourrir d'aliments qu'il a vus pousser, de se mettre les mains dans la terre et de vivre un retour à la nature et à la terre.

Un autre point important est le travail de Zone boréale pour développer et présenter une image de marque de l'industrie agroalimentaire du Saguenay–Lac-Saint-Jean, une image contemporaine. Zone boréale donne du *glam* à toute la ruralité. Nous faisons briller nos producteurs et nos transformateurs; nous montrons leur passion à travers des produits de qualité. On sort du coq et de la *valance* carreaute! Sur nos images, nos restaurateurs sont tatoués. Nous essayons de diffuser une image jeune, de notre temps. Cependant, je suis convaincue que Zone boréale fonctionne surtout parce que nous plaçons l'humain au centre de tout notre travail. •••

Nous remercions Madame Nancy Ouellet pour le temps consacré à cet entretien pour la revue *Organisations & Territoires*. Ses propos, des plus intéressants, vont sûrement aider les lecteurs à bien saisir le dynamisme des acteurs du secteur agroalimentaire du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Nous sommes confiants que toute l'équipe de Zone Boréale saura relever les prochains défis!

LA POLITIQUE TERRITORIALE AU QUÉBEC

50 ans d'audace, d'hésitations et d'impuissance



Sous la direction de
Marc-Urbain Proulx et
Marie-Claude Prémont

EN LIBRAIRIE
LE 23 MAI!

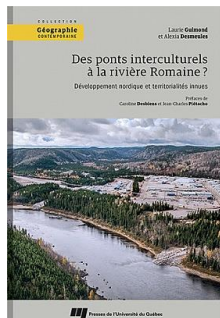


Presses de l'Université du Québec

50 ans
de savoir

Guimond, L. et Desmeules, A. (2019). *Des ponts interculturels à la rivière Romaine*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 117 p.

Marie-Claude Prémont^a



Le Québec dispose d'une longue expérience en matière de grands chantiers nordiques pour la construction de puissantes centrales hydroélectriques : depuis les centrales Bersimis-1 et Bersimis-2 des années 1950, en passant par Manic-Outardes de la fin des années 1960 jusqu'au projet du siècle de Robert Bourassa du complexe La Grande de la baie James, lancé au début de la décennie 1970.

D'autres chantiers ont également suivi, avant d'atteindre le dernier en lice, soit celui de La Romaine, sur lequel se penche l'ouvrage ici recensé. Toutefois, rappelons-nous d'abord que les deux premiers grands chantiers d'Hydro-Québec en territoire autochtone (Bersimis et Manic) se sont déployés dans l'ignorance totale de ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler le territoire ancestral *Nitassinan* des Innus. Le

chantier de la baie James a par la suite été le premier à marquer une rupture dans l'histoire hydroélectrique du Québec puisqu'un vrai coup de tonnerre judiciaire a secoué le ciel de l'inconscience et du mépris des droits autochtones, avec l'émission en novembre 1973 de l'injonction du juge Malouf, qui a forcé au silence la horde de machinerie lourde qui avait commencé à transformer le territoire cri. Même si l'injonction a été levée une semaine plus tard par la Cour d'appel du Québec, elle a néanmoins obligé Québec à s'asseoir et à négocier avec la communauté cri.

L'entente signée en 1975, intitulée la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* (CBJNQ), représente le point de départ incontesté d'une ère nouvelle des relations entre le Québec et les communautés autochtones en matière de grands chantiers. Cette histoire est connue et reconnue. Personne n'oserait aujourd'hui remettre en cause les droits autochtones, depuis inscrits explicitement dans la Constitution canadienne de 1982 et, malgré tout, souvent bousculés par l'exploitation des ressources naturelles en territoire nordique.

Le plus récent grand projet hydroélectrique du Québec, soit celui de la rivière Romaine sur la Côte-Nord, représente une occasion unique de faire le point sur la place aujourd'hui réservée aux Autochtones dans le cadre d'un grand chantier hydroélectrique. Peut-on célébrer les progrès réalisés depuis l'injonction Malouf? Les auteures de cet ouvrage s'y sont penchées et actualisent la question des relations entre Autochtones et allochtones dans le cadre des grands projets hydroélectriques. Elles ne se demandent pas si Québec répond ou non aux droits autochtones. Elles se demandent, plus simplement, si le chantier permet ou non de construire, en plus des barrages et des centrales, un réel pont interculturel entre les communautés innues et non autochtones de la Minganie.

Les auteures ont su tabler sur cette occasion assez unique de La Romaine puisque le chantier permet d'observer la situation la plus contemporaine des relations issues de ce type de projet. Le chantier de La Romaine représentait en outre une occasion assez spéciale puisque l'occupation autochtone de ce territoire atteint plus du tiers de la population, caractéristique exceptionnelle au Québec, après le Nunavik.

^a Professeure titulaire, ENAP

Au final, se demandent les auteures, les Blancs ajustent-ils vraiment leurs projets à la réalité et à la préservation des droits autochtones, à la façon dont les Innus conçoivent et vivent leur territoire? Ou sont-ce encore plutôt les Autochtones qui doivent s'ajuster aux grands projets des Blancs? En d'autres termes, pour les Innus de la région, le projet de La Romaine représente-t-il une occasion de développement et d'actualisation de leurs relations avec le *Nitassinan* ou est-il plutôt un sacrifice de leur territoire?

Sur cinq chapitres et une conclusion, les deux auteures proposent en somme une analyse de l'écart qui sépare les espoirs suscités par le projet et les perceptions locales quant aux retombées réelles sur le territoire directement touché par le grand chantier de La Romaine. La particularité de l'analyse des auteures tient au fait qu'elles s'attardent au territoire *vécu* de la Minganie, ce qui place davantage en relation non pas le Québec et la communauté innue dans son ensemble, mais bien les personnes mêmes qui habitent ou séjournent sur le territoire : d'une part, les quatre communautés innues touchées (Nutashkuan, Unamem Shipu, Pakua Shipu et Ekuanitshit) et, d'autre part, les communautés allochtones de la région (Rivière-au-Tonnerre, Rivière-Saint-Jean, Longue-Pointe-de-Mingan, Havre-Saint-Pierre, Baie-Johan-Beetz, Aguanish et Natashkuan).

Par contre, l'ouvrage révèle que les non-Autochtones sondés sont essentiellement les travailleurs du chantier (qui proviennent majoritairement de l'extérieur de la région), mais aussi des « acteurs clés » de la région, disent-elles, mais dont on ne connaît pas précisément le rattachement. Sont-ce des maires, des préfets, des dirigeants d'entreprise? Le chantier de La Romaine représente certes une occasion d'exception pour jauger l'interaction entre les Innus et les autres travailleurs. C'est pourquoi, pour les auteures, il forme le site privilégié de l'analyse, qui s'appuie sur environ 60 entrevues approfondies réalisées sur le terrain.

L'hypothèse explorée par les auteures pose d'emblée la difficulté d'établir des ponts entre Autochtones et non-Autochtones. En dépit de tous les progrès qui ont pu marquer les relations entre les deux groupes, les auteures observent qu'ils continuent à vivre des vies parallèles, même au sein du chantier, où les deux groupes sont pourtant convoqués. Elles concluent à une quasi-absence de relations interculturelles significatives. Les cliques se forment par classe de métier, mais aussi par région d'origine des travailleurs; deux caractéristiques systémiques opèrent à creuser un fossé plutôt qu'à établir des ponts.

Les travailleurs innus forment en grande partie une main-d'œuvre invisible et au bas de l'échelle. Sur 144 Innus engagés par la Société des entreprises innues d'Ekuanitshit (SEIE), 108 sont affectés à la cafétéria et à la conciergerie, alors que 12 sont à l'entretien technique et 15 à la sécurité. Les auteures donnent quelques exemples, rares, d'Innus qui occupent un poste plus élevé, comme celui d'opérateur de machinerie lourde. De plus, les Innus sont confinés à des dortoirs distincts, contredisant de manière forte toute velléité de rapprochement des communautés. Les auteures rapportent également la perception répandue du phénomène de l'Innu-pancarte, avec la création de sociétés innues, souvent partenaires d'entreprises allochtones (dont la compagnie française Sodexo), pour bien faire paraître l'entreprise qui porte un nom innu.

Les clés de lecture des différents chapitres ne sont pas toujours bien distinguées, de sorte que certaines observations ou analyses qui auraient pu être mieux explorées sont plutôt parsemées à travers l'ouvrage. C'est notamment le cas du rôle joué par les ententes conclues entre Hydro-Québec et les différentes communautés, phénomène central qui a pris son envol depuis la CBJNQ afin de structurer les relations entre les communautés autochtones et les entreprises d'exploitation des richesses naturelles, dont Hydro-Québec. En effet, sans faire l'objet d'une analyse détaillée, les auteures parsement leurs propos ici et là dans l'ouvrage du fait que tant les communautés autochtones qu'allochtones ont signé avec Hydro-Québec, derrière des portes closes, des ententes sur les répercussions et avantages (ERA). Elles soulignent que toutes les communautés ont signé de telles ententes : une pour la municipalité régionale de comté (MRC) de la Minganie et trois ERA pour les quatre communautés innues du territoire. La négociation de ces ententes, en secret et communauté par communauté, a suscité des tensions interculturelles, contraires au rapprochement interculturel. L'ERA est dès lors pointée comme un instrument de division entre les communautés. On peut regretter que les auteures n'aient pas profité de l'occasion pour mieux documenter le fonctionnement et les effets précis des ERA pour répondre à leur enquête sur la construction de ponts interculturels.

Elles soulignent pourtant bien le dilemme auquel font face les Innus, qui n'ont d'autre choix devant la puissance d'Hydro-Québec que d'accepter de négocier, ce qui signifie du coup de mettre fin au combat. Il est intéressant de noter que la dernière communauté innue à avoir signé une telle entente est celle qui est la plus touchée par le projet, soit la communauté d'Ekuanitshit. La réaction des Blancs frise ensuite le sarcasme en remettant en cause l'attachement réel des Innus au *Nitassinan* puisqu'ils acceptent de le sacrifier en échange des bénéfices accordés par l'ERA.

Pourtant, sur le territoire, les auteures font certaines observations qui permettent d'établir une certaine communauté d'intérêt entre Autochtones et non-Autochtones en s'attardant justement aux habitants du territoire, et non aux travailleurs du chantier. En effet, comme les Innus, les travailleurs de la Minganie n'arrivent pas à tirer leur épingle du jeu dans la promesse des emplois générés par le grand chantier. La plupart des contrats de sous-traitance sont accordés à des entreprises hors région qui recrutent leurs employés habituels, au détriment des travailleurs de la région. L'ouvrage rapporte que les travailleurs de la Minganie ne dépassent pas 15 % des travailleurs du chantier, tandis que les Innus ne sont que de 11 %. Même si le texte n'est pas clair à ce sujet, il faut croire que les 11 % d'Innus ne sont pas comptabilisés dans les 15 % de travailleurs de la Minganie. Comme les Innus, les travailleurs de la Minganie occupent aussi surtout des emplois au bas de l'échelle, ce qui permettrait de dire que les seuls ponts interculturels créés par le chantier de La Romaine se limitent à la communauté d'intérêts des plus démunis du chantier, où Autochtones et non-Autochtones du territoire sont maintenus au bas de l'échelle des emplois.

Le chantier de La Romaine n'aura été au fond qu'une simple étincelle, pour reprendre l'expression des auteures, afin de sensibiliser à l'importance de construire des ponts interculturels. La place limitée des Innus sur le chantier est un reflet de leur place politico-institutionnelle restreinte, tout comme celle des Minganiens, pourrait-on ajouter. En ce, Hydro-Québec ne peut être seule mise au banc des accusés puisque l'atteinte d'une meilleure équité et justice entre communautés est une mission qui interpelle toutes nos institutions et en tout temps. Les grands projets hydroélectriques ne peuvent être que le révélateur de nos déficiences institutionnelles, et non les seuls réparateurs. Le chantier de La Romaine le démontre, encore une fois.

Centre de **recherche** sur le **développement** **territorial**

UQAC - UQAR - UQAT - UQO - INRS-UCS - ÉNAP

Le CRDT est un centre de recherche interdisciplinaire et interuniversitaire qui s'est donné comme mission de produire, valoriser et diffuser des connaissances approfondies et pertinentes des réalités du développement territorial des régions non-métropolitaines.

Rassemblant plus de 70 membres, dont une quinzaine de l'extérieur du Canada, le CRDT est principalement rattaché à des institutions universitaires implantées au cœur même des territoires non-métropolitains.

Les travaux du CRDT s'intègrent dans une programmation de recherche structurée en quatre axes :

Axe 1

Aménagement
et gestion durables
du territoire
et des ressources

Axe 2

Dynamiques
économiques,
production
et proximité

Axe 3

Politiques
publiques
et gouvernance
territoriale

Axe 4

Modes de
construction
et de partage
des connaissances



Photos : CDDM, P.Grant, 2001; D. Chabot, 2001, 2002; G. Gauthier, 1992; D. Chabot, 2003; S. Aubé, 1999

Centre de recherche
sur le développement territorial (CRDT)
UQAC - UQAR - UQAT - UQO - INRS-UCS - ÉNAP
Université du Québec à Chicoutimi
555, boul. de l'Université
Chicoutimi (Québec), Canada, G7H 2B1
Tél. : 418 545-5011, poste 4038
Télec. : 418 545-5012
crdt@uqac.ca

**CRDT**

Organisations & Territoires

Réflexions sur la gestion,
l'innovation et le développement

ABONNEMENT

Six (6) numéros

Abonnement institutionnel	103,48 \$ *
Abonnement individuel.....	66,69 \$ *
Abonnement étudiant	48,29 \$ **
Abonnement hors Canada.....	145,00 \$ ***

Note : tous les abonnements sont d'une durée de deux ans

* Taxes incluses

** Taxes incluses (envoyer une photocopie de la carte étudiante)

*** (110 \$ + 35 \$ frais de poste) (sans taxes)

Je désire m'abonner à la revue *Organisations & Territoires*

☐ Nouvel abonné

☐ Renouvellement

☐ J'aimerais que mon abonnement débute **avec le DERNIER** numéro paru

☐ J'aimerais que mon abonnement débute **avec le PROCHAIN** numéro à paraître

Je joins un chèque au montant de : _____

à l'ordre de : Revue *Organisations & Territoires* de l'UQAC

Coordonnées :

Nom : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Télécopieur : _____

Courriel : _____

**Remplissez et retournez ce formulaire par courriel (revueot@uqac.ca)
ou par la poste à l'adresse suivante :**

Revue *Organisations & Territoires*
Université du Québec à Chicoutimi
555, boulevard de l'Université
Chicoutimi (Québec) G7H 2B1

Tél. : 418 545-5011, poste 4530 • Téléc. : 418 693-9072 • Courriel : revueot@uqac.ca

www.uqac.ca/revueot

